

30 AVR. 1970

# Musée Neuchâtelois

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

Sommaire

1970

janvier / mars

N° 1

	<i>Pages</i>
1. Charly GUYOT. <i>Lettres de M<sup>me</sup> de Charrière</i> . . . . .	3
2. M. DE TRIBOLET. <i>Dislocation du Manse</i> . . . . .	23
3. M. DE PURY. <i>Expédition à Monlésy</i> . . . . .	29
4. F. LOEW. <i>Epidémie</i> . . . . .	33
5. <i>Bibliographie et chronique</i> . . . . .	38

Troisième série    Septième année    Livraison trimestrielle



Le *Musée neuchâtelois* est publié en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel.

*Comité de rédaction :*

M. Alfred SCHNEGG, président, 22, rue Matile, Neuchâtel.

M. Léon MONTANDON, secrétaire de rédaction, 2, rue des Brévards, Neuchâtel.

M. Jean-Pierre MICHAUD, trésorier, 4, rue de la Poste, Colombier.

M<sup>lle</sup> Gabrielle BERTHOUD, MM. Eddy BAUER, Eric BERTHOUD, Jean COURVOISIER, François FAESSLER, Maurice FAVRE, Philippe GERN, Charly GUYOT, Fernand LOEW, Louis-Edouard ROULET.

*Président de la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel (Suisse) :*

M. Philippe GERN, 65, chemin des Pavés, Neuchâtel.

*Administration et abonnements :* M. Jean-Pierre MICHAUD, 4, rue de la Poste, Colombier, tél. (038) 6 33 02.

*Prix de l'abonnement :*

Suisse : Fr. 15.—

Etranger : Fr. 17.50

*Pour les membres de la Société d'histoire :*

Suisse : Fr. 12.50

Etranger : Fr. 15.—

*Compte de chèque postal :* MUSÉE NEUCHATELOIS 20-1622.



*Madame de Charrière*  
1740-1805

Peinture de 1780 par Arlaud  
Musée d'histoire, Neuchâtel

TROISIÈME SÉRIE. SEPTIÈME ANNÉE

MUSÉE  
NEUCHATELOIS

Revue d'histoire régionale fondée en 1864

1970

NEUCHATEL  
IMPRIMERIE CENTRALE

Tous droits réservés

*Le Musée neuchâtelois, revue éditée en collaboration avec la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel, publiera en 1971 un numéro consacré au centenaire de l'internement en Suisse de l'Armée de l'Est (Bourbakis).*

*A cet effet, son comité de rédaction serait heureux de recevoir communication de tous documents imprimés, manuscrits et iconographiques qui pourraient être détenus par des particuliers.*

*Ces documents de tous ordres devraient être adressés à M. Alfred Schnegg, archiviste de l'Etat et président du comité du Musée neuchâtelois (château de Neuchâtel) qui les retournera à leurs détenteurs après examen et utilisation éventuelle.*

## LETTRES INÉDITES DE MADAME DE CHARRIÈRE

Une fois déjà, dans cette revue (année 1963), j'ai donné un certain nombre de lettres de M<sup>me</sup> de Charrière. En voici d'autres — extraits de lettres plutôt que lettres complètes — qui proviennent de la correspondance échangée par la dame du Pontet et le publiciste allemand Louis-Ferdinand Huber. C'est à la grande amabilité de M<sup>me</sup> Paul Chaponnière, à Genève, que je dois d'avoir pu dépouiller à loisir les manuscrits de ces lettres. Qu'elle en soit sincèrement remerciée.

Philippe Godet, dans son admirable ouvrage sur *Madame de Charrière et ses amis*, consacre un chapitre entier au *Ménage Huber* (t. II, pp. 81-135). Le dossier de lettres dont je vais faire connaître des fragments a été par lui très largement utilisé. Mais cependant nombreux sont encore les textes qui méritent d'être mis au jour. Quant aux renseignements concernant les Huber, leur séjour en pays neuchâtelois, je renvoie mes lecteurs à l'étude si complète de Ph. Godet. Il est inutile que je répète ce qu'il a dit de la manière à la fois la plus précise et la plus vivante. Je me bornerai donc à introduire mes citations et à les accompagner, si nécessaire, de quelques brèves notes.

Une précision encore : comme je l'ai fait en 1963, j'ai modernisé l'orthographe de M<sup>me</sup> de Charrière, ne voyant aucun intérêt à respecter des graphies telles que *étoit, avoit, je sai*, etc., ou les assez nombreuses fantaisies orthographiques auxquelles se livre l'écrivain.

\* \* \*

Les premières lettres du dossier Huber datent de l'été 1793. Le publiciste allemand, rédacteur d'un journal qui paraissait à Leipzig, est installé depuis le mois de juillet à Neuchâtel. Il est entré en relations avec M<sup>me</sup> de Charrière. Très vite, il a pris connaissance de plusieurs de ses œuvres. Il va s'atteler à la traduction en allemand des *Lettres trouvées dans des portefeuilles d'émigrés* et de la petite comédie de *L'Emigré*. Mais au cours de cette même année 1793, un autre écrit de la dame du Pontet l'a intéressé : ce sont les dix lettres composant le recueil intitulé *Lettres trouvées dans la*

*neige*. C'est un magistrat neuchâtelois, Charles-Godefroi de Tribolet, qui, en février, avait suggéré à M<sup>me</sup> de Charrière d'écrire ces lettres et d'y donner des conseils de sagesse et de modération à ceux qui, dans nos montagnes, gagnés par l'agitation révolutionnaire, coiffaient alors le bonnet rouge et plantaient des arbres de liberté. « Je me permettrai seulement d'observer », écrivait Tribolet, « que c'est en flattant leur amour-propre et en les amusant que je crois qu'on réussira le mieux à les ramener ». Ayant pris connaissance des dix *Lettres*, Huber exprima à M<sup>me</sup> de Charrière un jugement où se manifestait sans doute quelque étonnement quant aux vues politiques de l'auteur. Et M<sup>me</sup> de Charrière de s'expliquer :

ce 23 août 1793.

Quelque jour, Monsieur, je vous demanderai votre pensée sur certaines questions relatives à l'homme et à la société, questions jusqu'auxquelles votre lettre, toute profonde qu'elle est, n'a pu creuser la matière. Si vous pouviez en me répondant détruire le scepticisme dans lequel je nage, allant et venant, et m'approchant tantôt d'une rive, tantôt de la rive opposée, sans aborder jamais, vous me rendriez assurément un grand service ; mais je crains que ce service ne puisse m'être rendu, parce que mon scepticisme me paraît venir de la disproportion de la capacité de ma tête avec l'objet qu'il faudrait qu'elle embrassât tout entier pour le juger comme il faut. Ce que je sais bien, c'est que je m'adresserais plus volontiers à vous qu'à aucun autre homme que je connaisse pour obtenir des clartés sur les sujets les plus abstraits et pour moi les plus obscurs.

Quant aux *Lettres*, auxquelles vous avez fait plus d'honneur qu'elles n'en méritent, je ne les défendrai pas contre des objections qui peuvent être parfaitement justes. J'y ai considéré la plupart des objets très partiellement et en petit. Si je désirais que vous les lussiez, ce n'était pas du tout dans l'espoir que vous y trouvassiez rien de neuf, rien de lumineux ; j'avais pensé à votre Gazette et il me semblait qu'elles pouvaient vous fournir quelques articles de remplissage. Ma profession de foi est si peu renfermée dans ces *Lettres* que j'ai parfaitement senti que la dernière flattait les princes ; mais il m'a semblé qu'il fallait les flatter, pour qu'ils s'en conduisissent un peu mieux. On m'avait demandé ces lettres. « Tâchez, m'avait-on dit, de calmer ces gens-là (les gens des montagnes) ; pour cela il faut les flatter et les amuser. » J'ai rempli de mon mieux ma tâche et voilà tout. Si j'ai dit ma pensée bien au juste, c'est dans la seconde lettre du Français, celle où il met en doute si l'on connaît assez l'homme pour rien faire de bien pour l'homme. Mon ignorance ne doit pas, Monsieur, vous occuper plus longtemps. Je finis en vous assurant que je relirai bien des fois votre lettre.

(signé : T. de Ch.)

Au début de l'année 1794, la comédie de *L'Emigré* est imprimée. Huber a écrit, pour la traduction de cette petite œuvre, une préface. Et M<sup>me</sup> de Charrière de le féliciter : « Votre préface dit précisément ce que je désirais qu'elle dît... » (16 janvier 1794). Au même moment, infatigable,



l'auteur travaille à une autre comédie, *L'Inconsolable*. Ce texte n'a jamais connu d'édition en français. Mais Huber en a fait imprimer une traduction allemande au printemps de 1794. Le 5 février, M<sup>me</sup> de Charrière faisait à Huber quelques remarques sur les exigences d'une bonne traduction :

Je ne prétends pas que la précision dont une langue se fait plus sévèrement la loi qu'une autre regarde autre chose que le *style* et la *forme*. C'est au penseur à soigner sa pensée... Je pense que tout ce qui peut se penser nettement peut se dire clairement... Je crois enfin que si les Allemands écrivaient en allemand d'une manière plus semblable à ce que nous appelons bien écrire en français, les lecteurs allemands seraient encore plus contents qu'ils ne le sont de leurs auteurs. Notez que je ne parle absolument que du style.

Le 3 mars, nouvelle lettre, où l'auteur de *L'Inconsolable* en revient aux difficiles problèmes de la traduction :

Pardon si je dispute avec cette opiniâtreté, mais j'avoue qu'en morale de littérature il me paraîtrait du devoir d'un Allemand (de votre esprit), qui sait bien le français, de porter dans sa langue l'élégante clarté du français. Il est difficile en toute langue de bien écrire. On sait ce qu'il en coûtait à Rousseau. Mais enfin on peut bien écrire. Rousseau et d'autres l'ont prouvé.

Au milieu du mois de mars la traduction de *L'Inconsolable* est achevée. Et l'auteur d'écrire, le 17 : « Je suis jalouse, Monsieur, de votre *Inconsolable*. M. Constant l'aime mieux que le mien. Il trouve que l'allemand et votre style lui siéent à merveille... »

Benjamin Constant, à cette date du 17 mars, était près d'achever un séjour à Colombier commencé au début de décembre 1793. Il avait, au cours de l'hiver, eut de fréquentes relations avec Huber, qu'il voyait soit à Neuchâtel, soit au Pontet. Le 5 avril, il repartait pour Brunswick. M<sup>me</sup> de Charrière, le 25 avril, dit à Huber l'état de « léthargie où [elle] était, depuis le départ de M. Constant, pour les choses de l'esprit ». Elle précise : « J'ai écrit à Constant, depuis son départ, la valeur d'une petite brochure, et je n'ai écrit que cela... » Elle aborde ensuite, dans la même lettre à celui qu'elle appelle volontiers le « Citoyen », quelques réflexions sur les contradictions de la politique :

... tout ce qu'on écrit sur la politique morale est absolument inutile. Les chefs songent uniquement à conserver leur pouvoir, auquel leur vie est attachée. Leurs clients ne songent qu'à leur plaire ; leurs antagonistes qu'à les culbuter ; la multitude ne songe à rien. Ici elle chante ; là elle se retient de pleurer ; selon le lieu, selon le moment, elle prie ou blasphème... Fauche père a vu, m'a-t-on dit, célébrer la grand-messe dans toute sa pompe à Pontarlier, et, après la messe, il entendit un sermon sur l'utilité de la confession. Ailleurs on va dans des églises

où il n'y a plus de prêtres dire son chapelet... Robespierre tutoya l'autre jour très peu fraternellement Dufourny<sup>1</sup> dans ce discours qui le mènera peut-être à la guillotine...

Quelques jours plus tard — le 1<sup>er</sup> mai — la dame du Pontet s'interroge sur certaines difficultés qu'elle éprouve à établir une relation étroite et vivante avec ses lecteurs :

Il y a chez moi je ne sais quelle maladresse, et chez d'autres une étrange *mal-voyance*. Je crois que je pêche par ne pas mettre d'assez frappantes étiquettes à mes sacs. *Son, farine, fine fleur de farine* : voilà ce qu'il faudrait écrire en grosses lettres, et souvent les gens croiraient trouver de la fine fleur de farine dans le sac ainsi étiqueté, ne fût-il plein que de son. Il y a sûrement de ma faute, car à cet égard comme à d'autres l'effet prouve une cause.

Au mois de juin, Huber qui, comme tout étranger, était, en ces temps troublés, l'objet d'une surveillance policière, se voit signifier l'ordre de quitter Neuchâtel dans le délai d'un mois. M<sup>me</sup> de Charrière l'avait averti de prendre garde aux lieux et aux gens qu'il fréquentait. Ses propos, trop peu surveillés, pouvaient être fâcheusement répétés. Ce qu'il devait tâcher de faire, c'était « quelques connaissances à Neuchâtel, mais il faudrait les avoir non seulement honnêtes, mais bien famées » (lettre du 18 juin). Quoi qu'ait tenté Huber et, avec lui, quelques notables qui intervinrent en sa faveur, il dut choisir un autre lieu de résidence. Et c'est à Bôle qu'il s'installa.

Benjamin Constant, à la fin de l'année 1794, a définitivement quitté Brunswick. Il est de retour à Lausanne et est entré en relations avec M<sup>me</sup> de Staël. Peu à peu le lien d'amitié qui l'unissait à la dame du Pontet va se relâcher. Le jour de Noël, elle écrit à Huber, qui alors se trouvait précisément à Lausanne chez Constant :

J'ai reçu hier une lettre de M. Constant. Il y a un mot ou deux que je n'ai pu déchiffrer. Comme il ne s'agit que de métaphysique, cela est peu important. M. Constant est ainsi que moi de l'avis de Kant qu'on ne saurait mêler à l'idée de devoir l'idée d'aucun avantage attaché à remplir un devoir qu'on ne détruise son essence. Pour le reste il ne m'a pas entendue et je ne l'entends pas. Peut-être croira-t-il que c'est parce que je ne l'entends pas que je crois qu'il ne m'a pas entendue. Mais ce n'est pas cela. Avec le temps nous pourrions mieux nous expliquer, si le sujet nous intéresse encore...

... La cherté des vivres ne me paraît pas diminuer ici. On craint même la disette absolue de certains comestibles dont il serait fâcheux de devoir se passer.

... Dites à M. Constant qu'il ne conviendrait point à sa santé de vivre ici dans ce moment, et cela me suffit pour me consoler de ce que cet hiver ne ressemble point à l'autre. Pour moi, à qui des raves sont une nourriture suffisamment substantielle et qui mange fort peu mes semblables : veaux, moutons, cochons, etc., je n'éprouve ni privation ni inquiétude personnelle.

Au mois de mai 1795, Constant partait pour Paris avec M<sup>me</sup> de Staël. Celle-ci venait de faire paraître un *Recueil de morceaux détachés*, parmi lesquels se trouvait un *Essai sur les fictions*. D'autre part, une *Lettre* de Constant, publiée sans doute dans les *Nouvelles politiques* de Suard, suscitait les réflexions que voici de la part de M<sup>me</sup> de Charrière (la lettre est datée « mardi 30 », sans indication ni du mois ni de l'année) :

Je suis fâchée que la lettre soit de Constant 1/. parce que c'est une sottise mômérie de dire qu'il réclame ses droits de citoyen. Qu'est-ce que cela ajoute à ses raisons ? Comme on saura que la lettre est de lui, cela diminuera l'estime qu'on peut avoir pour sa personne, de sorte qu'il perdra sans gagner rien. 2/. Le sens de la lettre me paraît faux, le raisonnement mauvais. — Si le peuple a assez de foi à sa Convention pour recevoir d'elle une constitution, il en doit avoir assez pour trouver bon qu'une partie de cette Convention conserve sa place et son autorité, et emploie cette autorité à faire subsister la constitution. Si le peuple méprise la Convention, qu'il s'assemble en assemblées primaires, remplace ses députés et refuse d'avance la constitution qu'elle prépare. Je crois si nécessaire au maintien d'une constitution quelconque que ceux qui l'auront faite se donnent par elle le droit de la faire marcher, que dire le contraire me paraît dire : nous ne voulons pas que votre constitution subsiste ; nous dégoûtons d'elle dès à présent le peuple le plus que nous pouvons et nous nous préparons, s'il l'accepte, à la détruire. 3/. Je trouve ridicule l'éloge de l'auteur de quoi ? d'une lettre, et la citation d'une amphigourique phrase. On dirait que M<sup>me</sup> de Staël a fait un ouvrage considérable. C'est comme l'éloge qu'elle fait de quelques chapitres d'un *grand* ouvrage. Ils se grattent mutuellement un petit bout d'oreille<sup>2</sup>.

P. S. — Je parie que l'éloquent auteur a une autre constitution toute prête et qu'on intrigue pour décréditer celle-ci.

A plusieurs reprises M<sup>me</sup> de Charrière s'entretient avec Huber du comportement de Constant, depuis qu'il a gagné la France avec sa dulcinée. Selon la dame du Pontet, Huber reprochait à Benjamin « sa versatilité ou son peu de bonne foi en politique ». Et M<sup>me</sup> de Charrière de défendre l'ancien ami :

On m'écrit de Paris... On m'écrit que Constant s'est mal exprimé ou que vous l'avez mal lu, et qu'il est aussi zélé amateur de la liberté que jamais... Au reste, il se porte assez mal, ou du moins il a l'apparence d'une mauvaise santé.

Deux ans plus tard (septembre 1797), elle le défend encore :

Constant n'est sûrement pas amateur de bagarres. Gouvernail un peu l'amuserait et le flatterait. Mais je crois que souvent sa tête et sa santé demandent du repos, plus que sa vanité ne demande de la gloire ; et alors sa terre en Normandie<sup>3</sup>, avec des livres et des gouttes [?], sont tout ce qu'il ambitionne. Vous verrez moins clair à lui, Monsieur, que vous ne pensez ; il vous inspirera de l'intérêt,

mais je doute qu'il satisfasse votre curiosité sur aucun point. En effet, y a-t-il rien à savoir, rien à dire, sur une chose aussi complètement dérangée et embrouillée que cette France? Je ne le crois pas.

De la même année 1797 date une lettre (mais avec la seule indication « ce vendredi ») où M<sup>me</sup> de Charrière s'exprime sur une critique faite par Ginguené<sup>4</sup> d'un récent ouvrage de Necker :

J'ai lu Ginguené. Je trouve fort bon que l'on critique M. Necker, son livre et le style de son livre, car rien de tout cela ne me plaît beaucoup, et la satire qui tombe sur un orgueilleux du premier ordre fait toujours un certain plaisir. Mais je trouve que Ginguené a des réticences toutes semblables à celles qu'il reproche à Necker : 1/. sur les causes de la Révolution autres que *celles qu'il nous est permis de savoir* ; 2/. sur le Roi, qui se faisait croire captif, ou plutôt sur la captivité qu'il ne nie pas, parce qu'il ne peut pas la nier et dont il veut cependant éloigner l'idée ; 3/. sur le 2 et 3 décembre, qu'on ne doit pas, dit-il, attribuer à ceci ni à cela ; mais à quoi donc les attribuer? et s'ils n'ont eu que les mêmes auteurs, avec le 10 août, s'ils tenaient à un même plan, comment tant admirer cette journée et tant crier contre les autres? — Je trouve que le style de Ginguené, sans être ridicule comme celui de Necker, est souvent obscur et quelquefois puéril. — Je trouve enfin qu'il a tort de reprocher à Necker ses *vieilles* idées. Si nos idées ne changent pas, pourquoi ne les pas reproduire, et cela précisément lorsqu'en les reproduisant on croit qu'elles pourront influer sur l'objet qui nous occupe? M. Ginguené pourra répéter tant qu'il lui plaira « Vive la République! » et M. Necker « Vive la Constitution anglaise! ». Une année ou dix-huit mois de constitution ne prouvent pas grand chose et, dans son dernier extrait, il prévoit déjà que la constitution sera fort menacée. Sa sécurité déjà l'abandonne. L'argument tiré de l'expérience n'a plus de force. Les *vieilles* idées de M. Necker ont du moins cet avantage qu'on n'en a pas essayé et qu'ainsi l'on ne peut connaître aussi parfaitement leurs défauts que celles des systèmes réalisés et mis en pratique.

En 1796, M<sup>me</sup> de Charrière avait achevé la composition d'un petit roman, *Honorine d'Userche*. L'an suivant, en septembre, elle envoyait à Huber une lettre à la tête de laquelle elle se citait elle-même :

Raisonneurs, hommes, soyez d'accord avec vous-mêmes. Si vous doutez, taisez-vous ; si vous croyez, professez votre croyance ; si vous êtes incrédules, osez envisager les conséquences de votre incrédulité, et, supposé que vous soyez trop froids pour vous soucier d'agir d'après ce que vous pensez, trouvez bon que des gens passionnés et hardis parcourent jusqu'au bout la carrière que vous et vos pareils avez ouverte... Voilà ce que je viens d'écrire, à peu près, à quelqu'un, en parlant d'*Honorine*. Je me suis copiée moi-même, ce qui ne laisse pas d'avoir l'air un peu plat, car il n'appartient qu'à un oracle de se répéter.

Etrange poulet qu'*Honorine* !... Ce que je me dirais, moi lecteur, le lendemain ou le surlendemain de cette lecture, c'est que le monde bouleversé par des LaTouche<sup>5</sup> plus actifs que celui-ci, et point si grands seigneurs ni si riches, par

des LaTouche écrivains, parlant dans les rues, dans les Clubs, aux Jacobins, au Palais-Royal, [c'est] que ce monde aussi bouleversé aurait besoin que dans la France, foyer du tremblement de terre, il se montrât un homme qui ressemblât à Honorine enfant, qui gouvernât les autres hommes par sa force et leur faiblesse..., un homme qui résistât à ses passions et mît en jeu celles des autres, mais surtout leur cupidité et leurs craintes. Cet homme promettrait *de l'argent*, menacerait *de la potence* et ferait en sorte qu'on crût de nouveau à *l'enfer*... Pour le moment, la métaphysique élémentaire et de théorie m'occuperait faiblement en comparaison de la métaphysique pratique, de l'art de remettre le fort, c'est-à-dire les nombreux, au pouvoir d'un maître voulant l'ordre et la paix. Ils sont au pouvoir aujourd'hui du premier [qui] se présente pour les mener et d'une indigence qui ne [?] quand elle ne tue pas. Des ouvriers sont morts de faim à Lyon, et ceci vous surprendra encore davantage : on laisse coucher dans la rue, on ne donne ni vêtements ni nourriture suffisante aux prisonniers anglais qui sont à Marseille et aux environs..., et le représentant Fréron <sup>6</sup> étale un luxe tel que les fermiers généraux et les intendants ne l'égalaient pas. Et le sens moral, M. Huber ! où est-il ? Le tue-t-on comme on peut se crever les yeux ou se percer le tympan de l'oreille ? Pourquoi ne serait-il pas visible chez tous les hommes ? Pourquoi Fréron, Collot d'Herbois <sup>7</sup> ne l'auraient-ils pas comme vous paraissez l'avoir ?

En 1798, le bouleversement politique est complet en Suisse. Dans la nuit du 23 au 24 janvier, c'est, à Lausanne, la proclamation de l'indépendance du Pays de Vaud, la création de la République lémanique. Le 25 au soir, les troupes françaises y pénètrent. Le 26, M<sup>me</sup> de Charrière écrit : « Je tiens la révolution pour faite... On aura des mômeries françaises, des arbres de la liberté, des citoyens, etc. » Au début de mars, Berne tombe à son tour. La République helvétique une et indivisible est créée. Huber, à cette date, a quitté Bôle. Rentré en Allemagne, il est à Tubingue. Il sera, quelques mois plus tard, installé à Stuttgart. Une lettre, datée du 5 avril, lui parvient de Colombier :

Bon Dieu ! combien j'ai pensé à vous, hier au soir, en écoutant lire une lettre de B. ! On veut, écriviez-vous, la destruction politique, morale et physique [quelques mots biffés, illisibles]. Treize mille hommes (cela n'est pas dans la lettre, mais un Neuchâtelois venant de B. l'a dit), une contribution qu'on exige de toute personne aisée ; un inventaire que l'on fait de tout le bétail du pays, afin de pouvoir juger, à ce que l'on présume, du temps que les armées y pourront subsister ; une rivalité établie entre l'armée qui part et celle qui reste ou arrive, et que la première a excitée par des jactances qui ont augmenté le chagrin de l'autre d'arriver trop tard. *Adieu paniers, vendanges sont faites*, disaient les partants. On a bonne grâce de constituer, organiser, législativer ce qui ne sera plus, ce qu'on aura mangé, sucé, brouté, pressuré de toutes les manières... Avez-vous vu ce feuilletiste puni pour quelques ironies sur la Cisalpine ? *Pourquoi seraient-ils à l'abri de nos décrets ? Ils sont libres, ils sont heureux par nos armées*... Cela est propre, disent les rois, à éteindre l'affection. Oh ! s'ils savaient comme on affectionne et comment ils

pourraient se faire affectionner. Les Lémantins<sup>8</sup> ne cessent de nous menacer de leur sort.

Il y a, à Neuchâtel, un combat entre les polissons des deux partis. Un arbre avait été planté par les uns ; il a été abattu par les autres, Léo Enkel à la tête des anti-arbres. Il est blessé. Le Magistrat s'en est mêlé. Il y a eu des arrestations...

On est fort content des officiers à Berne. La plupart sont polis et veulent l'ordre... Je crois que toutes les destructions politiques, morales, physiques, leur feraient plaisir, et cela pour être plus sûrs de durer eux-mêmes, d'avoir encore un certain temps pouvoir et subsistance. Adieu, Monsieur.

Serva devotissima.

A cette lettre, M<sup>me</sup> de Charrière ajoute, le lendemain, un billet :

On m'avait parlé de sabres rouillés. Ce n'est pourtant qu'avec un sabre de bois que Léo a reçu un coup sur la main. Je suis fâché que les anti-Chavanniens (les collégiens) n'aient pas fait quelque sottise plus éclatante, qui en ait fait mettre en prison, comme il y en a de l'autre parti. Mais ces petits Messieurs ont été plus sages ou moins hardis. Cela nous mènerait-il à quelque chose de plus considérable ? Prendrait-on fait et cause pour les enfants de la rue des Chavannes ?

Le retour de Huber en Allemagne n'alla pas sans regrets pour la dame du Pontet. Leurs relations, de Bôle à Colombier, étaient à la fois si proches et si fréquentes que le départ du journaliste-traducteur créa un véritable vide au Pontet. M<sup>me</sup> de Charrière lui écrit, le 10 mai :

Depuis que nous sommes si entièrement séparés, je vous regrette beaucoup. Il est fâcheux de ne pouvoir parler d'aucune manière sur des objets intéressants avec le petit nombre de gens avec qui l'on en doive parler. Car le bavardage est insupportable et la passion fâche. Je n'en dirai pas davantage.

Le 15 mai, elle s'excuse d'une lettre perdue envoyée à Huber :

J'y argumentais contre certaines *farfetched*<sup>9</sup> argumentations. Je rappelais la *contre-révolution* qualifiée de *révolution*. Cela est vieux, mais j'ai la mémoire bonne. Et cela, je le rappelais à propos de la *violation* des lois, consistant à ne pas punir selon les lois, etc. Je ne disais rien du *fanatisme* des enfants de Neuchâtel, mais par pur oubli, car cela aussi rentrait selon moi dans les un peu *partiales* subtilités de cette méthode de raisonner. J'attaquais ces raisonnements non pas comme n'ayant rien de vrai, mais comme n'étant point pris dans le fond de la chose, ayant aussi quelquefois pour texte plutôt un mot qu'une idée, et n'allant point au but. C'est examiner le calibre du fusil d'un homme qui reçoit de tous côtés les coups redoublés de vingt poignards... Je vois qu'il vous faut devenir, dans votre qualité de nouvelliste, tous les jours un peu plus partial, ne fût-ce que pour donner une couleur, une livrée à votre gazette ; et comme vous êtes judicieux et doux, vous ne le serez jamais durement ni à bride abattue ; il faudra donc toujours vous exprimer de cette manière que j'appelle *farfetched* et subtile...

Quand nous nous reverrons, je pense que le chaos sera tel qu'on ne pourra plus avoir de système politique et que nous causerons de toutes choses insystématiquement. On parle encore fort bien en France. Je viens de lire Rouchon, Bailleul, Chénier<sup>10</sup>, qui parlent bien en tous sens et de toutes les manières. Se prendront-ils aux cheveux un de ces jours ? C'est de quoi je suis un peu curieuse.

... Je ne sais ce que fait la Dulcinée, ni si le Don Quixotte se battant contre des journaux, jetant aux vents des feuilles calomnieuses, continue à faire une immense moisson de lauriers. Je crois le voir aussi, lui, basant des compliments amphigouriques sur des sentiments factices et des principes vacillants. Il embrasse son adversaire moins vaincu que touché. Grand bien lui fasse ! dit celui des campagnes et des armées. Je le dis avec lui.

Ce mercredi 16. — Je sais quelques nouvelles assez curieuses, des nouvelles positives sur Berne, conjecturales sur les petits cantons... Des troupes arrivées la veille d'avant-hier à Berne, et qui étaient très fatiguées, ont été aussitôt envoyées au Neweuneck [?] <sup>11</sup>. On croit que c'est pour le Valais. Vous voyez, je ne dis pas *contre* le Valais, qu'elles marchent. Voilà que je vous ai pourtant dit une petite nouvelle.

Autres nouvelles politiques, le 2 juillet :

On nous annonce Talleyrand pour faire un traité de commerce avec les Suisses. Il serait plaisant que Benjamin fût son secrétaire. A propos, je n'ai plus aucun regret à ce que Neuchâtel ne soit pas de la Suisse. Rien de si plat que le Grand Conseil <sup>12</sup>. M. le Directeur LeGrand <sup>13</sup> écrit d'Aarau <sup>14</sup> à M. Rougemont : « on s'est trop laissé abattre ici, et actuellement on s'y réjouit trop ».

Et à propos d'un article de Huber qu'elle ne comprend pas, M<sup>me</sup> de Charrière ajoute : « Je suis née perdue dans le labyrinthe de la politique. »

Le 15 août, M<sup>me</sup> de Charrière confie à Huber qu'elle souhaiterait trouver pour sa jeune amie, M<sup>lle</sup> de Géliou <sup>15</sup>, une place en Angleterre (on songeait à l'envoyer en Allemagne) :

L'Angleterre serait un beau pays pour ma savante petite amie. Elle y serait mieux qu'en Suisse, où l'on ne sait presque rien ; qu'en France, où tant de choses frivoles étouffent la sagesse, la science, la raison, comme l'ivraie étouffe le froment. Elle y serait mieux aussi, pour mille raisons, qu'en Allemagne. Les richesses y ont fait fleurir tous les arts. Le *sprightliness* y est rare, mais le *cleverness* y est commun, et la science y est élégante *and well behaved* <sup>16</sup>.

Le 16 novembre, nouvelle lettre, mais, cette fois-ci, pour donner une fois de plus des nouvelles de la situation politique :

Constant, qui voulait venir cet automne en Suisse, n'y vient pas, que je sache, et il fait bien, à ce que je crois. Les amateurs des + + + et des révolutions ne sont pas généralement applaudis... Je sais par un négociant de Marseille, qui a fait de grandes livraisons à l'expédition égyptienne, qu'il n'avait été payé qu'en monnaie de Berne, vieux piastres, etc. On attendait, dit-on, l'argent suisse pour

pouvoir partir de Toulon. A la bonne heure... Il y a longtemps que j'attends les Tartares, et les Russes sont en chemin, à ce qu'on dit. D'Olmutz, de Salzbourg, où iront-ils? A Bâle peut-être, laissant Stuttgart à leur droite.

... M. de Charrière vous fait bien des compliments; il est fidèle à l'idéal d'une heureuse et grande République. Vous croyez bien que j'ai écouté avec un certain sentiment assez doux le discours d'un ami des + + + [un mot arraché]. Ce sera joli qu'un général souverain dans un pays soit après cela traité comme un scélérat par ses maîtres. Cela ressemble fort au traitement qu'on fait aux Bachas: étranglant aujourd'hui, étranglé demain. On leur donne tout pouvoir comme à des dieux, puis on les foule aux pieds comme des hommes.

Le 1<sup>er</sup> décembre, les réflexions sur la politique se poursuivent :

Un partisan de la Révolution française disait l'autre jour: Pourquoi prétendre à un bon gouvernement? Il n'y en eut jamais de bons. Pourvu que celui-ci aille, subsiste, c'est tout ce qu'il faut. C'est à quoi se réduisent, je crois, les prétentions de tous les *broyonnaires*, et les pays de notre connaissance, avec leurs lois, leur police, leur diplomatie, leur ministère, sont-ils autre chose que de vastes scènes à *broyons*? Subsistent-ils autrement que par de continuels *broyons*? <sup>17</sup>

Quelques jours plus tard, « ce dimanche, nébuleux jour de décembre », M<sup>me</sup> de Charrière, de plus en plus inquiète de la tournure que prennent les événements politiques, en vient à écrire à Huber: « Ce n'est plus du *broyon*, c'est la guerre. » Mais au même moment, « un samedi, je ne sais le quantième décembre », elle renseigne longuement son correspondant sur une affaire qui passionne et scandalise à la fois la bonne société de Neuchâtel: <sup>18</sup>

Pour la première fois depuis longtemps il arrive quelque chose dans la société de Neuchâtel et je veux me donner le plaisir de vous le raconter tant bien que mal (ne le sachant pas trop bien), quoique assurément cela ne puisse pas devenir une nouvelle de gazette. Vous savez que M. le ministre Chaillet, se liant autrefois avec M<sup>lle</sup> Rosette DuPasquier, l'avait pour ainsi dire séparée de sa famille, qu'elle ne comptait pour rien en comparaison de son ami. La même chose vient d'arriver dans la famille de Montmollin. Mademoiselle Albertine, l'une des sœurs de M. le maire de Valangin, s'est tellement engouée et enthousiasmée de M. Chaillet, l'a tellement préféré à tout, que ses parents en ont été blessés, affligés, et ont trouvé qu'elle oubliait toute bienséance. Ils ont prêché et n'ont pas été écoutés; ils ont voulu gêner et n'en ont rendu l'attachement que plus fort et le mépris qu'on témoignait pour eux plus opiniâtre. Sentant peut-être que leur zèle n'avait pas été selon la prudence, ils en sont revenus de leur mieux, mais leurs propositions conciliatoires ont été appelées une amnistie dont on n'avait pas besoin. Le bruit était grand, disait-on, à Neuchâtel. Non seulement les Montmollin ne voyaient plus M. Chaillet chez eux, mais ils n'allaient plus entendre ses sermons. Une sœur cadette de M<sup>lle</sup> Albertine a quitté la maison et est allée demeurer chez M. de Montmollin-Brun, son frère. Enfin M. Chaillet [vient d'écrire une manière de justification, qui rappelle l'orgueil de Rousseau et ses disputes, mais non son



style ni sa méchanceté]. Il s'en faut de beaucoup que Madame la mairesse de Valangin soit traitée comme M<sup>me</sup> d'Épinay, son mari comme Grimm ou comme Diderot. Cependant [il y a beaucoup de minutieux récits, accompagnés d'assez malséantes ironies]. On y fait mention de l'aristocratie de M. de Montmollin, etc., etc. M. Chaillet [dit que, si la malveillance publique devient encore plus générale, il quittera le ministère]. Les Montmollin tiennent à tout, dit-il; il ne tient à rien. [Sur qui puis-je compter à Neuchâtel? Qui est-ce qui prendra chaudement ma défense? M. le professeur Meuron, M. Brun, M. le commissaire général, M. le maire de la ville, M. de Merveilleux, M. Godet, M. le ministre DuPasquier peut-être.] Quant au commissaire général, il ne le déchirera pas sans doute, mais il le blâme, et on prétend qu'il lui a dit lui-même : « Vous n'avez de sensibilité que pour jouir de votre ascendant sur des esprits faibles. » L'humeur lui aura donné de la précision. La phrase est éloquente. Sur ce que M. Chaillet dit être un chrétien à l'antique, on prétend que M. Rougemont a dit : « Oui, un chrétien avant Jésus-Christ ! » Cela n'est plus si bon, mais c'est pourtant assez bon. — Voilà mon histoire faite. S'il en résulte quelques faits intéressants, je vous les manderai. Il faut encore vous dire que le mémoire est signé non seulement de M. Chaillet, mais de M<sup>lle</sup> de Montmollin, de qui M. Chaillet tenait tous les menus propos de la famille courroucée. M<sup>lle</sup> de Montmollin joue un rôle qui serait odieux s'il n'était pas celui d'une personne sans esprit et qui n'a plus d'âme à elle. M. Chaillet a grand tort à mon avis, mais les Montmollin auraient dû sentir qu'une fille de quarante à cinquante ans doit pouvoir se conduire comme il lui plait et que la contradiction indiscrete ne ramène personne.

P.-S. — J'ai dit ne savoir pas très bien l'histoire Montmollin-Chaillet, parce que je ne la sais que par le mémoire de M. Chaillet et point par aucun récit des Montmollinistes.

Dans la même lettre, avec l'indication « samedi au soir », M<sup>me</sup> de Charrière ajoute encore :

Voici un grand événement. Dix-huit mille hommes demandés par la France, accordés par l'Helvétie, mais des *volontaires* seulement. Qu'est-ce que cela produira sur l'esprit des Helvètes?... Ah ! mon Dieu, que je m'en veux pour avoir souhaité un moment...<sup>19</sup> Je vous en veux aussi un peu. Mais c'est si peu ! car les plus honnêtes gens me paraissent des quinze-vingts en politique.

Aux premiers jours de l'année 1799 (la lettre n'est datée que « ce 10.99 »), après avoir envoyé à Huber ses « souhaits bien sincères », M<sup>me</sup> de Charrière apporte des précisions sur l'affaire Montmollin-Chaillet :<sup>20</sup>

L'histoire Chaillet occupe encore... L'orgueil de M. Chaillet passe tous les orgueils. Son mémoire n'a point d'ensemble. L'ironique et le sérieux s'y confondent, et des motifs de toutes les espèces s'y trouvent entassés. [Je crois que les sermons se contentent de cette manière vague et incohérente de raisonner, et les idolâtres amies de M. Chaillet sont encore plus faciles... Les Neuchâtelois, comme vous en avez fait la remarque, pardonnent toutes sortes d'offenses, celles qu'ils ont faites comme celles qu'ils ont reçues. D'après cette humeur on peut croire qu'ils oublieront

aussi les procédés de M. Chaillet. Actuellement on est furieux, et le lendemain du Nouvel-An, chez le gouverneur, il se fit une espèce de rumeur contre lui.] Vraiment il est odieux. M<sup>lle</sup> Albertine a écrit à M. de Montmollin-Brun qu'elle ne voulait plus voir sa fille, dont elle est la marraine (un enfant), parce qu'elle avait mal parlé, à ce qu'on disait, de M. Chaillet. Huit jours après, elle écrivit au maire de Valangin qu'elle renonçait au nom qu'elle avait en commun avec une famille si irrégulière et si je ne sais quoi encore, et ne porterait désormais que le nom qu'elle avait reçu au baptême. C'est de la démence. Mais cet homme, ce directeur, ce prêtre... Ah ! que certaines gens ont ici beau jeu ! Mais, dans le pays du moins, M. Chaillet n'a point d'homme de sa robe qui lui ressemble.

Un peu plus d'une semaine plus tard (19 janvier), la dame du Pontet corrige légèrement son jugement sévère quant à la conduite du pasteur. Elle écrit à Huber ces mots :

Je trouve que ceux qui l'ont tant admiré et adulé... ont mauvaise grâce à s'indigner si fort, et que ceux qui lui doivent ou croient lui devoir une disposition d'âme religieuse et sage... sont des ingrats de ne pas payer ce bienfait par un peu de ménagements et d'indulgence <sup>21</sup>.

Peu à peu, d'ailleurs, les esprits se calment. En avril, M<sup>me</sup> de Charrière écrit :

On ne parle plus de M. Chaillet, mais je crois que sa disgrâce auprès des Neuchâtelois continue... Il le leur rend bien, à ce qu'on prétend, et parle d'eux avec mépris. Il était doyen de la Classe et cela le rendait inaccusable ; mais il a cessé de l'être. On peut continuer le doyen ; on le fait d'ordinaire ; on ne l'a pas fait. M. Chaillet au reste blâmait ces continuations de pouvoir.

Quant aux nouvelles politiques et à celles concernant Necker, Constant ou M<sup>me</sup> de Staël, elles abondent dans les lettres de 1799. Dans la lettre du 19 janvier que je viens de citer, on lit ce qui suit :

On dit que les émigrés suisses se conduisent aussi platement que possible et ne le cèdent en rien aux émigrés français en fol espoir et ridicules projets.

Au lettre, le 28 février :

Ne vous souvient-il pas, Monsieur, que nous avons souhaité de voir un pays qui n'était pas les Grisons devenir suisse ? <sup>22</sup> Nous avons peur du pis. Ce pis est au moins ajourné comme la guerre ; c'est quelque chose. — Quelle pétaudière que ce Lucerne ! <sup>23</sup> Quelle plate parodie on y joue sans cesse ! L'esprit est peu de chose pour remplacer le bon sens ; le beau langage ne remplace pas la droiture, mais encore ce vernis couvrirait-il un peu la dégoûtante nudité... Je viens de lire un livre que Necker, sa fille, Garat ne peuvent guère pardonner à son auteur. A

propos des deux premiers, j'ai fort médité ces jours-ci sur la présomption, et je proposerais, si j'étais une Académie, cette double question : Comment peut-on garantir de la présomption soi ou les autres ? Le sujet serait vraiment intéressant. Songez qu'ici la plus innocente, la plus involontaire erreur a tous les inconvénients des plus grands vices...

Vous pensez aller à la grand-ville <sup>24</sup>, si... De tous les hommes dont on parle dans ce pays-là, le seul qui conserve de la considération, c'est M. Necker. Un homme qui ne l'admire point du tout m'a juré que cela était ainsi et que c'était pour lui faire plaisir qu'on l'avait rayé des émigrés, et qu'on avait voulu lui faire plaisir parce qu'on l'honore. *Il n'a pas volé*. Voilà, je crois, tout le fondement de cette estime particulière.

... [M. de Salgas m'écrit qu'on prétend que Constant et M<sup>me</sup> de Staël se donnent beaucoup de mouvement pour être nommés par Genève aux 500, mais que Barras n'en veut pas. Je serais comme lui. Il y a assez de brouillons sans eux.] <sup>25</sup>

Le 27 avril, nouvelles diverses. A propos de la campagne d'Italie d'abord et des œuvres d'art transportées en France :

La France est plus déparée qu'embellie par ces monuments d'un brigandage barbare, et l'on m'a écrit de Paris que cette immense quantité de tableaux tuait l'émulation, le talent et les peintres.

Ensuite, état des affaires en Suisse :

Nous n'en savons guère plus que vous sur la Suisse. Ce que nous apprenons est fort triste. On n'a laissé d'argent ni au public ni aux particuliers, et les troupes, le peu de troupes qu'on a pu rassembler, meurent de faim. Le ministre de la guerre a quitté ; le directeur Glaire <sup>26</sup> a demandé un congé qui lui tient lieu de démission. — En voilà assez. Je ne sais pas si on n'ouvre pas les lettres. — Je ne sais rien avec certitude, ni le bien ni le mal, ni les raisons de craindre ou d'espérer pour aucun parti. Lors de la guerre d'Amérique, on dit que le gouvernement anglais n'avait pas connu les Américains ; je crois que le gouvernement français n'a pas connu les Suisses.

« Rois et dieux mettent, quoi qu'on leur die,  
Tout en même catégorie. »

Les Suisses sont fort différents des Français et des Italiens...

Enfin, nouvelles de Constant :

Voilà Benjamin et sa dame qui ont aussi échoué. Ceux-là prétendaient assez et ont remué ciel et terre... <sup>27</sup>

La lettre s'achève par une brève note ajoutée « le soir ».

On vient de m'écrire que l'insurrection de l'Oberland continue.

Le 22 août, la dame du Pontet, qui a la visite d'un de ses neveux, raconte que celui-ci, avec M. de Charrière, va faire un petit voyage d'agrément et quelques visites à Genève et dans le « canton du Léman » :

Ils passeront à Coppet, et je suis d'avis que tout au moins ils se promènent dans les jardins et courent la chance de voir l'illustre père et la célèbre fille. Elle est enchantée de la dernière brochure de Constant<sup>28</sup> et déclare n'être plus ni royaliste, ni orléaniste, mais purement républicaine, tant elle est frappée des arguments de son ami. Quant à celui-ci, je le crois très embarrassé entre les Clubs et Sieyès, entre Barras et Angereau. Je ne sais s'il est resté en France, mais je le crois.

En définitive, cette visite de M. de Charrière à Coppet ne put avoir lieu : « Il n'a pas pu », écrit son épouse, « aller au Pays de Vaud, faute d'un passeport pour Français ».

Le 3 octobre, nouvelles d'un mariage neuchâtelois et de la situation économique :

Ce mariage [celui d'un DuPasquier], le seul peut-être que j'aie vu faire dans ce pays par pure inclination, va fort bien. Ce qui fait vivre les ménages va, en revanche, fort mal : j'entends les fabriques d'indiennes, de dentelles, d'horlogerie. On ne vend point et on ne sait comment occuper les ouvriers.

Et le 21 :

Je n'entends plus du tout parler de Constant et de M<sup>me</sup> de Staël, ni du livre de sa mère<sup>29</sup>. Il me semble qu'il y a, quant à la politique, un bourdonnement général précurseur d'une terrible tempête.

Si la situation politique inquiète M<sup>me</sup> de Charrière, en revanche elle éprouve des satisfactions quant à sa paisible vie à Colombier. Depuis pas mal de temps, elle a rompu ses relations avec le pasteur Chaillet, mais elle en entretient de fort agréables avec les Georges Chaillet-de Mézerac, qu'elle « voit souvent ». Elle écrit, le 13 décembre 1799 :

Quant au « voir souvent », j'ai tout le bonheur possible à l'égard de M. et de Mme Chaillet, et envers eux un grand sujet de reconnaissance, car je ne puis douter que le choix qu'ils ont fait de la Prise<sup>30</sup> pour l'acquérir, y bâtir, en faire leur principale demeure, ne m'ait eu pour motif principal. Je les avais souvent priés de ne point s'établir de l'autre côté de Neuchâtel, et voilà ces aimables et excellentes gens fixés tout près de moi. Dans ce moment, M. Chaillet ne rêve, ne pense que chevaux, bœufs, foin, fumier, et déjà il prépare des pierres, des planches, de la chaux. Chacun lui dessine une maison, et moi comme les autres.

Au milieu du printemps suivant (27 mai 1800), autres nouvelles des Chaillet de la Prise :

M. Georges Chaillet emploie à lire du français et de l'allemand tout le temps qu'il n'emploie pas à élever des murs, à égaliser son terrain, à semer et à planter. Jamais on n'embrassa avec plus de zèle, d'assiduité et de talent une vocation toute nouvelle. Lui et sa femme font plaisir à voir.

En mai de la même année, Bonaparte est à Genève. Et M<sup>me</sup> de Charrière d'écrire (18 mai) :

Buonaparte est gracieux à Genève. Voici, ce me semble, un trait assez remarquable des Genevois. On faisait à Buonaparte des visites en corps, ou plutôt les différents corps, les magistratures lui faisaient visite. Il parle de la réunion des deux Républiques<sup>31</sup> et ne voit aucune gaieté sur les visages. « Messieurs, ne seriez-vous pas contents ? » Pas un mot de réponse.

Le 27 mai :

On dit que M. Necker et Buonaparte ont été contents l'un de l'autre. Ils se seront loués. M<sup>me</sup> de Staël n'est pas contente, à ce que l'on prétend. Son livre, auquel on applaudit<sup>32</sup>, la consolera. Je n'ai vu personne encore qui l'ait lu, mais M<sup>me</sup> de Saussure en écrit beaucoup de bien.

Dans la même lettre, M<sup>me</sup> de Charrière ajoute quelques renseignements sur l'état économique de la Suisse :

Je n'ai plus de nouvelles de M. Usteri<sup>33</sup>. Je le crois bien *empêché*, bien empêtré dans la politique de son malheureux pays. Quel moyen de faire quelque chose de passable pour des gens les uns aigris, les autres abattus à ce point, et tous ruinés, déroutés, affamés. Oui, affamés. Dans les endroits où les denrées sont à grand marché [*sic*], on voit des gens à demi morts d'inanition, parce que le peu d'argent qu'il leur faudrait pour avoir à manger leur manque. On a vu, à Briggen<sup>34</sup>, en Valais, une femme jadis riche et qui possède encore des fonds de terre considérables, on l'a vue pâle, faible, exténuée. Elle n'a pas de quoi acheter du pain, ni de quoi cultiver ses terres. N'y pensons pas ! Cela fait trop de peine.

Le 23 septembre 1800, notre épistolière s'effraie du désordre grandissant que l'on constate partout :

Rien, à mon avis, ne pourra arrêter la tendance que je vois partout à une désorganisation complète... Je ris quand je pense à l'usage que l'homme ou l'espèce humaine fait et fera de sa perfectibilité. La vertu du sage, dans ce moment, est la patience et je lui conseille d'user de sa perfectibilité en devenant extrêmement patient.

Le 16 octobre, nouvelle inquiétude quant à la situation politique et économique de la Suisse : « La situation est précaire. Où avions-nous l'esprit, quand nous pensions qu'appartenir à cette malheureuse Suisse ne serait pas la plus mauvaise de toutes les situations ? »

Dix jours plus tard (27 octobre), jugement sur la politique française :

Je ne crois pas que les éléments du jacobinisme soient détruits en France, non plus qu'ailleurs. Qu'est-ce que les éléments du jacobinisme ? L'envie du pauvre de devenir riche, dirigée par quelques fanatiques et un plus grand nombre d'ambitieux. Parmi ceux-ci il y en a qui ont de grandes rancunes à satisfaire.

« L'esprit de parti », M<sup>me</sup> de Charrière le décèle, par exemple, chez M<sup>me</sup> de Staël. Elle écrit, le 1<sup>er</sup> novembre :

J'ai feuilleté hier et aujourd'hui les neuf premiers numéros du *Mercur* de Fontanes. Il m'amuse fort, mais je suis choquée de voir toujours et partout de l'esprit de parti. A mon grand étonnement, M<sup>me</sup> de Staël se trouve écrire sous la bannière d'un parti. Sa troupe est si mal arrangée que j'aurais cru qu'elle allait à la débandade et courant le pays, comme certains peuples dont parle Tacite et que les cohortes romaines ne savaient comment attaquer, ne sachant où les trouver. Mais point du tout. Elle prétend combattre pour la philosophie et se dit philosophe et mélancolique, et crie à la fois à la perfectibilité et à la dégénération, se lamente et se glorifie et a l'air de savoir ce qu'elle dit. On dit qu'avec un nouvel amant qu'elle a — je ne sais qui c'est — elle prétend aller à Paris et y veut mener son père.

Quant à Benjamin, qui est à Paris, et membre du Tribunat, depuis la fin de l'année 1799, M<sup>me</sup> de Charrière dit ne savoir « absolument pas ce qu'il est devenu » :

Je ne l'entends pas du tout nommer. Seulement on m'a dit l'autre jour que le gouvernement n'avait nulle confiance en lui... Ce qu'il y a de plus extraordinaire dans [sa] conduite, c'est qu'il ne m'ait pas écrit un seul mot. A la bonne heure. L'extraordinaire chez les gens de cette trempe est très ordinaire. Il est étrange que je ne sache pas m'y accoutumer. J'avoue n'avoir pas répondu non plus à deux lettres où il se déclarait résolu à me manquer de parole... J'ai cru lui faire grâce. Peut-être en a-t-il jugé autrement. A la bonne heure encore.

Le 29 décembre 1800, « ce 29 du dernier mois de la dernière année du siècle », Huber est renseigné sur la situation en pays neuchâtelois :

Les prisons regorgent de malfaiteurs. Bôle a envoyé ses voleurs dans les villages voisins. Ils avaient volé les Lebet et Pettavel, et avoué, puis nié. Mais tout cela tient, à ce que l'on prétend, à des délits plus graves et à de nombreux délinquants. On a noyé une femme. Les prisons de Boudry ferment si mal que les prisonniers s'en sont sauvés, mais on les a repris à Yverdon. Voilà de fangeuses éclaboussures des révolutions.

En mars 1801, nouvelles, une fois de plus, du pasteur Chaillet. Sa femme était morte peu avant. Il décidait de se remarier et de prendre sa retraite. M<sup>me</sup> de Charrière écrit le 4 mars :

Je crois que la retraite de M. Chaillet intrigue, occupe notre clergé et, sans l'affliger précisément, l'embarrasse. Il se marie tout simplement avec Mademoiselle Rosette DuPasquier et vient demeurer à Auvernier. C'est sa communauté. Il y a acheté une maison. On s'étonnait, l'autre jour, que cet attachement se terminât de cette sorte. « Oui, dis-je, on voit que cela était plus plat que platonique. » Pour une ennemie des calembours, il me semble que je n'ai pas trop mal dit... Pendant quinze jours il a oublié, ainsi que ses enfants, de faire savoir à son père que sa femme était morte. Melle DuPasquier a, et surtout aura du bien. Il n'y a donc pas plus du Bias que du Platon<sup>35</sup> dans son fait. Tant mieux au reste que ces orgueilleux *moines* se mettent visiblement au niveau du vulgaire.

Dès le lendemain du jour où elle écrivait ces lignes, la dame du Pontet devait corriger une des nouvelles qu'elle venait de donner à Huber :

M. Chaillet reste à Neuchâtel. On lui a témoigné le regret que laisserait son départ<sup>36</sup>. Quant au mariage, il tient et le public s'en scandalise.

Avec Constant, les relations demeurent capricieuses, bonnes un jour, fâcheuses l'autre. C'est ainsi que le 4 mars, M<sup>me</sup> de Charrière pouvait écrire :

Vous ai-je dit que j'avais demandé à Constant ses opinions imprimées sur les juges de paix et les tribunaux spéciaux ? Elles sont admirables, tant pour le fond que pour la forme. Il n'a jamais raisonné avec cette force, ni écrit avec cette simplicité.

Mais autre son de cloche, le 27 avril :

Constant m'envoie une *Opinion* de lui au Tribunat sur les finances. Je ne la lirai pas. Il ne m'écrit point et ne me dit pas un mot des *Finch* ni du *Mariage rompu*. Oh ! le drôle d'homme !

Des mois passeront, de nouveau sans nouvelles, jusqu'au jour où Constant annonce, dans une lettre du 26 janvier 1802, qu'il a été éliminé du Tribunat :

J'ai reçu de Benjamin Constant une lettre datée du 24 Nivôse. Il était, me disait-il, sur la liste des sortants formée pour cet effet par le Sénat conservateur, et sans que le sort y soit intervenu. La lettre était raisonnable et écrite d'un style assez noble, c'est-à-dire qu'on s'y montrait passablement modéré et supérieur en quelque façon à cette disgrâce. Je suppose qu'à l'heure qu'il est le tribun n'est plus tribun<sup>37</sup>. Mme de Staël ne l'en aimera pas davantage.

Au cours des années 1801 et 1802, les opinions de M<sup>me</sup> de Charrière quant à la situation politique de la Suisse sont de plus en plus pessimistes. Qu'on en juge par ces lignes du 22 octobre 1801 :

Je suis entièrement désaccoutumée de m'étonner de quoi que ce soit en politique. Souhaiter toute autre guerre ou la guerre civile me paraît très égal. De quelque manière qu'on tourmente les choses, je ne pense pas que la Suisse, non plus que la Hollande, se puisse relever, c'est-à-dire exister libre et florissante... Adieu donc, Suisse ! Devenez ce que vous pourrez ! A Genève l'on se divertit et l'on n'est pas content. On se sent dégradé.

Un an plus tard (30 septembre 1802), une longue missive développe des vues sur l'attachement d'une bonne partie des Suisses aux formes anciennes de leur gouvernement :

Ce qui me fit vous dire, l'autre jour, Monsieur, que vous jugeriez différemment peut-être des affaires de la Suisse si vous en étiez plus près, c'est la passion que l'on voit chez les habitants de la campagne pour leur ancien gouvernement ; c'est l'horreur et le mépris qu'inspire le nouveau à tous ceux qui n'y figuraient pas. L'on comprend très bien que des gens dépouillés de toutes leurs prérogatives ont voulu profiter de cette disposition presque générale pour se remettre à leur ancienne place ou à peu près. Pour les approuver ou les blâmer il faut attendre l'événement. S'ils réussissent glorieusement ou périssent avec courage, ils auront bien fait ; ils auront connu leurs forces soit pour vaincre, soit pour mourir, et ils laisseront des enfants honorés par le noble dévouement de leurs pères, si ce n'est pas par un succès brillant et tel qu'il assure la prospérité de leur famille et de leur patrie. Là où il n'y a plus rien à gâter, il ne se fait plus d'imprudences. Si les fers [...] <sup>38</sup> sont insupportables à porter, on doit, pour les secouer, s'exposer à tout. Dans tous les temps, dans tous les pays, c'est là ce qui s'est appelé une conduite noble, et pour l'homme dont le cœur est noble cette conduite aussi est sage, car dans l'avilissement il ne peut trouver aucun bonheur. Je ne sais point encore comment les aristocrates bernois supporteraient la mort, la famine, la prison, supposé que ce soit là ce que le sort leur prépare ; mais je crois la plupart d'entre eux fort décidés à sacrifier leur fortune, et quelques-uns de leurs jeunes gens se sont bien battus lors de l'invasion des Français, et depuis en Allemagne et en Egypte. J'attends donc l'événement pour louer ou blâmer ; jusqu'ici il paraît qu'il y a eu du secret et de la bravoure, mais on dit qu'il y a peu d'ensemble dans les entreprises. Les petits cantons seuls peut-être sont bien sûrs de ce qu'ils veulent et de ce qu'ils font. Nous sommes à deux pas de ceux qui se battent et n'apprenons que des nouvelles incertaines ou contradictoires. Je voudrais que les seuls habitants du canton de Fribourg eussent attaqué la capitale, comme les seuls habitants du canton de Berne ont attaqué Berne et forcé le gouvernement à ne plus gouverner.

... Les canonnades que nous entendons sont sinistres, mais d'ailleurs ne nous apprennent rien. Rien de considérable. Fribourg est encore aux Helvétiens, c'est-à-dire à ceux du Pays de Vaud qui n'ont pas déserté. Morat a été mis par eux à contribution. Ils sont dans un dénuement extrême. Les Français, la grêle, la gelée, ont tout brouté, tondu, pelé jusqu'au vif.



En novembre, les nouvelles sont loin d'être meilleures. Dans une lettre du 13 novembre, on lit :

Hélas ! dans notre voisinage tout va tristement. Avant-hier le château de Gorgier s'était rempli de fuyards... Je ne sais pas bien si la fuite était motivée par de réels sujets de crainte. — L'on disait hier qu'Aloÿs Reding<sup>39</sup> et deux autres devaient passer par Berne, étant conduits à Chillon... Ce pays-ci est assez triste à présent. La livre de pain coûte deux batz. On vole, on assassine, on punit. Les vols n'ont pourtant pas la misère pour cause directe. Les assassinats encore moins. Mais les perfectibles humains semblent empirer un peu.

Au même moment, une mort dramatique frappait le pasteur Chaillet et plongeait dans le deuil la famille de Montmollin. M<sup>lle</sup> Albertine, l'amie du pasteur, était tombée la tête dans son feu de cheminée. Les secours vinrent trop tard. La malheureuse demoiselle était morte. Bouleversement pour le maire de Valangin, « qui fut près, écrit M<sup>me</sup> de Charrière, de tomber en défaillance ». Quant au « stoïque ami » [c'est Chaillet], il n'eut besoin d'aucun secours extraordinaire ». Il se montra, paraît-il, fort « insensible »<sup>40</sup>. On imagine que l'événement dut animer les conversations à Neuchâtel, et qu'une fois de plus le pasteur dut être jugé assez sévèrement. Cependant, le 13 novembre, M<sup>me</sup> de Charrière pouvait écrire : « On parle de M. le ministre Chaillet assez doucement. » Et le 9 décembre :

Soyons justes. M. Chaillet est fort triste ; il le dit et on le voit. Ses regrets peuvent consister principalement en beaucoup d'isolement et d'ennui ; mais n'importe. Peu de jours après la triste fin de son amie, quelqu'un qui descendait une rue sur ses pas le vit jeter sur la maison des Messieurs de Montmollin un regard qui n'était pas du stoïcien. Il ne savait pas qu'on le suivait, ni qu'il fût regardé.

\* \* \*

Le dossier des lettres à Huber que j'ai eu le privilège de consulter s'achève presque sur cette lettre. Un billet encore de 1803, mais où je ne vois rien à signaler. Un autre du 26 mai 1804, écrit au moment de la mort de Necker. A la fin de la même année, le 24 décembre, Huber meurt à Ulm. M<sup>me</sup> de Charrière, à son tour, s'éteint à Colombier une année plus tard, le 27 décembre 1805.

Charly GUYOT.

#### NOTES

<sup>1</sup> Louis-Pierre Dufourny, homme politique français, membre du Club des Jacobins.

<sup>2</sup> Ce paragraphe 3 n'est pas très clair. Dans sa lettre, Constant faisait, semble-t-il, l'éloge d'une « lettre » de M<sup>me</sup> de Staël. Il doit s'agir du petit *Essai sur les fictions*. Dans ce texte, « une amphigourique phrase » faisait l'éloge de Benjamin. On lit, en effet, dans une

lettre de M<sup>me</sup> de Charrière à M<sup>lle</sup> L'Hardy, à propos de l'*Essai* : « Elle flagorne ridiculement Constant dans une note amphigourique. » D'autre part, l'« éloge » fait par M<sup>me</sup> de Staël « de quelques chapitres d'un *grand* ouvrage » concerne, semble-t-il, l'ouvrage auquel Constant travaillait dès cette époque sur *La Religion*.

<sup>3</sup> Le domaine de Hérivaux, près de Luzarches, acheté en 1795.

<sup>4</sup> Pierre-Louis Ginguené fut, dès 1794, rédacteur de la *Décade philosophique*. C'est là qu'il formula son jugement sur l'ouvrage de Necker, *De la Révolution française*, paru en 1796.

<sup>5</sup> La Touche, un des personnages d'*Honorine* (voir GODET, t. II, pp. 243-244).

<sup>6</sup> Louis-Marie Stanislas Fréron (1754-1802), conventionnel, sévit avec cruauté à Marseille.

<sup>7</sup> Jean-Marie Collot d'Herbois (1750-1796), conventionnel célèbre par ses excès démagogiques à Lyon.

<sup>8</sup> *Les Lémantins*. M<sup>me</sup> de Charrière désigne ainsi les citoyens de la récente République Lémantique.

<sup>9</sup> *Farfetched*, tarabiscoté, tiré par les cheveux.

<sup>10</sup> Henri Rouchon, Jacques-Charles Bailleul, Marie-Joseph Chénier, tous trois membres du Conseil des 500.

<sup>11</sup> Le mot se lit difficilement. Faut-il comprendre *Neuenegg* ?

<sup>12</sup> *Le Grand Conseil* : un des conseils exerçant le pouvoir législatif dans la République Helvétique une et indivisible.

<sup>13</sup> Johann-Lucas LeGrand, membre du Directoire, organe exécutif de la République Helvétique une et indivisible.

<sup>14</sup> Aarau fut la première capitale de la République Helvétique une et indivisible.

<sup>15</sup> Sur Isabelle de Géliou, voir GODET, t. II, pp. 259-266.

<sup>16</sup> *Sprightliness*, vivacité ; *cleverness*, habileté, ingéniosité ; *well behaved*, bien conduite, bien traitée.

<sup>17</sup> *Broyon*, boue, borbier ; *broyonnaire*, celui qui se complait dans le *broyon*.

<sup>18</sup> J'ai narré en détail toute l'affaire dans mon ouvrage sur Chaillet : *La vie intellectuelle et religieuse en Suisse française à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Henri-David de Chaillet*. Les passages mis entre crochets ont été cités déjà par Godet.

<sup>19</sup> M<sup>me</sup> de Charrière, avec Huber, avait souhaité, à une ou deux reprises, que Neuchâtel fût rattaché à la Suisse (voir plus loin note 22).

<sup>20</sup> Le passage entre crochets est cité par GODET, t. II, p. 194.

<sup>21</sup> Passage cité dans GODET, t. II, p. 194.

<sup>22</sup> Cf. note 19.

<sup>23</sup> Lucerne était devenue, en octobre 1798, la capitale de la République Helvétique.

<sup>24</sup> *La grand-ville*, c'est Paris.

<sup>25</sup> Le passage entre crochets est cité par GODET, t. II, p. 319.

<sup>26</sup> Maurice Glayre (1743-1819), président du Directoire helvétique, dès le 10 janvier 1799.

<sup>27</sup> Ce texte est cité par GODET, t. II, p. 319. Il s'agit de l'échec de Constant aux Cinq Cents.

<sup>28</sup> Sans doute, s'agit-il de la brochure intitulée *Des suites de la contre-révolution de 1660 en Angleterre*, parue en 1799.

<sup>29</sup> Il doit s'agir des *Mélanges extraits des manuscrits de M<sup>me</sup> Necker*, publiés en 1798.

<sup>30</sup> *La Prise* : domaine au-dessus de Colombier.

<sup>31</sup> Genève avait été réunie à la France par un traité du 26 avril 1798.

<sup>32</sup> Il s'agit de l'ouvrage, paru en 1800, *De la littérature dans ses rapports avec les institutions sociales*.

<sup>33</sup> Paulus Usteri (1768-1831), homme d'état et journaliste zurichois. Fut membre du Sénat de la République Helvétique : contribua à renverser le Directoire en 1799-1800.

<sup>34</sup> Sans doute *Brigue*.

<sup>35</sup> Bias un des sept sages de la Grèce. Alors que les habitants de Priène assiégée par Cyrus s'enfuyaient en emportant leurs biens les plus précieux Bias s'en alla sans rien emporter : « Je porte tout sur moi » dit-il. Sa sagesse et sa pensée étaient ses seuls trésors. Platon doit suggérer ici l'idée d'amour platonique.

<sup>36</sup> En fait Chaillet ne prit sa retraite qu'en septembre 1806.

<sup>37</sup> Constant fut éliminé du Tribunat le 27 nivôse an X (19 janvier 1802).

<sup>38</sup> Un mot illisible.

<sup>39</sup> Aloÿs Reding (1765-1818) avait été arrêté en octobre 1802.

<sup>40</sup> Sur ce drame, voir GODET, t. II, pp. 296-297. J'ai cité en entier le texte de la lettre de M<sup>me</sup> de Charrière dans mon ouvrage sur Chaillet, p. 291.

## A PROPOS DE LA DISLOCATION DU MANSE

*Quelques exemples comtois de la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle*

A l'automne 1967, Hugues Jéquier faisait paraître dans le *Musée neuchâtelois* une note consacré au manse carolingien<sup>1</sup>. L'auteur y citait entre autres un acte de 1228 mentionnant six manses près du village de Travers<sup>2</sup>, tout en soulignant à juste titre qu'« il devait s'agir là d'une réminiscence du manse qui, à l'époque carolingienne, était une unité de mesure agraire »<sup>3</sup>. Les remarques de H. Jéquier ne prétendaient pas apporter une réponse définitive et exhaustive à la question du manse qui préoccupe les historiens depuis plus d'un siècle, mais elles invitaient plutôt le chercheur à reposer tout le problème des origines du manse en pays romand en s'aidant de la toponymie<sup>4</sup>.

Le manse de l'époque carolingienne peut être défini comme une unité fiscale et une unité d'exploitation, sa superficie étant calculée de façon à pourvoir aux besoins d'une seule famille<sup>5</sup>. Cependant si la structure du manse carolingien peut être décrite avec suffisamment de précision, ses origines antérieures nous échappent presque totalement et il ne nous appartient pas, dans le cadre de cette brève étude, de trancher en faveur de l'une ou l'autre des nombreuses théories qui ont été émises à ce sujet. Comme le dit Marc Bloch « Les énigmes (celles des origines du manse) n'en peuvent être résolues, une fois de plus, que par un retour vers les réalités terriennes, vers les types millénaires de civilisation agricole. »<sup>6</sup> Reste à déterminer l'étendue du manse qui selon H. Dubled « est l'arcature même de l'exploitation au Haut Moyen Age, puis, après son morcellement, lui ou ses sous-multiples représentent l'unité fiscale et administrative de la seigneurie dans la région allant de la Loire à l'Elbe »<sup>7</sup>.

La contenance du manse variait beaucoup selon les régions, néanmoins les études entreprises à ce sujet pour la Lorraine par Charles-Edmond Perrin nous permettent d'affirmer que « la valeur du manse est d'une soixantaine de jours »<sup>8</sup>. Cette valeur devait être sans doute traditionnelle dans tout l'est de la France puisqu'elle se retrouve en Suisse romande ; en effet, par un précepte daté du 15 février 885, l'empereur Charles le Gros donne en pleine propriété à Vodelgisius, vassal du marquis Rodulfus, des biens sis à Champagne, Fiez, Corcelles, Clindy, Epautheyres, Suchy et Gravaz, ainsi qu'une chapelle et six manses, chaque manse contenant 60 jours<sup>9</sup> ; trois ans plus

tard, dans une notice du 21 décembre 888 relatant l'investiture de la donation faite par Vodelgisius à l'église Notre-Dame de Lausanne des biens qu'il avait reçus en divers lieux de l'empereur Charles le Gros, il est toujours précisé que chaque manse a une valeur de 60 jours ou journaux<sup>10</sup>. On remarquera que certains de ces biens sont situés dans la région du lac de Neuchâtel (Champagne, Fiez, Corcelles) de sorte que l'emploi du mot manse dans le comté de Neuchâtel au moyen âge ne devrait pas nous étonner outre mesure<sup>11</sup> et donc nous inviter à comprendre l'évolution des structures agraires en pays neuchâtelois comme étroitement liée à ce qui se passait de l'autre côté du Jura<sup>12</sup>. Il ne faut cependant pas croire que cette valeur quasi idéale du manse se maintint à travers tout le moyen âge : dès le IX<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>, le manse commence à dégénérer, il se fractionne ou plutôt il se disloque ; cet éclatement du manse est dû principalement à la hausse démographique qui se produit alors et qui oblige plusieurs familles à s'entasser sur le même manse<sup>14</sup>. Ce phénomène aboutit en Lorraine, dès le XI<sup>e</sup> siècle, à la création d'unités d'imposition nouvelles appelées *quartiers*, car elles correspondent au quart du manse primitif, soit approximativement quinze journaux<sup>15</sup>. Mais on aurait tort de croire que ce phénomène atteignit partout ailleurs la même ampleur : en Mâconnais, par exemple, le milieu du XII<sup>e</sup> siècle marque le début de la dislocation du manse<sup>16</sup>, alors qu'en Auvergne le manse se désagrège dès le X<sup>e</sup> siècle « de sorte qu'au XIII<sup>e</sup> siècle, non seulement le mot manse était inconnu, mais la notion même d'une unité de tenure cohérente, sur laquelle pesait un cens global, n'existait plus... »<sup>17</sup>. Quant à la Franche-Comté, elle n'échappa pas non plus à ce processus de désagrégation du manse, comme nous pouvons le constater en nous fondant sur des sources assez tardives. Ces documents nous prouvent de façon certaine qu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle (1250-1300), le manse comtois a subi des mutations qui le rendent très différent du manse de l'époque carolingienne bien qu'il s'en rapproche par certaines caractéristiques. Tout d'abord, et c'est un premier point sur lequel il convient d'insister, le manse subsiste toujours en tant qu'unité d'imposition (unité fiscale)<sup>18</sup> ; de plus, dans certains cas, il semble exister une correspondance entre la qualité du manse et le statut de celui qui l'exploite : ainsi nous avons des meix taillables, cultivés par des hommes taillables<sup>19</sup>. Un autre indice nous prouve que le meix est toujours compris comme une unité de référence : certains manses gardent le nom de leur possesseurs primitifs bien qu'ils soient exploités par plusieurs personnes, hommes et femmes, qui forment sans doute plusieurs foyers<sup>20</sup>. Ces observations nous amènent tout naturellement à traiter de la dislocation du manse en nous appuyant sur une mention, certes bien fragile, du cartulaire de Montfaucon : au mois de juin 1250, un

certain Guillaume dit Bovaz, de Roulans, cède à titre viager à Pierre dit de Baume, châtelain de Montfaucon, et à Guyette, sa femme, un serf avec sa maison, un manse de quinze journaux de terre arable, ainsi qu'un pré *dicto de Fabrica*, et il est précisé expressément à cette occasion que ce manse doit avoir une contenance de quinze journaux (... *cum manso qui DEBET esse quindecim jornalium terre arabilis...*)<sup>21</sup>.

Comme nous l'avons constaté précédemment à l'aide de deux exemples tirés du cartulaire de Lausanne, le manse de la fin du IX<sup>e</sup> siècle a une valeur de soixante journaux<sup>22</sup>, alors que nous avons ici un manse de quinze journaux ; nous sommes donc en présence d'un manse « disloqué » cultivé par un seul tenancier, ces quinze journaux correspondant exactement au « quartier » lorrain signalé par Ch.-E. Perrin<sup>23</sup>. Notre texte fait incontestablement allusion à une valeur traditionnelle du manse (rendue par le verbe DEBERE), tout en laissant supposer que cette norme n'est plus suivie au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Ce fait est confirmé par d'autres mentions à peu près contemporaines<sup>24</sup>, ainsi que par la toponymie<sup>25</sup>.

Nous avons vu plus haut qu'une des causes qui présidèrent à l'éclatement du manse fut certainement son surpeuplement qui affecta l'Europe de façon fort inégale du X<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. Jean-Yves Mariotte dans son livre consacré au *Comté de Bourgogne sous les Hohenstaufen* a constaté que « l'absence du droit d'aînesse, oblige (au XII<sup>e</sup> siècle) trois ou quatre chevaliers à vivre sur une terre où leur père tenait, sans plus à l'aise »<sup>26</sup>, alors que pour la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, Marie-Thérèse Stauffenegger, en traitant de la situation financière de la noblesse comtoise, a pu parler d'« une sorte de pyramide féodale fondée sur l'endettement »<sup>27</sup>. Dans le même ordre d'idées, le cartulaire de Montfaucon nous prouve qu'entre 1260 et 1270 une foule de petits seigneurs, chevaliers et écuyers, furent contraints de vendre leurs biens afin de subsister. Il est raisonnable de penser que cette crise économique et démographique n'épargna pas non plus la petite paysannerie comtoise<sup>28</sup>.

D'autre part, le vocabulaire utilisé pour exprimer certaines réalités propres au manse comtois de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle laisse, lui aussi, transparaître quelques réminiscences carolingiennes : l'adjectif signifiant qu'un manse est occupé et cultivé est fidèlement calqué sur le vocable employé à l'époque carolingienne, c'est-à-dire *vestitus*<sup>29</sup>. Ainsi, en 1277, Etienne de Villers-Saint-Hilaire tient entre Quincey et Lusans « quatre mex de terre, des quex li trois sont vestuz et li quars est devestuz »<sup>30</sup>. On pourrait également conclure, en se prévalant d'autres textes, que le manse est toujours conçu comme une unité de référence puisque à plusieurs reprises nous avons rencontré l'expression *esmasé* ou *amassez* qui s'applique aux hommes qui

ont été mis en possession d'un manse ou aux terres qui ont été érigées en manses<sup>31</sup>. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que dans le troisième exemple que nous citons, le rédacteur de l'acte a compris les divers biens énumérés (avec leurs tenanciers) comme formant un tout, cette notion étant bien rendue par les termes *maignies* et *amaisement*<sup>32</sup>.

Ces brèves remarques auraient atteint leur but, si elles pouvaient être considérées par le lecteur comme une modeste contribution à l'étude du manse franc-comtois et de ce fait même neuchâtelois. Les ouvrages de Fernand Loew et Hugues Jéquier ont démontré de manière convaincante, nous semble-t-il, que les régions des Verrières et du Val-de-Travers ont subi une indéniable influence comtoise durant tout le moyen âge, et il est fort probable qu'elle n'a pas épargné les institutions agraires de l'ancien pays neuchâtelois, dont le manse est sans doute un des aspects les plus originaux. En guise de conclusion, on nous pardonnera sans doute de faire une incursion dans un domaine apparemment fort éloigné de celui des institutions, en citant le professeur Cl. Favarger qui constate que « la différenciation d'une langue sur un territoire continu ressemble par ses résultats à l'éclatement d'une espèce végétale primitive en une série d'espèces plus récentes, dont les territoires se juxtaposent plus ou moins »<sup>33</sup>. Cet axiome n'explique-t-il pas aussi la survivance d'institutions « archaïsantes » pourtant bien vivantes ?

Maurice de TRIBOLET.

#### NOTES

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1967, pp. 142-143.

<sup>2</sup> *Ibidem*, pp. 142 et 143, note 1. D'autre part Fernand LOEW dans sa thèse consacrée aux Verrières mentionne de nombreux manses au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle (Cf. entre autres les pages 26, 30 et 151 de cet ouvrage).

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 142.

<sup>4</sup> A la page 143 de son article Hugues JÉQUIER déclarait qu'« un inventaire des condémines en Suisse romande serait tout aussi intéressant que celui des manses... » Signalons à ce propos que le tome IV du *Glossaire des patois de la Suisse romande* (pp. 232-233) contient tout un article consacré au mot *condémine* dû à la plume de Michel BURGER.

<sup>5</sup> Charles-Edmond PERRIN, *La seigneurie rurale en France et en Allemagne du début du IX<sup>e</sup> à la fin du XII<sup>e</sup> siècle*, I p. 61 (Paris, Centre de documentation universitaire, [1966]). Ce cours de Sorbonne sera désormais cité PERRIN, *Seigneurie...*

A ce propos cf. également Marc BLOCH, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, t. I (nouvelle éd., 1960), p. 156. Un acte de 1184 tiré du cartulaire de Romainmôtier (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 1<sup>re</sup> série, III, p. 459 = MDR) illustre bien notre propos : *quoddam mansum quod est in villa Bannens, qui dicitur mansum Thiricci, ipsum videlicet patrem in eo tunc commorantem cum filiis et filiabus suis...*

<sup>6</sup> BLOCH, *Caractères...*, I, p. 162. Sur les théories des origines du manse il faut consulter PERRIN, *Seigneurie*, I, pp. 65-66.

<sup>7</sup> *Cartulaire de l'Eglise d'Apt (835-1130?)*, par N. DIDIER, H. DUBLED, J. BARRUOL. Préface de R. LATOUCHE, Paris, Dalloz, 1967, p. 56.

<sup>8</sup> Charles-Edmond PERRIN, *Recherches sur la seigneurie rurale en Lorraine d'après les plus anciens censiers (IX<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècle)*, Strasbourg, Commission des publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, 1935 (désormais cité PERRIN, *Recherches*), p. 638.

<sup>9</sup> *Cartulaire du Chapitre de Notre-Dame de Lausanne*, éd. Charles ROTH (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, III), N<sup>o</sup> 99, p. 131 : *ad unumquemque mansum iuiera sexaginta*. Nous remercions très vivement M. Jean-Étienne Genequand à Genève de nous avoir signalé ce texte. M. Genequand prépare une thèse sur Lyon à l'époque carolingienne.

<sup>10</sup> *Cartulaire de Lausanne*, éd. ROTH, N<sup>o</sup> 100, p. 132 : ... *ad unumquemque mansum iugera LX*.

<sup>11</sup> L'actuel pays de Neuchâtel n'échappa pas non plus à l'influence carolingienne. Cf. les remarques de Louis BLONDEL dans *Aperçu sur les édifices chrétiens dans la Suisse occidentale avant l'an mille*. (Art du Haut Moyen Age. Actes du III<sup>e</sup> Congrès international pour l'Étude du Haut Moyen Age, 1954), p. 293 (Églises de Serrières et de Saint-Blaise).

<sup>12</sup> Sur la Franche-Comté à l'époque carolingienne on pourra consulter l'article de Camille DAVILLE, *La « potestas » carolingienne au comté de Bourgogne et ses survivances médiévales*, paru dans le fascicule 12 des *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*, aux pages 245 à 248 ; on n'omettra pas non plus le récent article de Louis DUPRAZ, *Un domaine carolingien en Transjurane* dans *Revue suisse d'histoire*, 1968, pp. 1-22. Faisons également remarquer que des manses sont mentionnés dans l'acte de fondation du Prieuré de Bevaix, le 20 février 998, A. BERNARD et A. BRUEL, *Recueil des chartes de l'Abbaye de Cluny...*, t. III, 1884, pp. 533-536, N<sup>o</sup> 2453).

<sup>13</sup> PERRIN, *Seigneurie*, I, p. 68.

<sup>14</sup> Georges DUBY, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, I, pp. 66-67. (Paris, 1962.)

<sup>15</sup> PERRIN, *Recherches*, p. 643.

<sup>16</sup> Georges DUBY, *La société aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles dans la région mâconnaise*, Paris, Armand Colin, 1953, p. 309.

<sup>17</sup> Gabriel FOURNIER, *Le peuplement rural en Basse Auvergne durant le Haut Moyen Age*, Paris, PUF, [1962] (*Publications de la Faculté des lettres et sciences humaines de Clermont-Ferrand*, 2<sup>e</sup> série, fascicule 12), pp. 257 et 261.

<sup>18</sup> *Cartulaire de Hugues de Chalon (1220-1319)* publié par Bernard PROST et S. BOUGENOR (désormais cité CCh.), N<sup>o</sup> 147 (1301) : *mansus dicitur mansus dicti Grosset... qui mansus debet annuatim duodecim solidos... Cartulaire de Montfaucon (= CM, manuscrit déposé aux Archives de l'Etat de Neuchâtel, registre N<sup>o</sup> 220), N<sup>o</sup> 444 (1313) : deux manses doivent chacun 20 sous de redevance annuelle.*

<sup>19</sup> CM N<sup>o</sup> 302 (1295) : ... et ces homes dessus diz et ces meix nos avons denuncié pour nos et pour noz successeurs a dit monseigneur Gautier estre taillables et exploitables. CM. N<sup>o</sup> 306 (1299) : Jacquauz de Naisey vend à Jean de Montfaucon « un meix de terre assis ou leu que l'on dit en Renosot, ensamble Estevenin demorant ou dit meix, li quex est taillables et exploitables... » Cf. DUBY, *Société*, pp. 594-599.

<sup>20</sup> CM. N<sup>o</sup> 53 (1269) : ... *duos... mansos cum hominibus et feminis pertinentibus ad dictos mansos : qui mansi nuncupantur mansi Johannis et Gerardi.* » Et aussi CCh. N<sup>o</sup> 37 (1244), ainsi que DUBY, *Société*, p. 503.

<sup>21</sup> CM. N<sup>o</sup> 361 (1250).

<sup>22</sup> *Vide supra*, notes 9 et 10.

<sup>23</sup> *Vide supra*, note 15.

<sup>24</sup> Par exemple CM. N<sup>o</sup> 66 (1255) : Amédée de Montfaucon achète : « le tiers de un home... et le tiers de son meix... »

CCh. N<sup>o</sup> 378 (1272) : Vente de « la sixte partie que je ay de partaige ... et la sixte partie dou sixte que je ay et doy avoir es Ambotours (lieu-dit près de Montmahoux, Doubs, canton d'Amancey et de Déservillers, Doubs, canton d'Amancey).

CCh. N<sup>o</sup> 215 (1273) : fief lige comprenant un meix « lequel meis je li hai assis pour dous meis et ouquel meys il y a cinc homes, qui tient douze jornax de terre arable en fin... » Ce meix est également sis à Déservillers.

CM. N<sup>o</sup> 41 (1276) : Hommage lige pour divers biens sis à Chantrans (Doubs, canton d'Ornans) et entre autres « ... ma maison de Beillefeive de Chantrans et le meix Estevenot de Chantrans et le quart des rays de Chantrans... »

<sup>25</sup> Cf. à nouveau le CCh. N° 378 (1272) ainsi que CCh. N° 231 (1273) : « un meys... liquels est appelez li mais es Enfanz... » ; CCh. N° 456 (1273) : « ... campum meum in finagio d'Entre doux Mes... » ; CCh. N° 296 (1303) : ... item la moitié de la terre dou Quartier... » (Ce bien est sis à Echay, Doubs, canton de Quingey).

<sup>26</sup> Jean-Yves MARIOTTE, *Le Comté de Bourgogne sous les Hohenstaufen, 1156-1208*, Paris, Les Belles Lettres, 1963 (*Annales littéraires de l'Université de Besançon*, vol. 56 et *Cahiers d'Etudes comtoises*, N° 4), p. 78.

<sup>27</sup> *Le gouvernement d'Othon IV, comte de Bourgogne dans Mémoires de la Société pour l'histoire du droit...*, 25<sup>e</sup> fascicule (1964), p. 19. Georges DUBY dans son *Economie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, vol. II, p. 465 constate que les dettes contractées par la petite aristocratie laïque dans la région mâconnaise s'alourdissent dans les premières années du XIII<sup>e</sup> siècle. De même l'émigration comtoise en Angleterre et en Italie (Naples) est fort probablement le résultat de la crise économique qui atteignit la Franche-Comté dès 1260 (nombreux exemples dans CM. et CCh.).

<sup>28</sup> Cf. les exemples cités plus haut à la note 24.

<sup>29</sup> Une *colonicam vestitam* est citée dans le cartulaire de Lausanne, éd. ROTH, en 890 (N° 341). Benjamin GUERARD, *Polyptique de l'abbé Irminon*, t. I, p. 592. PERRIN, *Recherches*, p. 74, note 2 et p. 276, note 1 définit le *mansus vestitus* comme un manse pourvu d'un tenancier.

<sup>30</sup> CM. N° 286.

<sup>31</sup> GUERARD, t. I, p. 602 et CM. N°s 395 (1249), 64 (1256) ; CCh. N° 287 (1289).

<sup>32</sup> Cette notion d'un bien formant un tout indivisible se retrouve dans un texte où toute allusion au manse est bannie = CM. N° 314 (1309) : « ... de la terre arable traze jornax en UN TIGNANT... » Sur signification du mot ténement cf. Georges DUBY, *Société*, pp. 309-312 ainsi que le CM. aux N°s 41, 165, 226, 314, 433. Les remarques faites à ce sujet par Fernand LOEW dans sa thèse *Les Verrières. La vie rurale d'une communauté du Haute-Jura au Moyen Age*, pp. 226-230 rejoignent celles émises plus haut. Les remarques de P. de SAINT-JACOB vont aussi dans le même sens (Cf. son article intitulé *La structure du manse. Etudes sur l'ancienne communauté rurale en Bourgogne*, dans *Annales de Bourgogne*, XV, 1943, pp. 173-184, et plus spécialement les pages 174 à 178).

<sup>33</sup> Hugues JÉQUIER, *Le Val-de-Travers, Comté de Neuchâtel, des origines au XIV<sup>e</sup> siècle*, pp. 18 et 21. Au contraire d'Hugues JÉQUIER (p. 21) nous croyons que les manses rencontrés dans le Val-de-Travers trahissent bien une influence bourguignonne.

Claude FAVARGER, *Géographie botanique et linguistique géographique*, Extrait des *Annales Guébbard*, N° 41, 1965, p. 17.



## UNE EXPÉDITION ANGLAISE A LA GLACIÈRE DE MONLÉSY AU TEMPS DES CRINOLINES

En 1864, le révérend *G. F. Browne, M. A.*, fellow du Catharine College à Cambridge, membre de l'« Alpine Club », fut bien heureux de découvrir à la Bibliothèque de Genève une brochure de Marc Thury, intitulée *Les Glacières naturelles*<sup>1</sup>. Mr. Browne était intrigué par l'existence, dans les lieux les plus inattendus et éloignés de tous glaciers, de grottes où la glace se formait pendant toute l'année d'une façon mystérieuse. Il avait consacré ses vacances à l'exploration de celles dont il avait entendu parler, soit en Suisse dans la région de Bière, soit en France autour de Besançon.

Or, dans sa brochure, Thury donnait une liste des glacières connues et citait entre autres : « glacière de Môtiers, canton de Neuchâtel, entre les vallées de Travers et de la Brévine, près du sentier de la Brévine ».

Sans hésiter, Mr. Browne se rend à Neuchâtel pour y prendre le train du Val-de-Travers. Ce spéléologue avait la lettre emmenait, en plus de son matériel scientifique — thermomètres et bougies — ses deux sœurs, un esprit curieux et observateur et, pour notre bonheur, un calepin où il note ses impressions d'une plume alerte et tout imprégnée de cet humour anglo-saxon qu'il est malheureusement si difficile de rendre dans une traduction.

C'est dans son livre *Ice Caves of France and Switzerland, a narrative of subterranean exploration*, paru en 1865, qui se trouve à la Bibliothèque nationale, que j'ai trouvé au chapitre 7 le récit de cette expédition à la glacière de « Monthésy » (*sic*) qui est aujourd'hui encore un but apprécié des promeneurs et des courses d'écoles.

Voici quelques épisodes de cette épopée souterraine :

Je rejoignis mes sœurs à Neuchâtel le 5 juillet, et de là nous prîmes le train qui passe par le Val de Travers. Une de mes sœurs avait été à Fleurier en 1860 lors de l'inauguration de cette ligne, et elle contribua à l'agrément des nombreux tunnels en nous racontant qu'un gentleman suisse de sa connaissance, qui avait pris place dans un des wagons découverts du tout premier train, avait constaté, au moment de sortir d'un de ces tunnels, que son voisin avait été tué par une pierre qui lui était tombée sur la tête. Personne ne sut jamais où ni quand la pierre était tombée, car l'infortuné n'avait rien manifesté.

Les indications de Thury n'étant pas très précises, la famille Browne se renseigne, décide de faire étape à Couvet, et descend à l'*Ecu*.

Couvet est un village aimable et propre, qui se consacre à la lucrative fabrication de l'absinthe, et dont les habitants, qui ont l'air de « messieurs » et de « dames », se promènent par les rues coiffés de chapeaux et de bonnets, selon une mode qui n'a rien d'helvétique. Comme ils se bornent à la fabrication de leur breuvage empoisonné et se gardent bien de le consommer eux-mêmes, ils laissent à la nature toutes ses chances, et la race est pleine de santé et d'énergie. Le patron de l'auberge m'informa avec fierté que Couvet avait vu naître l'homme qui avait inventé une horloge qui disait l'heure en mer — il voulait sans doute parler du chronomètre, inventé par Monsieur Berthoud<sup>2</sup>.

Ces dames affamées ayant réclamé leur dîner, furent effarées quand on les conduisit dans une cuisine « qui semblait n'avoir jamais été nettoyée depuis 1690 — date qui se trouvait sur la porte ». C'était le chemin d'une salle à manger confortable, où le patron — non sans qu'il eût été au préalable « récuré » par sa femme — leur servit un déjeuner digne de l'*Ecu* « recommandable au plus haut point par l'excellence, l'abondance et le bon marché de sa nourriture ».

Personne à Couvet ne semble connaître la Glacière, et l'on s'ingénie à recommander aux voyageurs d'aller plutôt visiter le « temple des fées » ou les gorges de l'Areuse, jusqu'à ce qu'il se fut trouvé un guide qui avait une fois été à la glacière, mais n'y était pas entré, et qui accepta de les y conduire le lendemain.

C'était un garçon malingre, de mine peu avenante, et au patois idem. Je me proposais de l'attaquer stéréoscopiquement, c'est-à-dire en lui administrant simultanément moi l'allemand et une de mes sœurs le français, en espérant qu'il comprendrait cette combinaison ; peut-être qu'avec le latin on aurait eu un mélange plus réussi qu'on aurait appliqué en trois dimensions, mais pour finir, le français seul suffit.

Le chemin de la glacière grimpe tout droit sur la colline le long de laquelle passe le train, et comme nous passions à travers les bois de hêtres et de sapins ou traversions de larges pâturages verdoyants et ondulés, nous étions d'avis que nous n'avions jamais fait de promenade aussi ravissante. La contrée était semblable aux régions basses des Alpes et n'avait rien de « jurassien ».

(Les Browne avaient été fort déçus par l'aridité et le manque de charme de certaines parties du Jura français lors d'une précédente expédition.)

Peu après notre départ de Couvet, une vieille femme décharnée, juchée sur un chariot tiré par un bœuf nous avait rejoint et avait essayé avec insistance de nous persuader de renoncer à notre glacière et de visiter plutôt un sommet voisin d'où elle nous promettait une vue aussi belle qu'étendue. Elle nous avait répété qu'il n'y avait rien à voir dans cette glacière, et que d'ailleurs c'était un endroit où les gens trouvaient la mort ... elle nous jura ses grands dieux qu'il n'y avait pas d'échelle, et qu'il n'y en avait pas eu depuis longtemps. Là, le garçon s'en mêla et dit que la grotte appartenait à une demoiselle de Neufchâtel qui avait une

maison d'été près d'ici et qui tenait à avoir de la glace pendant ses séjours ; à cet effet elle entretenait une solide échelle qu'elle faisait enlever en hiver pour qu'elle ne se gâte pas.

Un instant interloquée, la vieille fut bientôt remise et affirma qu'il n'y avait aucune échelle de quelque sorte que ce soit, ajoutant avec une certaine inconséquence qu'elle était d'ailleurs en si mauvais état qu'un chrétien n'oserait s'y risquer sans danger.

A peu de distance de la glacière on passe près d'un groupe de jolis chalets avec des jardins, des fleurs et des ruches. Jusqu'à ce village, qui s'appelle paraît-il Sagnette, nous avons suivi le chemin de la Brévine, la vallée la plus haute du canton, mais maintenant nous tournions brusquement à gauche sur une pente raide, et après quelques minutes nous arrivions en un lieu sauvage, plein d'herbes et de rochers, que nous reconnûmes immédiatement comme « terrain à glacières ». Quand j'en fis la remarque au guide, il me montra du doigt les arbres qui entouraient l'ouverture de la fosse.

On atteint l'entrée de la glacière par un puits profond qui semble avoir été une fois deux puits qui se sont rejoints. Le guide se coucha au soleil près de la fosse, et nous informa qu'en bas c'était froid et dangereux, qu'il n'irait pas plus loin, qu'il avait été payé pour aller à la glacière et qu'il n'avait aucune raison d'aller dedans. Comme il n'était pas bon à grand'chose, je ne regrettai pas sa décision, et quand mes sœurs virent dans quel espèce d'endroit elles devraient s'aventurer, elles furent contentes de penser que je serais seul à assister à leurs exploits.

Mr. Browne descendit seul en éclaireur, et là il put voir qui, du garçon ou de la vieille, avait eu raison : le sommet de l'échelle dépassait un peu,

hélas l'état du reste était désespéré, ce qui était dû d'une part à la décrépitude des montants, de l'autre à l'absence généralisée des échelons, ce qui, dans les circonstances, était plutôt embarrassant. Une étude plus approfondie révéla que sur les 21 pieds de l'échelle on ne trouvait que 7 échelons, et que ceux-ci n'étaient pas répartis de la manière la plus judicieuse, car il y en avait deux tout au sommet et cinq groupés vers le bas.

Un sapin était tombé dans le puits, son tronc présentait quelques aspérités qui pourraient compléter les rares échelons. La neige au fond du puits était entourée de tous côtés par des pans de rochers perpendiculaires, et en face de l'échelle je vis une arche de 2 à 3 pieds de haut qui conduisait dans les ténèbres, c'était naturellement l'entrée de la glacière.

Le narrateur tente alors la grande descente, accompagné de sa sœur A. Jusqu'au premier palier, tout se passa bien, puis les choses se gâtèrent, car

après tout, le courage et la confiance ne peuvent complètement compenser l'absence d'échelons. Nous prîmes longtemps pour la descente, car A. ne pouvait voir ses pieds, étant donné la forme que prend un vêtement féminin quand celle qui le porte descend une échelle en lui tournant le dos, surtout quand l'échelle souffre de fractures compliquées un peu partout, et que des échardes accrochent des jupons qui n'en ont pas l'habitude.

C'était peut-être préférable que les pieds aient été hors de vue, car certains des supports sur lesquels je les conduisis n'auraient pas paru très recommandables à ma sœur si elle avait pu les voir... Enfin je plantai A. dans la neige, où elle commença immédiatement à enfoncer, et remontai chercher M. L'expérience nous avait incités à lui crier qu'elle ferait mieux de se débarrasser de la partie de son vêtement qui donne sa forme aux robes modernes, car l'encombrement de cet attribut avait superlativement contribué à nos difficultés. M. objecta qu'il y avait le guide, mais nous lui affirmâmes qu'il dormait, et que d'ailleurs s'il ne dormait pas cela n'avait aucune importance. Aussi, comme j'atteignais le bord du trou, je la vis émerger d'une cachette temporaire, sans formes aucunes, cramponnée à un piquet, et fort honteuse de sa ligne simiesque — car en effet elle avait tout du gorille — et nous eûmes tôt fait de rejoindre A. frissonnante et bleuâtre sur sa neige.

Mr. Browne remonte une fois de plus pour chercher ses instruments, laissant à ses sœurs un centimètre et la mission de mesurer l'épaisseur de la couche de neige. Mais quand il redescendit, elles lui avouèrent plaintivement que, plutôt que des mesures, elles avaient pris un peu de « brandy médicinal » pour combattre le froid. Le côté scientifique de l'exploration reprend alors son droit, et des bougies sont placées dans l'entrée de la glacière, pour permettre d'étudier le courant intermittent qui souffle à vingt-deux secondes d'intervalles, puis nos trois explorateurs pénètrent à l'intérieur pour procéder à des mesures, relevés topographiques, etc., que je passerai sous silence, car le lecteur de 1970 à la latitude de se rendre compte des choses par lui-même. L'échelle a été réparée — et je l'ai vue de mes propres yeux — mais l'intérieur de la glacière est difficilement accessible depuis que l'exploitation de la glace — qui était intense vers la fin du siècle dernier, ce qui permettait même d'y patiner en plein été — a cessé. Quoi qu'il en soit, on recommande aux amateurs de se vêtir d'une manière adéquate car, selon Mr. Browne,

quand nous comparâmes nos dos au sortir de la grotte, nous constatâmes mutuellement qu'ils étaient dans un état des moins recommandables. Le plafond humide et raboteux avec lequel ils avaient été en contact avait laissé des traces profondes, et je dus même pour finir, payer trois francs à un tailleur de Genève pour avoir restitué à mon habit sa décence antérieure.

L'*Ecu* nous donna, à notre retour, un charmant dîner, puis une note très modérée accompagnée d'adieux très chaleureux et nous réussîmes à attraper le train du soir pour Pontarlier.

Monique DE PURY.

#### NOTES

<sup>1</sup> M(arc) THURY *Etudes sur les glaciers naturelles*, Genève, Imprimerie Ramboz & Schuchardt, 1861; in-8, 58 pp. Extrait des *Archives des sciences de la Bibliothèque universelle*, février 1861. L'exemplaire de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève, probablement consulté par le Révérend Browne, porte actuellement la cote : T 16045/1 (aimable communication de M. Duparc, chef du service du catalogue).

<sup>2</sup> Ferdinand Berthoud (1727-1807) fut horloger du roi de France et de la marine.

## LES ÉPIDÉMIES

Nous sommes malheureusement très mal renseignés sur les maladies dont étaient frappés nos ancêtres. Considérées comme des forces de la nature qu'il était impossible de combattre, on les subissait, on s'y résignait, comme on subit la pluie, l'orage ou le brouillard, et comme on s'y résigne. Les gens trop bien nourris, comme le comte lui-même, étaient perclus de goutte dans la quarantaine déjà. Les enfants mouraient en bas âge de la toux ou de maux dont nous ne savons rien. Seules les épidémies paraissent ici ou là dans l'histoire de notre pays, la lèpre d'abord, cette horrible mort lente dont on pouvait se protéger par la ségrégation et qui frappait plus par l'horreur qu'elle provoquait que par ses ravages. A Neuchâtel, il arrivait que la maladière fût vide. A-t-elle souvent abrité plusieurs lépreux à la fois ? Nous ne le pensons pas. La peste ensuite, qui apparaît sporadiquement dans le pays et y sévit parfois plusieurs années de suite, au cours desquelles elle décime la population, puis disparaît. Mais on appelle peste toutes les épidémies et non pas seulement la peste bubonique. Nous ne saurions nous étonner d'être si mal renseignés sur les maladies que subissaient les Neuchâtelois des siècles précédents ou sur les épidémies qui les décimèrent parfois, car on les acceptait comme des phénomènes inévitables, comme on accepte encore la vieillesse, la foudre ou un cataclysme.

Nous avons dit ce que nous pouvons savoir de la maladière, institution qui permettait aux lépreux de vivre, si vivre c'est manger, boire et dormir. A la campagne, ils restaient chez eux, vivant, si nécessaire, de la charité publique. Mais la charité se lasse et il fallait la solliciter avec plus ou moins d'insistance. A cette fin, Claude Rosselet, des Verrières, engagea un commis pour aller mendier pour lui, en 1537<sup>1</sup>.

Que savons-nous de la peste ? Au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle la mortalité fut si grande que de nombreuses vignes restèrent incultes et sans possesseurs. Il fallut les acenser à nouveau. En 1357, le prévôt Humbert de Cronay et le chapitre de Neuchâtel rentrent en possession de plusieurs vignes des Parcs abandonnées depuis la grande peste de 1349<sup>2</sup>. Les actes notariés, par quelques indications très brèves prouvent que la peste ou des épidémies portant ce nom sévirent au XV<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en 1460, les enfants du notaire Marchandet, de Valangin, se réfugièrent à Morteau. « Item a delivré pour la warde des enffans dudit Marchiandet que se

refuyèrent a Mortaul pour la mortaritez, ung bichet froment a la grant mesure, que valoit cinq florins d'or. »<sup>3</sup>

En 1478, Perresson, veuve de Aymé Cochon, dut faire un acte judiciaire pour légitimer les donations que lui avait faites son mari en présence de divers témoins, parce qu'aucun notaire n'avait voulu se rendre à son chevet à cause de l'épidémie<sup>4</sup>. « ... laquelle m'a exposé qu'il est chose véritable que ledit feu Aymé fut son mary, ly existant ou lit de la mort, malaide de l'empidimie, vuillant faire son ordonnance de ses biens que Dieu ly avoit prester, et non trovans nulz notaire qu'il venist recepvre ledit testament et ordonnance pour doubte de l'empidimie, a fait ledit Aymé ad moy ladite Perresson aucunes donnacions par devant bonnes gens. »

Les comptes de la bourserie de la ville de Neuchâtel permettent dès la fin du XV<sup>e</sup> siècle d'avoir des renseignements plus nombreux. Comme les extraits les plus intéressants ont été publiés en 1905 et 1906 dans le *Musée neuchâtelois* nous nous bornerons à en rappeler quelques-uns.

En 1495, on inspecte la maladière. En ville, on interdit à tous ceux « quils estoyent infectez de pestilance » de sortir. Henry, le barbier, est engagé par la ville pour soigner « les malades de la pestilance ». En 1503, Alexandre, un autre barbier-chirurgien, doit visiter les malades de la peste. En 1505, la femme de Guillaume Garibel meurt de la peste. Alexandre conduit hors de ville un clerc « qu'avoit la peste ». Il enterre « un corps » mort de la peste. Comme Marc Tholomier qui a la peste ne peut aller « parmy la ville » on lui fait une aumône de vingt sols. Claude Chatenay est chargé de « oster les femmes parmy la ville à cause de la peste ». Alexandre durant seize semaines enterre les morts tandis que maître Hanzod, le barbier, s'efforce de soigner les malades. En 1518, une femme, Motheronne, a la peste. Maître Jean Bonjour, de Fribourg, accourt au secours des « malades de peste ». Hans, le barbier, est engagé une nouvelle fois. La ville s'assure aussi les services d'une femme pour recevoir les enfants des parents malades ou morts. L'année suivante Jean Favre reçoit six livres de Lausanne pour enterrer « les mors de la peste ». Geneveix, dit Béliard en reçoit dix-sept pour faire le même travail, et les époux Gérard Barbuz quatorze<sup>5</sup>. Geneveix a travaillé trente-quatre semaines, Barbuz et sa femme quatorze semaines. Demymantel, barbier, reçoit un écu pour avoir rendu des services durant la peste. Mais il faut prendre garde, peste ne signifie pas alors nécessairement peste bubonique, c'est toute épidémie grave qui porte ce nom. Furent-elles fréquentes? Nos sources sont incomplètes et il est impossible actuellement de répondre d'une façon définitive à cette question. Il y eut crainte de pestilence en 1519. Mais la peste est attestée (peste ou épidémie) en 1531, 1545, 1546, 1550, 1551, 1552, 1553. Une lacune dans les comptes, de 1556

à 1575, nous empêche de savoir ce qui se passa durant ces vingt ans. L'épidémie sévit ensuite en 1575, 1583, 1586, 1597, 1629, 1632, 1636, 1637. Comme seules des annotations très brèves nous font connaître l'existence d'une « peste » ces années-là, nous ignorons presque tout de l'intensité et des ravages de l'épidémie. Ici on verse une récompense aux Quatre Ministres pour les peines qu'ils ont eues durant la peste. Ailleurs, on donne un salaire à ceux qui enterraient les morts, aux *marrons* qui ensevelissaient les *morveux*. Ainsi Guyot Moteron reçoit 64 livres et demie pour avoir enterré les morts de la peste durant huit mois et demi, en 1552. L'année suivante, on lui donne 85 livres pour avoir fait la même besogne durant quinze mois. En 1629, le caissier de la bourgeoisie paie un certain nombre de bières. En 1632, on acquiert un instrument pour porter les morts. En 1636, un char et un cheval pour mener au cimetière ceux qui sont morts de la peste. On engage un garde pour surveiller le lac afin d'empêcher les pestiférés qui pourraient se trouver dans les bateaux de descendre. On se protège, on enterre, on surveille, mais on a pitié des malades aussi. On achète du bois pour eux, on prend soin des enfants, des femmes enceintes. Et on note ici et là qu'un bourgeois étant mort, il ne pourra plus payer sa *giète*.

Les bêtes étaient parfois frappées aussi par la peste. Il faut alors charger un équarisseur occasionnel de nettoyer les rues des bêtes crevées. C'est le maître des hautes œuvres ou le « *vasemeister* » qui les transportent à Vieux-Châtel, le Pierre-à-Bot de l'époque. Comme on craignait que l'épidémie ne se transmette par les chiens et les chats, et comme la rage était vraisemblablement endémique les autorités ordonnent aux gens de garder leurs bêtes chez eux et font impitoyablement massacrer toutes celles qui errent. Le bourreau ou des écorcheurs ambulants sont chargés année après année, tout au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles d'effectuer ces massacres. Le plus souvent, les comptes ne nous révèlent que le salaire du ou des exécuteurs. Mais parfois le greffier y ajoute le nombre des bêtes tuées en une campagne : 100 en 1586, puis encore 45 ; 20 en 1592 ; 64 en 1595 ; 65 l'année suivante ; 227 en 1620 ; 143 en 1627. La rage est expressément mentionnée en 1595. Le fils de Pierre Lorimier en est atteint. A ces massacres de bêtes s'ajoute souvent la lutte contre les immondices qu'on transporte aussi à Vieux-Châtel pour les « encrotter »<sup>6</sup>.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, des mesures préventives plus générales s'ajoutent à ces mesures d'hygiène quand la maladie est déclarée dans une région. Il s'agit avant tout d'empêcher l'extension du fléau. C'est pourquoi, dans les villages atteints, on somme les gens de ne plus quitter l'endroit. En 1631, la peste éclate aux Verrières. Le Conseil d'Etat intervient. « Et a touts en general lesditz habitans deffence de sortir du lieu pour se transporter es

foyres et marchés particulièrement en la prochaine des Chaux et principalement en ce lieu durant l'assemblée des prochains Estats, si ce n'est par procureurs acompagnés de certificats de santé requis. »<sup>7</sup> Il est évident que de telles mesures pouvaient avoir des conséquences très graves pour la population que l'on mettait ainsi en quarantaine ou même pour le reste du pays. La peste de 1628 qui frappa la seigneurie de Valangin faillit provoquer la famine à Neuchâtel en interrompant le trafic des grains<sup>8</sup>.

Défense aux vivants de sortir de leur village, mais défense aussi de transporter les morts d'un lieu à un autre. A l'intérieur de la localité, on interdit aux pestiférés de sortir de leur demeure et de laver leur linge près des sources, sous peine d'encourir « l'indignation de la crié et destre chastiez comme rebelles ». C'est ce que l'on fit savoir la même année aux gens du Locle<sup>9</sup>. Ces années-là, tous les villages sont cependant frappés l'un après l'autre. Les habitants de Corcelles et de Cormondèche, en 1629, ne peuvent plus sortir de chez eux. Ils ne sont donc pas autorisés à participer à l'assemblée « des montes et dixmes de vin ». On leur interdit en outre expressément de venir jusqu'aux portes de la ville. La Sagne est frappée de la même défense en novembre, on y ajoute l'interdiction de s'assembler. Au Val-de-Travers, en 1630, année de peste aussi, les fidèles peuvent s'assembler mais un mandement blâme les pestiférés de Saint-Sulpice qui, sans égard pour la contamination, se sont approchés du pasteur Bonhôte qui prêchait en plein air.

Quand la peste règne à l'extérieur du pays, on tente de couper les relations avec la région contaminée. En 1634, on interdit de recevoir les ouvriers de l'Evêché de Bâle, où la peste sévit, pour quelle besogne que ce fût<sup>10</sup>.

En 1637, la peste est de nouveau à Valangin, puis en 1639 à Rochefort et aux Verrières où elle cause des ravages, dont nous avons parlé ailleurs, et frappe en particulier Jean Cortailod, le pasteur. Son successeur, Jacques Gélieu, pendant longtemps n'ose habiter la cure et prêche en plein air. A Rochefort, on interdit les repas d'enterrement, on défend de s'assembler dans la maison du défunt ou hors de chez lui, et on recommande de ne suivre le corps que de très loin à l'ensevelissement<sup>11</sup>.

Il faut attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour que l'on prenne des mesures beaucoup plus étendues pour lutter contre la peste bubonique. On apprend qu'elle règne en Transylvanie et en Valachie, en 1738. Aussitôt, l'accès de l'Etat est fermé à tous ceux qui viennent de ces régions et toutes les importations de ces pays sont suspendues<sup>12</sup>. A la fin de l'année, la Hongrie, la Serbie, le Bannat de Temesvar sont atteints. Toutes les marchandises importées devront dorénavant être munies de certificats déclarant qu'elles



proviennent de pays sains, et seuls les grands chemins sont autorisés pour le transit. On réitère ces ordonnances en 1739. Tout commerce avec la Hongrie, la Valachie, le Banat, la Pologne, la Transylvanie, la Serbie, l'Esclavonie, la Croatie est interdit. L'Autriche étant suspecte, des certificats sont exigés et toutes les lettres venant de ces pays seront « parfumées », c'est-à-dire désinfectées par la fumée. En juillet, la peste se rapproche. Les mesures deviennent plus sérieuses encore. Quelques années plus tard, en 1743, une nouvelle épidémie de peste en Hongrie, accompagnée d'une maladie contagieuse pour les bêtes à cornes inquiète notre gouvernement. Vingt ans après, la Bosnie, la Turquie, le Banat sont infectés une nouvelle fois. Laines, cotons et « plumes pour lits » qui en proviennent sont proscrits, tandis que l'entrée des laines de Saxe et d'Italie est expressément autorisée<sup>13</sup>. En 1770, la peste éclate en Pologne et en Grèce. Laines, cotons, pelleteries et plumes sont frappés d'interdit chez nous. En outre, on exige que les voituriers qui amènent des marchandises étrangères dans le pays ne les transportent qu'après s'être munis d'un certificat établissant leur provenance<sup>14</sup>. Les voyageurs devront prouver qu'ils ont subi la quarantaine au cordon autrichien, au cordon prussien ou dans les ports de la Méditerranée. Faute de certificat, on brûlera les laines, les lainages, les cotons, la pelleterie, le fil de Turquie, la « filure », les peaux, les lits et leur attirail, les toiles, les haillons, le lin, le chanvre, les étoupes, l'ouate, les cheveux, les poils de bêtes. L'entrée de l'Etat est fermée aux vagabonds, aux mendiants, aux juifs polonais ou autres. On menace même de prendre, de fustiger, ceux qui passeraient la frontière malgré l'interdiction et de leur fendre l'oreille avant de les expulser<sup>15</sup>. Ces mesures furent efficaces. Elles furent nécessaires tant que les pays de l'est, méprisant la maladie et la mort, n'entreprirent rien eux-mêmes pour combattre les épidémies. La grippe espagnole qui en 1918 contamina tout l'ancien monde nous rappelle que nous sommes aujourd'hui encore à la merci de telles catastrophes.

Fernand LOEW.

#### NOTES

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1931, p. 105.

<sup>2</sup> G.-A. MATILE, *Musée historique*, t. 3, p. 62.

<sup>3</sup> Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 147.

<sup>4</sup> *Ibidem*, vol. 2, fol. 94.

<sup>5</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, pp. 36, 89, 93, 133, 135, 136.

<sup>6</sup> *Mandements*, vol. 1, p. 34. <sup>7</sup> *Ibidem* vol. 1, p. 7 v<sup>o</sup>. <sup>8</sup> *Ibidem* vol. 1, fol. 8 v<sup>o</sup>. <sup>9</sup> *Ibidem*.

<sup>10</sup> *Ibidem*. *Mandements*, vol. 1, fol. 56 v<sup>o</sup>.

<sup>11</sup> ALAMAND, *Essai statistique sur la Mairie des Verrières*, 1831 ; F. LOEW, *Les Verrières*,

<sup>12</sup> *Mandements*, vol. 5, fol. 293.

<sup>13</sup> *Ibidem* vol. 6, p. 194.

<sup>14</sup> *Ibidem*, pp. 320 et 321.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 495.

## BIBLIOGRAPHIE

### *Monuments d'art et d'histoire*

En 1941, le conseiller d'Etat Antoine Borel, chef du département de l'Instruction publique, accueillait avec sympathie la proposition de la Société d'histoire de l'Art en Suisse, de consacrer un volume de sa collection des *Monuments d'Art et d'Histoire* au canton de Neuchâtel. Ce fut, toutefois, en 1947 seulement que l'œuvre démarra, dès le moment que la commission de publication instituée à cet effet, eut fait choix d'un rédacteur en la personne de M. Jean Courvoisier, archiviste-adjoint de l'Etat.

Il lui fallut vingt-deux ans pour s'acquitter du mandat que lui avait confié la Société d'histoire de l'Art en Suisse. C'est aussi qu'au lieu de l'unique volume dont, à l'origine, on envisageait la publication, nous en avons devant nous trois qui totalisent 1385 pages *in-octavo* et 1165 figures (photos, plans, élévations, coupes de monuments). En présence de cet élargissement du programme initial, il faut constater que, la prospérité revenue dans notre canton, MM. Camille Brandt et Gaston Clottu, successeurs d'Antoine Borel au département de l'Instruction publique, ne ménagèrent pas l'appui de l'Etat à cette entreprise qui ne sera pas renouvelée l'espace de plusieurs générations.

\* \* \*

En ce qui concerne l'illustration de ces trois volumes, le rédacteur a respecté les excellents principes posés par la Société de l'histoire de l'Art, c'est-à-dire qu'à part les documents iconographiques qui nous restituent les aspects aujourd'hui disparus de tel ou tel édifice retenu dans le texte, on n'y trouve aucune reprise de photos et relevés plus anciens.

A cet effet, la Société de l'histoire de l'Art en Suisse avait mis à disposition les services d'un dessinateur de grande classe. Nous voulons parler de M. Sirio Vicari, prématurément décédé en 1955, et qui, dans l'entre-deux-guerres, s'était formé sur le chantier de la cathédrale de Reims, à la probe et rigoureuse école de l'architecte Deneux auquel, en 1919, avait été confiée la restauration de ce prestigieux monument.

Quelque 900 poses, nous dit le rédacteur dans son rapport final, sont à l'origine de l'illustration photographique de l'œuvre que nous analysons, et le moins qu'on puisse dire à ce propos, c'est que les clichés réunis par le photographe Fernand Perret méritent les mêmes appréciations élogieuses que les relevés de l'architecte Sirio Vicari. D'autant plus que tel ou tel d'entre eux a été obtenu dans des situations acrobatiques, voire même périlleuses. Et M. Courvoisier d'évo-

quer à ce propos : « telle grimpée à se rompre le cou... à la recherche d'inscriptions sur des cloches poisseuses de graisse », et il arrivait parfois que s'ébranlant pour sonner l'heure, elles secouassent dans leur clocher photographe et rédacteur...

Quant à la présentation typographique de nos monuments neuchâtelois par la maison d'éditions Birkhäuser de Bâle, on peut, sans rien exagérer, la qualifier de parfaite.

\* \* \*

Les *Monuments d'Art et d'Histoire du canton de Neuchâtel*, avons-nous écrit, comprennent trois volumes qui se sont échelonnés de 1955 à 1968, et dont la matière se répartit ainsi qu'il suit :

Tome I<sup>er</sup> : *La ville de Neuchâtel*, 440 pages, 409 figures, 1955.

Tome II : *Les districts de Neuchâtel et de Boudry*, 476 pages, 377 figures, 1963.

Tome III : *Les districts du Val-de-Travers, du Val-de-Ruz, du Locle et de la Chaux-de-Fonds*, 468 pages, 379 figures, 1968.

Dans ces dimensions, tout en accordant à nos châteaux neuchâtelois (y compris celui de Thièle), à nos deux églises - collégiales, à l'hôtel DuPeyrou l'importance qui leur revient du point de vue historique, archéologique et artistique, il a été loisible à l'auteur d'accorder sa modeste, mais juste place, à telle ou telle construction civile ou religieuse de nos communes rurales. C'est ainsi qu'Enges, Fresens, Montmollin, les Geneveys-sur-Coffrane, la Côte-aux-Fées, Saint-Sulpice, les Planchettes figurent dans cet inventaire qui est vraiment exhaustif.

De quoi, certes, nul ne se plaindra. Cette histoire monumentale du pays de Neuchâtel, poussée jusque dans le moindre de nos villages, fait apparaître, en effet, les hauts et les bas de notre développement économique et politique, depuis les lendemains de l'an Mil jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, terme assigné à l'ouvrage, compte tenu, évidemment, des destructions par fait de guerre ou incendie, et des démolitions.

\* \* \*

Cette enquête a conduit M. Jean Courvoisier à épuiser la bibliographie du sujet, en recourant non seulement aux ouvrages imprimés, tels ceux de Jonas Barrillier, Boyve, Matile, Dubois de Montperreux, Quartier-la-Tente, Louis Reutter, Alfred Lombard, etc., pour ne citer que nos compatriotes, mais encore aux articles de revue. Parmi ceux-ci, relevons la part prédominante que s'attribue notre *Musée neuchâtelois* sous les signatures d'Auguste Bachelin, de William Wavre, d'Arthur Piaget, de Jacqueline Lozeron, de Maurice Jeanneret, de Maurice Favre, d'Alfred Schnegg, d'Olivier Clottu et de tant d'autres.

Mais encore, cette œuvre monumentale — à tous les sens du terme — ne pouvait se borner à la pure et simple compilation de celles qui l'avaient précédée. C'est dire que, dans toute la mesure du possible, M. Jean Courvoisier s'est informé

aux sources archivistiques de son sujet, sans, pour tout cela, borner ses investigations aux seules archives de l'Etat et archives communales. Il a tiré le plus grand parti de ces minutiers de notaires sur les pages desquels sont transcrits tant de contrats de construction d'immeubles privés ou publics, et qui nous conservent les noms et qualités du maître de l'ouvrage, de l'architecte ou entrepreneur, bien souvent des maîtres d'état, ainsi que le prix convenu entre les contractants.

Remontant d'un minutier à l'autre, l'auteur a pu, d'autre part, suivre, des siècles durant, les destinées de tel ou tel édifice retenu par son recueil, dans ses mutations de propriétaire, et — ce qui est encore plus important vu le caractère de l'ouvrage — rendre compte de ses transformations successives.

Des enquêtes aussi minutieuses lui ont permis de renouveler son sujet et d'apporter de nouvelles et définitives clartés sur de nombreux points de notre histoire architecturale et artistique, et, dans bien des cas, de la décaper, si l'on ose dire, du crépi de légendes qui s'y était attaché depuis des générations, du fait de traditions familiales ou d'anecdotes auxquelles certains de ses prédécesseurs n'avaient été que trop enclins à faire écho.

\* \* \*

Selon le plan adopté pour ses publications par la Société de l'histoire de l'Art en Suisse, chaque localité de notre canton se voit consacrer une brève notice historique, à partir de la première mention de son existence dans les textes, sans omettre, bien entendu, les vestiges de la préhistoire et les établissements de la période romaine. Ces premières mentions, dans notre pays, s'échelonnent sur trois siècles et demi.

Ainsi, par exemple :

- 998 : Bevaix : *Villa Bevacensis*  
Saint-Martin : *Villa qui dicitur ad domnum Martinum.*
- 1011 : Neuchâtel : *Novum Castellum*  
Auvernier : *Arverniacum*  
Saint-Blaise : *Arenis.*
- 1107 : Môtiers.
- 1150 : Le Locle : *in vallem de Losculo.*
- 1176 : Saint-Aubin.
- 1178 : Dombresson : *Sanctus Bricius sive Dombrecon.*
- 1223 : Le Landeron : *Landorun* ; succède, il est vrai, à *Nugerol*, déjà mentionné en 866.
- 1228 : Boudry : *Pontrousa*  
Saint-Sulpice : *Sanctus-Surpicius*  
Fontaines : *Fontanes.*
- 1284 : Fleurier : *Flurye.*
- 1344 : Les Verrières : *bona villa de Verreriis.*
- 1345 : La Chaux-de-Fonds : *Chaz de Fonz*  
Les Ponts-de-Martel : *Mertel.*
- 1351 : La Sagne : *en la Saigny.* etc.

Et ce décalage de trois-cent-cinquante ans qui se constate entre les premières mentions du Vignoble et celles des Montagnes, explique déjà qu'il ait suffi d'un seul volume à M. Jean Courvoisier, pour traiter des districts du Val-de-Travers, du Val-de-Ruz, du Locle et de la Chaux-de-Fonds. D'autant plus qu'au Locle, qu'aux Ponts-de-Martel, à la Chaux-du-Milieu, à la Sagne, les plus anciennes constructions civiles aujourd'hui conservées ne remontent pas au-delà de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, et qu'à la Chaux-de-Fonds, il y a lieu de tenir compte du désastreux incendie du 5 mai 1794.

Les édifices retenus par l'auteur, à la suite de la notice consacrée à la commune, sont traités, selon un plan clair et invariable, tant du point de vue de l'histoire que de celui de l'architecture ; ce faisant, il ne se perd ni en anecdotes oiseuses et pas non plus en appréciations esthétiques qui ne le seraient pas moins. Mais encore, ce devoir de brièveté et de sobriété qu'il s'est imposé, et qui répond au caractère de la collection, ne l'a pas fait tomber dans la sécheresse. Disons, en effet, qu'à la minutie de l'enquête poussée aux limites du possible, correspond l'agrément d'un exposé clair et d'un style châtié, refusant tout pédantisme et jamais endimanché.

Remarquons, au surplus, que ses *Monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel* échappent à la critique qu'on peut faire à tant d'ouvrages d'histoire locale en dépit de leur mérite intrinsèque. Nous voulons dire que M. Jean Courvoisier ne force pas l'échelle de notre petit pays et qu'il inscrit notre passé architectural dans son contexte historique et géographique. Quelque tendresse qu'il éprouve patriotiquement pour les plus vénérables ou les mieux réussis de nos châteaux, églises ou hôtels, il ne lui échappe jamais que ce sont, somme toute, de modestes réalisations d'une modeste communauté, et qu'elles demeurent, par surcroît, largement tributaires de modes et de styles créés et développés à l'étranger : Rhénanie, Bourgogne et Franche-Comté, Suisse alémanique, France classique, entre le XII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est ce qu'il nous démontre dans l'*Aperçu d'histoire de l'Art* qui forme la conclusion de son ouvrage, et qui occupe les pages 387 à 421 de son troisième et dernier volume <sup>1</sup>.

Comme on voit, ces monuments constituent, pour ainsi dire, la savante et vivante illustration du *Panorama de l'histoire neuchâteloise* que nous retraçait l'auteur en 1963, de manière si heureuse et si objective <sup>2</sup>.

Eddy BAUER.

#### NOTES

<sup>1</sup> Cet *aperçu* est suivi, pp. 427-444, de *compléments* aux volumes I et II.

Relevons encore que, selon l'usage adopté pour ses publications par la Société d'histoire de l'Art en Suisse, l'auteur a publié à la fin de chacun de ses trois volumes, tous les poinçons d'orfèvre et marques de tâcherons qu'il a pu rassembler.

<sup>2</sup> Neuchâtel, éditions de la Baconnière.

*Livre d'or des familles du Jura.*

Conservateur du Musée jurassien et archiviste, Monsieur André Rais a réuni plus d'un million et demi de fiches sur les familles de son pays, depuis quarante ans. C'est dire quelle expérience et quelle mine de renseignements sont à la base de son *Livre d'or des familles du Jura*, magnifiquement habillé par les Editions du Jura (Porrentruy, 1968). Le premier volume, de 384 pages, contenant les lettres A à Br, sera suivi de plusieurs autres, puisque l'auteur a recensé près de quatre mille noms différents. Il n'est pas question de reprendre ici toutes les notices d'une ampleur inégale, qui vont de deux lignes à une dizaine de pages, disparité qui étonne. Les noms à consonnances romandes voisinent paisiblement avec les patronymes d'origine alémanique rappelant que les anciens évêques étaient princes d'Empire. Les Neuchâtelois ne s'étonneront pas de voir apparaître les leurs, de doubles nationaux ou encore des porteurs de noms analogues, sans qu'on puisse établir de parenté. Avec Ulrich et Walter d'Arberg, les premiers personnages en liste, nous sommes déjà en pays de connaissance, puisque G.-A. Matile fait apparaître plusieurs fois le prévôt de Moutier dans ses *Monuments*. Les Vaudois d'origine que sont les Agassiz figurent là à cause d'Auguste, un des fondateurs d'une grande compagnie de montres à Saint-Imier, frère de Louis le célèbre naturaliste. Il existait des Amiet à la Neuveville, des Amyot passés de Dombresson à Saint-Imier, des Aubert (dont l'étymologie est discutable) à la Neuveville et un Barba, de Neuchâtel, devenu diacre d'Erguel. Il faut faire une place à part aux Blayer de Bariscourt, ou Bassecourt, qui possédèrent des fiefs dans notre pays avant le XVI<sup>e</sup> siècle. Les Béguelin aussi intéressent notre histoire par leur rôle à la Cour de Berlin. Un Bersot devint sujet du prince-évêque en Erguel (1693). Les Besson, d'Engollon, sont à l'origine d'une lignée de pasteurs jurassiens. Beynon est familier aux habitants de Serrières, à cause du fameux Imer, curé devenu le premier prédicant de leur paroisse. Les Boyvin ont donné un Jacques, chanoine de la collégiale de Neuchâtel, dont la vie ecclésiastique fut pour le moins hors série. Les Bolle, de Porrentruy, n'ont rien à voir avec ceux des Verrières, et un Bonanomi, directeur de l'observatoire de Neuchâtel, est trop contemporain pour être mentionné dans l'ouvrage. Rien d'étonnant au fait que des Bonjour existent à la Neuveville et à Lignièrès en même temps. Une amusante notice fait apparaître la vaine tentative du pasteur Pierre Borel de se faire naturaliser Jurassien en 1698. Les Bosset sont à l'origine d'une souche bien vivante à Neuchâtel, alors qu'ils ont disparu de la Neuveville au XVIII<sup>e</sup> siècle. Nombreux dans le Jura les Bourquin, surtout ceux de Sonvilier, sont en rapports constants avec la principauté. Bouvier, Bovet, Breguet et surtout Brandt évoquent des contacts divers, parfois très étroits. Une annexe donne un des plus anciens textes français du Jura (1244) et un passément de 1514 reproduits en fac-simile sur les pages de garde. Sous l'angle trop spécialisé du voisin à la recherche de ses brebis, voici donc l'aperçu d'un premier volume bien fait pour répandre le goût de l'histoire des familles, et fournir une base à des références, à des recherches ou à des comparaisons.

\* \* \*

Pour sa part, le colonel Paul Jacot, officier instructeur retraité, a déposé aux archives de l'Etat un des vingt-cinq exemplaires photocopiés de son *Essai sur*

*les troupes suisses et officiers neuchâtelois au service étranger.* L'auteur a pris la peine, pour chaque pays, de relever la liste des unités engagées, les désignations utilisées et les noms des commandants. Aux 33 pages de cette première partie, font suite les 96 pages d'une liste des officiers neuchâtelois au service étranger. Les familles apparaissent dans l'ordre alphabétique, la description des blasons précédant les prénoms. Les descendants bâtards des seigneurs de Valangin figurent sous les noms d'Arberg et d'Avy, c'est dire le soin avec lequel ont été cherchés tous ceux qui pouvaient se rattacher à l'histoire neuchâteloise. Une liste des sources permet de s'orienter dans les publications utilisées ; un supplément d'une page, puis deux pages volantes de rectification et complément montrent le souci de l'auteur de n'omettre personne. Aboutissement d'un long travail de patience — qui avait connu une version plus modeste — cet essai et cette liste rendront de grands services à tous ceux qui désirent trouver des unités ou des officiers jadis au service étranger.

Jean COURVOISIER.

### *Autour d'une place*

Les Neuchâtelois qui tiennent à connaître leur ville ont de la chance. A côté des ouvrages déjà anciens de Samuel de Chambrier, DuBois de Montperreux, Quartier-la-Tente, ils peuvent suivre Jean de Pury dans ses *Flaneries héraldiques* ou se documenter dans la belle collection d'articles publiée pour commémorer le détournement du Seyon. Alfred Lombard leur présente la collégiale, Jacques Béguin château et tour des prisons. Jean Courvoisier leur ouvre sa somme inépuisable, précise et si consciencieusement informée parue dans les *Monuments d'Art et d'Histoire*. Charly Guyot leur offre sa *Cité de Neuchâtel*. Ceux qui préfèrent une rapide vue d'ensemble ou de belles photographies ouvriront, dans les *Trésors de mon pays* la plaquette due à la plume d'Alfred Lombard, ou suivront Jean Courvoisier dans ses *Promenades* ou dans son *Neuchâtel*. Les lecteurs du *Musée neuchâtelois* savent que la table de leur revue leur offre sur la seule ville de Neuchâtel et ses monuments près de trois cents articles.

Nous pensions donc qu'il serait difficile pour longtemps d'offrir aux Neuchâtelois quelque chose de nouveau sur leur propre ville. C'est cependant ce que vient de réussir M. Eddy Bauer dans une plaquette charmante éditée par le Crédit Suisse à l'occasion du cinquantenaire de son installation dans notre ville<sup>1</sup>. *Autour d'une place* est une brochure de luxe, d'une présentation parfaite, enrichie d'un double plan ingénieux, superposable par transparence, et de quelques reproductions de gravures anciennes. Elle donne à M. Bauer l'occasion de nous rappeler d'une plume pleine de vivacité l'histoire de la création de la place Purry et de ceux qui ont contribué à la faire naître voici un peu plus d'un siècle. Cela commence par le percement de la trouée du Seyon à travers la colline de Saint Nicolas. Un tunnel de 148 mètres de long qu'il fallut plus de quatre ans pour forer, et qui coûta 220.000 livres, allait débarasser Neuchâtel des inondations d'une rivière capricieuse et de sa fange. La ville a 8000 habitants à cette date et c'est grâce aux fonds légués par David de Purry qu'elle peut entreprendre un pareil ouvrage. Hommage donc à ce citoyen généreux et discret, en rappelant sa vie et les œuvres qui avaient déjà pu être entreprises grâce à lui : l'hôpital des Bourgeois, l'Hôtel de Ville, le Collège latin.

Un coup d'œil sur les rives de ce lit de rivière sans eau depuis 1843 nous fait voir les trois ponts de son cours inférieur, la maison du Cercle national, propriété de Chambrier, puis d'Alphonse de Sandoz-Rollin, l'hôtel du Sauvage, devenu plus tard l'hôtel de l'Ancre et du Commerce, avant d'être repris par la Chambre cantonale d'assurance, le logis des Trois-Rois, à l'endroit où s'est installé récemment l'Union de Banques Suisses, la place d'Armes où s'exerçaient les milices urbaines, le môle abritant le Seyon, rive droite.

Si David de Purry n'a pas oublié les Neuchâtelois, ces derniers, n'ont pas craint de s'adresser aux meilleurs artistes de l'époque pour dessiner la place et modeler le monument qu'ils tenaient à lui édifier à leurs frais, par souscription publique, en témoignage de reconnaissance. Ces artistes sont les Français Achille-François-René Leclère, l'architecte-urbaniste le plus renommé de France, et Pierre-Jean David d'Angers, le sculpteur le plus fameux alors. Il fallut l'enthousiasme et le dévouement de Henri-Frédéric de Meuron-Terrisse, président de la commission des Travaux publics et de James-Alexandre de Pourtalès-Gorgier pour faire aboutir le projet : une place conçue dans son ensemble, avec au centre un monument commémoratif se profilant au sud sur deux bâtiments d'architecture solennelle. Malgré les lenteurs de l'exécution et les querelles entre le Comité des souscripteurs et le Conseil administratif de la ville, on finit par arriver à bonne fin.

L'aménagement du terrain ne fut pas facile, car les crédits étaient limités à quelques milliers de livres par année. Mais, dès que les parcelles purent être mises en vente, les autorités de la ville surent imposer une architecture d'ensemble, ce dont il faut les louer.

Les terrains récupérés sur le Seyon n'étaient encore qu'en partie construits lorsque surgit un danger majeur, l'établissement projeté de la gare du Jura-Industriel sur le quai de la Promenade, menaçant de couper toute la ville de son lac. Pour bonheur la population entière de la ville et ses autorités surent s'y opposer, bien que le conseiller d'Etat James Ladame eût déjà commencé de faire piqueter le trajet pour les mettre devant le fait accompli.

Henri Wolfrath, le premier, s'était montré acquéreur d'une parcelle prise sur les terrains neufs. Mais la belle imprimerie qu'il y avait fait construire venait à peine de s'installer dans ses nouveaux locaux que le coup d'Etat de 1856 faillit la ruiner. Machines détruites, stocks jetés sur un bûcher, locaux incendiés, voilà le salaire que le maître imprimeur dut payer pour avoir été contraint par les insurgés d'imprimer leurs pamphlets. La maison dont il s'agit est actuellement l'immeuble du Crédit Suisse.

Caisse d'épargne, Banque cantonale, chemin de fer régional reliant à Boudry et à Cortaillod, Compagnie du tramway Neuchâtel - Saint-Blaise, réalisation de la « boucle » et de la « verrue », sont quelques-unes des autres facettes de notre histoire locale que M. Bauer esquisse à propos de cette place Purry. Et les faits et les choses défilent devant nous avec bonhomie, connus ou inconnus, comme les voyageurs des trams brinqueballants qui y défilent encore. Soyons reconnaissants à M. Bauer d'avoir pris la peine de nous les présenter d'une manière si plaisante !

Fernand LOEW.

<sup>1</sup> Eddy BAUER, *Autour d'une place Neuchâtel*, 1969, 67 pages.



Charles THOMANN, *Histoire de La Chaux-de-Fonds inscrite dans ses rues*, Ed. du Griffon, Neuchâtel, 1968.

Il y a bien des manières de faire l'histoire d'une ville. M. Thomann a sans doute choisi la plus originale : la faire connaître par son aspect extérieur actuel. C'est dire qu'elle s'adresse surtout aux Chaux-de-Fonniers qui retrouveront dans le nom des rues ou la silhouette des maisons le souvenir des événements qui ont jalonné l'évolution de la grande cité horlogère.

La difficulté, puisqu'aussi bien il s'agit d'histoire, était d'établir un ordre chronologique des faits sans suivre un itinéraire précis à travers la ville. L'auteur a choisi de les grouper en quelques grands chapitres à l'intérieur desquels les détails les plus divers peuvent prendre place. Il évoque d'abord rues et bâtiments se rapportant à la période qui va des origines au grand incendie de 1794, puis consacre deux chapitres à « La reconstruction de 1795 » enfin : « La révolution neuchâteloise », « Le village devient ville », « Le XX<sup>e</sup> siècle » et pour finir « Que d'autres souvenirs ».

On trouvera donc dans le premier chapitre les biographies de Stavay-Mollondin, du banneret Ostervald, de Daniel Jeanrichard, ainsi que l'histoire de la construction du Grand temple et la justification des noms des rues : « du Vieux cimetière », « de saint Hubert », « du Couvent ». On apprendra aussi par la suite que le Café du Télégraphe, à la rue Fritz-Courvoisier, rappelle la maison dans laquelle fut installé en 1852 le premier bureau des télégraphes de la Chaux-de-Fonds. On saura aussi que la rue de la « Promenade » (une des plus belles de la ville) doit son caractère original au citoyen Henri-Louis Jacot qui, en 1830, possédait le superbe immeuble portant le numéro 1 ainsi que de vastes terrains voisins. Il les vendit à condition pour les acquéreurs de respecter un « Règlement pour les rues de la Promenade et du Repos » qu'il avait établi lui-même avec quelques associés qui eurent soin, par la suite, d'en faire inscrire les principaux articles au Registre foncier.

On passe ainsi en revue les faits plus ou moins importants qui jalonnent la grande et la petite histoire du village devenu la grande ville de la Chaux-de-Fonds.

Renonçant à indiquer chaque fois ses sources, l'auteur a fait suivre son exposé d'une importante bibliographie qui prouve le soin qu'il a pris de ne puiser qu'à des sources sûres et connues. Il a ainsi groupé, pour qui parcourt la Chaux-de-Fonds, tout ce qui peut être intéressant à connaître et qui était dispersé dans nombre d'ouvrages et de revues de portée plus générale.

Le livre de M. Thommen forme donc un intéressant complément aux publications historiques récentes de MM. Louis-Ed. Roulet, André Tissot, Jean-Marie Nussbaum et Guillaume Nusslé.

François FAESSLER.

Eric-André KLAUSER, *L'Hôpital de Fleurier 1868-1968*, Imprimerie Montandon et C<sup>ie</sup>, Fleurier, 1968, brochure in-8<sup>o</sup> de 47 pages et planches.

Il valait la peine de rappeler, en quelques notes concises qu'il y a un siècle une activité hospitalière a pris naissance à Fleurier. Les initiateurs et les mécènes

qui ont permis la création et assuré le développement d'un tel établissement ne songèrent pas seulement aux malades à soigner, mais aussi aux incurables et aux infirmes auxquels il était nécessaire de procurer de longs traitements. De là la dénomination de Hôpital-hospice que porta la maison jusqu'en 1944, année où elle fut dès lors appelée simplement Hôpital.

M. Klauser a eu le mérite de retracer, à l'aide des procès-verbaux des autorités et d'extraits de journaux, le *Courrier du Val-de-Travers* en particulier, l'intense activité déployée au cours du siècle écoulé par l'hôpital, et le mouvement de sympathie et de générosité que ce dernier a suscité dans la population du Vallon.

L. M.

## CHRONIQUE

### *Le Grand Temple de la Chaux-de-Fonds*

Un numéro très illustré du *Bulletin paroissial de l'Eglise Nationale de la Chaux-de-Fonds*, aimablement communiqué par le pasteur Henri Pingeon qui l'avait rédigé à la date du 25 juillet 1919, rappelle opportunément que, voici cinquante ans, le Grand Temple de la Chaux-de-Fonds fut incendié pour la seconde fois de son histoire. Le 5 mai 1794, l'ancien temple quadrangulaire, terminé à l'est par trois pans de murs, avait brûlé en même temps que la cure et soixante-deux maisons du centre du village. Des novateurs donnèrent au nouveau temple dédié en octobre 1796 un plan ovale tout à fait inédit dans la principauté. Il fallut cependant toute l'énergie et le savoir-faire de Moïse Perret-Gentil pour venir à bout de la tâche commencée par Samuel Péter. La forme inusitée et l'acoustique de la nef, puis l'ampleur de la tour posèrent des problèmes compliqués à résoudre de manière satisfaisante. Or, au début de l'après-midi du 16 juillet 1919, le feu jaillit du haut toit de la nef, enveloppant parfois de fumée la tour où sonne le tocsin. Rendue visible un moment par les flammes qui ont rongé le toit, la monumentale charpente s'effondre bientôt à l'intérieur de la nef en provoquant un fort déplacement d'air. La magnifique chaire, achetée au couvent de Bellelay en 1798, et l'orgue sont détruits, à quelques débris près. Une imprudence d'adulte, disent les rapports de la Chambre d'assurance, a provoqué le désastre. Le soir même, les autorités religieuses décident la reconstruction du temple au même emplacement. L'ovale des murs étant réutilisé, l'aspect extérieur fut peu modifié par l'ouverture d'une grande porte à l'est et par l'allongement des fenêtres par le bas. En revanche, à l'intérieur, les architectes René Chapallaz et Jean Emery placèrent la chaire du côté de la tour, face à des galeries en fer à cheval. La voûte de couverture, placée plus haut sous une charpente métallique, permit un éclairage indirect de l'édifice rendu au culte en 1921.

Jean COURVOISIER.

## RAPPORT SUR LE PRIX FRITZ KUNZ 1969

Au cours de la saison 1968-1969, cinq travaux ont été présentés à la section du Littoral de la Société d'histoire et d'archéologie. Deux des auteurs ne sont pas membres de la société, de sorte qu'ils ne répondent pas aux exigences du règlement pour l'obtention du prix.

Les trois autres, par contre, remplissent toutes les conditions et peuvent affronter le jury. Tous trois ont présenté des travaux de valeur et mériteraient l'attribution du prix, de sorte que le jury s'est trouvé dans l'embarras, comme Pâris en présence des trois déesses de l'Olympe, ne sachant pas à laquelle il devait donner la pomme.

Le jury a considéré qu'il ne convenait pas de les apprécier l'un par rapport à l'autre et de les classer dans un ordre numérique. Tous trois étaient de valeurs sensiblement égales et tous trois pouvaient mériter le premier prix *ex aequo*. Pour motiver sa décision, le jury a considéré que deux des conférenciers avaient déjà reçu, il y a quelques années, le Prix Fritz Kunz, tandis que le troisième n'avait pas encore eu ce privilège.

C'est pourquoi, le jury, se basant exclusivement sur ce facteur et sans déprécier pour autant la valeur des autres travaux présentés, a décidé d'attribuer le prix à M. Maurice Billeter, architecte, pour sa causerie sur l'architecture Renaissance dans le pays de Neuchâtel.

M. Billeter a fait un remarquable exposé, agrémenté de très beaux clichés. Il a traité le sujet avec beaucoup de compétence et de distinction. Réunissant les qualités d'architecte, d'artiste et d'historien, il a promené ses auditeurs dans les bourgs et dans les campagnes du pays. Il leur a fait découvrir et apprécier la finesse, la beauté, l'élégance des habitations du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle.

L'architecture Renaissance s'est développée chez nous avec un retard sensible sur la vague européenne. Ses constructions ne ressemblent guère aux grands palais de nos pays voisins. Elles ont été édifiées dans un style particulier à notre pays, avec plus de modestie et avec originalité. Elles sont caractérisées par une absence de symétrie et un assemblage d'éléments très différents les uns des autres.

La section du Littoral de la Société d'histoire est reconnaissante à M. Billeter de lui avoir offert un travail d'autant plus apprécié qu'il était l'émanation de connaissances profondes de la matière et d'une très forte personnalité.

J.-P. MICHAUD.

## ORGANISATION DE LA MÉTÉOROLOGIE NEUCHATELOISE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Les Neuchâtelois de tout le canton ont observé depuis longtemps les phénomènes météorologiques ; les documents qui nous sont parvenus \* englobent la période de 1300 à 1820 environ. Nous limiterons donc notre étude à la période qui va des observations isolées du début du siècle, passant par leur groupement sous les auspices de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel, pour déboucher sur l'organisation fédérale, premier noyau qui a conduit au Service météorologique fédéral que nous connaissons.

La première mention que nous avons trouvée dans la collection des lettres de savants à Célestin Nicolet, déposée à la Bibliothèque de la Chaux-de-Fonds, date de 1839 : c'est une lettre de Jean-Frédéric d'Ostervald <sup>1</sup> dans laquelle nous relevons ceci : « Les observations qui avaient lieu autrefois (il y a vingt-cinq ans [*sic*]), dans quelques-unes des localités du pays et spécialement à la Chaux-de-Fonds » se trouvaient interrompues, « les personnes qui avaient bien voulu se prêter à les faire étant maintenant mortes ou vieilles ». Il fallait les réorganiser ; la Société des sciences naturelles de Neuchâtel avait chargé Ostervald de ce travail <sup>2</sup>.

En 1839 donc, Ostervald sollicite « les conseils et l'appui » du pharmacien Célestin Nicolet, à la Chaux-de-Fonds, pour « réorganiser les observations météorologiques » dans la Principauté, et spécialement aux Montagnes (Ostervald dit ne connaître personne au Locle) ; d'après cette lettre (de janvier 1839), il s'agissait d'observer le baromètre, le thermomètre, la direction des vents, les quantités de pluie ou de neige. Relevons qu'Ostervald pense déjà à utiliser, en excellent cartographe, une « connaissance plus exacte des données barométriques » pour l'établissement des hauteurs (altitudes) ; il se préoccupe particulièrement de l'influence des marais et des brumes sur les gelées blanches ; il recommande donc de placer des thermomètres sur les marais des Eplatures et des Moulins pour les comparer avec ceux qui seraient placés sur les hauteurs environnantes.

Cette influence des marais sur la température était alors très controversée et nous voyons le bryologiste <sup>3</sup> Léo Lesquereux <sup>4</sup> leur consacrer des études précises pour prouver que « les dépôts tourbeux ne sont point une cause de refroidissement pour les hautes vallées » — mais il faut savoir où placer son thermomètre : dans l'air, à la surface des marais ou dans la profondeur de la couche tourbeuse ; les résultats sont loin d'être les mêmes !

Célestin Nicolet accepte immédiatement, comme le prouve une nouvelle lettre d'Ostervald<sup>5</sup> : « Je ne me suis pas trompé en pensant que sous vos auspices, Monsieur, notre plan d'observations météorologiques trouverait tout l'appui dont nous avons besoin. La Société a vu avec intérêt que vous aviez devancé nos projets. » On peut donc admettre que Célestin Nicolet était précisément un de ces observateurs isolés qui avaient précédé l'organisation que nous voyons naître.

Encore fallait-il se procurer les instruments : les thermomètres durent être construits par quelques membres de la Société des sciences naturelles : Ostervald lui-même, H. Ladame<sup>6</sup> et Henri de Joannis<sup>7</sup>, aidés d'un fabricant que l'on avait fait venir à Neuchâtel, Piana.

Pour ce qui est du matériel nécessaire, la même lettre (III/229) demande à C. Nicolet : « Je suis forcé de recourir à votre obligeance pour nous procurer 10 à 12 livres de bon mercure aussi pur que possible et que malgré cela nous nettoyons de nouveau, — une quantité de fil métallique pour fixer sur les montures en cuivre 50 à 60 thermomètres. » On voit que, pour le mercure, on s'adresse au pharmacien, probablement parce que ce produit était alors largement utilisé comme médicament ; quant au fil métallique, il devait se trouver plus facilement dans le gros bourg industriel de la Chaux-de-Fonds que dans l'académique Neuchâtel ! Célestin Nicolet est prié, en outre, de trouver des artisans capables de blanchir et polir les plaques métalliques et d'y graver, en noircissant les traits, les chiffres des divisions.

Ce travail de préparation dure une année : Le 8 mars 1840, Ostervald expédie à la Chaux-de-Fonds<sup>8</sup> cinq thermomètres ordinaires et deux thermomètres à minima qu'il faudrait répartir aux Planchettes, aux Brenets et au bord du Doubs (il n'y a personne au Locle !). Il est question de quatre observations par jour pendant plusieurs années.

La correspondance de Célestin Nicolet ne renferme plus de sujet météorologique de 1840 à 1846 ; d'autre part, le *Bulletin de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel*, où nous avons espéré trouver des renseignements sur cette période, ne paraît qu'en 1847<sup>9</sup>, ce qui provoque un « trou » dans l'histoire du développement de cette organisation.

En 1846, apparaît un curieux personnage, fournisseur de thermomètres et de baromètres, qui signe « Ernst », ce qui doit être son patronyme : ses lettres sont datées de Paris, de Berne, de Neuchâtel, de Zofingue et de Bienne ; à diverses reprises, il fait adresser des paiements à Vingreis-sur-Douanne, à M. Jacques Murset, « cette somme étant destinée à payer le boulanger ayant autorisée (*sic*) le bon vieux père de ma femme à prendre pour mon compte chaque semaine pour 15 batz de pain »<sup>10</sup> ; peut-être

Ernst était-il aussi de la région du lac de Bienne, ce que laisse supposer le français très germanique qu'il utilise.

Dans une lettre <sup>11</sup>, Ernst se situe professionnellement : « Quand (*sic*) aux opticiens, mécaniciens et bien d'autres avec, on peu (*sic*) s'en passer le mieux du monde » ; ajoutons que, lorsque la révolution de 1848 arrête toutes les affaires <sup>12</sup>, il « se décide à reprendre le Daguerréotype (...) les portraits sont livrés colorier (*sic*) cela donne beaucoup de vie et ambelle (*sic*) le sujet ». En 1847 déjà, passant dix-sept jours à Aarau <sup>13</sup>, il y fait cent douze portraits !

Ernst fournit à Célestin Nicolet <sup>14</sup> un baromètre qui va être à l'origine de bien des difficultés. Quelques mois après la livraison, Ernst rencontre à Neuchâtel Arnold Guyot <sup>15</sup> qui se plaint de ce que ce baromètre n'ait pas été comparé (étalonné) <sup>16</sup> par M. Delcros <sup>17</sup> ; plus tard <sup>18</sup> Ernst donne des conseils pour « remettre en état » cet instrument, ce qui semble n'avoir pas suffi, puisque l'année suivante <sup>19</sup> Ernst offre de reprendre le baromètre à Paris pour « le mettre en état et le retourner ».

Le même livre aussi des thermomètres ; Célestin Nicolet est prié <sup>20</sup> de préciser le genre de thermomètres qu'il désire ; puis, la réponse tardant probablement, Ernst s'impatiente <sup>21</sup> : « Je vous avais écrit que je m'en chargeais bien volontier (*sic*) de vous construire vos thermomètres non seulement cinq mais cinq cents ou cinq mille (possible en 1847 ?) si vous le désirez et que vous n'auriez qu'à m'indiquer la grandeur apeupres (*sic*) comme vous les désirez et qu'alors je pourrai les joindre avec le grand et le petit thermomètre que vous me demandez. » Un envoi de quatre instruments est expédié avec cette remarque <sup>22</sup> : « Il me semble pour un thermomètre public que vous avez eu tort de le demander allant à 100° ; les degrés auraient été autant plus grand (*sic*) et mieux pour le public. »

Malheureusement, le grand thermomètre présente « une fêlure interne » (comprendons que la colonne de mercure s'est partagée) ; Ernst <sup>23</sup> indique comment corriger ce défaut, tout en ajoutant : « Pour thermomètre public il sera tout aussi bon comme s'il n'avait pas cette fêlure. »

Et puis interviennent des problèmes d'expédition (par la route) et surtout d'emballage : « En place de foin (*sic*) pour garnir la caisse que les instruments arrivent en bon état <sup>24</sup> ma femme a fait des petits paquets doux (des friandises ?) qu'elle envoie à ces (*sic*) petites nièces (...) alors je ne vous compte pas la boîte d'emballage », pour compenser les frais de réexpédition.

Le paiement s'avère difficile, Célestin Nicolet semblant retenir une partie de l'argent jusqu'au moment où les instruments répondront exactement à ses exigences ; Ernst écrit <sup>25</sup> : « Je crois que votre confiance en moi vous manque car voilà bientôt deux ans et demi que vous l'avez reçu

et notre compte n'est pas encore terminé. » Il le sera « sauve (*sic*) le grand thermomètre pour la Société » (des sciences naturelles) par quittance donnée à la Chaux-de-Fonds par Ernst lui-même, le 5 mars 1849<sup>26</sup>. Le grand thermomètre « à deux divisions » était facturé 35 francs, les petits thermomètres « calibrés » 11 francs, les autres 3 fr. 50.

Pendant que Célestin Nicolet discutait avec Ernst, la section de la Chaux-de-Fonds (qui comptait aussi des membres loclois) de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel, dans sa séance du 11 décembre 1845<sup>27</sup>, décide de demander au Bureau du contrôle « de doter notre localité d'un régulateur, d'un compteur, d'un baromètre et d'un thermomètre exacts » ; un crédit de 3000 francs est accordé : baromètre et thermomètre seront placés « dans un endroit convenable de l'Hôtel-des-Postes que le gouvernement se propose de bâtir ».

Après une nouvelle période de silence sur les questions météorologiques (quelques indications du *Bulletin de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel* montrent que des observations continuaient, dont H. Ladame rendait compte en séance), l'année 1853 nous apporte une importante lettre d'Edouard Desor<sup>28</sup> : nous y trouvons, en effet, la première mention d'un projet, né à Zurich, d'observations systématiques s'étendant à toute la Suisse ; il faudrait faire établir une colonne météorologique à la Chaux-de-Fonds ; « Zurich » conseille surtout un bon pluviomètre ; Desor écrit à Célestin Nicolet : « Je leur ai promis de porter en premier lieu l'affaire à votre connaissance et d'obtenir votre concours. » Ce qui montre la considération dont jouissait le savant pharmacien dans les milieux scientifiques.

En 1855, la Société des sciences naturelles de Neuchâtel, qui avait doté la ville d'une colonne météorologique, pense qu'il faut profiter de l'impulsion nouvelle que ne peut manquer de déclencher la création des Ecoles industrielles ; elle demande au Conseil d'Etat de favoriser la réorganisation urgente des observations météorologiques, en citant l'opinion de M. Dove, « directeur des établissements météorologiques d'Allemagne et d'Angleterre » qui considère notre canton comme très favorablement situé : « Les différentes localités du canton sont situées à des hauteurs bien différentes quoique très rapprochées les unes des autres. » Et le Conseil d'Etat accorde 1000 francs<sup>29</sup> pour l'achat d'instruments, mais pas pour des gratifications aux observateurs !

Dès 1853, c'est Ch. Kopp<sup>30</sup> qui présente les résultats des observations dont il a repris la direction.

En 1856<sup>31</sup>, on a réussi à créer les quatre points d'observation suivants :

Môtiers

Barrelet, pasteur.

Fontaines

de Gelieu, pasteur.



Diesse	Lamont, pasteur <sup>32</sup> .
Bonvillards ( <i>sic</i> )	Malherbe, docteur.
La Chaux-de-Fonds	Célestin Nicolet, pharmacien.

Ce dernier faisait quatre observations par jour (7 heures du matin, midi, 3 heures et 10 heures du soir) : thermomètre, baromètre, état du ciel, vent et udomètre (pluviomètre) ; il calculait lui-même les corrections et les moyennes, ce que ne faisaient pas les autres observateurs ; mais il faut souvent réclamer pour qu'il envoie ses résultats. Par exemple, Kopp lui écrit <sup>33</sup> : « Je lanterne l'imprimeur le plus que je peux, mais tout doit avoir une fin (il s'agit, le 11 novembre 1858, des observations de 1857 !), M. Coulon me crie après, M. Desor me talonne. Vous me mettez dans un bel embarras. » Et cela se renouvelle d'année en année, ainsi <sup>34</sup> : « Je suis obligé de vous presser, mais c'est la presse qui me presse... »

En 1861, l'organisation sur terrain suisse <sup>35</sup>, annoncée par Desor huit ans plus tôt, prend forme tout-à-coup : la Société helvétique des sciences naturelles a chargé Albert Mousson <sup>36</sup> de cette organisation et cela nous vaut une longue circulaire-programme à laquelle nous n'emprunterons que les détails essentiels :

Le but de cette campagne, qui doit durer trois ans au moins, est l'étude de l'influence des montagnes sur les phénomènes météorologiques.

Les stations, établies sur tout le territoire suisse, seront munies d'instruments « comparés » entre eux pour faciliter l'interprétation des faits, la « comparaison » étant répétée au bout de trois ans. « Tous les instruments doivent être bons » (!), précise la circulaire ; ils seront installés, selon des instructions à caractère obligatoire, par une commission ad hoc de la Société helvétique des sciences naturelles. Des instruments seront prêtés à ceux des observateurs qui ne pourront les acheter eux-mêmes ; au bout de trois ans d'observations consciencieuses, on espère pouvoir les remettre aux observateurs en toute propriété.

Pour les observations simultanées qui sont prévues, les observateurs sont priés « de régler leur montre sur une horloge télégraphique ou un cadran solaire » (nous sommes en 1861 !).

La circulaire se termine par des questions, par exemple :

« Possédez-vous de bons instruments ou pouvez-vous en acquérir à vos frais ? »

« Ferez-vous les calculs ? »

« Y a-t-il un poste télégraphique ou un cadran solaire dans votre localité ? »

Une année plus tard, nouvelle circulaire de Mousson. L'appui du Gouvernement et des Chambres fédérales étant assuré <sup>37</sup>, on peut passer aux réalisations : une commission de la Société helvétique des sciences naturelles (Kopp en fait partie et on lui confie la direction du réseau neuchâtois) a choisi et commandé les instruments, établi les procédés de contrôle. La mise en place exigera une année de telle sorte que l'on peut envisager deux mois (octobre et novembre 1863) pour les observations « d'exercice », les observations proprement dites débutant le 1<sup>er</sup> décembre 1863.

C'est un ingénieur-mécanicien, Hermann Suter qui fera <sup>38</sup> l'installation à propos de laquelle Célestin Nicolet avait reçu des instructions précises <sup>39</sup> : les instruments seront posés au premier étage, donc dans l'appartement et non à la pharmacie (que Nicolet s'appropriait à remettre à Ch. Prince) ; « le baromètre sera fixé sur bois à côté de la fenêtre. Vous avez promis de faire ouvrir les doubles fenêtres en dedans (...) il est aussi entendu que vous ferez organiser le volet de manière à ce qu'il abrite le psychromètre pendant les jours d'été contre le soleil ».

Il semble vraiment que l'on a tout prévu. Kopp pense même à la santé déjà déficiente de Célestin Nicolet, alors âgé de 60 ans : « J'ai commandé deux pluviomètres pour vous, afin qu'en cas de mauvais temps vous puissiez faire chercher le pluviomètre par le domestique et mesurer à la maison... »

Enfin, les observations commencent, observations d'exercice en octobre (les délais ont été respectés !) dont Nicolet est prié <sup>40</sup> d'envoyer « l'original et les observations corrigées (s'il y en a) » à l'intention du Bureau central météorologique à Zurich.

C. Nicolet reçoit alors de Kopp <sup>41</sup> qui lui « tend à travers le tunnel une poignée de main bien cordiale » (le tunnel était une nouveauté !) la note pour les instruments dont il a accepté de supporter les frais :

Baromètre	Fr. 80.—
Psychromètre	» 35.—
Pluviomètre	» 25.—
Total	Fr. 160.—

les frais d'installation (124 fr. 30) étant au compte de la Société.

Dans une lettre ultérieure, Kopp <sup>42</sup> donne quelques renseignements techniques dont nous extrayons ce qui suit :

« Direction et force du vent : vous la noterez faute d'instrument suivant votre sentiment avec les N<sup>os</sup> 1, 2, 3 et 4. »

Quant à la marche des nuages : « S'il y en a, s'ils marchent dans le même sens que le vent, on note la même indication que dans la colonne du

vent ; s'ils marchent dans un autre sens, on note le sens dans lequel ils marchent. »

Déjà, il y a un siècle, la météorologie n'appartenait pas aux sciences exactes !

Le travail doit s'être poursuivi sans trop d'accrocs puisque, le 4 mai 1866 <sup>43</sup>, Mousson peut envoyer une circulaire à « Messieurs les observateurs de l'entreprise (*sic*) météorologique », auxquels il s'adresse comme « Président de la Société Météorologique Suisse ». Des résultats importants se dégagent de leur travail de trois ans. Il faudrait continuer dans une nouvelle direction, celle de l'établissement de moyennes. Et il ajoute : « Ceux qui ont répondu à leurs engagements entreront sur la fin de l'année en pleine possession de leurs beaux instruments. » La promesse faite, du reste sous réserve, trois ans auparavant a donc pu être tenue.

Mais Célestin Nicolet, âgé et malade, ne peut s'engager pour une nouvelle série d'observations ; Ch. Kopp lui envoie alors une magnifique lettre de remerciements <sup>44</sup> : « C'est avec le plus grand regret que j'ai transmis au comité central de la commission météorologique votre démission.

» Pour ma part et au nom de la commission, je vous remercie sincèrement des éminents services que vous avez rendus à la commission, au Canton, à la science et à la Suisse.

» Voilà près de 12 ans que nous avons travaillé ensemble à la météorologie, et je tiens à honneur de pouvoir dire que j'ai été votre collaborateur ; sans votre appui et votre constant concours, je n'aurais pas pu certainement mener à bonne fin nos résumés météorologiques qui ont cessé naturellement quand les observations générales suisses ont commencé. »

Charles BÉGUIN.

#### NOTES

\* Voir les publications d'Henri LADAME et Charles-Guillaume KOPP dans le *Bulletin de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel* (tomes IV à VII).

N. B. : Les lettres figurant dans la « collection des lettres de savants à Célestin Nicolet » sont désignées ci-dessous par « Lettres » avec indication du tome en chiffres romains et de la lettre par son numéro d'ordre dans l'état actuel de la collection conservée à la Bibliothèque municipale de la Chaux-de-Fonds.

*Bull.* signifie *Bulletin de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel*.

<sup>1</sup> *Lettres* III/204 du 26 janvier 1839.

<sup>2</sup> Jean-Frédéric d'Ostervald (1773-1850), arrière-petit-fils du grand théologien du même nom, fut le dernier représentant de sa famille ; il se distingua tant comme dessinateur que comme cartographe et comme éditeur d'ouvrages d'art. Ses cartes de la Principauté de Neuchâtel (1806 et 1846) et sa carte de la Suisse (1846) représentaient un progrès immense sur tout ce qui avait paru dans ce domaine ; il détermina lui-même les hauteurs (altitudes) reportées sur ses cartes. A. BACHELIN, *Jean-Frédéric d'Ostervald, Musée neuchâtelois*, 1877, pp. 62-67, 77-82, 105-113, 125-130. LÉON MONTANDON, *J.-F. d'Ostervald cartographe neuchâtelois, ibid.*, 1946, pp. 3-16. De nombreux renseignements se trouvent également dans : Jean COURVOISIER, *Le Maréchal Berthier et sa Principauté de Neuchâtel*, Neuchâtel 1959.

<sup>3</sup> Notons que plusieurs publications concernant Léo Lesquereux font de lui un « embryologiste » ce qu'il n'a jamais été ; l'erreur semble avoir été introduite par son ami Fritz Berthoud dans la biographie qu'il publia au moment de sa mort (*Musée neuchâtelois*, 1890, 9, 29, 61, 84 et 106). Elle se retrouve encore dans le programme, dû à Claude Garino, de l'exposition Agassiz à la bibliothèque de la Chaux-de-Fonds 1965.

<sup>4</sup> *Quelques recherches sur les marais tourbeux en général*, Neuchâtel, 1844, pp. 266-281.

<sup>5</sup> *Lettres* III/229, non datée. On peut la situer vers mars 1839 puisqu'elle contient des condoléances à l'occasion du décès de M<sup>me</sup> Célestin Nicolet, née Othenin-Girard, qui se produisit le 24 février 1839 ; d'autre part, selon son contenu, elle a certainement précédé la lettre III/203 du 23 mars 1839.

<sup>6</sup> Henri Ladame (1807-1870) avait étudié à Paris et fut chargé de la chaire de physique et de chimie aux Auditoires (1831), puis à la première Académie de Neuchâtel (1840) ; en 1866, la nouvelle Académie lui confie une chaire de mathématiques supérieures et de mécanique. Membre fondateur de la Société des sciences naturelles de Neuchâtel, il en fut un des principaux animateurs. Il avait fondé aux Bercles le premier laboratoire scientifique qu'ait possédé Neuchâtel. Ses travaux ont porté entre autres sur les transformations de la neige, la météorologie, la question de l'alimentation en eau, la dorure au feu et l'étude du lac. H. RIVIER, *Bull.*, 1937.

<sup>7</sup> Henri de Joannis (1797-1873), Français né à Philadelphie, enseignait les mathématiques à la première Académie ; il procéda à des travaux de géodésie et de nivellement ; esprit fort curieux, il s'occupa aussi bien de la théorie de la musique que de l'acclimatation du vers à soie et de travaux de fortification de la ville en 1831. H. RIVIER, *loc. cit.*

<sup>8</sup> *Lettres* III/206.

<sup>9</sup> Le tome I porte le millésime 1843-1844 ; le premier procès-verbal des séances est daté du 8 novembre 1843.

<sup>10</sup> *Lettres* II/10, du 4 novembre 1848, de Zofingue.

<sup>11</sup> *Lettres* II/9, du 17 mai 1848, de Paris.

<sup>12</sup> *Lettres* II/10 ci-dessus.

<sup>13</sup> *Lettres* II/4, du 24 février 1847, de Neuchâtel.

<sup>14</sup> *Lettres* II/3 du 14 septembre 1846, de Berne.

<sup>15</sup> Arnold Guyot (1807-1884), né à Boudevilliers, étudiait la théologie quand son ami Léo Lesquereux l'orienta définitivement vers les sciences naturelles ; il enseigna l'histoire et la géographie à la première Académie, puis alla rejoindre Louis Agassiz en Amérique (1848) et fut professeur à l'Université de Princeton. A Neuchâtel, il fit partie du « Comité de météorologie » chargé d'acquérir baromètres et thermomètres de précision. H. RIVIER, *loc. cit.*

<sup>16</sup> *Lettres* II/4 ci-dessus.

<sup>17</sup> Delcros, capitaine du « corps des ingénieurs-géographes de l'Empire », ami de J.-F. d'Ostervald. A. BACHELIN, *Musée neuchâtelois*, 1883.

<sup>18</sup> *Lettres* II/8, du 10 janvier 1848, de Paris.

<sup>19</sup> *Lettres* II/10 ci-dessus.

<sup>20</sup> *Lettres* II/5 du 4 juillet 1847, de Paris.

<sup>21</sup> *Lettres* II/6 du 4 septembre 1847, de Paris.

<sup>22</sup> *Lettres* II/7 du 4 décembre 1847, de Paris.

<sup>23</sup> *Lettres* II/8 ci-dessus.

<sup>24</sup> *Lettres* II/7 ci-dessus.

<sup>25</sup> *Lettres* II/10 ci-dessus.

<sup>26</sup> *Lettres* Annexe à II/7 ci-dessus.

<sup>27</sup> *Bull.* I, pp. 434 et 452.

<sup>28</sup> *Lettres* I/164, expédiée d'Yverdon le 20 octobre 1853.

<sup>29</sup> *Bull.* III, pp. 55, 210 et 213 (1855).

<sup>30</sup> Charles-Guillaume Kopp (1822-1891) était venu d'Alsace à Neuchâtel en 1851 pour reprendre l'enseignement, au gymnase, de la physique et de la chimie auquel Frédéric Sacc (1819-1890) avait renoncé pour se vouer à l'industrie ; en 1866, l'Académie rétablit le compte au nombre de ses professeurs (physique) ; en 1873, Kopp quitte Neuchâtel pour Mulhouse ; il a joué un rôle important à la Société des sciences naturelles. Ses travaux se rattachent à la météorologie, à la limnimétrie et aux altitudes. H. RIVIER, *loc. cit.*

<sup>31</sup> *Bull.* IV, p. 243.

<sup>32</sup> Il semble que l'on a tenu compte de la recommandation de Henchoz, de Rossinières (1799-1850) : « MM. les curés et pasteurs seraient surtout par leur instruction et l'uniformité de leurs occupations à même de faire ces observations météorologiques. »

<sup>33</sup> *Lettres* III/79 du 11 novembre 1858.

<sup>34</sup> *Lettres* III/82 du 19 août 1859.

<sup>35</sup> *Lettres* III/161, d'Albert Mousson, 25 mai 1861.

<sup>36</sup> Albert Mousson (1805-1880), descendant d'une famille française réformée, s'occupa de diverses branches des sciences naturelles ; il avait constitué une collection remarquable de coquillages et en 1847 (*Lettres* V/177) il avait proposé à Célestin Nicolet d'échanger contre des coquillages du Brésil les doubles que pourrait contenir la collection de coquillages du Mexique dont Charles Jacot-Guillarmod avait fait don au Musée de la Chaux-de-Fonds.

Albert Mousson fut plus tard professeur à l'Ecole cantonale de Zurich, puis à l'Université de la même ville, enfin au Polytechnicum fédéral nouvellement créé (1855) ; titulaire de la chaire de physique expérimentale, il s'occupa aussi de géologie, de poids et mesures et spécialement de météorologie.

Quant à Charles Jacot-Guillarmod (1811-1868) qui avait participé à la prise du château de Neuchâtel en 1831, il dut s'exiler au Mexique d'où il revint en 1846. Conseiller d'Etat (1852) et député au Grand Conseil (1852-1856), il prit une part importante à la construction du franco-suisse.

<sup>37</sup> *Lettres* III/162 du 4 mai 1862.

<sup>38</sup> *Lettres* IV/154, télégramme du 26 mars 1863 annonçant la pose des instruments pour le lendemain.

<sup>39</sup> *Lettres* V/155 de Ch. Kopp, 8 mars 1863.

<sup>40</sup> *Lettres* III/73 du même, du 16 novembre 1863.

<sup>41</sup> *Lettres* III/87 du 3 janvier 1864.

<sup>42</sup> *Lettres* III/88 du 9 mai 1864.

<sup>43</sup> *Lettres* III/163 du 4 mai 1866.

<sup>44</sup> *Lettres* III/90 du 3 janvier 1867.

## CHRONIQUE DES SOCIÉTÉS SAVANTES 1968-1969

ARCHIVES DE L'ÉTAT. — Le rapport de l'exercice 1969 dû à l'archiviste cantonal A. Schnegg relève que les répertoires de baptêmes ont été exécutés pour Boudry (1638-1823), Fontaines-Cernier (1695-1823) et Serrières-Peseux (1724-1823). Le service a mis sur fiches les noms des régents d'école mentionnés dans les *Actes* de la Classe (Société des pasteurs et ministres), les notables et faits marquants des procès-verbaux du Landeron (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), du *Journal* de Jean Lardy (Auvernier, 1575-1587) selon les extraits du *Musée historique* de Matile, et des *Mémoires* manuscrits d'Abraham Chaillet (XVII<sup>e</sup> siècle).

Pour les registres notariaux ont été ainsi traités les lettres d'origine et actes d'agrégation communale de Théodore et Tite Sandoz, David et Elie Tattet.

Parmi les recherches, citons la descendance de Mathias de l'Arbre (ou Delarbre), de Sedan, naturalisé en 1728 (Travers), les Bouvier de Peseux et de la Brévine, Fred (Fritz) Dubois (1862-1924), journaliste à Vienne, Abraham DuPasquier (1709-1761), pasteur à Bâle et à Hanau, François Fabjan (Hongrie), facteur de pianos à Neuchâtel (mi-XIX<sup>e</sup> s.), Georges Godet (1845-1907) et les secours aux Arméniens, Ami Lesquereux (1796-1842), libraire et imprimeur à la Chaux-de-Fonds, Alfred-Jean Petitpierre, organiste et maître de musique à Neuchâtel (mi-XIX<sup>e</sup> s.), le docteur François Prince (1721-1757), auteur d'une thèse sur le vin de Neuchâtel, Wolfgang Strähl, de Mümliswil (Soleure), luthier à Neuchâtel (1841-1843), Jean-George Treyser, d'Auerbach (Hesse), facteur de pianos à Neuchâtel (mi-XIX<sup>e</sup> s.).

Le total des consultations a atteint 1875. Le fonds du registre des familles a reçu 1721 enveloppes et 4372 pièces individuelles.

Les Archives ont reçu, entre autres dons, la photographie d'une source ferrugineuse à Valangin (1894), les papiers politiques du conseiller national Otto de Dardel, une vue du portail du cimetière du Mail, à Neuchâtel, par Louis DuPasquier (1847), un lot de documents relatifs à Jules-Paul Courvoisier, imprimeur (1868-1926), un lot de lettres adressées à Charles-Daniel de Meuron, le futur général.

La commune d'Hauterive a profité de l'offre faite à toutes les archives du canton d'un dépôt avec réserve de propriété et a envoyé ses séries anciennes au château.

MONUMENTS ET SITES. — En fait de restauration, le conservateur R. Vionnet signale plusieurs subventions versées en 1969, par exemple :

Tours nord et sud de la Collégiale de Neuchâtel (propriété de la commune), 2<sup>e</sup> acompte cantonal 20.000 francs, 1<sup>er</sup> acompte fédéral 70.000 francs.

Hôtel de Ville de Neuchâtel (commune), 1<sup>er</sup> acompte cantonal 80.000 francs, 1<sup>er</sup> acompte fédéral 80.000 francs.

Clocher du temple de Serrières (commune de Neuchâtel), versement total du canton (subvention fédérale en cours) 15.000 francs.

Temple de Fontaines (communes de Fontaines et des Hauts-Geneveys), 1<sup>er</sup> acompte cantonal 20.000 francs, 1<sup>er</sup> acompte fédéral 9.500 francs

Eplatures-Grises 5 et 6, Musée paysan et artisanal (Fondation, siège à la Chaux-de-Fonds), 1<sup>er</sup> acompte cantonal (subvention fédérale en cours) 10.000 francs.

Valangin, ancienne maison Tribolet 1588 (copropriété Touchon et commune), versement total du canton 9000 francs.

Quelques travaux particuliers : sculpture et polychromie du cartouche armorié des Orléans-Longueville, porte N° 3, cour du château de Neuchâtel ; déplacement du pont de Saint-Jean au Landeron ; étude de la sauvegarde du Tilleul de Saint-Blaise, abattu le 18 novembre 1969 après le résultat des analyses.

MUSÉE CANTONAL D'ARCHÉOLOGIE. — En fonction dès avril 1969, le conservateur M. Egloff dispose d'un laboratoire de photographie propre à établir un fichier général des collections.

La salle romaine, fermée au public, servira d'atelier, de dépôt et de bibliothèque.

Au N° 4, escalier du Château, un local a été aménagé pour recevoir les objets du site d'Auvernier.

Grâce à un crédit de 75.000 francs, M<sup>lle</sup> H. Schwab s'est mise à diriger à Fribourg la restauration des pièces découvertes en terre neuchâteloise au cours de la deuxième correction des eaux du Jura. Les objets seront tous remis au Musée sitôt leur étude achevée.

Le nombre des visiteurs s'est élevé à 2365 (44 de moins qu'en 1968).

Deux sites importants ont été fouillés à Auvernier et à Thielle en 1969. La grande station de l'âge du bronze final d'Auvernier offre d'innombrables vestiges : céramiques, bronzes, matières organiques. Une cachette de fondeur contenant des faucilles, des haches et des bracelets gravés « constitue l'ensemble le plus spectaculaire », écrit M. Egloff.

En octobre 1969, une pelle mécanique a mis au jour des pilotis bien conservés au pied du pont de Thielle, au bord du canal. Une fouille dirigée par M<sup>lle</sup> Schwab a fait apparaître deux cabanes néolithiques. L'une mesurait 14 mètres sur 6. Leur contenu « permet de connaître avec une précision inégalée la vie d'une population du troisième millénaire : haches emmanchées, bois travaillés, textiles, silex, poteries ».

UNIVERSITÉ. — On ne peut relever que quelques points du rapport du recteur Erard sur l'année académique 1968-1969, publié dans le *Rapport du département de l'Instruction publique*, exercice 1969. Parmi les annexes figure une bibliographie des ouvrages, travaux, articles et comptes rendus des professeurs.

Soucieuse de renseigner le public sur son activité, notre haute école a fait appel aux journaux. En outre, les problèmes universitaires ont eu la faveur d'un numéro spécial de la *Revue neuchâteloise* (45, hiver 1969).

Appelé à Genève, M. Z. Estreicher laissait vacants les postes de président de la commission de la bibliothèque et de bibliothécaire de l'Université. En vue de refondre l'organisation des bibliothèques, les professeurs E. Bauer et J. Rychner furent nommés celui-là président de la commission, celui-ci bibliothécaire par intérim.

La croissance rapide des activités universitaires, lit-on dans le rapport rectoral, a remis en question l'organisation actuelle de la bibliothèque de l'Université, composée d'une trentaine de bibliothèques spécialisées, supervisées par une commission de la bibliothèque et un bibliothécaire central.

Or, en 1968, un seuil critique semble avoir été atteint. L'importance des bibliothèques spécialisées et leur autonomie, rendue plus accusée encore du fait de la dispersion des instituts à travers la ville, sont devenues telles que l'organisme central actuel ne suffit plus pour assurer entre elles la cohésion indispensable. Aussi la Commission de la bibliothèque est-elle arrivée à la conclusion qu'il était indispensable de repenser entièrement l'organisation de la bibliothèque de l'Université. Le nouveau bibliothécaire central, qui entrera en fonctions en octobre 1969, aura pour tâche de réunir les données qui permettront d'élaborer un nouveau règlement.

La commission de la recherche scientifique a octroyé des subsides à onze débutants (129.790 francs), ainsi qu'à divers membres du corps enseignant pour acquérir des appareils ou du matériel, rémunérer des assistants ou des collaborateurs techniques (1.475.191 francs).

Les liens sont étroits avec la Maison de Champréveyres (Foyer pour étudiants d'outre-mer et d'Europe, direction P. Pipy, professeur, 60, rue de la Dîme). Les boursiers fédéraux y trouvent un milieu communautaire et



une activité qu'anime le conseil des étudiants : concerts, conférences, excursions, soirées diverses. Les pensionnaires désireux de se perfectionner dans notre langue ont pour partenaires une dizaine d'étudiants suisses engagés par le conseil de fondation.

Nous avons aussi pensé, note le recteur, qu'il convenait de donner plus d'importance à l'enseignement du professeur Jean-Blaise Grize et avons obtenu la création d'un Centre de recherches sémiologiques [Science qui étudie la vie des signes au sein de la vie sociale, selon Saussure]. ... l'année écoulée a vu la mise en chantier d'un travail indispensable et de longue haleine : la réforme du certificat d'aptitudes pédagogiques.

... Un nouveau règlement des cours pour la formation d'orthophonistes, portée de cinq à six semestres, a été mis au point et un diplôme d'orthophoniste créé. La même année a vu la création d'un fonds de 5.000 francs destiné à favoriser les travaux et les recherches archéologiques préhistoriques dans notre Maison. Ce fonds a été instauré par les parents et la femme de feu Jean-Pierre Jéquier.

Vu la pénurie de locaux, il est question de transférer la Faculté des lettres dans le bâtiment du Laboratoire suisse de recherches horlogères s'il est acquis par l'Etat.

Parmi les réformes de structure mises à l'épreuve dès l'automne 1969, on relève « la création de huit collèges (exemples : langues romanes, langues germaniques, histoire, etc.) avec le principe d'une représentation paritaire des professeurs et des étudiants. D'autre part, est envisagée une commission de faculté où siègeront les délégués de l'Association des étudiants en lettres (ANEL) et des collèges ».

Le docteur E. Mayor a fait don de son herbier et de sa bibliothèque scientifique à l'Institut de botanique.

Les conditions de travail devront encore s'améliorer dans quatre domaines, conclut le rapport du recteur Erard : traitements, heures de cours (congrés sabbatiques), assistants, équipement (laboratoires, bibliothèques, services de documentation). « Le retard à la longue sera difficile à combler puisque, en ce qui concerne les traitements, notre canton est déjà au dernier rang. » Il faut reconnaître, enfin, que l'Université « a été attentive aux évolutions nécessaires, tant dans l'enseignement et la recherche que dans son organisation ».

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE. — Depuis la démission du président R. Jean-prêtre à la fin de 1966, le comité s'est ainsi constitué : président A. Jacopin (Colombier), vice-président J. Rychner, secrétaire M. Vuithier, trésorier J.-V. Degoumois. Le comité se complète de MM. B. Clerc, G. Clottu, M. Favre, J.-C. Landry, G. Marti, P.-R. Rosset.

Le numéro du *Bulletin de l'Université de Neuchâtel et de la Société académique*, 1968-1969, publie l'allocution du recteur au *Dies academicus* de 1968 — année qui « fut sans doute la plus chargée et la plus mouvementée de notre histoire » — les chroniques des facultés, le rapport du comité de la Société académique pour 1967-1968, les comptes de 1967 et 1968,

Nous apprenons ainsi que le Prix Louis Bourguet n'a pu être décerné en 1967, mais qu'il a été remis en 1968 à M. Denis Knoepfler. Avec les Sociétés académiques genevoise et vaudoise, celle de Neuchâtel a participé aux frais de publication des Tables 1937-1968 de la *Revue de théologie et de philosophie*, centenaire. Selon le bilan au 31 décembre 1968, le capital de la Société académique a augmenté de 3656 francs.

INSTITUT NEUCHATELOIS. — Les numéros 36 et 37 (mai et décembre 1969) du *Bulletin d'information* ont été rédigés pour la dernière fois par le président sortant de charge L. de Montmollin.

Le concours scolaire de 1968, réservé à quelque 2800 apprentis des deux sexes, avait pour thème une « Enquête auprès de personnes de ma profession ». La distribution des prix eut lieu le 11 avril 1969 à Couvet, en présence du conseiller d'Etat F. Bourquin, chef du département de l'Industrie. Sur les huit lauréats, six étaient du Val-de-Travers. Le premier prix (200 francs) fut décerné à l'apprenti maçon Victor Béguelin (Fleurier) par M. Claude Nagel, chef de section de la formation professionnelle à l'Office du travail, qui devait succomber à la maladie le 22 décembre 1969. Cette perte a été cruellement ressentie par la commission des concours de l'I.N. et les membres du jury.

Afin de célébrer au village de Cernier le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de l'écrivain Jean-Paul Zimmermann (10 mai 1889 - 17 février 1952), l'Institut s'est assuré la collaboration des Ecrivains neuchâtelois et jurassiens ainsi que de la commune de Cernier pour apposer une plaque, œuvre du sculpteur Léon Perrin, sur la façade de la maison natale de Zimmermann, le 26 avril 1969. MM. A. Tissot, M. Eigeldinger et G. Pellaton rendirent hommage au professeur, à l'écrivain poète, aux organisateurs de la cérémonie.

L'assemblée générale du 15 novembre a rempli l'amphithéâtre de l'Université, en présence du nouveau chef de l'Instruction publique M. François Jeanneret, successeur de M. Gaston Clottu appelé à reprendre le siège du président Louis de Montmollin, démissionnaire. Dans son rapport moral sur l'exercice 1968-1969, publié dans le numéro 37 du *Bulletin*, M. de Montmollin fait d'utiles remarques :

C'est peut-être dans le domaine de sa structure que l'écart est le plus marqué entre les conceptions que je me faisais d'une telle institution ou les espoirs que je caressais, et la réalité vécue.

Remplaçant un comité d'une quinzaine de membres individuels, le Conseil créé par les statuts de 1958, et qui devait comprendre une très forte proportion de délégués des membres collectifs, n'a pas rempli le rôle qu'on en attendait. Rarement ses séances réunirent plus du tiers des conseillers, presque toujours les mêmes, et si, parfois, des suggestions intéressantes et utiles y furent faites par l'un ou l'autre d'entre eux, on doit constater que l'idée de faire de ce conseil l'organe de direction vivant d'une communauté était une utopie. Finalement c'est un bureau de sept membres qui anima l'I. N. D'aucuns trouveront peut-être cela naturel et normal.

[Notre] tâche consistait simplement à appliquer l'article 2 de nos statuts et, par quelques manifestations, chercher à « concourir au maintien, au développement et à l'illustration du patrimoine culturel du pays de Neuchâtel ». Pour quelques réalisations dont je dois endosser la paternité, la plupart me furent suggérées par les précieux collaborateurs qui m'entouraient. [...]

M. Gaston Clottu fit l'éloge de son prédécesseur avec l'élégance et la sensibilité d'un magistrat qui connaît la modestie de l'honnête homme et de l'humaniste dont il reprend le flambeau, non sans une certaine crainte révérencielle.

L'assemblée vit paraître, achevé d'imprimer le 10 novembre, le 13<sup>e</sup> Cahier de l'I. N., étude de M. Maurice Favre sur *Les Neuchâtelois, recherche d'une patrie*. Il faisait suite au 12<sup>e</sup> de la collection, aussi édité par La Baconnière, sorti des presses de l'Imprimerie Montandon à Fleurier le 2 février 1969. Il s'agit du *Cilette Ofaire* de M<sup>me</sup> Dorette Berthoud, déjà signalé par M. A. Schnegg dans le *Musée neuchâtelois* (N<sup>o</sup> 4, oct.-déc. 1969, p. 177).

M. Léon Perrin, président du jury, décerna le Prix de l'Institut à M. Georges Dubois, ancien professeur, rédacteur du *Bulletin* de la Société neuchâteloise des sciences naturelles. L'œuvre du savant avait été présentée par le professeur Claude Favarger.

BIBLIOTHÈQUE ET MUSÉES. — *La Chaux-de-Fonds*: Dans son rapport d'exercice 1968-1969, le bibliothécaire F. Donzé relève quelques faits saillants. Les fonds Edmond Privat et Le Corbusier ont attiré de nombreux chercheurs. La *Bibliographie des Montagnes neuchâteloises, 1967*, travail de diplôme d'assistante bibliothécaire de M<sup>lle</sup> M.-C. Liengme, « sera publiée très prochainement — écrit M. Donzé — et bien sûr continuée ». « Elle fait apparaître pour cette seule année quelque 2500 numéros, concernant livres, brochures, tirés-à-part, articles de périodiques, touchant aux Montagnes neuchâteloises, et classés systématiquement. Le dépouillement des journaux y tient une très large place. » [...] M<sup>lle</sup> F. Jeanneret « a réorganisé et

catalogué la bibliothèque du Musée d'horlogerie, ce qui marque également une étape importante dans l'inventaire de nos richesses locales ».

L'exposition *Autour de la grève générale de novembre 1918* (novembre 1968 - janvier 1969) est « à notre connaissance la seule exposition organisée en Suisse romande à l'occasion des cinquante ans de cet événement qui commence enfin à se dégager d'une longue période de légendes ».

*Neuchâtel*: Le bibliothécaire de la Ville, dans sa gestion de 1968, met en relief quelques événements dignes d'être signalés. Le travail de diplôme de M. P. Hervieux, fonctionnaire, est une *Contribution à une bibliographie des lettres romandes, 1954-1966*. Il s'agit d'une douzaine de pages multigraphiées, introduisant un fichier d'environ trois mille notices.

M<sup>lle</sup> A. Robert-Grandpierre (M<sup>me</sup> D. Huguenin en 1969) a classé et inventorié l'important don des papiers Félix Bovet reçu le 26 septembre.

Un service de Lecture publique avec libre accès aux rayons s'est ouvert le 29 avril dans deux anciens magasins de l'entresol du Collège latin, façade nord.

Quelques manuscrits de J.-J. Rousseau furent présentés au Conseil administratif de Genève, reçu à Neuchâtel le 15 mai. D'autres manuscrits de Rousseau furent exposés dans une vitrine de l'Université (1<sup>er</sup>-5 octobre), lors du 7<sup>e</sup> colloque de l'Association internationale des sociologues de langue française.

Le rapport de 1969 (à l'impression) enregistre avec tristesse la retraite de M. Pierre Reymond à titre de membre de la commission depuis le 23 juin 1921. Cet ancien professeur à l'École normale reste l'un des meilleurs conseillers et amis de la Bibliothèque, un de ses lecteurs les plus assidus.

M<sup>lle</sup> C. Rosselet a publié chez H. Messeiller la 2<sup>e</sup> partie du *Catalogue de la correspondance de J.-J. Rousseau* (Lettres de Rousseau, brouillons et copies autographes, lettres à Rousseau, copies non autographes), un peu plus de cent pages.

M. G. Boss a obtenu le diplôme d'assistant bibliothécaire le 17 novembre à la suite d'un travail suggéré par la Bibliothèque nationale, sous le titre d'*Index des noms de personnes pour la Bibliographie de l'histoire suisse*.

Les archives de la Société typographique ont été abondamment consultées, comme en 1968.

La Bibliothèque, il est utile de le rappeler, publie chaque année deux fascicules multigraphiés (l'un en janvier-février, l'autre en juillet-août) du *Bulletin des acquisitions récentes* de la Bibliothèque de la Ville et des bibliothèques (universitaires surtout) de Neuchâtel. Depuis 1968 chacun des numéros compte plus de cent pages. Les matières se répartissent en dix chapitres suivis d'un index alphabétique.

Le recueil annuel *Ville de Neuchâtel, Bibliothèques et musées, 1968* contient plusieurs rapports où il y a beaucoup à grappiller pour les curieux. Parlant d'une exposition d'ouvrages anciens, le pasteur bibliothécaire J.-P. Barbier note :

Nos visiteurs se sont intéressés tout spécialement à la vieille et admirable Bible de Serrières, traduite par Olivétan et imprimée chez Pierre de Vingle en 1535, grâce aux sacrifices des Vaudois du Piémont.

Il faudrait parler longuement de cette Bible d'Olivétan. Disons simplement que le traducteur, parfois critiqué, a eu des traits de génie. Ainsi c'est lui qui a introduit le nom « *l'Eternel* » pour traduire le tétragramme sacré : « Javeh ». — « Ecoutez, Cieux, et toi, Terre, preste l'oreille, car l'Eternel parle », Esaïe 1. 2, écrit-il en épigraphe au début des saints Livres.

Disons en passant que sur la première page de la Bible d'Olivétan que nous possédons, sont écrits à l'encre, en petites lettres, les mots suivants : — « Sum Conradi Gessner, Tirugini. » — « J'appartiens à Conrad Gessner de Zurich. » Or, est-il besoin de rappeler que Conrad Gessner est un des « Pères » de la Bibliographie moderne !

Nos visiteurs se sont aussi arrêtés à la Bible de Martin, annotée à la main, page après page et presque ligne après ligne, par le théologien Jean-Frédéric Osterwald en vue de l'édition révisée qui porte son nom et a contribué à former notre français de Suisse romande tout en nourrissant, spirituellement parlant, des générations de protestants.

Le conservateur D. Vouga constate que rien n'a changé depuis son rapport de 1967 : le Musée des beaux-arts a dû rester fermé. Trente mille visiteurs, toutefois, ont pu y pénétrer, déçus.

Heureusement, écrit M. Vouga, les salles de l'aile ouest du rez-de-chaussée, occupées par la Société des Amis des arts pendant les trois quarts de l'année, reviennent au musée du 15 juin au 15 septembre. Nous avons donc pu rester fidèles à nos engagements et organiser une grande exposition à la mémoire de Louis de Meuron, né en 1868, et plus précisément le 28 juin, cent ans avant, jour pour jour, la date de notre vernissage. ... L'ensemble ainsi constitué rencontra la faveur du public : du 28 juin au 15 septembre, on enregistra près de 10.000 entrées.

Le conservateur catalogue et analyse 37 œuvres de diverses provenances, avec trois reproductions en couleur, six en noir et blanc.

Quant au Musée d'histoire, le conservateur a. i. L. Montandon n'a pu exposer qu'une partie des collections faute de locaux. Il cite parmi les dons : un bracelet et une broche en filigrane argent, « travail fort ancien et de toute beauté », un microscope solaire exécuté par D.-G. Huguenin (1765-1842), maire de la Brévine et conseiller d'Etat, et la calèche du « Père Suchard ». Les automates Jaquet-Droz furent présentés à 3767 visiteurs du monde entier.

M. A. Quartier relève que le Musée d'histoire naturelle (Collège latin) a poursuivi son développement. La salle N° 3 a été inaugurée ; elle présente la plus grande partie des passereaux de Suisse dans 37 dioramas (paysages exécutés par M<sup>me</sup> P. Bauer, décoration végétale par M<sup>me</sup> M. Arnd). La bibliothèque a été classée et cataloguée par M<sup>me</sup> M. Gabus. A la suite de son rapport, M. Quartier, inspecteur cantonal de la pêche, publie une étude sur *La pêche du brochet (Esox Lucius L.) dans le lac de Neuchâtel*.

Le professeur J. Gabus consacre la seconde moitié du recueil, 110 pages, au Musée d'ethnographie et à l'Institut d'ethnologie. Deux directions de travail caractérisent l'année 1968 : au musée les relations publiques, à l'Institut la géographie appliquée. Le tout s'agrément de dix-sept illustrations.

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE. — Le numéro 15 du *Bulletin* (1966-1969) couvre les exercices 1966 à 1968 et, avec ses 187 pages et sept cartes annexées, retiendra l'attention de l'historien par l'abondance et les sujets des études publiées. Il est impossible de les citer toutes. La première et la plus longue est de J. Meia, *Géologie du Mont-Aubert et de l'anticlinal Soliat-Montagne de Boudry au nord du lac de Neuchâtel*, avec des figures et des planches. La planche V, page 39, reproduit une photographie qui montre clairement la colline du château de Rochefort avec, au-dessous, la carte géologique correspondante. La seconde partie s'intitule *Aménagement du territoire neuchâtelois*, avec une préface du professeur Gabus pour qui il est « essentiel d'établir un contact étroit entre recherche et application, entre université et administration ». Les textes sont de MM. F. Chiffelle, G. Maurer, A. Jeanerret, J.-D. Dupuis, A. Roussy, A. Burger, A. Billeter, R. Vionnet, A. Quartier, J. Béguin.

SOCIÉTÉ DES SCIENCES NATURELLES. — Les 114 pages du tome 92 (1969) du *Bulletin* embrassent d'importantes contributions, outre les procès-verbaux des séances de l'année 1968-1969. Retenons surtout de J. Meia, *Relations entre les anticlinaux Chasseron-Dénériaz et Soliat-Creux-du-Van (Jura vaudois oriental et Jura neuchâtelois méridional)*, de L. Kiraly, *Bref commentaire à la carte structurale de la surface Argovien-Séquanien dans le canton de Neuchâtel*, de E. Lanterno, *Georges Roessinger (1875-1968)*, avec une liste des principales publications géologiques du savant, né à Couvet le 20 février 1875, mort à Genève le 7 août 1968.

M. J.-L. Richard, président de la Commission scientifique neuchâteloise pour la protection de la nature, exercice 1968, rapporte que M. O. Attinger, collaborateur de la Ligue, est intervenu efficacement auprès de la commune

du Landeron afin de sauvegarder les garides des Joûmes. Une commission mixte (décret du 21 mars 1968 sur la protection provisoire de certains sites naturels) a retenu dix-sept objets prioritaires avec proposition d'achat par l'Etat, les communes ou la Ligue. Parmi ces sites figurent les Roches de Châtoillon, les garides des Joûmes, le bas-marais du « Bois-du-Clos » (Boudevilliers), Rond-Buisson (la Brévine), la Vieille-Areuse, la Roche-Devant et plusieurs étangs.

Dans ses *Observations météorologiques faites en 1968 à l'Observatoire cantonal de Neuchâtel*, M. W. Schuler illustre son analyse d'un diagramme et écrit :

Comme 1965 et 1966, l'année 1968 a connu une prédominance du régime maritime dont les conséquences désagréables se sont manifestées avant tout dans la période estivale de juillet à septembre. Après un hiver et un printemps à peu près normaux, nous avons vécu un été pluvieux. L'automne relativement chaud a souffert d'un manque considérable d'insolation. Dans l'ensemble, l'année 1968 doit être qualifiée comme pluvieuse, sans que les autres critères météorologiques ne s'écartent de façon appréciable de leurs moyennes statistiques.

STATION D'ESSAIS VITICOLES (Auvernier). — Le rapport du département de l'Agriculture, exercice 1969, consacre le chapitre II à la Station. Voici un extrait :

... temps favorable pour la vigne en été et en automne [1969]. Cependant la végétation fut tardive au printemps et ne rattrapa pas ce retard même si la température fut en général quelque peu en dessus de la moyenne. L'insolation resta déficitaire et de ce fait la qualité de la vendange ne pouvait être que moyenne.

Du fait de la forte récolte de 1968 et des mauvaises conditions atmosphériques de cette dernière année, la sortie des raisins fut très faible, surtout dans les cultures en « gobelets ». Par contre dans les vignes mi-hautes ou en taille Guyot, le rendement fut convenable.

AMIS DE J.-J. ROUSSEAU. — Le N° 10 du *Bulletin*, automne 1969, publie un compte rendu par E. A. Klauser de l'inauguration du Musée Rousseau à Môtiers — dont les Amis ont la charge de conservateur — le samedi 31 mai 1969. La maison des Boy de la Tour fut le refuge de Rousseau du 10 juillet 1762 au 8 septembre 1765, jour du départ pour l'île de Saint-Pierre.

Le musée est ouvert tous les jours de 10 heures à midi et de 14 à 18 heures.

Au cours de la cérémonie que dirigeait M<sup>e</sup> Ph. Favarger, président du tribunal de district, auteur de la plaquette qui venait de paraître sous le titre *Un juste parmi nous, Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève*, le conseiller d'Etat C. Grosjean mit en relief l'œuvre de mécénat accomplie

par la société immobilière Camerimo S. A., affiliée à la Chambre cantonale d'assurance contre l'incendie. Le magistrat dit aussi son aversion pour les « sépultures historiques », les vieilles demeures inanimées, formant le vœu que le Musée Rousseau soit un centre vivant de la culture au Val-de-Travers.

Dans le même bulletin, M<sup>lle</sup> C. Rosselet analyse le *Catalogue de l'exposition permanente* du musée (cette publication remplace les numéros d'automne 1968 et du printemps 1969 du *Bulletin*), établi et commenté par F. Matthey, Neuchâtel, H. Messeiller, 1969. La fondatrice des Amis fait en outre une description de deux lettres de Rousseau entrées dans la collection de la Bibliothèque de Neuchâtel.

Le président F. Matthey consacre une page aux nécrologies de Jean-Pierre Farny et d'Hugues Jéquier.

FONDATION ADRIEN GUÉBHARD-SÉVERINE. — Notre chronique signale pour la première fois cette société savante, dont le siège est à Neuchâtel. Son bulletin scientifique, les *Annales Guébbhard*, paraît depuis 1925, publiant des études et les comptes rendus d'ouvrages reçus (Rédaction : P. Ducommun, 2054 Chézard, Suisse).

Les derniers fascicules, 44<sup>e</sup> année (1968) et 45<sup>e</sup> année (1969), ont en particulier à leur sommaire à S. Gagnebin, *Réflexions sur la science et son histoire*, Y.-R. Naves, *Le parfum*; B. Kubler, *Géologie et humanisme*, C. Jaccard, *Position, concepts et méthodes de la physique du solide*.

Le rédacteur cherche, pour compléter les collections de bibliothèques importantes, deux ou trois exemplaires du N<sup>o</sup> 2 (1926), ainsi que les N<sup>os</sup> 1, 3, 4 et 6.

ÉTUDES GÉNÉALOGIQUES. — Les séances de la section neuchâteloise (président : B. Wavre, 24, Crêt-Taconnet) ont lieu à la Bibliothèque de la Ville. *Le Généalogiste suisse*, organe de la Société suisse d'études généalogiques, publie dans le numéro 7-9, octobre 1968, une communication de M. Henry-Louis Henriod († 5 mai 1970 à Neuchâtel) : *Une famille neuchâteloise du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, les Géliou* (Prix Fritz Kunz 1968, voir *Musée neuch.*, N<sup>o</sup> 1, janv.-mars 1969, p. 48).

\* \* \*

Faute de place, notre chronique ne saurait embrasser l'ensemble des sociétés et institutions savantes du pays de Neuchâtel. Notre choix peut donc paraître arbitraire. Nous saurions gré par conséquent aux lecteurs de signaler toute lacune ou critique au président du comité de rédaction.

Eric BERTHOUD.



## A PROPOS DU COUTUMIER HORY DE 1618

On connaît le procès qui opposa en 1618 le jeune Henri II de Longueville aux Quatre Ministraux et à Berne ; Hurny en a longuement exposé les phases<sup>1</sup> et le professeur Roulet en a vigoureusement dégagé les résultats<sup>2</sup>. C'est à l'un des éléments qui signalèrent cet affrontement que se rattache le nom de Buson, bien connu par ailleurs : je veux parler du projet de coutumier général pour tout l'Etat, projet qui connut plus qu'un commencement d'exécution dans le premier quart du XVII<sup>e</sup> siècle. Déjà en 1532<sup>3</sup> (et non seulement en 1547 comme le dit Chambrier)<sup>4</sup>, les Audiences générales avaient souhaité la rédaction d'un coutumier. En 1547, elles chargèrent quatre de leurs membres de dresser un projet<sup>5</sup>. Cette tentative n'aboutit pas. Le texte même du projet a-t-il existé ? Je ne saurais le dire aujourd'hui. Toujours est-il qu'il ne semble pas avoir laissé de trace. En 1574, Jacqueline de Rohan n'eut pas plus de succès : les bourgeois refusèrent de lui communiquer leurs franchises<sup>6</sup>. En 1618, Henri II reprit l'affaire à son compte et en saisit les Audiences ; cette fois, on se disputait sur un projet concret, rédigé par Jean Hory. Il est inutile de rappeler l'opposition des Quatre Ministraux au principe et aux détails du coutumier<sup>7</sup>. La bourgeoisie justifiait sa position par une interprétation très extensive des mots *usages non écrits* contenus dans les franchises de 1214. Ces usages non écrits étaient garantis comme les autres à la Ville et on voit immédiatement le parti que la bourgeoisie pouvait tirer de cette situation ; elle considérait notamment comme un usage non écrit le privilège de rendre des points de coutume, dont elle jouissait depuis près d'un siècle. Or, communiquer toutes les franchises au prince, c'était faire cesser un état d'incertitude propice aux chicanes et aux revendications de la Ville et accepter un coutumier signifiait avouer qu'on ne se reconnaissait pas le droit exclusif de déclarer la coutume, droit basé sur un usage non écrit qu'on ne tenait pas à préciser. Les deux choses sont liées.

De cette tentative de rédiger la coutume en 1618, il reste un témoin : l'ouvrage de Hory dont il fut tiré de nombreuses copies. J'ai toujours désiré en savoir davantage.

Or, en préparant un ouvrage consacré au régime matrimonial neuchâtelois, je suis tombé sur un manuscrit du coutumier de 1618<sup>8</sup> qui portait une intéressante mention : « Ce coûtumier, ayant été depuis les audiences

de 1618 et vû et corrigé par M. Berfon, Docteur et Conseiller de Besançon, le mercredi 5 février 1623, ledit coutumier a été revû en conseil au château de Neuchâtel... »<sup>9</sup> Il fallait sans doute lire Berson et non Berfon ; mais toutes mes recherches demeurèrent vaines lorsque je désirai identifier ce juriste bisontin qui devait avoir quelque renom pour se voir confier une tâche si délicate. Je laissai l'affaire à ce point et ce n'est que très récemment que je découvris à ma honte qu'il ne s'agissait ni d'un Berfon, ni d'un Berson, mais bien de Buson.

Claude-Antoine Buson, né en 1568 à Besançon, fut un jurisconsulte assez renommé et mêlé de près aux événements de son temps. Docteur en droit dès 1590, il accompagne Chifflet aux Pays-Bas en 1621 pour renouveler avec l'Infante Isabelle le « traité de gardienneté » de Besançon ; en 1630, il devient conseiller surnuméraire au Parlement de Dole. On a de lui un ouvrage sur les prétentions du duc de Wurtemberg sur Montbéliard (1613) et un manuscrit de *Decisiones juris civilis*. Il mourut le 3 septembre 1638<sup>10</sup>.

Buson était déjà connu des historiens neuchâtelois comme conseiller et avocat d'Henri II dans le différend qui opposa ce prince aux Bernois. Chambrier le dit expressément<sup>11</sup>. Hurny, retraçant la deuxième conférence d'Aarberg, relève que « Steck parlait pour les Bernois et Buson pour le prince »<sup>12</sup>. Mais l'activité du même Buson dans l'affaire du coutumier me paraît moins connue. Jonas Boyve nous dit qu'on avait fait corriger le coutumier par M. Benson, docteur aux lois et conseiller de Besançon<sup>13</sup>. Et l'auteur des *Annales* justifie le choix d'un Bisontin d'une façon intéressante : Besançon et Neuchâtel ont à peu près les mêmes franchises et coutumes. Boyve pense à la charte de 1214 et aux mots *secundum bisuntinas consuetudines*<sup>14</sup>, peut-être aussi aux entrèves ; et il suppose que cette parenté juridique très ancienne entre Neuchâtel et Besançon a poussé le gouvernement à choisir un jurisconsulte bisontin. Vraie ou naïvement fautive, cette hypothèse montre qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le fait que Neuchâtel fût depuis 1214 aux us et coutumes de Besançon évoquait encore une réalité dans l'esprit du temps. Boyve a donc su qu'un conseiller de Besançon avait revu le coutumier de 1618 et il a appelé ce conseiller Benson.

Une fois de plus, l'orthographe du malchanceux juriste a été écorchée par une plume neuchâteloise ! Car il s'agit évidemment de Buson et une lettre découverte aux archives de l'Etat m'a enlevé mes derniers doutes à ce sujet<sup>15</sup>. Elle est adressée par Claude-Antoine Buson au gouverneur Vallier et datée de Neuchâtel, le 26 juillet 1619<sup>16</sup>.

Voici le passage qui intéresse l'intervention du juriste comtois dans l'affaire du coutumier : « J'ay remis es mains de Monsieur le Baron<sup>17</sup> le coutumier avec une couple de feuilles de quelques notes sur aucuns articles

d'icelluy mais il y en a bien davantage a esclarcir qui requerroyent bien une bien ample conference parce que lors qu'il est question de faire une loy, ordonnance ou coustume generale, il faut bien adviser aux cas particuliers qui peuvent escheoir. Je m'asseure que V[otre] S[eigneurie] le sçaura bien peser avant que de publier ledit coustumier sous l'autorité de Son A[ltesse]... » La lettre est signée : Cl. Ant. Buson.

Elle appelle quelques remarques.

La date tout d'abord peut frapper. C'est après les Audiences de 1618 que le gouverneur confie à Buson, conseiller juridique du prince dans les affaires bernoises, le soin de revoir le projet. Les critiques et les amendements des Quatre Ministraux ne devaient pas être étrangers à cette singulière procédure législative. Toujours est-il qu'Henri II n'avait pas abandonné l'idée du coutumier après les désagréables séances de 1618. Le projet Hory, remanié par Buson (dont on aimerait bien posséder les notes !) semble avoir été revu une fois encore en Conseil d'Etat le 5 février 1623 et approuvé en présence du gouverneur. C'est du moins ce que je lis sur le manuscrit MS A 506 de la Bibliothèque de Neuchâtel. Malheureusement, le manuel du Conseil d'Etat du 5 février 1623 est muet sur ce chapitre. A cette époque, le coutumier était adopté, en principe du moins. En 1624, le même manuel du Conseil d'Etat parle « de faire les exploits de justice comme il appartient a forme de la coustume et du nouveau coustumier dressé aux dernières audiances »<sup>18</sup>.

Ainsi, au château, devant le gouverneur, on se réfère officiellement au nouveau coutumier, ce qui ne signifie pas qu'il ait pénétré dans tout l'Etat. Une autre décision de 1625 semble même prouver le contraire puisque le Conseil d'Etat insiste encore : « A esté résolu et arrêté qu'au plus court on réunira le nouveau coustumier affin de l'introduire et mettre en pratique et usage »<sup>19</sup>. On avait sans doute mille difficultés à vaincre résistances et méfiances de toutes sortes. Certes, l'opposition ironique et chicanière des Quatre Ministraux en 1618 n'avait pu empêcher le coutumier d'entrer nominalement en vigueur, mais la résistance sourde des années suivantes lui créa un obstacle qu'il ne put franchir : la force d'inertie.

Le ton de la lettre de Buson fait aussi réfléchir. Le savant comtois n'est certes pas enthousiaste pour le projet qu'on lui a soumis. Il est réticent, prudent, un peu dogmatique... Sa lettre contient un avertissement, une mise en garde contre une codification hâtive ; il faut tenir compte des cas particuliers, dit-il sentencieusement. Ferait-il allusion au droit de la bourgeoisie de Neuchâtel ? Aurait-il correspondu avec elle ? A-t-elle profité de lui représenter toutes les difficultés de l'entreprise, alors qu'il se trouvait à Neuchâtel ? Rien ne le prouve, mais on peut le penser.

Dans l'affaire du coutumier, Henri II de Longueville a été mal servi : la bourgeoisie de Neuchâtel lui a créé mille difficultés ; le Conseil d'Etat a exécuté ses ordres avec mollesse ; enfin l'habile Buson ne semble pas avoir mis un zèle inouï à exalter les mérites de l'œuvre qu'il devait examiner.

Dominique FAVARGER.

#### NOTES

<sup>1</sup> Jean HURNY, *Le procès de 1618...* dans *Recueil de travaux, publiés par la Faculté des Lettres de Neuchâtel*, 1910.

<sup>2</sup> Louis-Edouard ROULET, dans *Neuchâtel et la Suisse*, pp. 50-57.

<sup>3</sup> Georges-Auguste MATILE, *Plaits de mai*, p. 1.

<sup>4</sup> Frédéric de CHAMBRIER, *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, p. 398.

<sup>5</sup> MATILE, *Plaits de mai*, p. 12.

<sup>6</sup> CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 397.

<sup>7</sup> HURNY, *op. cit.*, pp. 101 ss.

<sup>8</sup> Manuscrit MSA 506, déposé à la Bibliothèque de la Ville de Neuchâtel.

<sup>9</sup> Dominique FAVARGER, *Le Régime matrimonial dans le comté de Neuchâtel*, Neuchâtel 1970.

<sup>10</sup> Sur Claude-Antoine Buson, cf. *Dictionnaire de biographie française*, Paris, 1956.

Emile FOURQUET, *Les hommes célèbres et les personnalités marquantes de Franche-Comté*, Besançon, 1929.

*Histoire de Besançon*, I, Paris 1964.

Sur la famille de Buson, cf. *Bulletin de la Fédération des sociétés savantes de Franche-Comté*, 1951, N° 1, pp. 34 ss.

<sup>11</sup> CHAMBRIER, *op. cit.*, p. 401.

<sup>12</sup> HURNY, *op. cit.*, p. 155.

<sup>13</sup> Jonas BOYVE, *Annales*, III, p. 450.

<sup>14</sup> MATILE, *Monuments*, I, pp. 52 ss.

<sup>15</sup> AEN B 14, N° 28.

<sup>11</sup> Matile a eu également cette lettre en main et en a publié ce passage (*Autorité du droit romain de la coutume de Bourgogne et de la Caroline*, p. 79). J'ai cru utile de reprendre cette question et de reproduire la lettre de Buson d'après l'original, dans une perspective différente et plus moderne. On lira toutefois avec profit les remarques de Matile au sujet du coutumier Hory dans le petit ouvrage précité.

<sup>17</sup> Béat-Jacob de Neuchâtel, baron de Gorgier (1567-1623), lieutenant du gouverneur.

<sup>18</sup> *Manuel du Conseil d'Etat* (1624-1626), fol. 95, 8 octobre 1624.

<sup>19</sup> *Manuel du Conseil d'Etat* (1624-1626), fol. 130 v°, 14 mars 1625.

919' 139 - n

## MÉDECINS, CHIRURGIENS ET APOTHICAIRES DE NOTRE RÉGION AU XV<sup>e</sup> SIÈCLE

Les médecins qui ont travaillé dans notre région au moyen âge n'habitaient que rarement chez nous. Les malades allaient les consulter à l'extérieur et ils ne se déplaçaient que très exceptionnellement eux-mêmes. Ils n'ont laissé que des traces peu nombreuses de leur activité. Le premier qui apparaisse dans les actes notariaux est un médecin juif résidant à Fribourg, Jocet, ou maître Jocet, à qui Jean Daguye, bourgeois du Landeron, doit 21 florins de Florence, le 16 mars 1356 a. s., parce qu'il a soigné et guéri son frère, Esthevnet Daguye<sup>1</sup>. Ce Jocet était un médecin pensionné de Fribourg de 1356 à 1370<sup>2</sup>. Il est à Bâle en 1370 et 1377. Pierre de Saint-Amour exerçait la médecine dans le Pays de Vaud. Selon Olivier, il examine en 1403 pour le compte de l'hôpital de Lausanne un homme suspect de lèpre. Vers 1395, il eut la tâche moins dangereuse d'examiner un candidat au divorce ou à l'annulation de mariage pour l'official de Lausanne. Licencié en médecine et recteur des écoles de Lausanne, il est chargé aussi d'examiner Jean Giliet suspect d'être contagieux. La curie lui adjoint le barbier Perrod pour que le diagnostique soit plus sûr<sup>3</sup>. Josept, juif établi à Neuchâtel en 1423, avait guéri Hemonnin, fils de Jean Lalemand, de Suz-le-Mont de Lavaux, et de Jeannette sa femme. Il demanda pour ses soins deux florins d'or du Rhin et un écu d'or. Les parents du malade s'engagèrent à verser les deux florins à la prochaine Saint-Jean-Baptiste, et l'écu après la guérison. Olivier cite un Joseph, juif, médecin de Souvoz, établi à Lausanne en 1408. Il pense que le médecin Josetus, mentionné en 1419 dans les privilèges de Guillaume de Challant, est peut-être le même personnage. Est-ce lui aussi qui réside à Neuchâtel en 1423? Ce n'est pas impossible bien que Josept habitant Neuchâtel ne soit qualifié que de juif, et non de médecin. L'acte où il est cité prouve sinon qu'il fut médecin, du moins qu'il faisait fonction de guérisseur<sup>4</sup>.

C'est à un « physicien » de Berne, maître Dietrich, que recourut Conrad de Fribourg, en 1424, et ce médecin soigna par la suite Jean de Fribourg, Marie de Chalon et Rodolphe de Hochberg. Il s'agit de Thierry Reisse qui écrivit un *Avis touchant les apothicaires*, publié à Berne. Il venait de Wesel et avait étudié à Cologne. Il s'élève contre l'emploi incontrôlé des drogues vénéneuses et toxiques. En 1434, le lundi après la Noël, Marie de Chalon avait dépêché à Berne un messenger porteur d'une lettre à l'adresse de

maître Dietrich, le physicien, pour l'implorer de guérir la toux de sa fille. Malheureusement, le médecin fut impuissant et l'enfant fut enterré le 6 janvier <sup>5</sup>. En 1426, c'est un physicien de Fribourg, maître Jacques, qu'on appela pour soigner Claire, batarde de Neuchâtel <sup>6</sup>. Ce médecin est inconnu d'Olivier. Quelques années plus tard, en 1430, un acte de délimitation de terres nous fait connaître le nom d'un médecin Jean, dont la maison se trouvait à la Grand-Rue, appelée alors rue des Escoffiers, mais nous n'en savons rien de plus <sup>7</sup>.

En 1438, c'est un médecin nommé Thiébaud qui soigne Jean de Fribourg qui avait la goutte aux pieds <sup>8</sup>. En 1441, à Champlitte, le comte reçoit les soins de maître Anselme de Dijon <sup>9</sup>.

Selon les comptes de la bourserie, quatre physiciens et un barbier soignaient les malades à Neuchâtel en 1448 et en 1449, lors d'une épidémie. « Item a delivré chiez Angna es despens des quatre fisiciens et du barbier qui renchirent les malades, 10 sols. » <sup>10</sup>

En 1462, Jaquet la Dame, de Peseux, et Mathey, fils de Paris Martin, de la même localité, reçurent l'ordre de payer six florins d'or à Herard de Tavannes, médecin <sup>11</sup>.

Un chanoine de Neuchâtel, Jacques de Fère, ayant une jambe malade en 1486, c'est maître Hans Scheur, de Rottweil, qui le soigna. Le malade lui donne un acompte de douze livres avant même d'être guéri. Un collaborateur de maître Hans Scheur, habitant Fribourg, mais que le texte ne nomme pas, reçut cinq livres et cinq sols <sup>12</sup>.

Il n'y avait pas à cette époque une différence absolue entre médecin et chirurgien chez nous. Maître Gerhard, de Brigue, est cité, par exemple, à Fribourg tantôt comme médecin, tantôt comme chirurgien, en 1406 et en 1410 <sup>13</sup>. Et en outre le barbier exerçait les fonctions de chirurgien et s'appelle indifféremment barbier ou chirurgien. Nous connaissons quelques barbiers à Neuchâtel au XV<sup>e</sup> siècle, mais nous ne savons pas s'ils exerçaient tous la chirurgie. Nous n'en savons rien en particulier pour Conrad Colin, barbier, à qui Antoine Puczet, chanoine de Neuchâtel, et quelques autres doivent quatre florins en 1451. En revanche, il est certain que Perronet Clerc, bourgeois et barbier de Neuchâtel, guérissait des malades. Pierre Othenin, de Surpierre, lui devait sept florins d'Allemagne et sept sous parce qu'il l'avait guéri et l'avait hébergé quelque temps, alors qu'il était en traitement probablement <sup>14</sup>. Il y avait en 1481, à Neuchâtel, un barbier du nom de Petreman Bossey, mais c'est tout ce que nous savons de lui <sup>15</sup>. Henri Turquin, ou Trequin, est barbier et chirurgien à Neuchâtel, en 1483. Bourgeois de la ville, il possédait au « châtel » une cave voûtée près de la maison Chouderié en 1486. La même année il doit un demi muid de vin blanc à un

chapelain, Henri François, à cause de retenue de cens. L'issue tragique d'une bagarre nous le fait voir dans ses fonctions de chirurgien. En 1483, en effet, il est appelé avec deux membres du conseil de la ville pour constater l'état dans lequel se trouve Hans Fuller, bourgeois de Neuchâtel, mari de la fille de Jaquet Cunchely qu'un autre bourgeois de la ville, Jean Blamon, alias Fornier, fils de Pierre Blamon, avait battu. Nicolet Bergier et Pierre de Clérier, les conseillers, et Henri Turquin, barbier, rapportèrent que le malheureux Fuller « estoit si fourt blesser et malade qu'ilz esperoit qu'ilz mouroy plutost que guary ». Le lieutenant du maire de Neuchâtel, qui jugeait l'affaire, arrêta que Jaquet Cunchely pourrait prendre, aux frais de Fuller, un barbier pour guérir son gendre, une servante pour soigner le malade et un hôte chez qui ils pourraient prendre pension. En outre, le juge choisit quatre hommes pour estimer les dépenses du blessé et de sa servante. Ces derniers évaluèrent ces frais à seize deniers pour le blessé et à six deniers pour la servante, mais ils firent une réserve pour le salaire du barbier-médecin dont ils ne connaîtraient pas le montant avant la guérison de la victime. « Et pour le medissin et barbier dudit Hans n'est riant tassé jusque ad ce que ledit Hans Fuller soy guery. »<sup>16</sup>

Il y avait un autre chirurgien à Neuchâtel à cette époque. Il s'appelait maître Pierre Bergeret « cirurgien », et ses affaires marchaient fort bien. En 1485, il engagea Marguerite, fille de feu Pierre Myns, alias Charbonnier, et de Laurence, la femme de ce dernier. Pour qu'elle le serve, il lui promit quatre livres faibles par an, quatre paires de souliers, un « doublet » de dix sous au plus et deux chemises. Laurence, la mère de Marguerite, et Jean Wavre se constituèrent caution de la jeune servante « pour tous deffaulx ou domaiges qu'ele feroit audit maistre Pierre, sondit maistre »<sup>17</sup>. La même année, Pierre Bergeret engagea Pierre, le fils de Jean Jaquemet des moulins, comme serviteur, avec la fonction particulière de *recouvrer ses dettes*, lisons, de faire rentrer l'argent que lui devaient ses patients. Dans ce but, il le munit d'une procuration lui permettant de percevoir en son nom l'argent qui était dû au médecin et d'en donner quittance aux débiteurs. De tels actes étant très rares nous en citons l'essentiel :

Maistre Pierre Bergeret, cirurgien, bourgeois de Frybourg, résidant à Neufchastel, a fait son procureur et certain messaigé especial Pierre Jaquemet, fils de feu Jehan Jaquemet des mollins, pour recouvrir ses debtes de present tant ou contey de Neufchastel comme ailleurs, par tel condicion que ceulx que seront reffusant ou denyant de mondit debt, que ledit Pierre les en puisse poursuigre par justice et y fere pour et en nom de moy comme bon et leal messaigé et procureur peult et doit fere. Et avoir obtenez payement dicelles mesdites debtes d'en poher fere ou loher quittance esdites partyes, lesquelles ensemble tout ce que par

ledit Pierre y sera fait poursuy ne appointir à mon proffit je tiendray et vuelz tenir pour fait et valide au tel autant et ainsi comme se moy mesme en personne y estoye ou l'avoye fait <sup>18</sup>.

Comme salaire, le chirurgien donnait à Pierre une robe de quarante sols au plus « et au surplus ce qu'il plaira audit maistre Pierre ». Le jeune homme promettait de rendre loyalement compte de ce qu'il recouvrerait.

C'est Pierre Bergeret qui soigna les blessures qu'avait reçues la servante de l'abbé de Trub, au nez, à la bouche et à la langue, et dont Jean du Terrault, maire de Neuchâtel et ses garants Nicolet Varnod, Conrad Gaudet, Vuillemin Cuegnoz, Perrenet Virechaul et N. le Rouge, de Saint-Blaise, payèrent les bons soins. Les honoraires de Pierre Bergeret pour son *miegement* s'élevaient à l'importante somme de trente-six livres, sans compter les produits en nature, trois muids d'avoine, entre autres, que Jean du Terrault devait encore en 1487 <sup>19</sup>.

Il est probable que maître Olivier, *cirurgien* et bourgeois d'Estavayer, a aussi exercé son métier à Neuchâtel. En tout cas, il engagea en 1497 un apprenti chirurgien et barbier neuchâtelois, Jacques, fils de Sebille Perrin-Michié. Ce dernier promettait de le servir comme il faut et de lui rendre exactement ce qu'il gagnerait dans les deux métiers, en ville et hors de ville. En deux ans, maître Olivier promettait de lui apprendre correctement le métier de chirurgien-barbier, de le nourrir, de le loger, de lui donner des chaussures et de lui abandonner quelques barbes comme pourboire quand il serait envoyé au dehors pour soigner quelqu'un. Voici l'acte conclu entre le maître et son apprenti :

Marchié fait entre maistre Olivier, cirurgien et bourgeois d'Estavay d'une part et Jaque filz de Sebille Perrin Michié de Neufchastel. C'est assavoir que ledit Jaque a promis et juré et c'est obligié de servir ledit maistre Olivier oudit mestier de cirurgye et barberie bien et dehuement et a luy rendre, bailler et delivrer bien justement et lealement tout ce qu'il recepvra ou gaignera des dessusdits mestiers, tant à la ville comme dehors, et ce pour le temps et terme de deux ans prochain advenir, sans nul contredit, et pour plus grant sehurté Huguenin Rey, le mazellier, et ladite Sebille dudit Neufchastel se sont constitué fience. Et ledit maistre Jehan Olivier a aussi promis et juré de bien dehuement et lealment mostrer et apprendre audit Jaque ledit mestier de cirurgerye et barbier et de le soignier de boire, mengier et couchier, et de le soignier de sa chaulssure de soliers tant seulement, et aussi de laisser audit Jaque ce que ly sera donné pour son vin avec ce que quant il sera envoyé dehors pour cirurgier ou medeciner quelqu'ung et il faisoit des barbes d'en pohoir avoir quelcune pour boire. Promectant, etc., fait le derrier de fevrier l'an, etc. LXXXII (1493 n. s.) presens ad ce Jehan Vuillemin d'Estavay, bourgeois dudit Neufchastel tesmoing <sup>20</sup>.



Vers 1497, Jacques Poncié, bourgeois de Neuchâtel, est cité comme *barbier et sirigier* <sup>21</sup>.

Quelles opérations ces chirurgiens-barbiers, dont l'apprentissage ne durait pas plus de deux ans, pouvaient-ils faire? Ils soignaient les plaies, mais le cas échéant, ils procédaient aussi à des amputations. Vuillemin-Jamba-de-boz, cité en 1487 avait probablement eu recours à eux <sup>22</sup>. Jacqueline Lozeron nous apprend que Hennequin-le-manchot avait aussi subi une amputation au milieu du XV<sup>e</sup> siècle. Il avait fallu pour y procéder acheter « une raisse pour coper le bras Hennequin », c'est-à-dire une scie. Marie de Chalon lui avait fait faire par la suite une main de fer qui lui avait coûté cinq florins d'or <sup>23</sup>.

Les barbiers soignaient aussi d'autres maladies qui n'avaient rien à faire avec la chirurgie, la peste par exemple, et toutes les maladies contagieuses comprises sous cette acception. Ainsi Hansod, le barbier, se met au service des pestiférés en 1505 et en 1518, selon les comptes de la Bourserie <sup>24</sup>.

Médecins et chirurgiens, si peu nombreux fussent-ils, avaient besoin de drogues pour préparer leurs remèdes. Actuellement, c'est le pharmacien qui les fournit après les avoir préparés avec le plus grand soin. Mais au moyen âge, il n'y avait ni pharmacien ni apothicaire chez nous. Il fallait, au XIV<sup>e</sup> siècle, aller à Besançon ou à Fribourg pour acheter drogues et remèdes. Dans cette dernière ville, Pierre Reymond, de Payerne, était apothicaire avant 1356, date à laquelle il vendit son officine à Jacques de Sallisetto pour vingt-six livres de Lausanne <sup>25</sup>. En 1379, Jean Follon était apothicaire à Fribourg <sup>26</sup>. A Besançon, Théobald ou Thiébaud de Clervaux était apothicaire en 1343. C'est l'unique pharmacien dont il soit fait mention dans les sources neuchâteloises d'alors <sup>27</sup>. Jean Ogueys est apothicaire à Fribourg en 1401. A cette date, il vend, avec d'autres personnages une maison qui leur appartenait dans l'Auge, près du pont conduisant de l'Auge au monastère de Saint-Jean, pour deux cents livres. Il mourut peu après, car en 1404, on ne cite plus que ses héritiers <sup>28</sup>. On trouve un apothicaire établi à Lausanne, en 1417, Girard d'Allemagne. Nous savons seulement qu'il doit alors douze écus d'or à Rolet Rindfleisch, tisserand, à Fribourg <sup>29</sup>.

A Neuchâtel, c'est chez Pierre Coutelier qu'on achetait ses drogues. Jacqueline Lozeron note que maître Thietri (Dietrich) qui soignait Conrad de Fribourg achète chez Coutelier le 7 février 1424 « demie livre sucre, une once canelle, deux nois muguettes, demie once gingembre, deux huitains et demi de mastic et de garingat » pour soigner le comte. Pierre Coutelier fournissait à Marie de Chalon « anis, gingembre, savran, canelle, clous de

girofles, graine de paradis, macis, noix muguettes », au début du XV<sup>e</sup> siècle également <sup>30</sup>. Pierre Coutelier est qualifié d'épicier par M<sup>lle</sup> Lozeron. Mais on pourrait aussi le qualifier de mercier, car, outre les articles comestibles, il vendait tout ce dont on peut avoir besoin dans un ménage de l'époque, et même des faux. Ce fait nous rappelle que les termes risquent parfois de prêter à confusion. Il n'est pas certain, en effet, que les apothicaires de Fribourg et d'ailleurs n'aient été également, et plus généralement, des commerçants en mercerie et en épicerie. N'oublions pas que la langue française a tiré du mot *apothèque* le mot *boutique*. L'apothicaire était un boutiquier.

C'est à Raymond Rogier, apothicaire à Fribourg, que l'on s'adressa lors de la naissance du fils de Jean de Fribourg, en 1425, pour lui acheter diverses épices <sup>31</sup>. Dix ans plus tard, Jean Malche est apothicaire dans la même ville <sup>32</sup>. Les registres des notaires neuchâtelois du XV<sup>e</sup> siècle ne nous révèlent qu'un apothicaire, Etienne de Bâle, citoyen de Besançon, dont la fille Marguerite épousa Jacques Clerc, bourgeois de Neuchâtel, à qui elle apporta une dot considérable, cent florins d'or du Rhin et un trousseau de vingt florins d'or, en 1473. Mais nous ignorons si ce riche apothicaire vécut jamais à Neuchâtel <sup>33</sup>.

Nos aïeux du XV<sup>e</sup> siècle connaissaient les deux éléments essentiels de l'hygiène, les bains et le savon. Le savon est mentionné dans les comptes des chanoines entre 1450 et 1453. A la même époque, exactement le 19 juillet 1453, un juif d'Aubonne promet à un habitant de Fribourg, Heintzmann Hemerly, de lui enseigner fidèlement l'art et la science de fabriquer du bon savon et lui demande pour cela quatre livres de Fribourg <sup>34</sup>.

Quant à la « bastude », tenue par un « bader », c'est-à-dire à l'établissement de bains administré par un maître baigneur, elle existait à Neuchâtel depuis 1413, année où Conrad de Fribourg avait autorisé Jean de Neuchâtel-Vaumarcus à ouvrir une étuve ou bain public dans notre ville. Son tenancier s'engageait à y maintenir constamment deux auges pleines d'eau fraîche et pure <sup>35</sup>.

Fernand LOEW.

#### NOTES

<sup>1</sup> AMMANN, *Mittelalterliche Wirtschaft*, etc., Aarau, 1942 à 1954, p. 4, N° 19 et N° 28.

<sup>2</sup> Eugène OLIVIER, *Médecine et santé dans le Pays de Vaud*, Lausanne, 1961, p. 239.

<sup>3</sup> Vuillème Mentha, not., fol. 28.

<sup>4</sup> OLIVIER, *op. cit.*, p. 239 ; Richard le Pic, not., vol. 1, fol. 19.

<sup>5</sup> *Musée neuchâtelois*, 1933, p. 93 ; 1940, p. 118 ; 1946, p. 82 ; OLIVIER, *op. cit.*, p. 512.

<sup>6</sup> *Musée neuchâtelois*, 1941, p. 58.

<sup>7</sup> Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 70 : *quartam partem unius domus site in villa Novicatri, in vico sutorum, inter domum Alexie, relicte Perrodi Pigaud a parte oberre et domum quondam magistri Johannis medici a parte joranni.*

<sup>8</sup> *Musée neuchâtelois*, 1934, p. 205.

<sup>9</sup> *Ibidem*.

<sup>10</sup> *Musée neuchâtelois*, 1905, p. 60.

<sup>11</sup> Pierre Bergier, not., vol. 1, fol. 45 v<sup>o</sup>.

<sup>12</sup> Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 115.

<sup>13</sup> AMMANN, *op. cit.*, p. 91, N<sup>o</sup> 933, et p. 113, N<sup>o</sup> 1158.

<sup>14</sup> Jacques de Grad, not., vol. 1, fol. 38 v<sup>o</sup> ; *ibidem*, vol. II, fol. 160 : *tam causa garitione cuiusdem infirmitatis quam certarum expensarum per ipsum Anthonum in domo dicti Perroneti factarum.*

<sup>15</sup> Pierre Bergier, not., vol. 3, fol. 59.

<sup>16</sup> Pierre Bergier, not., vol. 2, fol. 134.

<sup>17</sup> Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 99 v<sup>o</sup>.

<sup>18</sup> Pierre de la Haye, not., vol. 1, fol. 89 (5 décembre 1485).

<sup>19</sup> *Ibidem*, fol. 133 v<sup>o</sup>.

<sup>20</sup> *Ibidem*, fol. 208.

<sup>21</sup> *Ibidem*, fol. 225 v<sup>o</sup>.

<sup>22</sup> *Ibidem*, fol. 132 v<sup>o</sup>.

<sup>23</sup> *Musée neuchâtelois*, 1933, p. 89.

<sup>24</sup> *Ibidem*, 1906, pp. 94 et 133.

<sup>25</sup> AMMANN, *op. cit.*, p. 5.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 25.

<sup>27</sup> *Musée neuchâtelois*, 1900, p. 54.

<sup>28</sup> AMMANN, *op. cit.*, pp. 77 et 86.

<sup>29</sup> *Ibidem*, p. 198.

<sup>30</sup> *Musée neuchâtelois*, 1940, p. 118, et 1943, p. 10.

<sup>31</sup> *Musée neuchâtelois*, 1946, p. 47.

<sup>32</sup> AMMANN, *op. cit.*, p. 332.

<sup>33</sup> Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 7.

<sup>34</sup> G.-A. MATILE, *Musée historique*, t. 3, p. 101 ; AMMANN, *op. cit.*, p. 480.

<sup>35</sup> Henri Pigaud, not., vol. 2, fol. 78 v<sup>o</sup>, et Arthur PIAGET, dans *Musée neuchâtelois*, 1922, p. 108.

## ORGUES ET ORGANISTES DANS LES PAROISSES DU LANDERON ET DE CRESSIER AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

En 1694, Marie de Nemours accordait une pension de cent francs par an « aux Bourgeois du Landeron, et autant aux communiers de Cressier pour leurs Eglises paroissiales à perpétuité ... pour leur donner le moyen de faire instruire des jeunes gens qui puissent servir à toucher les Orgues dans lesdites Eglises, et que par ce moyen le Service de Dieu soit célébré avec plus d'Edification »<sup>1</sup>.

Il y avait donc déjà des orgues dans les églises Saint-Maurice et Saint-Martin. Depuis quand? Nous l'ignorons. Quelques années avant l'octroi de cette pension, vers 1690, il est prescrit au régent d'école du Landeron « s'il sçait jouer des orgues de jouer toutes les festes et dimanches »<sup>2</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, par contre, les procès-verbaux des deux communautés ainsi que quelques pièces de leurs archives nous fournissent plusieurs renseignements intéressants concernant les renouvellements ou restaurations de l'un ou l'autre de ces instruments. Le plus significatif à cet égard est sans contredit l'accord conclu, le 5 octobre 1727, entre la ville du Landeron et les facteurs d'orgues renommés Joseph Bossart et son fils Victor-Ferdinand, de Baar, dans le canton de Zoug. Les Bossart comptent en effet parmi les meilleurs organiers de notre pays, à l'époque où la dynastie des Silbermann répandait en Saxe, dans les régions rhénanes et jusque dans le canton de Bâle, les types les plus harmonieux de l'orgue baroque — ceux qu'un Jean-Sébastien Bach appréciait tout particulièrement. Joseph Bossart (1665-1748) venait d'achever le magnifique instrument de l'église de Saint-Urban, au surprenant buffet blanc et or, dont une grande partie de l'œuvre a été conservée. Victor-Ferdinand Bossart (1699-1772) devait signer par la suite les deux orgues de chœur, récemment restaurés, de la grandiose rotonde de Muri, la réfection du grand orgue de la collégiale de Berne, les orgues de chœur d'Einsiedeln et de la cathédrale de Saint-Gall.

Les voici donc à l'œuvre au Landeron selon les conventions suivantes :

Premièrement. Lesdits Maîtres feront l'orgue de 8 pieds le principal avec 8 jeux et un tremblant.

2<sup>do</sup>. Ils s'entretiendront et se nourriront à leurs propres frais.

3<sup>o</sup>. Ils fourniront le bois propre pour la construction du secret [= sommier], de même que le travail du serrurier.

4°. Si l'on trouve qu'il y ait encore quelque chose de bon dans le vieil orgue tant dans l'église Paroissiale que de la Chapelle, ils s'en serviront pour ériger une petite dans ladite Chapelle, moyennant s'accorder avec eux pour leur travail.

5°. Ils feront à leurs frais la table pour fondre et accomoderont les modelles pour les tuyaux.

La ville du Landeron s'engage de son côté à leur payer « quatre cent escublancs, moitié argent de Neufchastel, et moitié monoye coursable à Soleure », à leur fournir « tous les matériaux nécessaires, à la reserve du bois pour le saumier ou secret », et à leur donner « une maison pour travailler avec lits et batteries de cuisine ». Le contrat est signé par le curé [Jean-Nicolas] Kern, le lieutenant [François-Charles] Brochatton, Joseph et Victor Bossart<sup>3</sup>.

On remarquera qu'il est fait mention d'un orgue dans la chapelle des Dix Mille Martyrs : les procès-verbaux signalent également cet instrument, en date du 8 novembre 1745 : « passé que l'on feroit faire une Orgue neuve à la Chapelle de la Ville, conformément au plan qui a été fourny et pour le prix de Cent Ecus bons ».

A Cressier, d'autre part, nous retrouvons encore le nom de Bossart dans les procès-verbaux, le 22 août 1773 : « Les Orgues etant dérangées, on a proposé de les rétablir, On a dit, que si le Landeron faisoit venir Bossart depuis Soleure, on saisira cette circonstance pour le faire, sinon on priera M. le Curé de voir si on pouroit faire venir le facteur de Fribourg<sup>4</sup> à ce sujet. »

Quant à la pension de Marie de Nemours, son utilisation n'alla pas toujours sans susciter quelques difficultés ou même des rivalités entre bourgeois ou communiens. Les comptes-rendus des séances du Conseil du Landeron nous apprenent qu'elle avait été en fait sollicitée et obtenue par l'intervention du receveur François Perroset, « ayant l'honneur d'estre cogneu de Monseigneur le Gouverneur ce qu'a esté le seul motif dont aujourd'huy la bourgeoisie tire une pension de S. A. S. pour instruire la jeunesse ». Or, le fils du maître-bourgeois Gicot en ayant joui trois ans durant, le receveur Perroset la réclame avec insistance pour son fils, déclarant « que led. Sr. Gicot l'avoit heu trois années secutifves, que cela devoit suffire pour apprendre à joüer de lorgue s'il en avoit voulu profiter, et que n'estant pas raisonnable qu'une personne seule en profita tousjours et que luy estoit le seul organe de l'avoir procuré à lad. Ville qu'il estoit juste qu'il en profita ». Le Conseil, jugeant en effet que trois ans devaient suffire au fils du Sieur Gicot pour le rendre « parfait à toucher l'orgue », accorde au receveur, pour son fils qui est à Soleure, les pensions de 1698 et 1699.

Il y eut sans doute d'autres contestations puisqu'en 1709 la communauté de Cressier demande au Conseil d'Etat « que les cent francs, donnés en fondation annuelle et perpétuelle à la paroisse dudit lieu, par Brevet de feuë S. A. S. Madame la Duchesse de Nemours ... pour instruire des jeunes gens à jouer de l'orgue, soyent remis tous les ans à lad. paroisse pour en faire la distribution qu'il convient, ... ce qui n'a pas été exécuté jusques à present, puisque les Receveurs du Landeron ont disposé de lad. somme en faveur de qui ils ont voulu ». Aussi le Conseil d'Etat ordonne-t-il « au Receveur du Landeron de delivrer annuellement à l'avenir aux deux paroisses ... les Cent francs donnés à chacune d'icelles ... pour les distribuer, conjointement avec les Ecclesiastiques desd. lieux, premierement à l'usage auquel ils sont destinés, lorsqu'il y aura nécessité de ce faire, et en second lieu en subrogeant à cela des jeunes gens qui s'adonneront à l'étude des Lettres »<sup>5</sup>.

Par la suite, les procès-verbaux du Landeron enregistrent ponctuellement chaque année la « distribution de la pension ». Par exemple, le 8 novembre 1735 :

Au Sieur Maitre bourgeois Gicot Organiste et Chantre	8 écus
A son fils Etudiant	5 »
Jaques Quellet Etudiant	5 »
Pierre Maurice Bellenot Etudiant	5 »
Charles Mottarde Etudiant	10 »
Maurice Girard Etudiant	5 »
Maurice Joseph Brochatton Chantre	1 »
Et Maurice Ziguerli Chantre	1 »

ou plus tard encore, le 26 février 1779 :

Le Sr. Maitre Bourgeois Varnier retirera pour toucher l'Orgue cy	15 écus
Le Sr. Jean Joseph Varnier pour le plein chant et l'Orgue cy	10 »
Jean Joseph Guenot cy	2 »
Jean George Bellenot	2 »
Les deux Chantres des Litanies chacun 3 écus cy	6 »
Le Reste pour l'Eglise cy	5 » .

Où ces jeunes bénéficiaires prenaient-ils leurs leçons d'orgue ? Souvent dans les séminaires des villes catholiques, comme Fribourg ou Soleure, où ils se préparaient à l'enseignement ou à l'état ecclésiastique. Charles Gicot a placé son fils Jean-Joseph à Willisau « pour apprendre la musique et jouer des orges »<sup>6</sup> (29 janvier 1696). Jacques Girard est « organiste et novice presentement à Bellelay »<sup>6</sup> (9 novembre 1734). Un organiste de l'Eglise des Jésuites, à Soleure, Antoine Kugelberg, certifie qu'il a « appris à toucher

les Orgues [*sic!*] à Mottard [François-Charles Motarde] pendant deux mois et qu'il luy avoit donné par semaine trois ou quatre leçons »<sup>6</sup> (5 mars 1739). Un paroissien de Cressier atteste qu'Henri Guinchard « apprenant à toucher les Orgues m'a fort édifié aujourd'huy, tant devant que pendant les Vêpres, où il a fait merveille » (3 mai 1720). Il vient d'ailleurs d'obtenir un certificat d'étude de l'orgue *pro cantu Gregoriano* du Père dominicain Greuter, daté de Mariastein<sup>7</sup>. Quelques années plus tard, il offre ses services à Cressier, désirant toucher l'orgue « aussi bien que Jean fils de Jaques Bazin ». La communauté décide que tous deux « toucheroient à l'alternative »<sup>8</sup>.

N'oublions pas enfin le compagnon indispensable de tous ces zélés amateurs d'orgue, le souffleur, qu'encourage parfois une modeste gratification officielle : « à Joseph Thomas pour une année pour lever les soufflets à l'église 30 bz. et un pot de vin et un batz de pain »<sup>9</sup> (12 novembre 1780).

Les anciennes orgues du Landeron et de Cressier ont partagé le sort — désaffectation ou démolition — des églises qui les abritaient. Nous sommes assurément plus sensibles aujourd'hui qu'au siècle dernier à cette perte, nous qui mesurons mieux maintenant combien le style et la sonorité de la musique d'orgue de la Renaissance et du Baroque peuvent être authentiquement révélés au travers de la facture des instruments originaux<sup>11</sup>, et des plus modestes même.

Jean-Marc BONHOTE.

#### NOTES

<sup>1</sup> Archives de l'Etat, *Actes de Chancellerie*, vol. 17, fol. 46 v<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Archives communales du Landeron, *Procès-verbaux* 1604-1733, p. III.

<sup>3</sup> Archives communales du Landeron, N J 4<sup>o</sup> e. Copie faite pour les *Monuments d'art et d'histoire*.

Lors du décès du curé Jean-Nicolas Kern, survenu peu de temps après, le 18 juin 1730, on lit dans le registre mortuaire de la paroisse : *Tota Parochia Landeronensis est summopere obligata praedicto Domino Kern propter Organa, quae fieri curavit ex diversis Collectis undequaque comparatis*.

<sup>4</sup> Vraisemblablement Joseph Mooser, le père d'Aloys Mooser, facteur des célèbres orgues de la cathédrale de Fribourg.

<sup>5</sup> *Manuels du Conseil d'Etat*, 17 avril 1709.

<sup>6</sup> Archives communales du Landeron, *Procès-verbaux* 1604-1733 et 1733-1786.

<sup>7</sup> Fonds Guinchard (de Cressier), aux Archives de l'Etat.

<sup>8</sup> Archives communales de Cressier, *Livre des Plus* BB 3.

<sup>9</sup> Archives communales de Cressier, *Procès-verbaux* 1767-1791.

<sup>11</sup> L'un des orgues de chœur de l'église de Muri, que nous avons signalé plus haut comme œuvre de Victor-Ferdinand Bossart, a été conservé intact et compte 8 jeux ; c'était le cas aussi, comme le contrat de 1727 nous l'indique, de l'instrument de l'église Saint-Maurice du Landeron. On peut apprécier l'éclat argentin de celui de Muri dans l'un des récents enregistrements sur disque consacrés aux orgues historiques de la Suisse.

## NEUCHÂTEL ET LA SUISSE

Notre petit pays de Neuchâtel est certainement l'une des régions d'Europe sur laquelle les historiens se sont le plus penchés. Il infirme donc l'adage selon lequel les pays heureux n'ont pas d'histoire. Quelle autre région de moins de 50.000 habitants peut-elle se référer, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, à un article historique de plus de dix pages dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert ? Publications de sources, d'annales, de travaux complets, d'études locales se succèdent dès lors, objectives le plus souvent, fallacieuses parfois. On étudie des documents qui avaient échappé à la sagacité des prédécesseurs, des textes dont ils n'avaient pas vu l'intérêt ou qu'ils n'avaient pas eu le temps de dépouiller. Mais il y a autre chose. Chaque époque refait l'histoire selon ses propres critères, cherchant dans le passé les prémices des phénomènes actuels. Ainsi, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le problème crucial pour le développement économique et le maintien de l'indépendance de Neuchâtel est l'inclusion de notre pays dans les Ligues suisses, position que lui conteste la France. Rien d'étonnant si cette question politique essentielle va devenir alors le thème des historiens. C'est en 1814 que se règle ce problème politique et Neuchâtel devient finalement canton confédéré. Il valait bien la peine de célébrer le cent cinquantième anniversaire de cet événement si longtemps souhaité. Le Conseil d'Etat eut, entre autres, l'excellente idée de publier à cette occasion un ouvrage qui rappelât, d'une part, la longue lutte que Neuchâtel eut à soutenir avant d'être reconnu pays confédéré à part entière, et d'autre part quels furent, dès lors, les rapports entre la Suisse et nous. Mais une œuvre historique valable ne s'écrit pas en un jour et l'ouvrage ne put paraître exactement pour l'anniversaire commémoré. Il est sorti de presse à la fin de l'année passée. Ce léger retard n'a guère d'importance, l'essentiel étant la qualité de l'œuvre.

En confiant la tâche à quatre historiens chevronnés, le Conseil d'Etat eut la main heureuse. M. Léon Montandon, ancien archiviste, y esquisse les débuts de l'histoire neuchâteloise dans ses rapports avec la Suisse, le moyen âge et l'époque de la Réformation. Louis-Edouard Roulet, professeur à l'Université, brosse l'histoire du XVII<sup>e</sup> siècle, puis celle de l'époque de la Révolution et de la Restauration. Alfred Schnegg, archiviste de l'Etat, analyse le XVIII<sup>e</sup> siècle et la période qui s'étend de 1814 à 1848, Neuchâtel sous le Pacte fédéral. Et finalement, François Faessler, ancien professeur,



présente les relations de Neuchâtel et de la Suisse de 1848 à nos jours. C'est en un gros volume de 444 pages, édité par la Chancellerie d'Etat et imprimé à la perfection par la Maison Paul Attinger, que ces quatre historiens esquissent, brossent, analysent et présentent, selon leurs compétences particulières et toujours remarquables, l'évolution des relations de notre pays avec ceux de l'ancienne Confédération, puis avec la Suisse. La qualité du papier et de l'impression prouve, aussi bien que le choix des auteurs, que la République n'a pas voulu faire moins bien en 1964 que le prince, en 1844, lorsqu'il édita les *Monuments* de Matile. Sachons gré à l'Etat d'avoir eu cette initiative et d'avoir su mener l'entreprise à bonne fin, et remercions les auteurs d'avoir donné dans ce livre le meilleur d'eux-mêmes !

La tâche de Léon Montandon n'était pas la plus facile, car la période dont il s'est chargé a déjà fait l'objet d'études d'histoire politique nombreuses qui limitent nécessairement les apports nouveaux. Il aurait été plus facile d'innover en révélant de nouveaux fragments de l'histoire économique et sociale de cette époque encore si mal connue à cet égard. Mais ce n'était pas l'objet de l'ouvrage. Nous retrouvons donc sous la plume de Léon Montandon un excellent résumé des événements liant Neuchâtel aux divers Etats suisses depuis l'époque de la Charte — 1214 — à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle : alliances temporaires avec Fribourg, Bienne, la Neuveville, Payerne, Laupen, Berne, en particulier, puis alliances perpétuelles avec Berne, Fribourg, Soleure et Lucerne. C'est bien, mais il y a un danger. Le lecteur non informé risque de croire que c'est là toute l'histoire neuchâteloise de l'époque et il risque d'être déçu, si intéressante soit-elle, car il n'y trouvera pas de réponse à d'autres problèmes actuels qui l'inquiètent. Ainsi, du début du XIII<sup>e</sup> siècle, il ne connaîtra qu'un événement, la Charte de 1214, parce que c'est un événement politique, important sans doute, mais qui aurait une valeur plus juste, nous semble-t-il, s'il était inséré dans son contexte social, culturel et religieux que nous suggèrent de façon si heureuse la construction de la partie romane du château et de la collégiale, le rôle d'intermédiaire poétique joué par Rodolphe le troubadour entre la Provence et l'Allemagne de Barberousse, et, pour la foi, saint Guillaume. En fait, nous regrettons d'autant plus pour cette période l'absence, voulue peut-être par le but que se proposait l'ouvrage, de ces éléments culturels ou économiques que Léon Montandon, qui les connaît mieux que personne, aurait pu nous les présenter d'une façon fort utile. C'est dommage, car il est clair que le lecteur non averti qui parcourra ce gros livre ne lira rien d'autre sur notre histoire pour un certain temps. Vu l'envergure de l'ouvrage, et malgré son titre, il pensera y trouver une histoire complète de notre

pays, alors qu'en fait un seul aspect de cette histoire est projeté sur la coordonnée suisse : la facette politique. Certes, il aurait fallu quelques pages supplémentaires pour en montrer d'autres faces, pour rappeler, par exemple, qu'à l'influence politique bernoise correspond une influence culturelle, et que ce n'est pas un pur hasard qui fait que Matthieu Ensinger, le créateur de la collégiale de Berne, soit aussi le sculpteur de deux des statues du cénotaphe de Neuchâtel. Et cela aurait été d'autant plus utile que de telles indications sont dispersées dans de nombreux travaux spécialisés, tandis que les événements politiques, dans leurs grandes lignes, sont accessibles sans difficultés dans les ouvrages de Chambrier, de Thévenaz, de Courvoisier, et de Léon Montandon lui-même, dans l'excellent article qu'il a rédigé pour le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, pour n'en citer que quelques-uns.

M. Montandon a cependant consacré un paragraphe à la frappe des monnaies ayant vu, à bien juste titre, qu'il s'agissait là d'une question politique autant qu'économique dans les relations de Neuchâtel avec les Etats et les seigneurs vivant sur le territoire de l'ancienne Confédération. Mais n'en était-il pas de même des transports, du sel, du vin, du fer, des arts, et de la religion ? Cette dernière n'entre guère dans la vie neuchâteloise qu'à la Réformation, semble-t-il. C'est qu'alors les influences politiques jouèrent le rôle que l'on sait. Mais avant ?

Nous avons admiré la concision et la clarté du texte de M. Montandon, mais nous pensons que plus d'un lecteur aurait désiré trouver ici et là, à côté d'une affirmation, aussi fondée soit-elle, une brève citation qui la justifie tout en nous plongeant dans l'atmosphère de l'époque. « La population du comté, de son côté, ne cachait pas ses sympathies pour la cause des Confédérés (lors des guerres d'Italie). » C'est vrai. Mais n'en serions-nous pas mieux convaincus encore si l'on nous donnait quelques faits précis ou quelques affirmations authentiques : On oublie les affirmations abstraites, mais on se souvient de faits réels.

Louis-Edouard Roulet a réussi ce tour de force, en présentant l'histoire politique de Neuchâtel au XVII<sup>e</sup> siècle, de mettre en relief les lignes directrices et de souligner les éléments passionnants qui les conditionnent, sans négliger les détails révélateurs. Il complète, ou rectifie, les œuvres précédentes, grâce aux renseignements nouveaux que les historiens ont mis à jour depuis que paraissait l'histoire, remarquable d'ailleurs, de Frédéric de Chambrier ; mais il ne se contente pas de cela, il nous donne une brillante synthèse des études et des découvertes personnelles qu'il a faites sur cette période. Les faits historiques qu'il fallait chercher dans diverses publications sont groupés en une synthèse du plus haut intérêt. Et cette synthèse

insère habilement les événements particuliers de l'histoire neuchâteloise dans l'histoire européenne, les imbrique dans le chœur des événements internationaux dont ils dépendent, et parmi lesquels ils jouent un rôle qui parfois ne manque pas d'importance. Synthèse subtile, style et effets de style font qu'on suit Louis-Edouard Roulet avec le même plaisir qu'on lit l'histoire de la Suisse de William Martin, bien que cette dernière ait le désavantage d'être plus schématique.

Le déclin de la puissance bernoise, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle est motivé par le fait que la ville de l'Aar, menacée à la fois par les petits cantons, par la Savoie et par l'Espagne, ne pouvait pas garder toutes ses conquêtes de 1536. Et ce déclin explique qu'il fut possible à Marie de Bourbon de reprendre en main son comté et d'affaiblir la bourgeoisie de Neuchâtel, en accédant à la requête des bourgeois forains désirant se séparer des bourgeois internes. Mais à ce déclin succède le renversement de 1616, dès que le conflit Savoie-Espagne a supprimé certaines préoccupations de Berne. La conséquence en est le renouvellement de la combourgeoisie avec la ville de Neuchâtel, sans les bourgeois forains rebelles. Que va faire le souverain ? Les pages consacrées à Henri II d'Orléans-Longueville, il fallait s'y attendre, sont remarquables. Son caractère : souverain absolu par tempérament, mais souverain absolu qui ne peut s'appuyer ni sur la force ni sur le droit, et qui ignore les réactions désavantageuses pour lui que vont provoquer certaines mesures qu'il pensait imposer d'un trait de plume : la proclamation, entre autres, de la liberté de conscience et de culte pour tout le comté, le 19 janvier 1618, ou son intention de faire rédiger un coutumier. Sa politique est pleine d'illusions aussi sur l'appui qu'il pense obtenir des cantons catholiques, de la Savoie et de la France. Néanmoins personne ne conteste sa souveraineté.

La ville semble avoir gagné la partie ; elle résiste ouvertement à ce prince fort. Toutefois, elle ne peut faire rentrer sous son autorité les bourgeois renoncés. En une formule lapidaire Louis-Edouard Roulet fait le point : « La ville ne sera pas soumise au pouvoir dynastique, le pays ne sera pas livré à la ville. »

Puis l'auteur nous montre en une page le deuxième volet de cette lutte entre prince et ville, la tentative de fonder une ville nouvelle, Henripolis. Anachronisme en 1625, dit-il. Moins qu'il ne le croit cependant ; la fondation réalisée de Henrichemont par Sully, dans le Berry, est de 1609, et celle de Charleville, dans le comté de Rethel, par Charles de Gonzague, un Gonzague comme la mère de Henri II, date de 1606. Page remarquable par sa concision et sa clarté, et qui a le mérite de nous faire désirer en savoir davantage. Serait-ce possible ? Les historiens se sont bornés jusqu'ici

à étudier cette question par l'acte de Dieppe et la brochure de Lyon, alors que des centaines de lettres en français, en allemand et en hollandais attendent encore leur dépouillement aux archives de l'Etat. Ces documents permettront vraisemblablement un jour d'approfondir l'aspect économique de cet étrange projet.

La guerre de Trente Ans sévit à nos frontières, et le marquis d'Ogliani, qu'il s'agit de prendre au sérieux, car il jouit de l'appui de l'empereur Ferdinand et de son général Charles de Lorraine, dont les troupes sont à Luxeuil, revendique la seigneurie de Valangin.

Henri II joue un rôle d'apparat important lors des négociations aboutissant à la paix de Westphalie, et il entretient des relations cordiales et utiles pour la Suisse avec Rodolphe Wettstein. L'auteur précise avec raison le rôle de Longueville.

Quelques temps après, la Fronde, sous l'influence d'Anne-Geneviève de Bourbon, femme de Henri II et sœur de Condé, affaiblit la France. Wettstein en profite pour tenter de mettre sur pied le « Défensional de Montbéliard », afin de protéger Bâle et la Suisse contre la France de Mazarin. Neuchâtel, l'évêché de Bâle et le comté de Montbéliard devaient faire partie d'un système de défense commune. L'évêque de Bâle désire protéger ses terres du Jura malgré l'opposition de l'empereur, du nonce et de l'ambassadeur de France. La protection confédérée lui est accordée pour cinq ans. Henri II, de son côté, tente à la même date, de faire entrer Neuchâtel et la seigneurie de Joux dans les Ligues helvétiques pour mettre les terres dont il est le souverain à l'abri des convoitises françaises. L'évêché de Bâle serait admis en même temps dans la Confédération pour neutraliser l'opposition des cantons catholiques. Louis-Edouard Roulet a raison d'insister sur ces négociations, car ici aussi il innove, les pièces sur lesquelles il se base étant restées inconnues avant lui, dissimulées dans des archives de famille. C'est la première fois que cette question importante figure dans son contexte de toute une histoire neuchâteloise. Certes ces négociations échouèrent malheureusement pour Neuchâtel et pour la Suisse, et plus malheureusement encore pour l'évêché de Bâle qui ne connaîtrait pas, si elles avaient réussi, les difficultés que l'on sait.

La participation de Neuchâtel à la défense de Berne, lors de la guerre des paysans, l'état du pays qui le permettait, ses conséquences pour Berne, sont analysées ensuite, de même que l'aide réticente des Neuchâtelois à Berne lors du premier conflit de Villmergen.

Avec raison, Louis-Edouard Roulet relève que le deuxième séjour de Henri II à Neuchâtel fut un séjour politique, visant, en 1657, à faire entrer Neuchâtel dans les Ligues et à débattre le renouvellement de l'alliance

entre le roi de France et les Suisses. Le traité conclu entre Henri II et Louis XIV ne constitue, dans la perspective neuchâteloise qu'un demi-succès, car c'est le prince, et non la ville ou le pays, qui s'y trouve inclus comme allié des Suisses. Henri II fut joué vraisemblablement par son roi, mais il ne s'en rendit peut-être pas compte puisqu'il mourut avant le renouvellement des alliances, où Neuchâtel n'est pas compris.

Si la menace française s'accroît dès le règne personnel de Louis XIV, et après l'annexion de la Franche-Comté, le prestige de la France augmente cependant à Neuchâtel entre 1663 et 1685, et il faut attendre la tragique révocation de l'Edit de Nantes pour arracher ville et pays à l'influence française. Lors des problèmes de succession, les influences de Berne, du protestantisme, de l'opposition européenne à l'absolutisme, vont triompher des influences françaises et absolutistes.

C'est Louis-Edouard Roulet aussi qui a écrit le chapitre concernant la Révolution et ses conséquences immédiates. Les événements qui se succédèrent à un rythme rapide après la Révolution, à savoir l'invasion de la Suisse, la création de la République helvétique, l'Acte de médiation, la cession de Neuchâtel à Berthier et les conséquences que ces événements eurent sur les relations de Neuchâtel avec la Suisse, puis les négociations qui amènent le retour du roi de Prusse et l'inclusion de Neuchâtel dans la Confédération font l'objet même de cet ouvrage. Rien d'étonnant donc que Louis-Edouard Roulet leur consacre quatre-vingt-dix excellentes pages, dans lesquelles il nous fait suivre, *sine ira nec studio*, et donc avec une objectivité remarquable, la politique du roi de Prusse, qui n'hésite pas à échanger Neuchâtel contre le Hanovre, un pays grand comme la Suisse, définit la prise de position courageuse de Rougemont, « le Neuchâtelois le plus clairvoyant de l'époque » (pas toujours, nous le verrons), et nous fait comprendre la position du royaliste Chambrier d'Oleyres qui sauve son pays pour l'immédiat. Ces pages ne sont pas seulement une brillante exposition de problèmes complexes, mais une présentation très vivante des personnages, sans que jamais l'auteur ne se laisse entraîner par les sentiments de sympathie ou d'antipathie qu'il est encore aujourd'hui si difficile de ne pas éprouver pour les acteurs de ce drame et les événements qui allaient déterminer l'avenir du pays pour un demi-siècle ou davantage.

J'allais dire, prenez la peine et le temps de lire ces quatre-vingt-dix pages, mais de peine vous n'en aurez aucune, emportés par le souffle extraordinaire de l'auteur, dont vous goûterez, en passant, les formules avec lesquelles il joue. « A une menace évanouie, allait succéder une menace naissante. » « Mais aux époques troublées c'est souvent la minorité active qui s'impose. » « Une politique dépourvue de grandeur, mais non point

dépourvue de sagesse. » Et à propos de Berthier : « Jamais le prince n'avait été aussi exigeant. Jamais, en dépit de son éloignement, aussi présent. » Et quant au pays sous l'ancien régime : « Au dix-huitième siècle il avait été institutionnellement faible, mais idéologiquement fort. Au siècle suivant, il allait être institutionnellement fort et idéologiquement affaibli. » Formule que M. Roulet sait d'ailleurs transformer subtilement : « En 1707, l'Etat avait été institutionnellement fragile, mais politiquement robuste. Dès 1815, il sera institutionnellement fort et politiquement affaibli. » Ou pour caractériser la stabilité des autorités dans l'îlot que forme le pays de Neuchâtel après l'invasion de la Suisse : « Mais en 1798, personne ne bougea. Et le Conseil d'Etat, protégé par la seule tradition et par l'auréole d'une paix préservée, se maintint au pouvoir. »

En une trentaine de pages, Alfred Schnegg, archiviste cantonal, analyse les rapports qu'eurent Neuchâtel et la Suisse au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il classe avec méthode les problèmes que Tribolet, dans son *Histoire de Neuchâtel et Valangin*, avait présentés dans la confusion chronologique, et sait y apporter des précisions nouvelles. Il nous montre les hésitations d'un gouvernement trop éloigné de son souverain et parfois désavoué par ce dernier, par exemple, durant la guerre du Toggenbourg, car le prince ne peut juger qu'imparfaitement et connaît mal les éléments économiques qui se jouent à côté des problèmes politiques. Un deuxième chapitre, les traités de paix, rappelle le problème essentiel pour Neuchâtel : être inclus véritablement dans les Ligues, en face de la France, car au Traité d'Utrecht, il l'est sans l'être. La conséquence nécessaire : resserrer les combourgeoisies, fait l'objet d'un troisième chapitre. Avec Fribourg, on y parvient presque, mais Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> est économe et les « douceurs » (cadeaux) manquent, pour l'emporter, dans la ville de la Sarine. A Soleure, en revanche, le succès est assuré en 1756, grâce aux relations personnelles de Milord Maréchal, mais les cadeaux sont chers, et Frédéric II suspend les négociations avec les autres combourgeois. Avec Berne, les relations seraient parfaites si les Bernois, conscients de leur puissance, ne froissaient parfois la susceptibilité des habitants de la principauté fiers d'avoir comme prince un grand roi. Néanmoins, on finit toujours par s'entendre, à peu près, pour les vins comme pour les frontières, car Berne est un protecteur immédiat. Et la ville de l'Aar ne craint pas d'intervenir où et quand il le faut, à Berlin, pour rappeler au roi que Neuchâtel est inaliénable (1725), ou auprès de l'ambassadeur de France pour que soit respectée la neutralité neuchâteloise (1733). Berne intervient aussi comme médiateur dans les querelles intestines : l'affaire des anabaptistes, l'affaire Petitpierre et celle des fermes. Admirons, en passant, la clarté avec laquelle l'auteur expose en cinq pages cette affaire

complexe, dans son quatrième chapitre. Le renouvellement de l'alliance française, en 1777, dans laquelle Neuchâtel n'est pas inclus, malgré tous ses efforts, à cause de l'opposition des petits cantons catholiques, forme l'objet du cinquième chapitre. Et l'auteur conclut son étude si remarquablement construite, en montrant ce que fut l'helvétisme neuchâtelois. Ce qu'on ne peut obtenir par des négociations politiques, il faut l'obtenir en alertant l'opinion, ce à quoi visent diverses brochures pleines d'ardeur patriotique : les *Recherches sur l'indigénat helvétique*, de Jérôme-Emmanuel Boyve, et les deux ouvrages fervents de Karl Müller-Friedberg qui s'en inspirent, mais arrivent malheureusement bien tard !

Ces trente pages, fort bien conçues, ont comme ligne dominante le rapprochement avec les Liges, par sentiment et par nécessité économique. On en assumera les obligations militaires parce qu'on veut être protégé contre la France et soutenu dans les rapports économiques indispensables avec cette dernière.

Alfred Schnegg a rédigé aussi le chapitre intitulé « Neuchâtel sous le Pacte fédéral ». Et c'est même dans ces cent quinze pages analysant les relations de Neuchâtel et de la Suisse de 1815 à 1848 qu'il donne toute sa mesure, car il ne se contente pas ici d'interpréter des éléments connus déjà, mais apporte de nombreux éléments qu'on chercherait en vain ailleurs.

La Confédération du Pacte ne comprenait encore que des cantons-Etats très autonomes, aux régimes très divers allant de l'oligarchie à la démocratie directe, si bien que notre Etat monarchique de Neuchâtel, justifié historiquement, n'était qu'une anomalie particulière. Les serments réciproques avaient, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, mis des bornes à la souveraineté du prince, et la charte de 1814 allait faire un pas de plus. Le Pacte fédéral allait même « ignorer » le roi.

A l'excellente analyse de la monarchie neuchâteloise, succède celle de la Charte, qui donnait aux Neuchâtelois des libertés inconnues encore dans bien des cantons, et même dans le royaume de Prusse, mais qui avait le tort de ne pas définir rigoureusement les pouvoirs et de laisser subsister la coutume et le droit non écrit. Analyse très claire aussi des institutions : le Conseil d'Etat qui promulgue les lois, gouverne et juge, mais manque d'efficacité parce que ses membres sont inamovibles, trop âgés et trop nombreux, le gouverneur qui n'a guère que des fonctions représentatives, le Département de Neuchâtel, à Berlin, intermédiaire entre le Conseil d'Etat et le souverain, et le ministre de Prusse en Suisse, à qui on demande parfois des instructions. Analyse aussi des institutions judiciaires : vingt et une cours de justice où siègent des juges sans formation juridique mais qui se basent sur leur expérience, leur clairvoyance et leur bonne foi.

Analyse ensuite des Audiences générales qui auraient pu être un vrai conseil législatif mais qui ne l'ont pas été, torpillées lors de leur création par le procureur général Georges de Rougemont en dépit d'une attitude plus libérale des ministres de Prusse, comme le montre Arthur Piaget dans son *Histoire de la Révolution neuchâteloise*. Remarquons à propos de ce grand historien combien Alfred Schnegg sait aujourd'hui voir avec une sérénité parfaite, hommes, institutions et événements. Avec son ironie mordante, Piaget a frayé le chemin et débarrassé les obstacles. Aujourd'hui, l'impétuosité de l'histoire s'est calmée. La force tranquille et sûre d'une objectivité qui se sait incontestée succède à la violence.

Alfred Schnegg est le premier, et nous l'en remercions, à examiner systématiquement l'activité de la délégation neuchâteloise à la Diète, parallèlement à l'activité si lente de cette dernière.

Nouvelles également sont les pages concernant l'organisation militaire, plus ferme, le contingent en hommes et en argent, l'instruction, l'armement, l'habillement, la cocarde, les exercices, les cadres, et malheureusement les lacunes, les mutineries et les peines disciplinaires. Il faut constater, à regret, que cette organisation ne favorisa point tout d'abord les sympathies helvétiques, pour la raison surtout que le soldat devait s'équiper à ses frais et se soumettre à une discipline dont il avait perdu l'habitude.

De bonnes pages aussi concernent l'opinion, si difficile à connaître, car la presse, à part les feuilles d'annonces, était interdite. Mais diverses réactions à la Diète ou ailleurs permettent néanmoins de l'estimer, la remarque, par exemple, que s'attire le député neuchâtelois de Pierre à qui on rappelle à la Diète que la chose publique a cessé d'être le bien particulier de quelques familles seulement.

En étudiant ensuite la crise libérale des années trente, Alfred Schnegg fait une excellente synthèse de l'histoire de la première révolution neuchâteloise et montre qu'elle devait échouer, car ce furent les bourgeoisies, des corps privilégiés, qui voulaient défendre les idées avancées. Mais ces corps privilégiés s'aperçurent bien vite que ces idées, menant inévitablement à l'égalitarisme, allaient être contraires à leurs privilèges et combattirent donc les idées libérales qu'ils avaient voulu soutenir.

L'auteur nous fait très nettement percevoir la coupure que la crise de 1831 marque dans l'histoire de la monarchie restaurée. Auparavant, Neuchâtel s'efforce de faire oublier sa situation ambiguë, et la Suisse montre sa bonne volonté pour ne pas la voir. Mais dès lors, les positions deviennent intransigeantes entre les cantons régénérés et les autres. Le gouvernement de Neuchâtel qui a vaincu toute libéralisation doit se ranger



parmi les conservateurs et va rejoindre les cantons-Etats qui ne voulaient pas admettre notre pays dans la Confédération quinze ans plus tôt. La presse, libérée dans bien des cantons, s'exprime sans ambages et accroît les tensions. A l'intérieur, l'opposition libérale au Corps législatif est faible, car elle ne représente que très partiellement le peuple, mais elle existe, les procès-verbaux des séances sont publiés, et publiés avec objectivité.

Le canton de Berne s'est régénéré en 1830 et la bourgeoisie a été dépouillée de ses privilèges. Avec cet Etat, la tension succède donc à des rapports aimables, et le complot découvert de l'hôtel d'Erlach va l'accroître. En revanche, Neuchâtel se rapproche spirituellement de Bâle et des petits cantons, participe à la Ligue de Sarnen et risque de ce fait d'être occupé militairement, ce qui eût été une catastrophe pour le gouvernement royaliste. Il l'évite en se soumettant.

Si l'auteur insiste sur la déplorable tentative du gouvernement de rompre le lien fédéral, tentative si déplaisante que les historiens s'abstiennent en général d'en parler, c'est qu'elle fut beaucoup plus sérieuse que nous ne le savions. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir clarifié cette question.

Le gouvernement de Neuchâtel s'oppose dès lors de toutes ses forces, et non sans habileté, à la revision du Pacte fédéral, car il entend éviter un renforcement du pouvoir central, rester fidèle au Pacte et sauvegarder les droits du prince. Non sans courage, il ne cesse de nager à contre-courant. Il cesse même d'organiser les exercices militaires conformes aux obligations fédérales et, temporairement, d'envoyer un contingent à l'école de perfectionnement de Thoune.

Toujours dans l'opposition, le gouvernement de Neuchâtel joue cependant un rôle modérateur lors des affaires Conseil, Louis-Napoléon, et dans celle des couvents d'Argovie.

Pour tenter d'avoir le peuple derrière lui, le Conseil d'Etat recourt alors à la propagande, soutient un journal, publie des brochures, obtient une visite du souverain, en 1842. Mais lors des tirs fédéraux, auxquels des Neuchâtelois participent, les discours propagent les idées révolutionnaires. M. Schnegg en cite d'utiles exemples. Puis il dresse un état de la situation économique, très favorable de cette période, à laquelle correspond un essor démographique, une amélioration des routes et de grands progrès dans l'instruction à tous les degrés.

L'auteur termine cette magistrale étude par une histoire très précise de la révolution républicaine de 1848, en la présentant, à juste titre, comme une des conséquences de la crise du Sonderbund. Son succès dépendit en partie des révolutions qui à la même époque secouèrent l'Europe et empêchèrent les puissances anti-libérales d'intervenir à temps.

Dans le livre *Neuchâtel et la Suisse*, François Faessler, ancien professeur aux écoles secondaires et de commerce du Locle, ancien président du Conseil communal de cette ville, nous présente l'histoire de 1848 à nos jours.

Il nous fait suivre tout d'abord l'élaboration de la Constitution de 1848. Vu les réticences des cantons romands, avides d'intervenir pour aider ceux qui, à l'étranger, n'étaient pas libres encore, on renonce à inscrire le principe de neutralité dans un article spécial, et on se contente de charger le Conseil fédéral de la défense de la neutralité du pays, nous apprend M. Faessler. Il prend la peine de nous citer tous les points essentiels que l'on discute et de nous faire connaître aussi les arguments opposés à leur acceptation. Les capitulations militaires sont dorénavant interdites. Le système bicaméral est adopté pour l'autorité législative. Un Conseil fédéral de sept membres est créé, bien que certains députés craignent que ces sept magistrats n'aient rien à faire et passent leur temps dans les cafés, ce qui sera un bien mauvais exemple ! La libre circulation des marchandises à travers toute la Suisse est établie avec une douane à la seule frontière extérieure. Un système fédéral des postes est adopté. La Confédération seule aura le monopole des monnaies. Néanmoins, ce ne fut qu'en 1852 que le franc de cent centimes se vit décrété monnaie obligatoire. En revanche, on ne peut encore se mettre d'accord sur l'uniformisation des poids et des mesures. Le droit de libre établissement est adopté, sauf pour les juifs, et bien que l'exemple de Neuchâtel prouve qu'il n'y a nul risque à le faire. On donne à la Confédération le droit de créer une université suisse et une école polytechnique. Cette dernière seule verra le jour, en 1854.

Après que toutes les insurrections libérales de 1848 eurent été jugulées, la situation de Neuchâtel, libéré par la force, mais non encore par le droit, de la souveraineté du roi de Prusse, devint plus inconfortable. Frédéric-Guillaume IV ne reconnaît pas le fait accompli et, de leur côté, les royalistes neuchâtelois pensent rétablir l'équilibre en leur faveur à la prochaine occasion. Partisans et adversaires de la république s'affrontent. Le roi de Prusse se fait garantir ses droits sur Neuchâtel par le protocole de Londres, en 1852, à condition, il est vrai, de s'engager à ne pas recourir à la force avant une intervention des puissances auprès de la Confédération.

A l'intérieur, royalistes et républicains comptent leurs forces et rassemblent leurs partisans, les premiers à Valangin, les seconds à Boudevilliers. Puis c'est l'insurrection de 1856 que M. Faessler présente clairement, bien que sans mentionner le rôle important des fameux pèlerinages royalistes en Allemagne. Le château est occupé et le Locle subit le même sort. Chacun connaît trop ces événements pour que nous tentions de les résumer. Nous renvoyons simplement au texte de M. Faessler ceux qui désirent en

connaître les épisodes particuliers, la reprise du château par le colonel Denzler qui ignore les pourparlers des commissaires fédéraux avec les insurgés, le nombre des morts, des blessés, des prisonniers, l'enquête menée par le juge fédéral Duplan-Veillon qui révèle que Savigny, ministre de Prusse à Karlsruhe, avait été désigné d'avance en qualité de commissaire du roi de Prusse à Neuchâtel, puis l'épilogue et la libération *de jure* de Neuchâtel, grâce à l'élan helvétique.

M. François Faessler nous présente ensuite le problème des chemins de fer, celui de la correction des eaux du Jura, l'occupation des frontières en 1870-1871, la revision de la Constitution fédérale. Il nous donne sur chaque question une quantité de renseignements utiles, une table sur le résultat des votations concernant les revisions constitutionnelles, et des graphiques fort bien présentés par André Rosselet sur les problèmes démographiques de la Suisse et du canton. Il dit ce que fut Neuchâtel durant les deux guerres mondiales et durant l'entre-deux-guerres, montre l'évolution sociale, la vitalité de l'industrie, les organisations ouvrières, les partis. Et il termine en nous montrant quel rôle jouèrent les conseillers fédéraux neuchâtelois et quels furent nos députés au Conseil national et au Conseil des Etats. Bref, il a recueilli une multitude de faits et de renseignements auxquels il sera très facile de recourir, comme à tous ceux que fournit le livre entier, d'ailleurs, car des notes marginales en face de chaque paragraphe permettent au lecteur de trouver rapidement ce qu'il cherche.

Pour que l'ouvrage dont nous avons tenté de donner une idée puisse être consulté rapidement, les auteurs l'ont pourvu d'un index très précieux d'une vingtaine de pages, d'une table des illustrations et d'une table des matières faisant apparaître l'ordre chronologique et les problèmes.

Je me permettrai cependant de regretter que les auteurs aient pris la résolution de ne citer aucune référence. Certes, nous les connaissons assez pour leur faire confiance à tous. Il ne s'agit pas de cela. Les références sont utiles, non seulement pour justifier les affirmations et les jugements mais pour faciliter les travaux de nos après-venants. Ce sont en quelque sorte des pierres d'attente qui, à notre sens, ne devraient jamais faire défaut dans un ouvrage de cette envergure et de cette qualité. L'économie de temps et de place, ou la plus grande beauté d'un livre dépourvu de l'appareil des notes, ne justifie pas leur absence.

Nous n'avons rien dit des illustrations. Elles sont d'une qualité exceptionnelle, en noir ou en couleurs. Portraits, reproductions de documents, la lettre en particulier où Henri II d'Orléans-Longueville déclare son intention de se lier à la Confédération entière, des vues anciennes, six hors-texte, quatre dépliants, prouvent que l'illustration n'a pas été conçue

comme un simple hors-d'œuvre, qu'il ne s'agissait pas de reproduire quelques planches agréables à l'œil, mais de mettre le lecteur en contact plus intime avec les hommes et les choses de notre passé.

Emettons à ce propos un vœu. L'introduction nous annonce une édition des textes officiels contemporains de l'entrée de Neuchâtel dans la Confédération. Nous nous en réjouissons. Ne serait-il pas possible d'éditer une fois aussi, en un ou plusieurs volumes, la documentation iconographique essentielle qui concerne notre pays ?

Fernand LOEW.

#### NOTES

<sup>1</sup> *Neuchâtel et la Suisse* par Léon MONTANDON, Louis-Edouard ROULET, Alfred SCHNEGG, François FAESSLER, Neuchâtel, Chancellerie d'Etat, 1969, 443 pages, illustré, 10 planches. Publié par le Conseil d'Etat de la République et canton de Neuchâtel à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'entrée de Neuchâtel dans la Confédération. Avant-propos du Conseil d'Etat.

## LA CLUSETTE

*Contribution à l'histoire d'un tronçon de route*

### I. Avant 1800

Aborder l'histoire de la Clusette est une entreprise plus hasardeuse qu'il ne paraît, en raison des trous de la documentation et vu l'absence de statistiques permettant de jauger le trafic. Or les études modernes se veulent chiffrées ; récusant les travaux qui ne fournissent pas de données quantitatives, elles rangent l'histoire dite événementielle au rayon déconsidéré des anecdotes. C'est, avouons-le d'emblée, sur ce rocher pourri et à la recherche des transformations d'un tronçon limité que va nous entraîner la terrible route.

La Clusette possède un nom clair par lui-même, diminutif d'un terme qui désigne, dans le Jura, une gorge ou un défilé creusé transversalement à une chaîne de montagnes<sup>1</sup>. Le nom paraît s'être appliqué à deux points particuliers du passage, notamment au secteur du grand rocher qui dominait le chemin, un peu à l'orient du village de Noiraigue. Abandonné depuis plus d'un siècle et demi et littéralement effacé par la nature, le tracé ancien de la route, à environ 100 mètres au-dessous de l'actuel, reliait sans grande rupture de pente le village de Noiraigue (733 m d'altitude) à celui de Brot-Dessous (857 m). Une coupe géologique, publiée par Hans Schardt, montre qu'à partir de la rivière de l'Areuse se succèdent une sorte de dôme de Bathonien inférieur, puis, inclinées vers le cœur de la montagne, des couches de Bathonien supérieur, où se développa l'exploitation des composants du ciment dès 1858, des marnes grises et jaunes au niveau de l'ancienne route, une dalle nacrée qui fut taillée en 1780-1781, du Spongilien, de l'Argovien et des marnes hydrauliques au niveau de la route actuelle, enfin deux sortes de Séquanien et du Kimmérigien à la partie supérieure<sup>2</sup>. Cette structure géologique explique les dégâts subis sans trêve par la route, les soucis des magistrats responsables de la viabilité et les charges écrasantes des communes tenues jadis à l'entretien. Le peu d'or trouvé dans l'Areuse, au pied de la Clusette et ailleurs aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, n'a bien sûr jamais subvenu aux énormes frais consentis à contre-cœur par les princes de Neuchâtel<sup>3</sup>.

Le début des passages humains à la Clusette reste enveloppé de la plus totale obscurité. Le nom n'apparaît pas dans l'acte de fondation du prieuré de Bevaix, en 998, où sont pourtant cités le village qui s'appelle Broch (Brot) et la montagne de Nigra Aqua (Noiraigue)<sup>4</sup>. La première mention du lieu, connue à ce jour, date du 11 novembre 1360. Aux environs de la Saint-Martin

d'hiver, Jean Pestat, receveur du Val-de-Travers, avait en effet perçu 7 muids et 14 hémines et demie de froment « pour la garde de Lecluse et de Rochefort ». Le décompte annexé précise qu'il recevait, par personne, une hémine et demie de 40 hommes taillables dépourvus de bœufs, une demi-hémine de 5 hommes du prieur de Môtiers, autant de 5 sujets de gentilshommes, une hémine de 12 veuves dépourvues de bœufs et enfin 2 hémines de 55 taillables disposant d'un bœuf. Ces 117 personnes non libres étaient astreintes à une redevance variant en fonction de leurs moyens (une hémine = environ 15 litres et quart). Chacune devait représenter un ménage — de la seule seigneurie de Travers, à en juger par les Reconnaissances de 1525. Pour deux ans échéant en 1407, messire Hugues Monnier, receveur, perçut 14 muids et 16 hémines, après déduction de quatre personnes qui étaient parties. Pour trois ans finissant en 1410, il engrangea 22 muids et 3 hémines de 67 taillables ayant un bœuf de labour, de 4 autres sans bœuf, de 1 homme du prieur, de 6 sujets des gentilshommes et de 6 à Noiraigue et Rosières. Dès le compte de 1413-1414 il ne compte plus rien, car « Monseigneur les ha donnés au sire de Vulmarcus »<sup>5</sup>. Par acte du 28 mars 1413, Conrad de Fribourg avait en effet remis la terre de Travers au chevalier Jean de Neuchâtel, seigneur de Vaumarcus. Pour limite orientale, l'inféodation donne « l'arbre appelé le fau (le hêtre) placé entre la Clusette et le village de Brot », qui sépare les seigneuries du Vautravers et de Rochefort. « De plus, ledit seigneur Jean et les siens sus allégués seront chargés de la garde de nostre fort de la Clusette et le feront garder en tems de guerre ; et pour la garde dudit fort, ils conserveront, tireront et exigeront les émoluments susnommés qui nous estoient dheus ». Les Reconnaissances de biens de 1497 et de 1525 sont muettes sur les obligations des francs sujets, apparemment sans charge à cet égard. Quant aux taillables, ils avaient dû s'arranger avec leur nouveau seigneur, car ils admettent devoir « la garde et la refection de la Clusette quant temps sera », mais cette obligation les libère de la garde à Bayard et de la redevance de deux hémines de froment par feu. On ignore tout du fort, disparu sans doute lors d'éboulements<sup>6</sup>.

Les mentions suivantes ne concernent plus la garde du passage ou la fortification le contrôlant, mais la modeste route existante. Ainsi, on voit Antoine Baillod, châtelain et receveur du Val-de-Travers, payer 10 livres et 5 sols, plus 8 hémines de froment et 54 livres de fromage à François le Lombard — un Italien, apparemment déjà — « pour unze journées par luy vacquées et trois ses compaignons à la reparacion du chemin de la Clusette », en 1492. L'année suivante, un compte du receveur de Boudry, biffé parce qu'insuffisamment justifié, portait la mention de 6 hémines de froment payées « à certains ouvriez que refaissoient le chemin de la Clusette »<sup>7</sup>.

Soixante ans plus tard, Claude Baillo, aussi châtelain et receveur du Val-de-Travers, a la bonne idée de justifier avec plus de détails son compte pour 1551-1552, très révélateur des ennuis causés par le fameux passage. Il réclame 50 livres 8 gros « pour avoir faict reffayre les chemins dempuis Rocheffort jusques à Noyraigue par deux foys, à cause des esvallanches de terre et pierre qu'estoyent tombez, de sorte que les charretiers en firent plaintifz et remonstrances à feuz Monseigneur le Gouverneur » — en l'occurrence Georges de Rive. Baillo a aussi payé 2 écus à Nicolas Roulet, de Noiraigue, « pour avoir osté des pierres à la Clusette qu'estoyent tombées, et refayre une partie du chemin qu'estoit gasté ». Voilà qui est clair. Eboulements, coulées, dégâts à la route et réclamations des voituriers, autant de problèmes qui vont se répéter à satiété. Avec un retard de plusieurs années, Guillaume Morard, de Cormondrèche, sergent de la Justice de la Côte, donne quittance pour 18 livres reçues du châtelain Baillo en 1553, « à cause de la refection par moy et mesdits consors faite aux chemins dempuis Noiraigue jusques à Rocheffort »<sup>8</sup>.

*Discussion des charges financières.* Dès la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle apparaissent des traces de discussions aigres-douces entre le Conseil d'Etat, les seigneurs de Travers et les sujets, relatives aux réparations de la Clusette. S'est-il produit un durcissement des positions, les documents sont-ils mieux conservés qu'auparavant ? Les deux hypothèses contiennent leur part de vérité. Quoi qu'il en soit, Jean et André de Neuchâtel, poursuivis depuis nombres d'années pour des réparations aux chemins de leur seigneurie, notamment à la Clusette, à cause de remonstrances faites en partie « par charretiers d'Allemaigne » (sans doute bernois), incapables d'obtenir de leurs sujets les travaux ordonnés au nom du souverain, demandèrent une sentence définitive aux Audiences générales, le 10 juin 1570. Ce tribunal prononça que les feu-tenants de Travers devaient aider ceux de Noiraigue à refaire le chemin de la Clusette sur toute sa longueur ; quant aux autres chemins, ils seraient entretenus par chaque particulier « rière sa dixmerie et sur sa possession »<sup>9</sup>. Sur la base de cette sentence, le Conseil d'Etat réclama en 1588 à Marguerite de Laviron, dame de Travers, le prix des réparations « du chemin de la Clusette et du chable qui est sur la seigneurie de Travers », frais engagés par le procureur général en raison du refus opposé par les sujets de Madame de Laviron d'exécuter ce travail. Une sentence du Tribunal des Trois Etats de Neuchâtel, le 7 mai 1590, confirmant celle de 1570, déclara que tous les sujets, francs ou mainmortables, tenant feu à Travers, devaient la réparation du chemin de la Clusette. En 1598, une nouvelle lettre enjoignit à Madame de Travers de « refaire les chemins de la

Cluse avec proteste de tous damages qui y pourroyent arriver à faute de refaction »<sup>10</sup>.

Jusqu'au dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle, la Seigneurie fit parfois exécuter les travaux nécessaires, apparemment sans se faire rembourser, on ne sait pas pourquoi, car elle durcira sa position par la suite. Ainsi, en 1608, sur la base d'un marché conclu par le procureur général, le receveur des Quatre Mairies paie 30 livres à Daniel Debrot et à Daniel Lancelot qui ont raccommodé et entretenu le chemin de la Clusette. Au moment où David Perrin et Jonas Jeannet réclament une gratification pour des réparations « au haut du chemin de Son Altesse dit la Clusette » (1649), le Conseil d'Etat charge le procureur de s'informer « si les communautés n'ont pas païé lesdits suppliants de leur ouvrage ». Le rapport, s'il a été fait, n'est malheureusement pas transcrit<sup>11</sup>. Il faut noter ici l'expression « chemin de Son Altesse » et l'intervention des communes de Travers et de Noiraigue. Parce que des rochers dominant et empêchant de passer en sécurité ont endommagé « le chemin de Leclusetta » en 1667, Jonas Gallandre, intendant des bâtiments, reçoit l'ordre du gouverneur de le faire réparer. Il touche 125 livres pour 20 journées de vacations, et paie 222 livres 3 gros aux maîtres maçons et ouvriers employés à la réparation<sup>12</sup>.

Tout se tend dès 1673, lorsque le greffier de Travers annonce que le chemin de la Clusette sera bientôt impraticable « si on n'y met la main ». Le Conseil d'Etat constate que les gens de Travers et de Noiraigue, qui doivent l'entretien des chemins dans leur seigneurie, ne discutent pas cette obligation, mais qu'ils demandent une aide raisonnable pour ce travail extraordinaire. Jean-Henri Brun, haut gruyer et intendant des bâtiments, est alors chargé de faire rapport sur les travaux à exécuter. Au bout de six semaines, le 21 août 1673, le Conseil juge nécessaire de promptement réparer le chemin éboulé ; pour soulager les communes, il prend à sa charge la fourniture de la chaux et la construction d'un mur en gros blocs de pierre, dont c'est la première mention, mais pas forcément la première construction. Le maçon Abraham Jeanjaquet, de Couvet, donnera 5 pieds de large aux fondations et 2 et demi à la crête de ce mur. Or les communes du Val-de-Travers, chargées d'extraire la pierre et de transporter les matériaux, rénitent, de sorte que le Conseil, pressé par les circonstances, déclare que leur aide est requise sans conséquence pour l'avenir, s'il se prouve qu'elles sont exemptes de ce travail. En cas de refus, le receveur du Val-de-Travers, Daniel Pury, enverra les gens du prince qui doivent la corvée ; il en dressera une liste, pour sévir contre ceux qui se seront dérochés. Si la muraille s'achève apparemment dans les délais, Jeanjaquet rencontre des difficultés à se faire entièrement payer, car il n'a pas respecté son marché ; on le renvoie à une



éventuelle expertise<sup>13</sup>. Dans leurs remontrances de mars 1684, Pierre Junet et sept autres marchands de Pontarlier montrent « qu'ils ont perdu quatre chevaux à la Clusette, en deça de Noiraigue, en trois fois qu'ils y ont passé ». Ils demandent la pose de barrières à cet endroit, par précaution, « autrement ils seroient contraints de tenir une autre route, ce qui préjudicieroit au commerce ». Leur argument porte si bien que le Conseil, ayant considéré combien le passage était dangereux, mande aux maires de Rochefort et de Travers d'ordonner aux habitants de Rochefort, Freutereules, du Champ-du-Moulin, de Brot, Travers et Noiraigue de se rendre à la Clusette avec des haches et des bûches pour faire les barrières nécessaires, dans leurs juridictions respectives<sup>14</sup>.

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, les indications se font plus nombreuses et précises, parce que la situation se détériore, mais aussi parce que les exigences de sécurité croissent et parce que les positions des autorités et des corvéables bientôt accablés se raidissent. Lorsqu'en 1703 le procureur général rapporte que les voyers établis à Travers lui ont signalé le mauvais état de la Clusette, le Conseil d'Etat arrête qu'on recherchera dans ses propres manuels « si c'est la Seigneurie qui entre dans les frais qu'il convient de faire au regard dudit chemin ». On s'attendrait, à vrai dire, à voir la question résolue depuis longtemps. Cinq jours plus tard, le Conseil « ordonne au sieur [Charles-Auguste] de Bonstetten, seigneur de Travers, dans la terre duquel est ladite Clusette, de tenir la main à ce que ledit chemin soit incessamment réparé d'une manière convenable ». L'établissement tout récent de deux voyers « ou visiteurs des grands chemins et sentiers publics » dans chaque juridiction, tenus de faire une tournée deux fois l'an, portait donc ses fruits — amers pour certains<sup>15</sup>. Pierre Jeanjaquet, intendant des bâtiments, ayant reçu l'ordre d'examiner les chemins, fit remarquer en juin 1705, qu'en deça et au-delà de la Clusette et de Pierre Chaplée (Pierre Coupée, un peu à l'ouest du château de Rochefort), des éboulements ou de petites pierres descendues de la montagne couvraient souvent et en peu de temps le passage. Ordre fut donc donné aux communes responsables de ces tronçons d'envoyer des corvées au moins une fois par mois, pour libérer le chemin de ce qui serait venu des « châbles » (couloirs d'éboulis). Quatre ans plus tard, l'intendant Henri Varnod, chargé de rétablir les garde-fous de la Clusette, dut s'enquérir auprès de Jeanjaquet où prendre le bois, puisque les communes l'avaient naguère fourni<sup>16</sup>.

*Les réparations de 1712.* Jusqu'ici — à l'exception de l'année 1673 — les ennuis semblent avoir été limités, du moins au travers des textes qui nous sont parvenus. Or, en février 1711, des « débordemens d'eau » provoquent

de graves dommages, «nottamment à la Clusette et en delà, en sorte que ni gens ni bestes n'y peuvent passer qu'en prenant des détours très difficiles et perilleux» — il n'est malheureusement pas précisé par où, ni comment. L'intendant Varnod reçoit l'ordre de se rendre sur place et d'obtenir du seigneur de Travers qu'il fasse faire à ses sujets les travaux nécessaires. Henri Varnod doit aussi soulager les gens de Noiraigue et mettre à l'œuvre maçons et charpentiers, le cas échéant. Comme les pluies continuent, il suffira de rendre les chemins praticables. Or, en mai 1711, parvient l'avis qu'une fente, entre la roche de la Clusette et le village de Noiraigue, fait craindre l'éboulement du chemin, à moins d'un prompt remède. Considérant qu'il s'agit de la grande route de Neuchâtel en Bourgogne, le Conseil d'Etat envoie sur place le procureur général Jonas Chambrier, Varnod et son prédécesseur Jeanjaquet, pour voir comment empêcher la ruine totale du chemin. Les commissaires notifieront cet arrêt à toutes les communes du Val-de-Travers, leur ordonnant d'envoyer un gouverneur et un expert, pour donner leur avis sur les réparations à faire ; dans le même but, le seigneur de Travers ou son représentant devront paraître à la Clusette le samedi suivant, à 9 heures. Au début de juin, les commissaires rapportent qu'on « a découvert que la ruine dont le susdit chemin est menacé n'est pas de la nature qu'on croyoit, ni si dangereuse ». L'intendant fera remplir les fentes dans le chemin, au-dessus et au-dessous de celui-ci, avec de la terre bien battue ; il fera abaisser de 4 à 5 pieds la route, à l'endroit du premier garde-fou, et couper ou ébrancher à 4 ou 5 pieds de haut les hêtres au-dessous du chemin<sup>17</sup>. Ce surprenant optimisme est bien sûr de courte durée. Si, en avril 1712, on croit suffisant de pourvoir aux garde-fous manquants de la Clusette, en juin, ordre est transmis au seigneur de Travers de réparer sans délai le chemin malmené par les dernières pluies. En août, le procureur général Chambrier et le commissaire général Etienne Meuron, qui ont reçu l'ordre d'examiner les lieux lors d'un passage, rapportent que le chemin « menace d'une ruine totale s'il n'y est remédié bientôt à l'endroit au dessus du lieu appelé le Forcy » — ce Furcil qui fera tant parler de lui en 1901. Le seigneur de Travers, prévenu d'ordonner les travaux nécessaires à ceux qui sont tenus de les faire, ne bouge pas. En septembre, le Conseil d'Etat menace donc de mettre des ouvriers aux frais de qui de droit, tant la ruine implique un risque de rendre le chemin impraticable et d'interrompre tout commerce<sup>18</sup>. Au vu de représentations du seigneur, en octobre, le Conseil exhorte les communes du Val-de-Travers à fournir du monde pour maintenir praticable ce chemin si important pour elles, et décide de fournir du bois de chêne pour les réparations, s'il est vraiment nécessaire. Sous divers prétextes bien compréhensibles — leurs propres charges et la crainte du précédent — les communes

refusent toute aide. Les seigneurs reçoivent l'ordre de passer à l'exécution tout de suite, et de se présenter au Conseil le lendemain pour faire valoir leurs arguments, faute de quoi l'intendant des bâtiments mettra des ouvriers au travail le surlendemain. De fait, le 1<sup>er</sup> novembre, les représentants de Madame de Noiraigue — Anne-Marie de Sandoz-de Bonstetten — acceptent que la Seigneurie fasse réparer la Clusette aux frais de qui de droit, persuadés « que, s'agissant d'un travail considérable qui va beaucoup au-delà des corvées auxquelles les sujets et les habitants de la terre sont obligés », le Conseil appréciera les obligations du souverain, propriétaire des grands chemins. On appliquera au paiement des travaux une amende encore impayée de 1500 livres, en contestation avec les seigneurs, tout en préservant les droits des parties <sup>19</sup>.

Comme la saison exige de ne plus différer les travaux, le Conseil d'Etat se décide, le 3 novembre 1712, à envoyer sur place le commissaire général et l'intendant des bâtiments avec des maîtres maçons et charpentiers, pour voir si réellement le roc est « trop bas pour fonder dessus une muraille qui par là seroit d'une hauteur excessive et ne pourroit empêcher l'éboulement qui menace de ruine le dit chemin ». Quatre jours après, le rapport d'Etienne Meuron et de Henri Varnod paraît rassurant : l'ouvrage se fera à moindres frais et plus facilement qu'on ne le croyait, car des sondages ont montré que le roc n'est pas enfoui profondément. Eux-mêmes et les experts convoqués estiment « qu'en faisant poser des pièces de chesne à travers du chemin en l'endroit qui menace le plus ruine, et en tirant de plus haut la perraille qu'il y a, on pourra faire au-dessus un chemin dans le roc, en mettant au niveau les deux, par le rehaussement du vieux avec ce qu'on osterà de matière pour faire le neuf du costé de la montagne ». Pour cet accrochage plus serré dans la pente, ordre est donné de couper des bois et d'enjoindre au seigneur de Travers de convoquer ses sujets astreints à des voiturages ; l'architecte Antoine Favre, de Couvet, sera pressenti pour l'inspection des ouvriers ; l'intendant suivra l'avance de la besogne. Si Favre, « fort entendu et expérimenté » accepte la surveillance pour un écu blanc par jour — prix qu'on ne discute pas — le Conseil se heurte à la résistance de la population. Bonstetten fait savoir, le 21 novembre, que ses sujets disposés à faire les charrois pour la Clusette ont été détournés de leur devoir, la nuit précédant une assemblée de commune, par deux membres de la Cour de justice qui ont fait du porte à porte. Il faut croire que le commissaire général fit diligence dans l'examen des Reconnaissances de la terre de Travers, car le 29 novembre déjà, les nouveaux affranchis poursuivis pour refus de charrois et de corvées à bras se soumettaient, sans conséquence, pour cette fois, en demandant l'arrêt des poursuites et la protection du texte inconnu permettant de les poursuivre.

Il est facile de voir, dans les Reconnaissances de 1669, que les nouveaux affranchis — par acte du 18 novembre 1634 — étaient dans leur tort. Succédant aux taillables, ils devaient, comme eux, « la garde et refaction de la Clusette » et, en plus, les réparations aux édifices seigneuriaux. Quant à l'ouvrage exécuté pour la route, accepté par l'intendant en juin 1713, on sait sans autres détails qu'il fut fait en partie par François Jeanneret, sous l'inspection d'Antoine Favre <sup>20</sup>.

*Nouveaux débats et réparations.* L'opiniâtreté bien compréhensible des habitants de Travers, à rejeter les uns sur les autres la lourde charge de l'entretien de la Clusette, provoqua d'interminables remous. En 1713, les nouveaux affranchis exhibèrent un acte sur parchemin — la sentence des Trois Etats de 1590, suivie d'un passement des Audiences de 1618 — prouvant que tous les communiens de la seigneurie devaient cet entretien. Le Conseil d'Etat leur ordonna de communiquer l'acte à l'assemblée générale de la commune ; celle-ci devait se mettre sans délai aux réparations prévues par l'intendant, sauf possibilité de recours dans huitaine pour telles personnes prétendant avoir des raisons d'exemption. De fait, les gouverneurs de Travers, Rosières et Noiraigue remontrèrent, quinze jours plus tard que, selon l'usage, la Seigneurie fournissait les bois et les matériaux, les communiens exécutant les charrois et corvées. De son côté, la famille Dubois, de Travers, s'appuyant sur « les actes de son établissement », demanda de ne pas être soumise aux ordres relatifs à la Clusette. Trois commissaires furent chargés d'examiner le problème d'autant plus pressant que, par rachat des droits de Madame de Noiraigue, veuve de noble Henri Sandoz, le prince était devenu co-seigneur de Travers le 30 novembre 1713. Rien n'était encore résolu en 1717, lorsque le Conseil d'Etat évoqua le cas de quatre familles de Travers chargées de réparations à la Clusette « suivant un acte qui parut il y a quelques années ». Un éboulement de rochers rendant impraticable le chemin, en 1718, fut suivi d'ordres de déblaiement apparemment exécutés sans discussion <sup>21</sup>.

En 1720, on s'aperçoit que les commissaires de 1713, après plusieurs réunions n'étaient pas encore arrivés à chef. Si Noiraigue et Rosières n'ont fait aucune difficulté pour travailler à la Clusette — elles ont à supporter le quart des réparations — Travers est toujours en train de les refuser, comme les familles Dubois, problème compliqué encore par un procès contre les co-seigneurs, pour la réparation des moulins incendiés de Noiraigue. Toutes les parties sont condamnées, pour des motifs divers, à remédier au mauvais état du chemin « qui menace ruine » et va devenir impraticable — expressions usées par l'abus qu'on en fait. Au moment de réparer la Clusette et de

poser des garde-fous, en 1722, les communes durent faire les réparations et fournir le bois, dont les seigneurs paieraient la façon ; la Seigneurie, elle (c'est-à-dire les caisses du prince), se chargea de son tronçon de garde-fous, en deçà de la limite des juridictions. L'ordre dut être suivi, car il ne semble pas que le procureur et le commissaire général aient fait usage de la menace de reprendre, devant la Justice de Rochefort, le procès contre la commune générale de Travers <sup>22</sup>.

L'aspect juridique du problème et le maquis de la procédure remettaient sans cesse en cause les succès précaires de l'autorité. Quant aux éléments naturels, ils ne laissaient aucune trêve aux parties par leur aveugle et constante intervention. Paul de Froment, ancien militaire devenu gouverneur de Neuchâtel, tenta de résoudre le problème en 1725. Il produisit en Conseil d'Etat le devis d'un maître maçon qui s'engageait à bâtir, pour 250 livres faibles, de bonnes murailles dans deux endroits où le chemin de la Clusette, toujours plus dangereux, était ruiné par des brèches. Chargé de l'exécution, l'intendant des bâtiments estima, « après quelques essais, qu'il convenoit mieux de faire élargir le chemin du côté du rocher, que d'y faire une muraille du côté d'embas ». On écrivit donc aux communes du Val-de-Travers, intéressées au premier chef par cette route, d'envoyer quelques ouvriers à l'aide. Le Conseil qui se proposait de passer outre en cas de refus, vu l'utilité des travaux et vu les droits de haute police du souverain, se ravisa : il fallait examiner d'abord le texte des Reconnaissances des communes. Pour parer au plus pressé, une autre brèche dans le chemin dut être réparée pour 4 écus. Là dessus, la commune de Travers tenta sans succès d'obtenir du commissaire royal Jean-Conrad, baron de Strunkedé, l'abandon du procès toujours pendant sur les réparations des maisons seigneuriales et de la Clusette <sup>23</sup>. Une quittance de 1727 prouve qu'au bout de deux ans, les travaux prévus étaient enfin réalisés. Abraham Guyenet, maître maçon, de Couvet, avait élargi le chemin dans le roc, sur huit pieds de large et 150 de long en utilisant notamment 12 livres de poudre, le travail ayant dû se faire à la force du poignet. Le seigneur de Travers et le roi payèrent par moitié la dépense de 394 livres 6 gros, et ajoutèrent même 75 livres pour compenser les pertes de l'entrepreneur sur ce long et pénible travail. Tout cela n'empêcha pas le chemin d'être dangereux ou impraticable en d'autres endroits de la Clusette en 1727 et 1728 <sup>24</sup>.

*Nouveaux dégâts.* Les années suivantes, le cortège des incidents et des plaintes se poursuit sans interruption. Comme les intempéries ont fort endommagé le chemin en 1729, le Conseil ordonne aux communes du Val-de-Travers d'y travailler, pour soulager Noiraigue et Travers. De manière

caractéristique, Couvet répond qu'il ne se croit tenu à rien. L'année suivante, à la suite d'une enquête contre le secrétaire David Roulet, de Noiraigue, qui a coupé 19 arbres au-dessous du chemin de la Clusette sur ordre des seigneurs de Travers, le Conseil interdit pareille pratique, menaçante ; ceux qui couperont du bois là seront désormais responsables des dégâts survenus à la route — déclarée dangereuse pour les voitures le 30 juin <sup>25</sup>. « L'orvale arrivée sur les chemins depuis la Cluzette jusques à Noiraigue par quantité de pierres que les eaux y ont amené » vaut une subvention de 75 livres faibles à la commune en 1733. Trois ans après, le chemin « en très mauvais état et fort dangereux » exige réparations et rétablissement des garde-fous tout le long de son tracé. A ces ennuis ordinaires, s'ajoutent les dégâts causés par une source, la Sourde, réparés provisoirement en janvier 1737 par comblement du trou ; à l'entrée de Noiraigue, des maçons font ensuite sauter une grosse pierre menaçante pour le prix de 18 à 20 francs <sup>26</sup>. En dépit des ordres donnés (en 1736 ?), les garde-fous ne sont pas encore posés en 1738 ; le Conseil prend même une mesure générale pour toutes les routes, l'année suivante, mais il ne peut pas répondre à l'intendant Varnod, si ces barrières sont à la charge de la Seigneurie ou à celle des communes. En 1747, on sévit à nouveau contre ceux qui veulent abattre des bois au-dessous du chemin, vu les risques d'éboulement <sup>27</sup>.

Une suite d'années difficiles commence en 1743, lorsque le postillon Abraham Bobillier demande la pose de barrières « à la Clusette et dans un endroit un peu en deçà du village de Noiraigue », afin d'éviter des malheurs. Les Bonstetten, seigneurs de Travers, et les communes du Val-de-Travers tenus de fournir le bois et les matériaux, reçoivent l'ordre de s'exécuter dans un délai de trois semaines, faute de quoi des ouvriers seront engagés aux frais des fautifs. Comme les seigneurs déclarent qu'en « vertu de leur inféodation » ils ne doivent rien, ils concourent avec le procureur général Jean-Frédéric Brun à contraindre les communes à s'exécuter. Un commissaire inspectera les travaux de déblaiement et de remise en état. Considérant que « c'est un passage beaucoup fréquenté et très dangereux », le Conseil autorise Brun à faire solidement toutes les réparations. Ruisseau légèrement à l'orient du pont de Noiraigue, la Sourde (inscrite au cadastre sous le nom de la Libarde) provoque l'année suivante un nouvel éboulement. Les communes du Val-de-Travers refusant leur aide — comme précédemment — on suit alors l'avis de l'ancien d'Eglise [Daniel-Henri] Vaucher de combler l'éboulement par de gros cailloux, en couvrant la surface de pierraille. Vu que les communes de Travers, Rosières et Noiraigue refusent de collaborer, le Conseil d'Etat appuyé sur « la pratique générale constamment usitée en ce pays » leur ordonne de se mettre à l'ouvrage, et donne au procureur général

le pouvoir d'assigner les seigneurs en Justice à Rochefort, le cas échéant. La menace semble avoir été efficace <sup>28</sup>.

*Les réticences du Grand Frédéric.* Un nouvel enfoncement du chemin, dangereux pour les voyageurs en deçà de la Clusette, vaut à la commune de Brot un ordre de réparation immédiate, et à celle de Rochefort celui de couper les haies bordant la route, pour éviter des inconvénients ou un « malheur » — sans doute une agression. Pendant l'été de 1746, les habitants du Val-de-Travers qui devaient des corvées refusèrent de charrier le bois nécessaire aux réparations entre Brot et Noiraigue. Le Conseil d'Etat ordonna au châtelain Simon de Roy de les poursuivre en Justice, le cas échéant. Les Juvet, de Buttes, osèrent alors injurier le concierge du château de Môtiers qui les avait convoqués. Disons à la décharge des corvéables qu'ils devaient chercher le bois coupé dans la forêt du Peux (au nord-ouest de l'abbaye de Fontaine-André), et qu'ils souhaitaient en prendre livraison à quelque distance de là, « au haut du pavement autrement dit la Boine [à Neuchâtel], pour qu'ils pussent le voiturer plus commodement ». Le Conseil refusa cet allègement. C'est que le temps pressait. En mai déjà, le procureur général Jean-Henri Brun et l'intendant Jean-Jacques Andrié avaient constaté un risque d'effondrement au chemin de la Clusette, et fait dresser un plan et devis de réparations ; ordre avait été donné de faire le travail le plus solidement possible et de couper le bois des garde-fous dans les forêts communales et particulières astreintes à cette fourniture. L'architecte et entrepreneur Abraham Bovet reçut 935 livres 19 sols pour des travaux, dont le détail n'est malheureusement pas donné, hormis la mention de pilotis supplémentaires. Bovet dressa une liste de 86 personnes ou groupes, ayant travaillé de 1 à 93 jours chacun, au total pendant 1159 journées et demie, dès juin 1746. C'étaient pour deux-tiers ou trois-quarts des étrangers au pays, anonymes ou dotés de surnoms pittoresques (le Parisien, le Gascon, le sergent, Joly Cœur), payés de 4 à 7 batz. David Veillardoz, charpentier, posa les barrières de protection. Comme l'ouvrage prévu là et ailleurs dépassait « ou peu s'en faut la dépense de 47/48 » — c'est-à-dire les sommes allouées par Frédéric II pour un exercice — le procureur Brun et le trésorier général Josué le Chambrier de Travanet rédigèrent un rapport sur les devis de réparations à la route de Neuchâtel aux Verrières, le 24 octobre 1746. Ces conseillers s'étaient rendus cinq jours sur place avec Abraham Bovet, en septembre, puis lui avaient commandé à double les toisés et devis des travaux absolument nécessaires. En fait, les précisions relatives au tronçon de la Clusette occupent une très grande place. Qu'on en juge par ce passage : le chemin qui conduit en Franche-Comté, « bordé de précipices dans une grande partie de son

étendue, et de là trop étroit par lui-même, s'est encore rétréci par l'éboulement de pierres et d'une espèce de groise qui tombe de la cyme des rochers ; il s'est haussé en de certains lieux par ces même eboulements, et s'est baissé et creusé en d'autres par l'écoulement des eaux de pluie et de neige, de même que par des sources profondes et souterreines qui l'ont miné ». Malgré les réparations des communes la route, très mauvaise, est périlleuse par endroits « pour les chars et pour les voitures et même pour les cavaliers en hiver ». A la suite de ce tableau alarmant, les conseillers signalent l'amélioration que Berne et l'évêché de Bâle apportent à leurs chemins ; cela va détourner les marchandises de Neuchâtel et ruiner les péages, phénomène déjà perceptible. Or, la route par la principauté, plus courte et moins dispendieuse, serait plus fréquentée, si elle était en bon état ; on y ferait passer annuellement les 12 000 bosses de sel de Bourgogne destinées aux cantons catholiques de la Suisse ; cela augmenterait de 1200 livres le péage et les gains des voituriers, puis ranimerait le commerce susceptible d'améliorer les revenus du droit de lods. L'intendant de Franche-Comté, qui s'est plaint du mauvais état de la route, favoriserait l'exportation des céréales nécessaires à Neuchâtel, en cas d'amélioration. Un devis valable pour tout le tracé, joint au rapport, mettait 8470 livres 5 sols à la charge du roi et 6383 livres 12 sols à celle des communes et des corvéables. Il était suivi de considérations sur les difficultés du terrain, et de la remarque que les princes français avaient « déjà fait travailler divers endroits, sans quoi on n'aurait pas pu y passer ». Comme les fonds étaient épuisés, les Neuchâtelois demandaient au roi d'allouer les sommes nécessaires sur deux exercices. Toujours ménager de son argent, le Grand Frédéric répondit, en avril 1747, qu'il n'était pas encore au clair sur le problème, et qu'il envoyait le conseiller des Guerres et des Domaines Rhode pour examiner la situation et faire rapport <sup>29</sup>.

Potsdam était décidément très loin des réalités croulantes de la difficile traversée du Jura. En mars 1747, une partie du mur supportant le chemin de la Clusette s'effondrait, laissant présager une interruption totale du trafic. Jean-Jacques Andrié, intendant des bâtiments, se rendit sur place avec l'architecte Abraham Bovet ; à son retour, il fit lire un devis d'ouvrages en Conseil d'Etat ; « vu le mal croissant et le péril qu'il y a dans le retard », Bovet reçut l'ordre de réparer le chemin au plus vite, selon ce devis, à moins de trouver un meilleur moyen. Les communes, pour leur part, devaient déblayer le passage. Une fois encore, les actes suivirent plus lentement que les paroles. En juillet, on s'inquiète des coulées de pierres, de part et d'autre de Pierre Coupée et de la Clusette qu'on devait nettoyer au moins une fois par mois. En novembre seulement, Andrié est chargé de fournir aux conseillers Chambrier de Travanet et Samuel Meuron tout le bois de chêne nécessaire, « vu



qu'ils sont autorisés de donner tous leurs soins à l'exécution de cet ouvrage ». Défense est faite de toucher aux bois coupés par la Seigneurie au-dessous de la Clusette. A nouveau, Travers et Noiraigue discutent les ordres reçus et refusent la fourniture de 165 arbres de 6 à 7 pouces de diamètre pour planter des pilotis dans « le terrain qui est sous le chemin de la Clusette, afin d'en prévenir l'éboulement ». La commune générale allègue qu'elle doit du bois pour les seules maisons seigneuriales, à l'exclusion des chemins, et que la Seigneurie fournit elle-même les garde-fous. L'intendant, pour sa part, nie les propos qu'on lui prête. Le Conseil d'Etat rappelle alors que la commune a été soulagée par pure grâce et qu'elle a été condamnée à l'entretien du chemin par les sentences de 1570, 1590 et par sa déclaration de 1618. En raison du mal croissant, bois et corvées doivent être fournis tout de suite, sur place. Comme la commune s'est rendue indigne des faveurs consenties, on en tiendra un compte exact. Une audience accordée aux gens de Travers et de Noiraigue traita de la répartition des charges que refusaient d'assumer les francs-censiers établis dans les montagnes, à l'écart de la route <sup>30</sup>.

Par rescrit du 20 août 1747, Frédéric II accorda enfin le crédit sollicité pour toute la route de France, non sans assortir cela de longues recommandations d'économie. Si la route devait être faite à la manière de France, « dont le trésorier [Chambrier de Travanet] est très bien informé », elle ne doit avoir que 20 pieds de large, au lieu de 30. En cas d'absolue nécessité, mais sans surcroît de dépense, on pourra consulter des experts étrangers « sur les passages les plus périlleux, à savoir le Roc coupé, la Clusette et la Chaîne » (près de Saint-Sulpice). C'est que le conseiller Rhode, venu sur place avec le trésorier, le commissaire général Meuron et l'indispensable Abraham Bovet, les 27 et 28 juin, avait pu constater la nécessité de l'entreprise. Les Neuchâtelois consultèrent aussi Philippe le Chambrier, ancien commandant de Surinam (beau-père de DuPeyrou), un Alsacien nommé Berner, travaillant aux grandes routes du canton de Berne, et Mellard, entrepreneur des nouveaux chemins de l'évêché de Bâle <sup>31</sup>.

*Taille des rochers et murs de soutien.* Pendant quelques années règne un calme relatif, malgré les réticences des communes, et vu une aide promise par le Locle et la Chaux-de-Fonds, en 1748. Bovet fait déblayer, en mai 1749, le roc tombé sur le chemin « neuf » entre Brot et la Clusette, sans doute sur le tronçon long de 34 toises fait l'automne précédent par Jean Moser ; ensuite, Jonas Jeanneret et son équipe font un mur de soutènement et minent quelques rocs <sup>32</sup>. Pour vives qu'elles paraissent, les alarmes ne provoquent pas toujours l'effet prévu. Ainsi, en 1751, le grand chemin de

la Clusette qui menace ruine pourrait s'effondrer et causer de grands frais, dit-on. Josué le Chambrier de Travanet, Samuel Meuron et le procureur général Pierre-Guillaume d'Ivernois vont sur place avec l'architecte Daniel-Henri Vaucher, à fin octobre. Quelques semaines plus tôt, ils avaient déjà rapporté qu'il faudrait « abatre le roc qui est au dessus du chemin pour éviter tout accident dans la suite des tems ». Le Conseil charge donc les commissaires de se rendre dans les communes du Val-de-Travers et du Vignoble, pour savoir quelle aide elles offriraient ; cela permettrait d'envoyer un devis au roi et de « construire ledit chemin d'une manière solide et assurée ». On invite Bonstetten, seigneur de Rosières, à payer sa part du travail des ouvriers chargés, par la Seigneurie, de « faire tomber les pierres qui sont détachées » au dangereux rocher de la Clusette. Abraham Bovet, qui avait fait nettoyer les pierres branlantes du rocher, grimpa sur des échelles allongées pour examiner de gros blocs fendus. Il conclut à laisser les choses en l'état, par crainte de provoquer de proche en proche des éboulements importants ; il soutint le chemin par des pilotis jusque près du tilleul déjà cité comme repère, pour lui faire passer l'hiver. Maître Pierre-Henri Petitpierre se fit payer des journées de 10 batz à cause des grands risques courus dans le rocher, ceci en octobre 1751. En février et mars 1754, des ordres de réparations à la bonne saison sont donnés pour ce tronçon et celui de Pierre Coupée ; en juillet, Chambrier de Travanet reçoit l'ordre de faire exécuter sans délai un devis de 1400 livres de réparations à la Clusette, vu l'urgence, pour éviter de plus grands frais. Les plans ne pouvaient plus être expédiés à la Cour que pour approbation. D'Ivernois, pour sa part, sonderait les communes du Val-de-Travers, afin d'apprendre le montant de leur contribution « pour abattre les rochers de la Clusette d'une manière qu'on puisse y passer à l'avenir sans aucun risque ». En automne, seuls les garde-fous étaient réparés <sup>33</sup>.

Le dessin 18 des « Plans des bois » de Sa Majesté, en 1745-1747, puis les folios 17 et 18 des plans de la route de Neuchâtel aux Verrières, dressés en 1752-1753 par Abraham Guyenet, expliquent parfaitement l'état des lieux à l'époque de ces grands soucis. Le voyageur montant de Noiraigue laisse à gauche la Côte du Mont et à droite la Sourde, sa source et le Commun, pour s'engager dans la courbe du Feurcy (Furcil) taillée dans le rocher, suivie à gauche de la Petite Clusette ; des garde-fous bordent le chemin tout le long des rochers étendus de la Clusette, coupée par un « châble » et menacée par une avalanche, à l'ouest, puis dominant le bois de la Clusette et l'Areuse encombrée de pierres au Saut de la Clusette ; au-delà, quelques buissons servent de repère, puis vient le tilleul (qui a succédé au hêtre du XV<sup>e</sup> siècle) à la limite des juridictions de Travers et de Rochefort.

Hormis un mur de soutènement remonté par des particuliers de Brot dans le bois de la Seigneurie, et des barrières réparées, aucun travail d'importance ne fut entrepris alors. Un rapport au roi, du 13 janvier 1755, expose que « le passage de l'Eclusette » est le seul endroit de la route de Neuchâtel aux Verrières point encore amélioré, car il « offre aux yeux des travaux presque insurmontable ou du moins infiniment dispendieux avant que l'on pût se promettre d'y faire un chemin qui ne soit pas continuellement exposé à être rompu par la chute des rochers dont il est dominé. C'est pourquoi depuis un tems immémorial que l'on projette des expédients pour y remédier, on n'a pas osé en entreprendre l'exécution par crainte de la dépense ». La Cour accorda le crédit demandé de 1415 livres, en exigeant la signature d'un marché et toute l'économie possible. Chambrier de Travanet et d'Ivernois furent chargés de trouver un entrepreneur, et d'engager les communes situées le long de la route et à ses abords à soutenir le projet de « couper le rocher de la Clusette », pour la sécurité des voyageurs. La ville de Neuchâtel accorda 750 livres faibles pour ce travail et celui de la Tourne, Cortailod refusa, Boudry ne trancha pas, Auvernier refusa, Couvet et Colombier laissèrent la chose en suspens<sup>34</sup>. Devant ce manque d'enthousiasme, le Conseil demanda à d'Ivernois un nouveau devis à soumettre au roi. Or l'éboulement du chemin, à l'endroit le plus étroit de la Clusette, en août 1756, obligea les autorités à faire exécuter un bout de mur de soutènement par l'inspecteur Abraham Bovet et une équipe de maîtres du pays : les Reymond, Pierre-Henri Petitpierre, David Jeanrenaud, Jeanneret et Boiteux. Le « pontenage pour avoir le passage libre », cité par Bovet, suppose l'existence d'un échafaudage supportant temporairement le trafic. Le roc fut entamé afin d'élargir le chemin, pour le prix de 187 livres et 2 sols<sup>35</sup>.

L'année 1757 devait être décisive à certains égards. En mars, d'Ivernois conclut un marché avec Abraham Bovet pour abattre les pierres ébranlées du roc de la Clusette, sans endommager le chemin. En avril, il se rendit sur place avec Chambrier de Travanet et le commissaire général Samuel Meuron ; tous trois rapportèrent le 9 mai « qu'il ne convenoit pas de faire sauter ce rocher, et qu'on mettroit le grand chemin en seureté en faisant sauter toutes les années les pierres qui se détachent, en sorte qu'on se bornera pour la conservation de ce chemin à faire construire des murs qui le soutiennent », selon les ordres donnés auparavant à Chambrier. Abraham Bovet, qui faisait des relevés, des sondages des mesures et des projets depuis 1754, livra pour finir un devis général ; les murs de soutien, au-dessous de la Clusette, auraient 67 pieds de long sur 10 de haut, et 223 de long sur 12 de haut, outre 12 contreforts, puis 56 pieds de long dans l'éboulis

au-dessus des forges. Suivant les endroits, on creuserait des fondations jusqu'au roc, en escalier, ou bien on planterait des pilotis ; les prix varieraient selon que les murs seraient liés au mortier, ou en pierres sèches, de préférence en gros quartiers renforcés par des boutisses de 5 en 5 pieds. On élargirait encore le chemin sur 394 pieds de long et 10 de large, de la Clusette au tilleul. Le travail effectif consista, dès le 18 avril, à faire tomber ce qui menaçait ruine, à l'aide de perches ferrées et d'échelles pour atteindre le niveau le plus élevé possible. Ce dangereux nettoyage, auquel Pierre et Jonas Jeanneret, Abraham Boiteux, David Jeanrenaud et Abraham Raymond passèrent 5 journées chacun, se poursuivit pour la sécurité des ouvriers, même lorsqu'on décida de faire un mur de soutènement. Les frères Guye pendant 129 journées, David Lambelet, les frères Petitpierre et d'autres exécutèrent une muraille de soutènement longue de 230 pieds à la Clusette, dès le 9 mai et jusqu'en octobre, sous les ordres de Bovet, pour la modique somme de 1152 livres, 10 sols et 5 deniers<sup>36</sup>.

Il se produit, bien sûr, des accrochages avec les communes : Travers et Noiraigue refusent des corvées hors de la seigneurie ; les demandes de secours aux six communes du Val-de-Travers sont assorties de pressions peu efficaces. Toutes refusent ou font des offres très modiques, de sorte que le Conseil d'Etat leur impose une contribution globale de 190 livres à répartir entre elles pour le mur de soutènement, dans leur propre intérêt et vu les frais extraordinaires assumés par le prince. Buttes seul accorde les 55 livres qu'on lui réclame. Le châtelain Martinet reçoit l'ordre de poursuivre les autres communes en Justice. Comme c'est sans effet, le Conseil, en 1759, menace de retenir les sommes que la Seigneurie verse chaque année pour les abbayes de tir et les charités. Cette mesure enfin amène les rénitentes à récipiscence, non sans repentirs, en 1760. Un convention est signé en 1761 pour la somme de 138 livres...<sup>37</sup> Inutile d'entrer dans le détail de cette fastidieuse épreuve de force due à l'opiniâtreté des Neuchâtelois peu fortunés et proches de leurs droits, affrontés à des magistrats dépourvus de moyens par un prince regardant. Abraham Bovet continue ses murs de soutènement : 70 pieds en 1759, 120 en 1760, à la suite de la partie effondrée deux ans auparavant, plus un mur sec au-dessus du chemin proche du tilleul, le tout sur ordre du trésorier qui demande du bois frais destiné aux pilotis et aux traverses posées dessus. Un nouveau marché est conclu en 1762 pour « la muraille ou parapet qui reste encore à faire à la Clusette ». Samuel Meuron, le procureur général reçoit enfin des pleins pouvoirs pour allonger ce parapet de 30 pieds à l'ouest, en 1766, puis il doit faire face à une forte chute de pierres « qui auroient causé quelques dommages aux passans », à fin novembre. On ne sait rien de plus de ces incidents, sinon

qu'un nouvel éboulement douze mois plus tard, en 1767, valut à Abraham Bovet l'ordre de faire abattre les rocs dangereux et de déblayer le chemin <sup>38</sup>.

*Mécontentement de Frédéric II et nouveaux projets.* Le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, plus mouvementé que jamais après une apparente accalmie de huit années, mettra à dure contribution les magistrats, spécialement le procureur général Samuel Meuron (1703-1777), puis son successeur Jean-Frédéric de Pierre (1735-1800), Samuel de Marval (1707-1797), président de la Chambre des Comptes et François-Antoine de Rougemont (1713-1788), commissaire général. Tout commence par une épreuve de force, lorsque Samuel Meuron, « dans le dessein de faire des réparations considérables au grand chemin tendant depuis la Clusette à Noiraigue », obtient du Conseil d'Etat d'utiliser les charrois et corvées dus au prince par les gens du Val-de-Travers, pour soulager la petite commune (1775). Noiraigue se rebiffe la première, suivie des nouveaux affranchis du Val-de-Travers, déboutés, puis condamnés à être poursuivis au jour le jour, individuellement, en déchéance de leur affranchissement de la main morte fait en 1628. Pire encore, un certain Pigeon, de Brot, et un Français se permettent de percer une galerie de mine sous la Clusette, au risque de faire ébouler le chemin. Par précaution, on réduit la hauteur des grands arbres voisins, avec l'idée « que les coups de vent en secouant fortement ces arbres ébranlent par conséquent les racines et le chemin qui est au-dessus » ; on plante les graines d'espèces qui se taillent facilement <sup>39</sup>.

En mars 1777, Meuron obtient l'envoi du commissaire et receveur Abraham Matthey-Jonais et de l'inspecteur des routes Abraham Leuba, pour examiner le chemin de la Clusette rendu dangereux par des éboulements, et en dresser le plan ; la montagne « est tellement excavée par le bas, que la sommité est absolument panchée sur le chemin et paroît devoir un jour ou l'autre écraser le chemin et le rendre impraticable ». Bientôt, une source proche de Rosières, à 20 pieds au-dessous de la route, provoque le détournement de celle-ci. Informé directement par une correspondance privée, le roi écrit le 15 octobre qu'il apprend l'affaissement du chemin de la Clusette, l'interruption possible du trafic et le risque de voir les rouliers passer par Joyne [Jougne], au détriment de ses péages et de ses revenus. « Je ne veux pas vous dissimuler que votre silence sur une affaire aussi intéressante me cause de l'étonnement, et j'en attends votre rapport sans le moindre délai ». Ce rescrit grinçant n'a pas encore été lu en Conseil, que Jean-Frédéric de Pierre annonce un affaissement assez étendu de la route, au-dessous de la Clusette ; il faudrait prévenir l'effondrement du chemin

« en s'élargissant du côté du rocher ». Pouvoir lui est donc accordé de faire travailler là aux frais de la Seigneurie. Ainsi, pendant l'hiver 1777-1778, l'inspecteur Abraham Leuba exploita 49 toises (de 1000 pieds cubes) et 624 pieds, au prix de 1 batz pour 16 pieds, pour le total de 310 livres 3 sols, afin d'élargir le passage. Le rapport au roi ne partit qu'en décembre 1777. Le chemin de la Clusette, dit-il, a deux tronçons distincts, également dangereux : l'un, de 560 pieds, surplombé d'un rocher pourri, haut de plus de 200 pieds, voit se détacher des morceaux plus ou moins considérables, susceptibles d'écraser le mur soutenant le chemin du côté du précipice, après de grandes pluies et lors du dégel. Pareil accident est survenu au printemps ; on craint de s'attaquer aux énormes masses encore suspendues. L'autre tronçon, de 330 pieds, suit le précédent vers l'ouest ; il n'est soutenu par aucun mur, « le local n'en étant susceptible qu'aux plus grands fraix » ; le bord du chemin s'affaisse tant, qu'on y travaille encore pour élargir le passage ; celui-ci a cependant toujours été ouvert. Le Conseil enverra plans et devis dès qu'il pourra, et souhaite faire venir quelque habile architecte pour cette affaire scabreuse. Le roi, par l'intermédiaire de ses ministres, joua la mouche du coche et harcela le Conseil, voulant qu'on n'omette rien pour éviter la ruine de la Clusette, si préjudiciable à ses intérêts et à ceux de la principauté. Il ordonna de faire appel à un ingénieur habile — qui fut choisi en la personne de l'architecte Abraham-Daniel Burnand, de Moudon, (1716-1799), ingénieur de Leurs Excellences de Berne, chargé aussi de l'expertise du nouveau pont de Thielle <sup>40</sup>.

Entre temps, on a pressenti des maîtres maçons pour l'élargissement de la route « au quartier spécialement désigné sous le nom de la Clusette » ; Blaise Henriod répond ne pas pouvoir fournir de chiffres ; il attend les plans et les devis choisis par le Conseil, et demanderait des avances, car il ne dispose pas d'assez de fonds pour une pareille entreprise. Fin octobre 1778, un fort éboulement oblige à des réparations d'urgence. Le procureur de Pierre est autorisé à faire abattre la partie du rocher qui s'avance au-dessus du chemin, dont le bord extérieur recevra ensuite une solide barrière. L'indispensable Abraham Leuba s'en charge, puis, durant le mois précédant Noël 1778, il emploie des hommes au tarif élevé de 10 batz pendant 149 journées, outre Pierre-Henri Leuba et Moïse Rouzy, mineur, à 12 batz pendant 48 journées, « pour abattre ce qui menaçoit de tomber du rocher de la Clusette, nettoyer le bamp de marne ». Les ouvriers reçoivent un quart de pot de vin par jour pour ce travail pénible. Il faut même débarrasser la route un dimanche, et se faire aider une autre fois de quinze voituriers remontant du marché de Neuchâtel. Le Conseil se résoud à écrire au roi que le chemin devient de plus en plus dangereux en raison des chutes de

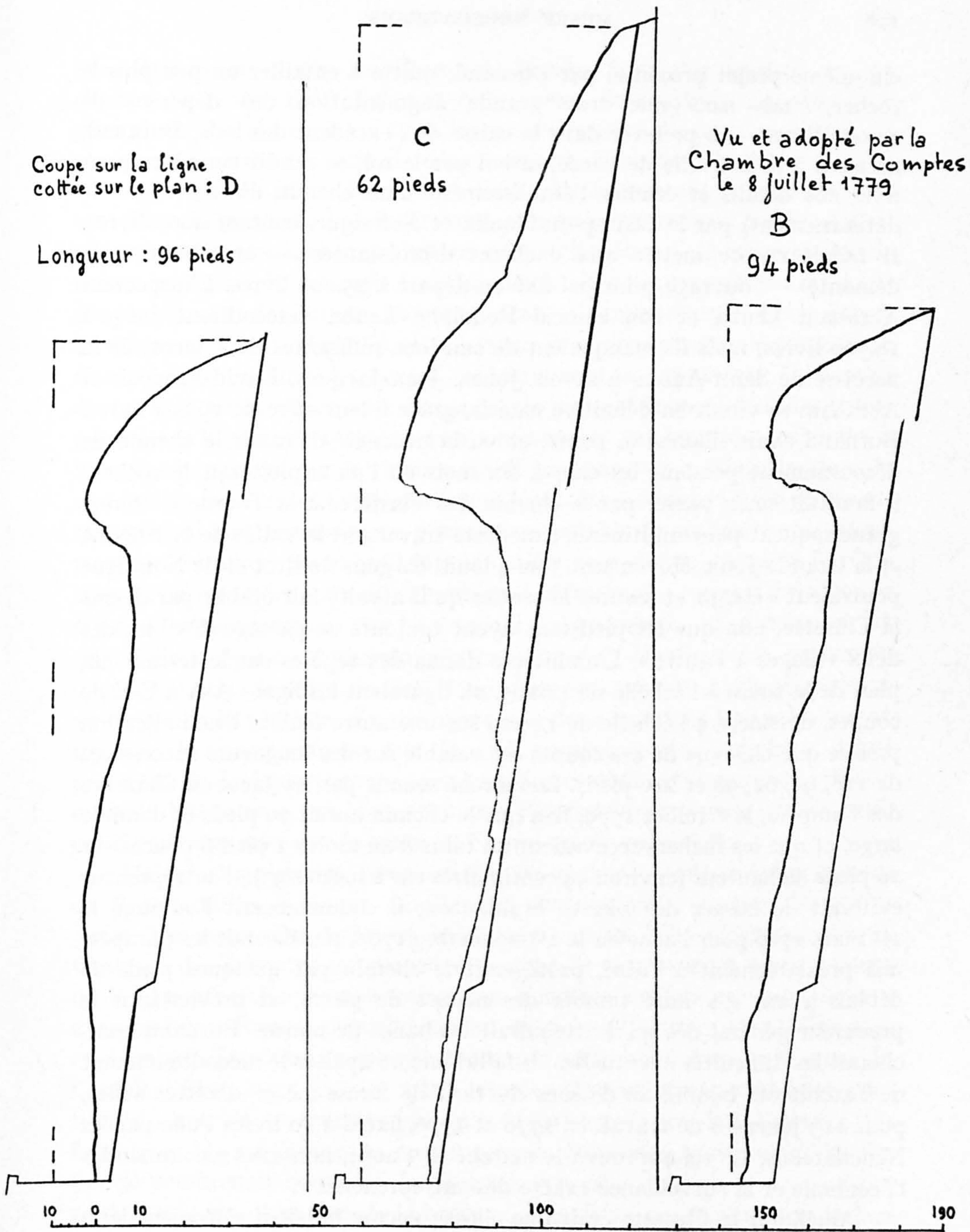
rochers. Un long rapport du 11 janvier 1779 annonce que l'examen fait par Burnand, six mois auparavant, vient seulement d'être suivi d'un projet de l'ingénieur malade. Entre temps, à la fin d'octobre, un éboulement de nuit a enlevé 192 pieds de parapet au mur de soutènement qui a en outre perdu son talus primitif, pour accuser un dangereux dévers du côté du vide. Un actif travail de déblaiement a limité la fermeture du chemin à trois ou quatre jours ; on a fait tomber les parties de rocher les plus branlantes et établi une barrière provisoire. Très fâché d'apprendre l'éboulement du mur, Frédéric II y trouve la preuve du « peu de soin que les personnes à qui la direction des chemins publics est confiée chez vous apportent à leur entretien... La nonchalance avec laquelle cette affaire a été traitée » depuis 1777 ne fait qu'augmenter l'étonnement du roi, qui enjoint de prendre toutes les précautions pour que la route reste praticable et sûre. L'autocrate saisit décidément bien mal où gît le vrai problème de la Clusette ; c'est ce que le Conseil tente de faire comprendre le 24 février 1779, lorsqu'il soumet « un plan et profil tant du rocher dominant que du chemin et des parties inférieures de cet affreux passage ». Il n'y a pas de faute, ni de négligence ; un solide mur a été écrasé par la masse effondrée ; le chemin déblayé plusieurs fois est resté praticable non sans quelque danger. Le baron Frédéric-Guillaume de Derschau qui connaît les lieux — depuis son séjour dans la principauté entre 1766 et 1768 — pourra expliquer la difficulté du passage. Burnand livrera bientôt son verdict. Sans vouloir revenir en arrière, le Grand Frédéric reconnaît, le 16 mars, grâce au rapport et au plan reçus, « que le rocher voisin a eu sa part à l'éboulement du chemin », mais il ordonne de redoubler d'activité pour prévenir des accidents, meilleur moyen de se disculper que par des « rapports dilatoires » — oubliant que son esprit d'extrême économie bloquait toute initiative. Le Conseil peut répondre, le 3 avril, qu'Abraham Burnand a expliqué sur place sa préférence pour un certain projet N<sup>o</sup> 5, et qu'on fait confiance à l'architecte vu ses compétences ; il demande enfin les derniers ordres du roi et l'autorisation de prélever l'argent nécessaire dans la caisse de l'excédent des lods <sup>41</sup>.

Inutile de dire que le Conseil d'Etat, appuyé sur l'avis de la Chambre des Comptes, suivait de très près le problème. La Chambre avait fait insérer en février 1778 déjà, dans la feuille d'avis hebdomadaire de Neuchâtel, une annonce invitant les sujets de l'Etat et les étrangers à envoyer des projets de réparation de la Clusette avant fin avril. C'est ce qui lui avait permis de discuter les avis de Burnand sur les projets reçus et de se déplacer avec l'architecte sur les lieux, le vendredi 11 mars 1779. Le Conseil adopta le préavis de la Chambre sur le plan de Burnand : « enlever le rocher supérieur de la Clusette, tailler ce même rocher en talud jusques au chemin, ce

qui préservera de tout danger la dite route, laquelle sera élargie convenablement du côté du rocher ». Il fut plus réservé quant au mur devant « soutenir la partie marneuse du rocher » — à réaliser plus tard. Dans son rapport du 15 mars, Burnand avait donc écarté quatre projets. Le premier, estimé 70.000 livres, transférait la route de l'autre côté de l'Areuse, prévoyait deux ponts et une lieue de chaussée soutenue par des murs. Un second projet, devisé 62.000 livres, faisait passer le chemin au-dessus de la Clusette — solution choisie en 1817 — grâce à une chaussée de 1100 toises en partie supportée par des murs. Dans ces deux cas, on ne serait pas à l'abri des pierres, tout en portant préjudice aux villages de Brot et de Noiraigue qui refuseraient l'entretien et l'ouverture de cette nouvelle route. Le troisième projet proposait un pont au-dessous du vieux chemin, coûtant 44.000 livres, mais chutes de pierres et un éboulement pareil à celui d'octobre emporteraient tout. Quant au quatrième projet, une trouée de 60 toises, c'est-à-dire un tunnel d'environ 175 mètres — bien en avance sur son temps — il était reconnu dangereux, non pour des raisons techniques, mais parce « que s'il s'y faisait un mauvais coup, c'en seroit assés pour dévoyer les voyageurs et les marchandises ». Le banditisme paraissait donc plus redoutable qu'un effondrement en profondeur de la montagne, pas même envisagé. Burnand, après avoir souligné l'importance de la route, où les chutes de pierre lors d'orages, après de longues pluies et à la fonte des neiges n'avaient encore tué personne, analyse pertinemment la structure de la Clusette. Au-dessus des sapins, les rocs blancs n'inspirent pas de craintes ; au-dessous d'eux, à la limite du gazon, les plaques de pierre jaune, d'épaisseurs diverses, alternent avec des couches de marne ; les plaques inclinées contre la montagne sont peu dangereuses, mais celles de 6 pouces d'épaisseur, entre des couches de marne de 7 à 8 pouces, à 35 pieds au-dessus de la route, sont redoutables ; la marne, dissoute par les eaux, libère les plaques de pierre qui tombent ; de plus, le rocher s'enfoncé. Pour assurer le passage sur le vieux chemin, il faut donc enlever les surplombs et donner un talus aux rochers, puis protéger les couches de marne par un mur. Le devis comprenait en conséquence les postes suivants : déblais, 1238 toises et demie à L. 20 = 24.770 livres ; murs, 56 toises à L. 70 = 3920 livres ; pierre de taille, 27.960 pieds à 8 sols = 11.184 livres ; imprévus, 4126 livres ; dépense totale 44.000 livres. Les coupes correspondant à ce projet hardi montrent son extraordinaire ampleur, compte tenu des pauvres moyens techniques de l'époque <sup>42</sup>.

*Les travaux de Roche taillée.* Par rescrit du 11 mai, Frédéric II condescendit à faire confiance au choix du Conseil et à donner la préférence au





Trois coupes du rocher de la Clusette, donnant le tracé de la paroi en 1779, et la ligne de talus que les Jacot s'engageaient à atteindre (texte p. 118).

cinquième projet préconisé par Burnand, quitte à entailler un peu plus le rocher, mais sans une trop grande augmentation des dépenses de 44.000 livres — à prélever dans la caisse de l'excédent des lods. Burnand, accouru à la nouvelle de l'acceptation par le roi, se rendit sur place pour fixer des détails et étudier l'établissement d'un chemin d'attente (ou de détournement) par le Champ-du-Moulin et Noiraigue, coûtant 4000 livres. Il fallait encore mettre aux enchères décroissantes — on disait : à la démonte — l'ouvrage principal fixé au départ à 25.000 livres. L'inspecteur Abraham Leuba et son associé Rodolphe Leuba descendirent jusqu'à 19.700 livres, mais ils manquaient de cautions suffisantes. Les Jacot, de la paroisse de Saint-Aubin, à savoir Jonas, Jean-Jacques, David-François et Abraham se virent en définitive choisis, grâce à leur offre de 19.800 livres. Burnand avait sillonné la pente, et vu la nécessité d'établir le chemin de détournement pendant les cinq à six mois où l'on exploiterait le rocher ; il faudrait sinon passer par le chemin des Verrières à la Tourne — terme grandiloquent pour un itinéraire modeste traversant la vallée de la Brévine et la Grande Joux. Moyennant 3 ou 4 louis, les gens de Brot et de Noiraigue pourraient « élargir et assurer le sentier qu'il a[vait] fait établir par dessus la Clusette, afin que les piedstons aient toujours ce passage dès l'un des deux villages à l'autre ». L'architecte donna des repères sur le terrain, un plan de la route à l'échelle de 1 : 105, où figuraient les lignes A-A à E-E de coupes, dessinées à l'échelle de 1 : 210 sur une autre feuille. Une indication précise que chacune de ces coupes est valable sur des longueurs successives de 118, 94, 62, 96 et 210 pieds. Le marché soucrit par les Jacot en Chambre des Comptes, le 8 juillet 1779, fixa que le chemin aurait 20 pieds et demi de large, et que les rochers recevraient un talus d'au moins 1 pied 6 pouces sur 10 pieds de hauteur (environ 44 centimètres sur 2 mètres 93) ; l'entrepreneur éviterait de laisser des pierres branlantes ; il commencerait l'ouvrage le 1<sup>er</sup> mars 1780 pour l'achever le 1<sup>er</sup> novembre 1781, réutiliserait les parapets mis préalablement à l'abri, protégerait le chemin par quelques pieds de déblais avant d'y faire tomber des masses de pierre, et préviendrait le procureur général dès qu'il atteindrait les bancs de marne. Burnand trancherait les difficultés éventuelles. Il fallut encore apaiser le mécontentement de l'architecte honoré au-dessous du tarif de Lausanne et d'autres villes, pour 113 journées de travail en 1778 et 1779, fixées à 10 livres l'une par les Neuchâtelois. Le roi approuva le marché le 3 août, non sans recommander l'économie et la surveillance exacte des entrepreneurs <sup>43</sup>.

Améliorer la Clusette était une chose ; encore fallait-il s'occuper de la circulation pendant les travaux. Il semble que Burnand, Leuba et le receveur Matthey s'y soient pris maladroitement avec les communes du Vignoble,

propriétaires de forêts au Champ-du-Moulin, lorsqu'ils discutèrent du chemin d'attente ; ils n'obtinrent qu'un refus de coopérer. Le procureur général de Pierre reçut en 1780 les pouvoirs nécessaires pour élargir et rendre plus sûre cette voie de détournement. C'est qu'à la mi-avril et le 1<sup>er</sup> mai déjà, les frères Meuron et Philippin, négociants à Saint-Sulpice, receveurs du péage du Val-de-Travers, puis les commerçants de Neuchâtel, réclamèrent contre les accumulations de marchandises chez les commissionnaires, en raison du mauvais état du chemin de détournement et du poids des tonneaux et des ballots. Ils proposaient, en accord avec les frères Jacot, de déblayer la route de la Clusette le samedi, pour permettre le passage du dimanche soir au lundi à 9 heures, en fournissant les journaliers. Le Conseil d'Etat finit par accorder cette demande, moyennant l'accord écrit des entrepreneurs et la garantie que les travaux ne seraient pas retardés ; il chercha à interdire le passage par le chemin établi au-dessus de la Clusette, dans le seul but de faciliter le travail des frères Jacot. En novembre 1780, le procureur général annonça qu'on ne pourrait pas rétablir le grand chemin « pour y passer cet hiver, parce qu'il [était] entièrement tombé, et qu'en le rétablissant on feroit des fraix considerables et prématurés », puisqu'il risquerait d'être à nouveau démoli par les travaux du printemps. La conclusion fut qu'il fallait réparer le chemin par le Champ-du-Moulin et le maintenir ouvert en temps de neige, ou bien élargir pour les cavaliers le chemin passant au-dessus de la Clusette. En définitive, ces deux solutions boiteuses furent rejetées : le Conseil imposa aux Jacot le respect de leur marché. Celui-ci prévoyait de déblayer la route pour les voitures dès le 1<sup>er</sup> novembre 1780. — on était déjà le 20 — jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1781, date de la reprise des travaux, car il était essentiel que la route de France restât ouverte <sup>44</sup>.

Malgré l'ampleur de l'exploitation du rocher — qui prendra le nom de Roche taillée — aucun détail n'est parvenu sur l'ouvrage des frères Jacot. Dès septembre 1781, avant l'expiration du délai d'achèvement, la Chambre des Comptes se préoccupe du mur de soutènement pour la route de la Clusette ; elle chercha vainement à mettre les Jacot en concurrence avec les frères Roulet, puis elle conclut avec Jean-Jacques, David-François et Abraham Jacot un marché transcrit par précaution dans le Manuel du Conseil d'Etat, le 15 janvier 1782 : les entrepreneurs creuseront les fondations du mur de soutènement jusqu'à ce qu'on retrouve les anciennes ; ils fourniront les matériaux du mur maçonné, aussi gros que possible et liés par de nombreuses boutisses. Le mur aura un talus d'un pouce et demi par pied, jusqu'aux deux tiers de la hauteur, puis de un pouce et quart ; la face intérieure, verticale, sera munie de contreforts, voire d'arcs s'il le faut ; tous les 10 pieds en longueur et les 5 pieds en hauteur, des ouvertures faciliteront

l'écoulement des eaux. Le chemin sera toujours libre, sauf dans le cas d'éboulements en creusant les fondations, accident auquel on remédiera par des échafaudages préparés d'avance, avec du bois fourni par la Seigneurie. Le mur devait être achevé le 11 novembre 1782, sauf obstacles insurmontables, pour le prix de 84 livres la toise de 1000 pieds cubes. Une retenue de un louis par an pendant 10 ans servirait de garantie. Le remplissage derrière le mur, sans le surcharger, mais en le fortifiant, et la mise de niveau avec les autres tronçons seraient faits pour 250 livres. Or des sondages montrèrent que, contre toute attente, il n'existait pas de roc là où l'on voulait mettre les fondations du mur. Jonas Rosselet, maître maçon, Abraham Leuba et le maître architecte et « justicier » Jonas-Louis Reymond rédigèrent des expertises, dont le Conseil d'Etat ne retint pour exécution que celle de Reymond, fondée « sur des raisonnemens judicieux et tirés de l'expérience du passé ». Aux extrémités, le terrain composé d'un mélange de terre glaise, de pierres, de dalles et de fragments était estimé très solide ; cette même qualité semblait se retrouver, mais à 3 pieds de profondeur, au centre plus tendre ; le mur aurait donc 6 pieds d'épaisseur, au lieu de 4 pour ses fondations, aux extrémités ; au centre, on creuserait encore de 3 pieds dans des redans qui renforceraient l'ouvrage sans pilotis ; l'ancien mur, qui avait résisté aux secousses des chutes de pierre malgré sa minceur, prouvait, selon les experts, la solidité du terrain. La plantation de hêtres dans un terrain égalisé devait empêcher la dégradation du sol au-dessous de la route <sup>45</sup>.

En septembre, l'ouvrage achevé pouvait être contrôlé. Messieurs de la Chambre des Comptes s'étant rendus sur place estimèrent, qu'à bien des égards, les Jacot n'avaient pas exécuté parfaitement leur marché, notamment pour la coupe du rocher à l'est, et pour celui qui avançait trop. Les entrepreneurs, convoqués, refusèrent d'opérer ces retranchements ; ils déclarèrent avoir donné deux pieds de largeur supplémentaire au chemin, et redouter des dommages pour les parapets. On leur accorda néanmoins une avance de 600 livres sur leur compte de 2631 livres 1 sol 6 deniers, pour la muraille de 20.000 pieds cubes supportant le chemin et pour les travaux annexes. Burnand, devenu entre temps châtelain de Moudon, vint à son tour examiner la réalisation de ses plans, coupes et devis. Il rapporta « que la coupe de ces rochers a été aussi bien exécutée que l'on pouvoit l'espérer » ; quelques irrégularités ne tirent pas à conséquence. Les entrepreneurs méritent un dédommagement pour avoir augmenté la largeur du chemin d'un pied dans le rocher. Inachevée, la portion inférieure nord de la paroi doit recevoir encore le talus fixé dans le marché ; la partie suivante doit être pareillement exécutée selon le devis. Matériaux et surveillance exécutée par Josué Favarger ne laissent aucun doute sur la grande solidité du mur

de chaussée. Les entrepreneurs ont manifesté de l'intelligence et de l'assiduité pendant ce travail périlleux. Pour Burnand, le mur masquant les couches de marne reste indispensable. Afin de donner 22 pieds de large au chemin, il a fallu trancher le rocher jusqu'à 232 pieds de hauteur, au moyen d'un talus de 18 pouces par toise (environ 44 centimètres par 2 mètres 93). C'est un travail « d'une magnificence unique et dès là digne du Grand Monarque qui l'a ordonné ». Cette fin flatteuse est due au fait qu'on avait demandé à Burnand le texte du rapport, pour l'envoyer au roi. Un nouveau marché fut conclu par la Chambre des Comptes avec les Jacot, pour des exploitations de rochers de 10 et 20 toises cubes, au prix de 30 livres la toise. Burnand, défrayé de son dernier voyage, remit les marchés et les devis nécessaires, puis le receveur Abraham Matthey-Jonais se rendit sur place avec les Jacot, pour marquer les rochers à abattre encore <sup>46</sup>.

Il s'agissait de quatre pointes de rocher, de deux secteurs de 90 pieds chacun, plus ou moins élevés, recevant un talus de 18 pouces par toise ; la route ne devait pas être fermée aux voitures, ni les déblais accumulés à l'excès ; le mur de la chaussée serait démoli, puis rebâti, si on craignait sa dégradation du fait de la chute des pierres abattues. L'ouvrage, entrepris à fin avril pour s'achever en septembre, serait payé 900 francs. En juin une intervention du procureur de Pierre, alerté par Matthey, contraignit les Jacot à mieux suivre leurs engagements. Le 8 septembre 1783, tout était terminé. Devant la dérobade de la Chambre des Comptes, le Conseil désigna le trésorier général Charles-Guillaume d'Ivernois, le colonel Abraham Pury, Jean-François de Perrot, châtelain de Boudry, Louis de Montmollin, procureur de Valangin, Jean-Henri de Sandoz-Rollin, secrétaire d'Etat, le procureur général Jean-Frédéric de Pierre et Abel-Charles de Bosset pour examiner l'ouvrage. Ces messieurs firent appel, comme experts, au receveur Matthey et à Jonas-Louis Reymond qui trouvèrent les travaux en ordre et des largeurs de 21 pieds 6 pouce à 27 pieds pour le chemin ; ils déclarèrent inutile le mur couvrant la couche de marne. Le Conseil d'Etat accepta l'ouvrage des Jacot et les conclusions de ses délégués, prévoyant aussi une réparation près de la Sourde, la pose de gravillons et la plantations de hêtres ou de buissons au-dessous de la route. On prépara un rapport au roi, en nuancant les termes. Le décompte établi par Jérôme-Emmanuel de Boyve montra qu'on avait dépensé 31.274 livres sur les 44.000 accordées, dont 3846 pour le chemin d'attente, 19.800 pour l'exploitation du rocher, 2296 pour le mur de soutènement, 900 pour le second marché, 1761 livres à Burnand, 1667 à l'inspecteur Josué Favarger et 614 au receveur Matthey. Le roi approuva le décompte en janvier 1784, consentit à renoncer au mur masquant le lit de marne et ordonna de réparer le parapet dégradé au

lieu-dit Roc-Coupé, près de Rochefort, travail estimé à 700-800 livres. Ce qu'on ne dit pas au souverain, c'est qu'un pan du chemin, à l'est de la Clusette, s'effondra en juillet 1784, nécessitant une dépense de 750 livres pour remonter un mur, remplir un trou qui s'était produit et déblayer le reste. Si le grand ouvrage était achevé, les rapporteurs se gardèrent bien d'insister sur le fait que les minimes gradins prévus n'avaient pas été réalisés, cause d'aggravation des ennuis à venir. Les Jacot attendirent donc le solde de leur paiement. En 1792, Jonas-Louis Reymond, chargé d'examiner le mur supportant la route constata que 30 pieds, à l'ouest, s'étaient effondrés dans l'Areuse, et que 30 autres menaçaient ruine : c'étaient des ouvrages antérieurs aux Jacot. Le mur neuf était lézardé plus à l'est, le parapet sortait de l'aplomb, puis l'ensemble du mur penchait, plus loin ; entre les deux Clusettes, la muraille se trouvait sans fondement ou dégarnie sur 30 pieds, par la chute du terrain ; des moëllons devaient être remis en place en divers endroits. Malgré tout, la solidité de l'ouvrage n'inquiétait pas l'expert. Après la remise en état des défauts constatés, les Jacot reçurent leur entier paiement <sup>47</sup>.

*Nouveaux incidents.* Si on en croit Théodore de Meuron, « le pasteur de Saint-Sulpice fut écrasé par un quartier de roche qui se détacha de la montagne au moment où il passait en voiture », vers 1795. Un nouveau tracé étudié par le Conseil d'Etat, faisant passer la route par dessus les bancs de marne, fut combattu par un ingénieur des ponts et chaussées, de Melun, ami du général Charles-Daniel de Meuron qui l'avait fait venir. Le Français, critiquant les longues et fortes pentes pour atteindre le niveau de Brot-Dessous, préconisait de suivre le cours de l'Areuse ; il se plaignit du parti pris en faveur d'un tracé réalisé une vingtaine d'années plus tard. De fait, le pasteur Jonas-Daniel Montandon fut enterré le 4 mai 1787, et son successeur partit pour Cornaux en 1799, sans qu'il soit fait mention d'accident dans les registres officiels de l'époque. Peut-être s'est-il produit cette fois là, comme d'autres, des dégâts matériels qui n'ont point été constatés juridiquement et n'ont pas laissé de traces — à une époque ignorant tout des assurances aujourd'hui souveraines. A la suite d'un éboulement en mars 1799, un nouveau tronçon de mur de soutien dit « parapet de la Clusette », dont les fondations furent creusées sur près de 6 mètres de profondeur jusqu'au roc, fut élevé dès le mois de juin par le maçon Jean-Frédéric Dubois ; sur 108 pieds de longueur, ce mur en comptait 16 de hauteur et 3 et demi de largeur ; on reposa 68 pieds de parapet et compléta 40 pieds manquants. La dépense de 1041 livres 12 sols fut réglée en trois fois, apparemment sans alerter le prince, après discussion en Conseil d'Etat <sup>48</sup>.

Dans une seconde partie, nous exposerons comment le déplacement de la route et le creusement de mines suscitérent de nouveaux problèmes au XIX<sup>e</sup> siècle.

Jean COURVOISIER.

## NOTES

<sup>1</sup> W. PIERREHUMBERT, *Dictionnaire historique du parler neuchâtelois*, p. 133.

<sup>2</sup> *Dictionnaire géographique de la Suisse*, t. I, p. 502.

<sup>3</sup> J. JEANJAQUET, dans *Musée neuchâtelois*, 1902, pp. 284-292.

<sup>4</sup> G.-A. MATILE, *Monuments de l'histoire de Neuchâtel*, t. I, p. 2.

<sup>5</sup> Archives de l'Etat (d'où sont tirés les autres documents manuscrits, sauf indication contraire), *Recettes*, vol. 29, fol. 77, 1360; vol. 36, fol. 92 v<sup>o</sup> et 161, 1407, 1410; vol. 37, fol. 105 v<sup>o</sup>, 1413-1414. H. JÉQUIER, *Le Val-de-Travers, des origines au XVI<sup>e</sup> siècle*, p. 80.

<sup>6</sup> Traduction de Boyve, dans ses *Annales*, vol. 1, p. 454. Pour les limites, Vaumarcus est imprimé à tort à la place de Vautravers. Voir l'acte T 13, N<sup>o</sup> 16, et V. Mentha, notaire, vol. II/III, fol. 12-16. *Reconnaisances de Travers*, par DUBOIS, 1497, fol. 2 et 10; par LANDO, 1525, fol. 130, 136, 396.

<sup>7</sup> *Recettes*, vol. 18, compte 1492, fol. 18; vol. 139, compte 1493.

<sup>8</sup> *Ibidem*, vol. 18, compte 1551-1552; S 17, N<sup>o</sup> 2, 1556.

<sup>9</sup> J. DE SANDOZ-TRAVERS, *Notice historique sur la seigneurie de Travers*, p. 85.

<sup>10</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 4, fol. 105, 1588; vol. 5, fol. 49 v<sup>o</sup>, 1598. *Registre des Etats de Neuchâtel*, vol. II, fol. 139 v<sup>o</sup>, 1590.

<sup>11</sup> *Recettes*, vol. 122, compte pour 1607, 17 septembre 1608. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 14, fol. 107, 1649.

<sup>12</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 21, fol. 156 v<sup>o</sup>, 1667. Comptes 1666, parties casuelles, fol. 21 v<sup>o</sup>.

<sup>13</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 24, fol. 224 v<sup>o</sup>, 243 v<sup>o</sup>, 258 v<sup>o</sup>, 1673; vol. 25, fol. 91, 1674. Comptes 1673, parties casuelles, fol. 25; 1674, parties casuelles, fol. 26.

<sup>14</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 31, p. 248, 1684; *Mandements*, vol. 2, fol. 375, 1684.

<sup>15</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 47, pp. 202, 206, 1703. *Mandements*, vol. 3, p. 422, 1703.

<sup>16</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 49, p. 215, 1705; vol. 53, p. 266, 1709.

<sup>17</sup> *Ibidem*, vol. 55, p. 766, 1711; vol. 56, pp. 251, 302, 1711.

<sup>18</sup> *Ibidem*, vol. 57, p. 556, 1712; vol. 58, pp. 14, 221, 330, 1712.

<sup>19</sup> *Ibidem*, vol. 58, pp. 368, 389, 399, 1712; Série Routes, dos. 39/I, 1712 : réponses des communes.

<sup>20</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 58, pp. 405, 408, 433, 437, 1712. J. DE SANDOZ-TRAVERS, *Notice historique sur la seigneurie de Travers*, p. 86. *Reconnaisances de Rosières et de Noiraigue*, par DUMAINE, 1603, fol. 58 et 139 v<sup>o</sup>; *de Travers*, par MARTY, 1669, fol. 193 v<sup>o</sup> et 196 v<sup>o</sup>. Comptes 1712 et 1713.

<sup>21</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 59, pp. 523, 563, 1713; vol. 63, p. 216, 1717; vol. 64, p. 8, 1718.

<sup>22</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 65, pp. 297, 305, 1720; vol. 66, p. 696, 1722. *Justice de Rochefort*, Manuel 1719-1723, fol. 12 et 39 v<sup>o</sup>, 29 juillet 1719, 4 mai 1720.

<sup>23</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 69, pp. 183, 203, 423, 1725.

<sup>24</sup> *Quittances*, 1727-1728, bâtiments N<sup>o</sup> 42, 1727. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 71, pp. 408, 741, 1727; vol. 72, p. 45, 1728.

<sup>25</sup> Archives de Couvet, Arrêts, vol. 6, p. 49, 1729. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 73, p. 195, 1729; vol. 74, pp. 331, 356, 421, 1730.

- <sup>26</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 77, p. 324, 1733 ; vol. 80, p. 240, 1736 ; vol. 81, pp. 3, 8, 506, 1737.
- <sup>27</sup> *Ibidem*, vol. 82, p. 591, 1738 ; vol. 83, pp. 145, 163, 1739 ; vol. 84, p. 157, 1740.
- <sup>28</sup> *Ibidem*, vol. 87, pp. 145, 160, 177, 251, 1743 ; vol. 88, pp. 111, 180, 259, 1744.
- <sup>29</sup> *Ibidem*, vol. 90, pp. 89, 160, 252, 259, 283, 342, 351, 1746. *Missives*, vol. 27, p. 210, 1746 ; p. 317, 1747. Quittances, 1747-1748, bâtiments, N<sup>os</sup> 54, 65, 69, 86 ; délivrances extraordinaires, N<sup>os</sup> 194, 195 (qui concernent 1746).
- <sup>30</sup> *Ibidem*, vol. 91, pp. 89, 106, 110, 300, 401, 476, 483, 1747.
- <sup>31</sup> *Missives*, vol. 27, p. 329, 1747. Trésorerie, 1746-1747, p. 56 et 1747-1748, p. 62. Quittances, 1747-1748, N<sup>os</sup> 173, 223. Comptes, 1750-1751, Compte pour les réparations de la grande route, 27 octobre 1747, 14 janvier 1748.
- <sup>32</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 92, pp. 356 et 513, 1748. Comptes 1750-1751, Compte pour les réparations de la grande route, 19 mai, 8 novembre 1749.
- <sup>33</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 95, pp. 476, 503, 523, 1751 ; vol. 98, pp. 86, 125, 303, 384, 450, 1754. Quittances, 1752-1753, N<sup>o</sup> 29. Quittances, 1750-1751, Bâtiments sur la caisse de Berlin, N<sup>o</sup> 94, 1751.
- <sup>34</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 98, p. 450, 1754 ; vol. 99, pp. 78, 107, 402, 1755. *Lettres à Sa Majesté*, vol. B, p. 4, 1755. *Lettres de Sa Majesté*, vol. A, p. 422, 1755. Quittances, 1753-1754, N<sup>o</sup> 65. Archives de Neuchâtel, *Manuel du Conseil*, vol. 21, p. 50, 1755. Archives de Cortaillod, Manuel, 11 mars 1755. Archives de Boudry, Manuel, 9 mars 1755. Archives de Couvet, Manuel 16 et 23 mars 1755. Archives d'Auvernier, Manuel, 13 avril 1755.
- <sup>35</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 100, p. 63, 1756. Quittances, 1756-1757, N<sup>o</sup> 83.
- <sup>36</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 101, pp. 117, 173, 191, 1757. Série Routes, dos. 39/I, compte et projet de Bovet, 1757. Quittances, 1756-1757, N<sup>os</sup> 118, 123 ; 1757-1758, N<sup>o</sup> 117.
- <sup>37</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 101, pp. 233, 255, 370, 1757 ; vol. 102, pp. 167, 189, 214, 217, 235, 249, 252, 267, 440, 498, 1758 ; vol. 103, pp. 9, 105, 170, 220, 257, 1759 ; vol. 104, pp. 55, 258, 1760 ; vol. 105, pp. 29, 50, 74, 1761. Série Routes, dos. 39/I, réponses des communes.
- <sup>38</sup> Quittances, 1760-1761, Bâtiments N<sup>o</sup> 38. Série Routes, dos. 39/I, 1761 et 1767. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 106, p. 433, 1762 ; vol. 110, pp. 223, 415, 1766 ; vol. 111, p. 426, 1767.
- <sup>39</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 119, pp. 297, 314, 332, 379, 390, 462, 531, 1775. G 17, N<sup>o</sup> 7, 1775.
- <sup>40</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 121, pp. 95, 219, 401, 411, 1777 ; vol. 122, pp. 64, 82, 211, 349, 1778. *Lettres de Sa Majesté*, vol. C, p. 470, 1777 ; pp. 485, 497, 1778. *Lettres à Sa Majesté*, vol. D, p. 386, 1777 ; p. 403, 1778. Quittances 1777-1778, N<sup>os</sup> 104, 128, 133.
- <sup>41</sup> *Lettres de Sa Majesté*, vol. C, pp. 533, 541, 1779. *Lettres à Sa Majesté*, vol. D, pp. 529, 572, 580, 1779. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 122, pp. 533, 554, 602, 1778. Série Routes, dos. 39/II, Henriod, 1778. Quittances, 1778-1779, N<sup>os</sup> 111 et 122.
- <sup>42</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 123, pp. 91, 105, 141, 179, 303, 1779. *Plumitif de la Chambre des Comptes*, 11 février, 30 décembre 1778 ; 15 janvier, 16, 22 février, 9 mars, 3 avril 1779. Série Routes, dos. 39/III, « Visitation de la Clusette », par Burnand, 15 mars 1779.
- <sup>43</sup> *Plumitif de la Chambre des Comptes*, 14, 28 juin, 8, 15 juillet 1779. Série Routes, dos. 39/II, Burnand, 24 juin 1779 ; plans, coupes et marché signés le 8 juillet. Notes sur les journées de Burnand. *Lettres à Sa Majesté*, vol. C, p. 561, 1779. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 123, pp. 478, 500, 1779. La copie d'un autre plan de la route, à l'échelle d'environ 1 : 490, et trois coupes du terrain, donnant l'emplacement de l'éboulement de novembre 1778 sous un surplomb de rocher, figurent sur le plan détaché N<sup>o</sup> 99, du 15 mars 1779.
- <sup>44</sup> Archives de Bôle, Procès-verbaux, vol. 7, pp. 161, 163, 1779. Archives d'Auvernier, BB 3, N<sup>o</sup> 13, p. 268, 1779. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 124, pp. 62, 117, 174, 242, 259, 364, 539, 579, 1780.
- <sup>45</sup> *Plumitif de la Chambre des Comptes*, 13 septembre, 15, 26 novembre, 27 décembre 1781 ; 24 janvier 1782. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 126, pp. 16, 29, 363, 595, 1782.
- <sup>46</sup> *Plumitif de la Chambre des Comptes*, 19, 28 septembre, 16 octobre, 11 novembre 1782. Série Routes, dos. 39/II, 25 septembre, 21 octobre 1782. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 126, pp. 638, 653, 846, 1782.
- <sup>47</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 127, pp. 372, 561, 596, 621, 709, 802, 1783 ; vol. 128, pp. 74, 460, 1784 ; vol. 136, pp. 773, 915, 1792. Série Routes, dos. 39/II, 14 avril, 27 septembre, 11 décembre 1783 ; 13 octobre 1792. *Plumitif de la Chambre des Comptes*, 10 juin, 5 juillet 1784.
- <sup>48</sup> *Musée neuchâtelois*, 1880, pp. 143-144. Quittances, 1799-1800, N<sup>o</sup> 86. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 146, pp. 135, 344, 1799.



## ÉTAINS ET POTIERS D'ÉTAIN NEUCHATELOIS

On ne trouve qu'exceptionnellement de très vieux objets d'étain. Pourquoi? Ce métal était pourtant connu à l'époque du bronze déjà, dans la composition duquel il entrait, c'est-à-dire vers 1800 ans avant Jésus-Christ. Néanmoins, les objets d'étain qui subsistent ne datent que de quelques centaines d'années. Les plus anciens sont du XIII<sup>e</sup> siècle, et ils sont très rares. Chez nous, ils ne remontent guère au-delà du XVI<sup>e</sup> siècle.

Les objets d'étain des époques passées ont disparu pour deux raisons surtout. L'étain n'est pas un métal très solide et il est relativement rare. Par économie, on refondait donc les objets fissurés ou bosselés. La plupart des objets de ménage ont disparu de cette façon. A quoi bon conserver des assiettes, des plats, des salières, des cuillères, des channes ou même des pots de chambre griffés, bosselés ou tordus? On les livrait au potier qui en faisait de nouvelles assiettes, de nouvelles cuillères ou de nouveaux pots. La seconde raison de la destruction des objets anciens, c'est la maladie de l'étain. Ce métal est en effet victime d'une maladie irréversible. Il ne supporte pas les grands froids. A partir de treize degrés sous zéro, il se transforme et se couvre de croûtes qui laissent des cavités en se détachant. S'il fait plus froid encore l'étain se couvre de cristaux et tombe en poussière. D'où l'importance de tempérer un musée.

Que savons-nous des étains disparus? Au XIII<sup>e</sup> siècle, il faut se contenter de quelques inventaires tirés des archives d'anciennes abbayes surtout. Il y en a peu à l'étranger et il n'y en a pas à Neuchâtel. La première trace écrite de la présence d'étain dans notre ville date du début du XIV<sup>e</sup> siècle. Je l'ai révélée, sans m'en apercevoir moi-même, dans l'article que j'ai consacré dans cette revue aux premiers hôpitaux de Neuchâtel. Dans la liste des biens du premier hôpital de Neuchâtel, en 1312, son recteur, Renaud dit Sauvet, signale une channe en étain<sup>1</sup>.

Les deux visites d'églises du XV<sup>e</sup> siècle ne nous apportent aucun renseignement à ce propos. Si, en principe, les vases où étaient conservées les espèces, calices et ciboires, devaient être en or ou en argent, et exceptionnellement en étain, dans nos églises pauvres ils sont souvent en bois, et les commissaires de l'évêque demandent qu'on les fasse en métal, sans

préciser de quel métal, ou en verre. A la collégiale, calices, ciboires, encensoirs et chandeliers étaient d'argent.

Faute de documents peut-être, c'est au XV<sup>e</sup> siècle seulement que l'étain apparaît à Neuchâtel chez les particuliers. En énumérant les objets dont se composait un ménage à cette époque, nous avons signalé déjà que dans la batterie de cuisine de Henri Hugue, à Hauterive, il y avait en 1462 « pot d'estain, plates escuelles, gieles d'estain et de boys ». En 1481, Clauda, femme de Pierre Gaudet, léguait quatre tasses d'argent, à part sa vaisselle d'étain, dont elle mentionnait quatre écuelles plates, deux plats et deux pots. Le curé du Locle, Jean Furore, possédait, à part douze assiettes et plats de bois, six assiettes et deux plats d'étain, en 1453. Le maréchal Pierre Blomyse possédait, en 1470, quatre pots d'étain et une douzaine d'assiettes de même métal, tandis que ses chandeliers étaient de fer et de laiton<sup>2</sup>. Dans un testament de 1457, sont seuls mentionnés, à part les vignes, une marmite de cuivre, une grande chaudière, deux « pelle de bassin » et « trois pot d'estain »<sup>3</sup>. La servante de Pierre Gendre, Béatrix Bocétaz, énumère dans l'inventaire des biens qui lui appartiennent deux lits garnis, une douzaine de draps, trois nappes et huit serviettes, puis « cinq escuelles d'estain, deux plat, troy grelet, troy pot de mytal que petit que grand, deux pot d'estain, dies pelles pendant et un chouderonet ». Elle cite, en outre, des rideaux de lit et deux arches, c'est-à-dire des bahuts<sup>4</sup>. Il n'est pas sans intérêt de voir dans quel contexte s'inséraient ces objets d'étain pour connaître leur importance relative. D'ailleurs, dans le cas particulier, il nous est permis de préciser, car quelques années plus tard, Pierre Gendre, qui entre-temps a épousé Béatrix, reconnaît qu'il lui doit de nombreux objets d'une valeur de neuf florins d'or d'Allemagne, parmi lesquels se trouvent deux pots d'étain et trois bassins à barbier du même métal vraisemblablement<sup>5</sup>. C'est parmi d'autres objets également, couvertures, coussins, oreillers, draps, marmites et poêles, que Grede, veuve de Henry Pethioux, et femme de Othenin Choppaz, remet à sa fille Christine « ung pot et ung demy pot d'estain et deux plat d'estain »<sup>6</sup>. En 1464, lors d'une garantie de paiement, on cite parmi d'autres objets, lits, batterie de cuisine, outils de vigneron, des « pot d'estain et de metaul » et des « plates d'estain »<sup>7</sup>.

L'étain a une valeur évidente pour nos bourgeois, mais il n'est pas encore assez commun au XV<sup>e</sup> siècle pour former toute leur vaisselle de table. Cette dernière est en bois et on l'achète chez le tourneur et chez le tailleur de bois, si on ne la fait pas soi-même. Il y a des « torniers » à Boudry et au Val-de-Travers, qui tournent assiettes et écuelles, et des artisans qui taillent cuillères et louches pour le ménage et « couvriers », ou « couviers »,

les gaines pour la pierre à aiguiser les faux, pour les paysans. Mais l'étain n'est pas méprisé par nos seigneurs non plus. En 1458, Marie de Chalon, veuve de Jean de Fribourg, emporte en quittant Neuchâtel après s'être querellée avec Rodolphe de Hochberg, de la vaisselle d'argent et d'étain. Elle applique sans doute, ce faisant, la devise brodée sur les tapisseries qu'elle possède : « J'ay bien choisy <sup>8</sup>. » Et, en 1436 déjà, le seigneur de Valangin est mentionné dans un acte de Fribourg à propos de vaisselle d'étain <sup>9</sup>.

Qui fabriquait ces objets d'étain ? Il est difficile de l'assurer. Néanmoins, un potier d'étain travaille déjà à Fribourg en 1406. Il s'appelle Henslin im Kerl ou im Klern, est bourgeois de Berne et engage à cette date un apprenti pour dix ans. Qualifié de « fusor potorum » et de « poterius », il n'y a pas de doute à son sujet. Il vit encore en 1417 <sup>10</sup>. Cette année-là, un autre potier d'étain, Jean Meyer, qualifié de « Hafengiesser », exerce son métier à Fribourg. Il achète, sous la garantie de Klern, du cuivre et de l'étain chez Clewinus Goltzmit, bourgeois de Berne, dont nous ne pouvons savoir s'il résidait à Berne ou à Fribourg. En 1422, Monin Colin, d'Avignon, est qualifié de « poterius seu figulus » à Fribourg. Il engage Othenin Duval (du Wal), fils de Jean Duval, en Normandie, comme apprenti pour six ans. Il s'engage à le nourrir, à le vêtir et à l'instruire dans son art. Était-il potier d'étain ou de terre ? Rien dans l'acte ne permet de le déceler <sup>11</sup>. Quelques années plus tard, en 1436, Guillemin le potier, bourgeois de Fribourg est en relations d'affaires avec le seigneur de Valangin, avec Jean Ruschmann, écuyer, de Morat, et Huguenin Favre, bourgeois de Valangin. Ces deux derniers personnages s'engagent à lui payer à la Saint-Gall, 28 livres de Lausanne de monnaie faible, pour de l'étain qu'il leur a vendu et de la vaisselle d'étain qui leur a été remise par le seigneur de Valangin <sup>12</sup>. Vers la fin du siècle, il y a d'autres potiers d'étain dans le voisinage de Neuchâtel, à Fribourg, à Berne ou à Estavayer. Nicolas Alwan, de Berne, « potterius » achète de l'étain à Fribourg en 1470. Jean Folare, qualifié soit de « potterius » soit de « figulus » achète du cuivre pour la somme de 429 livres 12 sous et 8 deniers, en 1471, et pour 290 livres en 1473. Vu la matière qu'il achète et la quantité importante que le prix implique, il est probable qu'il s'agisse ici d'un chaudronnier plutôt que d'un potier d'étain. Quant à Pierre de la Place, potier à Estavayer, c'est de l'étain et du plomb qu'il achète à Fribourg en 1473 et en 1474 pour 8 florins de Savoie, 10 florins 4 gros et demi, puis 20 florins <sup>13</sup>.

Et à Neuchâtel ? Nous constatons, dès 1450, la présence possible d'un potier d'étain dans notre ville. C'est Pierre Potier (ou potier ?) qui possède une maison au châtel, c'est-à-dire sur la colline du château, en 1451, et

cède une vigne à Guillaume Moret, cuisinier, son neveu par alliance, en 1457. Il vient de Travers, selon un acte de 1464, dans lequel nous le voyons acheter un jardin près de la porte du châtel. Malheureusement, nous n'avons rien pu découvrir sur son activité, et le doute subsiste à son égard. S'appela-t-il Potier? Était-il potier? A cette époque il est parfois difficile de distinguer le métier et le nom de famille<sup>14</sup>.

Il faut attendre jusqu'en 1479 pour être sûr de la présence d'un potier d'étain à Neuchâtel. Il s'appelle Pierre Bichane, est qualifié de « poutier » et doit à cette date 37 livres d'étain, à savoir 14 livres de « morte matière » et le reste « d'estain fin » à Claude Lambelet, des Verrières. Il lui promet de lui rendre cet étain le jeudi avant Pâques « ou de luy faire l'ovrage ». Claude Lambelet est connu par ailleurs. Il amène du vin de Beaune à Neuchâtel, en 1492. Personnage aisé, semble-t-il, il héberge les ambassadeurs du comte, Simon de Cléron et Antoine de Colombier, « en son hostel », en 1474, d'où s'explique l'importante quantité d'étain qu'il possède et dont il fait faire ou refaire des objets utilisables<sup>15</sup>.

Un deuxième potier d'étain, Henri Torrellon, habite en ville, en 1483. Il est expressément qualifié de « pouthier d'estain » à cette date et porte le titre de bourgeois de Neuchâtel trois ans plus tard. Il achète alors, rue des Escoffiers, la Grand-rue actuelle, une maison que lui vendent Pierre Berthoud et sa femme. Il n'a pas fini de la payer en 1489 et verse alors un acompte de 40 livres à Pierre Berthoud, « escoffier ». En 1490, il ne peut verser une somme de 17 livres qu'il doit à Girard Bienestrutz, alias Boutillier, bourgeois et conseiller de la ville. Mis en possession de la maison de notre potier par l'officier du comte, à cause de cette créance, Bienestrutz cède ses droits à Guillaume Vuilleumier<sup>16</sup>.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, les objets d'étain sont plus abondants et il serait intéressant de relever testaments et donations dans les minutiers des notaires. Nous ne l'avons pas fait, car c'est là un travail très long. Rappelons simplement, qu'en 1552, l'hôpital de Neuchâtel possédait 15 pots, 3 demi-pots, 1 tiers de pot, 9 écuelles à oreilles, 8 coupes et 2 « semaises »<sup>17</sup>. La ville avait aussi channes et semaises qu'elle utilisait déjà au XV<sup>e</sup> siècle pour « cinquer » des vins d'honneur aux personnages importants qui passaient. En 1536, elle fait faire un ratelier pour pendre ses « cymarres »<sup>18</sup>. Un inventaire des biens mobiliers du château de Valangin fait en 1566, nous fait connaître, d'autre part, les objets d'étain qui s'y trouvaient : 45 plats communs pesant 114 livres ; 1 grand plat servant de bassin et 1 autre plat quelque peu plus grand, pesant ensemble 8 livres et demie ; 17 petits plats, dont l'un est gâté, pesant 19 livres ; 42 petits plats ronds, pesant 41 livres ; trois autres petits plats ronds, en mauvais état, pesant



*Ombilic du bassin d'aiguère dite de la Tempérance, de François Briot  
(Musée d'histoire, Neuchâtel)*

Cette vertu est représentée par une belle femme assise sur un coffre, symbole de richesse. Elle tient d'une main une aiguière et de l'autre une coupe.

Divers symboles rappellent l'eau et ses bienfaits. Le trident évoque Neptune qui régnait sur les mers. Le caducée est le signe de la paix, où mène la tempérance. La faucille fait allusion à la moisson qui pousse grâce à l'eau. A terre gît le flambeau de la passion maîtrisée par la modération.

Autour de l'ombilic quatre cartouches rappellent les quatre éléments : l'air, l'eau, la terre et le feu, dont les excès sont néfastes à l'homme et la modération salutaire. Le plat bord compte huit cartouches représentant les sept arts libéraux et Minerve, car la tempérance favorise les sciences.

Au dos du bassin se trouve le poinçon de l'artiste : son portrait entouré des mots : *Sculpebat Franciscus Briot.*



*Poinçon de François Briot*

1 livre ; 3 plats moyens et 1 grand plat, pesant 6 livres et demie ; 2 grands brocs avec lesquels on apporte le vin de la cave à l'office, pesant 14 livres ; 3 pots d'étain commun et 1 pot à bec un peu plus grand, pesant 14 livres ; 18 pièces d'étain, demi-pots, et autres, grands ou petits, pesant 31 livres ; 2 salières d'étain et 2 gobelets pesant 2 livres et demie ; 3 écuelles d'étain pesant 2 livres et demie.

Cet inventaire, où le poids des objets est toujours indiqué, comme d'ailleurs pour les objets en fer, montre clairement que la matière importait plus que l'objet, car le travail était bon marché<sup>19</sup>.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, plats, écuelles et pots d'étain apparaissent aussi parmi les prix de tir distribués par la Compagnie des arbalétriers et arquebusiers. En 1542, c'est au potier Jean Cornu, de Besançon, qu'on fait faire dans ce but deux plats moyens de 20 sols chacun. On procède de même en 1543, en priant toutefois le potier de les faire un peu plus profonds<sup>20</sup>. N'y avait-il pas alors de potier à Neuchâtel ?

En 1584, l'étain donné en récompense aux bons tireurs valait 38 livres. Il s'agissait de 5 plats, 3 écuelles, 3 assiettes, 4 pots, 3 demi-pots, 3 « grelets » et 1 « raicleret ». Les « grelets » sont des bols ou des coupes. Quant à « raicleret », nous sommes dans l'embarras. Un petit rable ? Un tisonnier ? En étain ?

La même année, en octobre, les prix d'étain comptaient 3 pots, 3 demi-pots, 3 tiers de pots, 3 plats, 3 écuelles, 3 quarterons, 5 salières, 1 moutardier et 3 garde-manger<sup>21</sup>.

En 1589, l'étain offert comme prix pesait 63 livres et demie, et valait 14 gros la livre<sup>22</sup>. En 1602, ce sont 39 livres d'étain fin et 80 livres d'étain commun dont sont fait les prix, sans compter 4 chandeliers d'étain pesant 5 livres la paire. Une salière et 1 aiguière sont données comme premier prix. Si l'étain est la récompense la plus fréquente des tireurs, d'autres objets apparaissent néanmoins, par exemple, cette année-là, un chapeau donné par Jean Chambrier, et un mouton<sup>23</sup>.

Dans les villages, aussi, on distribue des prix d'étain à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Etienne Colin, de Corcelles, invite les arquebusiers de Neuchâtel à participer, dans son village, à un tir dont les prix d'étain valent 18 écus, en 1582<sup>24</sup>.

En 1606, l'étain distribué lors du tir d'octobre, à Neuchâtel, valait 46 écus. On y trouvait 2 chandeliers d'étain, 1 pot de cinq quarterons, 1 pot de trois quarterons, 1 quarteron, 1 pot, 1 demi-pot, 1 « tiercely », c'est-à-dire un tiers de pot, 1 grand plat fin, 1 plat fin, 1 plat, sans mention, c'est-à-dire d'étain commun, 1 petit plat, 1 écuelle fine, 1 écuelle commune, 1 assiette fine, 1 garde-manger, 1 « grelet », 1 salière et 1 « salleriette »<sup>25</sup>.

Mais chez les particuliers, l'étain faisait parfois défaut. Dans l'inventaire des biens de Guillaume Farel, vendus après la mort du réformateur, nous sommes surpris de ne trouver aucun objet d'étain <sup>26</sup>.

En revanche, la vaisselle d'étain était assez abondante un siècle plus tard chez les bourgeois. Selon l'inventaire des biens de Louis Osterwalder et de Isabeau Guy, en 1640, il y a dans ce ménage : 1 grand plat à mettre sur le buffet, 1 pot de cinq quarterons, 1 pot de mesure, 1 tiercelet, 2 quarterons, 1 petit moutardier, 1 vinaigrier, 1 aiguière à pan, 3 « sallerettes » carrées, 1 grand garde-manger et 2 autres garde-manger plus petits, 8 assiettes, 5 écuelles, 2 petites écuelles, 1 « sallerette » ronde « à secouer le sel », 6 grands plats, 14 plats médiocres et 1 lingot d'étain <sup>27</sup>. Sauf le grand plat à mettre sur le buffet, qui semble avoir une valeur décorative, tous les autres étains paraissent avoir été d'un usage quotidien. Remarquons que le notaire appelle très correctement *pot* ce que nous appelons actuellement *channe*. Le grand pot de cinq quarterons aurait été appelé au XV<sup>e</sup> siècle une cimarre ou cymaise. Cette dernière n'est pas, en effet, comme le croit Michel Belloncle dans son livre *Les étains* <sup>28</sup>, un grand vase en forme d'urne, une grande coupe sans tige, servant à offrir le vin d'honneur à un grand personnage que l'on recevait officiellement. La cimarre était, comme le prouve d'ailleurs la reproduction qu'en donne le même auteur, dans l'ouvrage en question, page 61, un grand vase avec lequel on allait chercher le vin au cellier pour l'offrir. Mais c'est dans des coupes, dans des gobelets en bois ou en étain qu'on buvait le vin offert. Les verres n'étaient pas d'un usage commun. Au XVII<sup>e</sup> siècle encore, le bois servait à fabriquer certaine vaisselle de table. Ainsi, dans l'inventaire que nous venons de citer, on trouve une douzaine de tranchoirs de bois et une cuiller de buis à manche d'argent. Les tranchoirs étaient des disques de bois décorés d'un côté. Utilisés comme assiettes, on les retournait avant de s'en servir pour y couper la viande. Ils sont devenus très rares. Le Musée germanique de Nuremberg en possède quelques-uns et Günther Schiedlausky en donne diverses reproductions dans son ravissant petit livre *Essen und Trinken* <sup>29</sup>.

Quant au garde-manger en étain dont il est question dans l'inventaire cité ci-dessus, il s'agit non d'un endroit dans lequel on conservait la nourriture, mais d'un couvercle en cloche qu'on plaçait sur les plats pour qu'ils restent chauds. Il n'est pas impossible qu'on ait donné ce nom à un chauffe-plats qu'on remplissait d'eau bouillante, tel celui que possède le musée de Valangin.

L'aiguière à pan n'était pas une aiguière formée d'une cruche et d'un plateau comme celles qu'on utilisait en France avant et après les repas.

C'était une aiguière accrochée à un meuble *ad hoc* et pourvue d'un petit robinet. Il en existe encore beaucoup et les musées de Neuchâtel et de Valangin en montrent divers types. On en trouvait en Suisse dans de nombreuses familles au XVI<sup>e</sup> siècle déjà, ce dont Montaigne s'étonnait, remarquant qu'en France c'est dans les monastères qu'il fallait les chercher.

Nous n'avons malheureusement que trop peu de renseignements pour constater par statistiques combien d'étains nos bourgeois possédaient à une époque donnée. Il nous faut nous contenter, comme souvent en histoire, des éléments que nous livre le hasard. Un inventaire de 1701, celui des biens du justicier Jean Vouga, à Cortaillod, semble nous prouver que les objets d'étain étaient devenus encore plus abondants qu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Cet inventaire mentionne en effet 36 plats, 40 assiettes, 9 garde-manger, 6 écuelles, 7 pots, 4 demi-pots, 5 tiers de pots, 4 quarts de pots, 1 demi-quart de pot, 5 salières, 2 flacons, 2 aiguières et 1 aiguière « qu'on lave ses mains »<sup>30</sup>. Constatons, en passant, la gamme beaucoup plus complète de « channes ». Et ne nous en étonnons pas. C'est, en effet, au XVIII<sup>e</sup> siècle que la vaisselle d'étain est la plus abondante. La porcelaine n'était encore qu'un article de luxe.

Si, en 1589, l'étain valait 14 gros la livre, en 1700, l'étain fin coûtait 10 batz la livre, et la valeur d'un prix de tir dépendait directement de son poids. On distinguait les prix d'une livre, d'une livre et demie et de deux livres d'étain. Mais les maîtres potiers ne paraissent plus avoir été satisfaits de ce tarif en 1726. L'étain étant trop cher, les mousquetaires décident de distribuer des prix en argent monnayé. Mais deux ans plus tard, Jean-Jacques Châtelain, qui signe d'ailleurs Hans Jakob Schatelin, leur fournit, pour 10 batz et demi la livre, 1 bassin à barbe, 1 chandelier à la berlinoise, 2 plats à soupe à la mode française, 3 écuelles couvertes de différentes grandeurs, 2 soucoupes, l'une lisse, l'autre godronnée, 1 théière à la mode, 3 fortes assiettes lisses, 3 fortes assiettes godronnées, 6 forts saladiers lisses ou godronnés, des ballons, des plats d'étain commun, des plats et des assiettes d'étain cristallin<sup>31</sup>.

En 1773, le prix de la vaisselle d'étain fin retombe à 10 batz la livre, selon l'offre que les potiers Thonnet et Perrin font à la Compagnie des mousquetaires. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le cuivre valait, à cette date, plus que l'étain. Le chaudronnier Maussang confectionne pour le même concours de tir quatre seilles de cuivre à 12 batz la livre<sup>31</sup>.

Ce qu'on faisait des vieux étains ? Un passage du journal si intéressant d'Abram-Louis Sandol, de la Chaux-de-Fonds, nous le montre. Le 4 juillet 1746, il descend à Neuchâtel avec sa femme, laisse son cheval chez les frères Sandoz, bouchers, et va loger à l'auberge des Treize-Cantons. Puis,



il se rend chez le potier Vattel avec 9 livres d'étain commun et 18 livres d'étain fin qu'il désire « changer ». Il repartira avec 39 livres d'étain neuf. Il achète en outre 1 plat à l'anglaise ou ballon, pesant 2 livres et demie, 1 théière de 28 batz, 3 chandeliers de 7 batz et demi la pièce, 3 salières valant 4 batz chacune. Son compte final se monte à 295 batz. Le potier a demandé 2 batz par livre pour échanger l'étain fin et 5 batz par livre pour échanger l'étain commun. Cette somme représente la valeur de son travail. Sandol achète encore une douzaine de tasses à 7 creutz la paire, 1 cabaret et 1 cafetière de 30 batz, mais nous ignorons si ces derniers objets sont en étain <sup>32</sup>.

Le *Musée neuchâtelois* a publié déjà deux études sur les étains, l'une d'Alfred Godet et l'autre de Louis Reutter <sup>33</sup>. Alfred Godet a le mérite d'avoir parlé le premier avec compétence d'un sujet qui l'intéressait déjà avant qu'il ne devînt, en 1890, conservateur du Musée d'histoire de Neuchâtel. Il révélait entre autres, il y a quatre-vingts ans, que le Musée de Neuchâtel récemment créé (1885) avait la chance de posséder le célèbre bassin d'aiguière, dit de la Tempérance, étain ciselé entre 1580 et 1590 par François Briot, et deux plateaux de Nuremberg tout aussi précieux. La curiosité de les voir à Neuchâtel m'amena récemment au Musée. Mais ils ne sont plus exposés depuis longtemps. Les visiteurs ne s'y intéressaient guère, faute de savoir ce qu'ils voyaient. Remarquons à ce propos combien il importe dans un musée de préparer le public à regarder les objets qu'il peut voir. Chacun n'est pas capable de découvrir un chef-d'œuvre. Il faut l'indiquer, car celui qui se sait être en face d'une pièce inestimable, réagit, regarde et compare. Les autres passent sans avoir rien perçu. Dans le cas particulier, le fait qu'un livre de vulgarisation bien présenté qui vient de paraître à Paris reproduit en pleine page les trois pièces remarquables que je viens de citer, incitera peut-être les Neuchâtelois à venir les voir à Neuchâtel <sup>34</sup>. Ils se souviendront que François Briot a vécu non loin de chez nous. Il était huguenot, venait de Lorraine, et s'était réfugié à Montbéliard en 1579. En 1615, il était à Besançon. Son portrait en relief, son poinçon et son nom se trouvent sur le plateau d'aiguière en question.

Un dessin de Holbein le Jeune, à Bâle, représentant le lavement de mains de Pilate, nous montre comment on se servait de ces aiguières et de leur plateau. Tandis qu'un serviteur présente le bassin à Pilate un autre serviteur verse l'eau avec l'aiguière <sup>35</sup>.

Ces étains d'art, gravés avec finesse sur toute leur surface sont de véritables chefs-d'œuvres d'orfèvrerie. Ils sont très rares et ne peuvent pas être comparés aux étains d'usage courant qui subsistent chez de nombreux particuliers et que recueillent nos musées. Cette vaisselle d'étain

était fabriquée chez nous par des potiers d'étain de la région, membres de la corporation des maçons, favres et chapuis. Grâce aux inscriptions dans cette corporation, d'une part, et grâce aux poinçons dont ces artisans étaient tenus de munir leurs œuvres, d'autre part, il est possible de dater assiettes, soupières et channes. Louis Reutter en a parlé ici-même en 1919 et en 1920. Son excellente étude mentionne tous les potiers dont il a eu connaissance et reproduit leurs divers poinçons. Elle donne en annexe un certain nombre d'inventaires de ces artisans et nous fait connaître ainsi les nombreux instruments dont ils se servaient. Aujourd'hui encore, elle est indispensable à tous ceux qu'intéressent les anciens étains neuchâtelais.

En outre, l'étude de William Wavre sur les compagnies des mousquetaires et des fusiliers que nous avons déjà citée nous présente quelques objets d'étain gravés de chez nous, en particulier deux bidons décorés des armes des tireurs. Il y en avait d'autres, mais les uns ont été vendus, en 1719, avec l'autorisation, bien regrettable, du Conseil de la ville, car la Compagnie ne savait plus qu'en faire, et d'autres ont disparu<sup>36</sup>.

Les étains formant la vaisselle commune d'un ménage sont plus variés qu'on ne l'imagine. Leur matière diffère. Les étains fins contiennent peu de plomb, les étains communs en contiennent davantage. Les premiers sont plus brillants et plus durs, les autres plus malléables et plus mats. Un poinçon permettait à l'acheteur de ne pas être trompé. La forme des assiettes, les articles les plus fréquents, diffère aussi. Jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on ne trouve guère que des assiettes plates. C'est à l'époque de la Révolution que les assiettes creuses se multiplient. Le diamètre des assiettes plates varie beaucoup, de même que la largeur des marlis ou rebords. Ces derniers sont plats ou galbés, renforcés ou non d'un filet, dissimulé s'il se trouve sous le rebord, apparent s'il se trouve dessus. Dans ce cas, le renflement est accompagné d'un filet gravé. A l'époque de Louis XV apparaissent les élégantes assiettes festonnées. Les plats ont des formes semblables aux assiettes mais sont plus grands. Certains modèles atteignent un demi-mètre de diamètre. Le plat cardinal, appelé ainsi parce qu'il ressemble à un chapeau de cardinal, est caractérisé par ses marlis très larges. Celui que possède le Musée de Valangin mesure 34,5 centimètres de diamètre et ses bords ont 7,5 centimètres. Ils sont légèrement inclinés et s'élèvent à l'extérieur de 3,8 centimètres sur la table alors qu'à la base ils ne s'en éloignent que de 2 centimètres.

Les assiettes, plats, soupières, channes et théières conservés au Musée de Valangin sont l'œuvre des potiers suivants qui vivaient au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle : François Bonhôte, Jean-Jacques Borel, François Boyve, Jean-Jacques Châtelain, Jacques Thonnet, Mathurin Mothieux,

Domenico Morigi, Charles Morigi, Josué Perrin, François Perrin, Louis Perrin et David-F. Wattel. On trouve les dates où ils ont vécu dans l'article de Louis Reutter dont j'ai parlé ci-dessus.

Les petits objets, salières, poivriers, coquetiers, les seringues à clystères et les flambeaux ou chandeliers n'étaient que rarement pourvus de poinçons. Ceux du Musée de Valangin n'en possèdent pas, ce qui nous prive du plaisir de savoir qui les a fabriqués. Lacune d'autant plus regrettable que ces objets sont souvent fort beaux et très typiques d'une époque. Comparez, par exemple, les flambeaux Louis XIV aux arêtes bien marquées, les chandeliers Louis XV aux élégantes formes galbées et les chandeliers Louis XVI au fût droit formé de troncs de cône allongés, posés sur leur petite base comme les pieds des chaises de la même époque.

Tandis que les assiettes étaient coulées en une pièce, chandeliers, pots et théières étaient moulés en parties détachées, réunies ensuite par soudure pour les vases, ou par des pas de vis pour les chandeliers.

Le Musée de Valangin possède aussi quelques ouvrages d'étain dus à des potiers de l'extérieur. Mentionnons, en particulier, deux pots remarquables : un large pot à eau ou à lait ventru, provenant de Suisse allemande, avec couvercle détaché, qui malheureusement n'a plus de poinçon de potier, et qui rappelle la cruche à lait lyonnaise que reproduit Belloncle à la page 109 du livre que j'ai déjà cité, et une élégante channe bernoise à bec portant la date de 1778. C'est le genre de channe dont parle Montaigne en 1580 dans le récit qu'il fait de son voyage en Suisse, en décrivant une table d'hôte dans le Jura.

On ne peut se représenter une table actuelle sans argenterie, lourde ou légère, en argent véritable, en métal argenté ou en acier inoxydable. Couteaux, cuillères et fourchettes de divers formats se trouvent partout. Autrefois, chez les bourgeois, la table était dressée plus simplement. Au XV<sup>e</sup> siècle, chacun apportait son couteau. C'est la raison pour laquelle les inventaires ne comportent jamais chez nous de séries de couteaux de table. Chose étrange, les cuillères sont inexistantes aussi dans les inventaires. C'est qu'elles étaient en bois et n'avaient pas grande valeur. Selon l'acte de création de la foire de Môtiers, en 1485, les habitants du Val-de-Travers qui fabriquaient louches et cuillères de bois étaient contraints de les y vendre<sup>37</sup>. Montaigne s'étonne encore un siècle après qu'en Suisse une cuillère soit attribuée à chaque convive. C'est qu'ailleurs, en France et en Allemagne, deux ou trois convives devaient souvent se contenter d'une seule cuillère. « La plupart servent des assiettes de bois et des pots de bois et cela net et blanc ce qu'il est possible. Autres sur assiettes de bois y en ajoutent d'étain. Les Souisses servent toujours autant de cuillères

de bois, manchées d'argent, comme il y a d'hommes. Et jamais Souisse n'est sans son couteau, duquel ils prennent toutes choses, et ne mettent guère la main au plat<sup>38</sup>. » Il faut attendre le XVII<sup>e</sup> siècle pour que l'usage des cuillers d'étain, de bronze ou de fer, étamé ou non, se répande. Aux cuillères de bois à manche épais et court succèdent des cuillères à manche allongé. Mais la cuiller elle-même conserve tout d'abord la forme ronde d'autrefois et rappelle les *spoons* anglaises dont le nom même, apparenté à *Span*, le copeau, indique encore qu'elles étaient de bois à l'origine. Ces cuillers, à la cuisine, étaient accrochées à des rateliers. Malheureusement, l'étain était un métal un peu trop malléable pour former un manche de cuiller solide. Les ruptures étaient fréquentes. Un peu lourdes, ces anciennes cuillers d'étain sont devenues très rares. Des cuillères en fer étamé, rondes d'abord, allongées ensuite, ou de l'argenterie prirent la relève. Le Musée de Valangin expose une gamme de ces cuillères en fer, en bronze et en étain. Elles étaient présentées, il y a quelques années encore, sur une table rustique dressée avec plats, assiettes, gobelets, chauffe-plats et bougeoirs en étain. Mais il a fallu les mettre à l'abri des convoitises, dans notre monde moderne privé de toute inhibition. Néanmoins on peut voir dans une vitrine bien éclairée ce qu'il était possible hier d'admirer en place.

Les fourchettes, connues déjà des anciens pour tenir la viande pendant qu'on la tranchait, n'apparurent sur les tables qu'au XVI<sup>e</sup> siècle. Mais il fallut beaucoup de temps pour qu'on s'y habituât et, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle encore, la plupart des gens mangeaient en se servant de leur couteau ou de leurs doigts, d'où la nécessité des aiguères, des bassins et des fontaines. Petit à petit, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'usage de la fourchette à deux, trois ou quatre dents s'imposa. Les fourchettes d'étain étant trop fragiles, c'est le plus souvent des fourchettes de fer étamé ou d'acier, à manche de même métal ou à manche de bois, qu'adoptèrent ceux pour qui l'argent était trop cher. Qui ne connaît pas ces fourchettes rustiques à manche de buis, ancêtres de nos fourchettes à fondue modernes ? Elles sont nombreuses encore, mais le Musée de Valangin n'en possède aucune. Avis à ceux qui ne s'en servent plus : ce sont des témoins d'une époque révolue !

F. LOEW.

#### NOTES

<sup>1</sup> *Musée neuchâtelois*, 1968, p. 129.

<sup>2</sup> *Musée neuchâtelois*, 1963, pp. 66, 70, 81.

<sup>3</sup> Archives de l'Etat, Richard le Pic, notaire, vol. 2, fol. 69.

<sup>4</sup> Archives de l'Etat, Jaquet des Grad, notaire, vol. 2, fol. 61.

<sup>5</sup> Archives de l'Etat, Pierre Bergier, notaire, vol. 4, fol. 271 (en 1463). Rappelons qu'une « pelle de bassin », appelée ailleurs une « casse » est une grande louche en cuivre avec laquelle on puisait l'eau dans la « seille » ou seau à eau, en cuivre également. Le grelet était un bol en étain. Pour éviter toute confusion il est utile de noter aussi qu'un pot d'étain est appelé ailleurs une channe ou un pichet.

<sup>6</sup> Archives de l'Etat, Jaquet des Grad, not., vol. 2, fol. 189 v<sup>o</sup>, en 1454.

<sup>7</sup> Archives de l'Etat, Pierre Bergier, not., vol. 4, fol. 317 v<sup>o</sup>.

<sup>8</sup> *Musée neuchâtelois*, 1933, p. 93.

<sup>9</sup> Hektor AMMANN, *Mittelalterliche Wirtschaft im Alltag*, Aarau, 1942 à 1954, N<sup>o</sup> 4908.

<sup>10</sup> Hektor AMMANN, *op. cit.*, N<sup>os</sup> 981 et 196.

<sup>11</sup> AMMANN, *op. cit.*, N<sup>o</sup> 219.

<sup>12</sup> *Ibidem*, N<sup>o</sup> 4908.

<sup>13</sup> *Ibidem*, N<sup>os</sup> 4737, 4739, 4755, 4757.

<sup>14</sup> Archives de l'Etat, Richard le Pic, not., vol. 3, fol. 3 v<sup>o</sup>; Jaquet de Grad, not., vol. 1, fol. 14, *ibidem*, vol. 2, fol. 39. Au XIV<sup>e</sup> siècle déjà, un Guillemet Poter apparaît dans les comptes de Perronet de Mont. Alfred Chapuis admettait qu'il était potier, mais Arthur Piaget en doutait, car, disait-il, à cette époque le nom de métier était joint au nom par un article. Cf. *Musée neuchâtelois*, 1919, p. 181.

<sup>15</sup> Archives de l'Etat, Philippe Bugnot, not., fol. 146 v<sup>o</sup>. F. LOEW, *Les Verrières*, Neuchâtel, 1954, pp. 60, 96, 97.

<sup>16</sup> Archives de l'Etat, Philippe Bugnot, not., fol. 227 et fol. 259. Pierre de la Haye, not., fol. 164 et 175.

<sup>17</sup> *Musée neuchâtelois*, 1968, p. 132.

<sup>18</sup> *Musée neuchâtelois*, 1906, p. 267. Cimaïse, semaise, cymarre sont des termes identiques signifiant broc, brochet ou cruche.

<sup>19</sup> *Musée neuchâtelois*, 1913, p. 56.

<sup>20</sup> W. WAVRE, *Compagnies des mousquetaires et des fusiliers de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1907, p. 17.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 19.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 20.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 21.

<sup>24</sup> *Ibidem*, p. 22.

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 58.

<sup>26</sup> *Musée neuchâtelois*, 1933, pp. 195-199.

<sup>27</sup> *Ibidem*, 1913, p. 230.

<sup>28</sup> Michel BELLONCLE, *Les étains*, Paris, Gründ, 1968, p. 32.

<sup>29</sup> Günther SCHIEDLAUSKY, *Essen und Trinken*, München, Prestelverlag, 1959, pl. 44 et 45.

<sup>30</sup> *Musée neuchâtelois*, 1890, p. 169.

<sup>31</sup> W. WAVRE, *op. cit.*, pp. 30, 59.

<sup>32</sup> *Musée neuchâtelois*, 1872, p. 142.

<sup>33</sup> *Ibidem*, 1889, pp. 77-86; 1919 et 1920, pp. 137-178 et 126-133.

<sup>34</sup> Michel BELLONCLE, *Les étains*, Paris, Gründ, 1968. L'aiguière de François Briot et les plateaux de Nuremberg, celui de Gustave-Adolphe et celui des Apôtres, ont été reproduits par Belloncle d'après les pièces du Musée de Cluny, à Paris. Mais celui de Gustave-Adolphe, p. 42, ne date évidemment pas du XVI<sup>e</sup> siècle mais du XVII<sup>e</sup> siècle.

<sup>35</sup> Anton SPRINGER, *Handbuch der Kunstgeschichte*, t. IV, II. Teil, Leipzig, 1902, p. 112, en donne une reproduction.

<sup>36</sup> W. WAVRE, *op. cit.*, pp. 64 et 68.

<sup>37</sup> Gisèle REUTTER, *Les foires du Val-de-Travers*, dans *Musée neuchâtelois*, 1936, p. 39.

<sup>38</sup> MONTAIGNE, *Journal de Voyage* (1580-1581).

## VARIATIONS SUR LE NOM D'UN NEUCHATELOIS AU XV<sup>e</sup> SIÈCLE

Les renseignements sur lesquels est fondée la présente note sont puisés dans les articles publiés par Arthur Piaget, *Les Manuels du Conseil de la ville de Neuchâtel* (*Musée neuchâtelois*, 1901, pp. 160-176 et 252-262 ; 1902, pp. 72-87) et par W. Wavre, *Extrait des comptes de la Bourserie de la ville de Neuchâtel* (*Musée neuchâtelois*, 1905, pp. 51-67 et 127-143 ; 1906, pp. 26-41 et 88-96).

*Hencheman Habbt*, dont le surnom — devenu nom de famille — faisait censément un « abbé » (*Abt* en allemand), était mercier. Avait-il été d'abord marchand ambulant et, passant par Neuchâtel, s'y était-il fixé, et marié ? D'où était-il venu ? nous l'ignorons. En 1465 déjà (Piaget, 1901, p. 167, N° 49, et p. 170, N° 60), sa situation était bien assise et inspirait confiance : il était accepté par la Ville comme garant du fermier (amodiateur) de la redevance dite « denier sus la livre de char », taxe perçue sur tout achat de viande chez le boucher. La jouissance de ce droit, établi au profit du comte, avait été cédée par Rodolphe de Hochberg (1457-1487) à la ville de Neuchâtel, qui, dès lors, en affermait le recouvrement contre une somme forfaitaire et, à cet effet, la mettait aux enchères d'année en année. De 1465 à 1470, la concession rapportait par an 150, 162 ou 174 livres (36.000, 38.800, 40.880 deniers). De telle manière que la vente annuelle des bouchers portait, au total, sur 36.000, 38.000, 40.000 livres, à quoi il faut ajouter le poids correspondant au bénéfice du fermier. Le denier payé par livre de viande pouvait correspondre, très approximativement, à quarante centimes de notre monnaie.

En 1469, *Hencheman Happe* fut lui-même parmi les « enchérisseurs » et l'adjudication se fit au profit d'Andrez Bergier (Piaget, 1902, p. 81, N° 169).

Entre-temps, *Enchewan Abbe* avait, en 1467, procuré à la Ville « certaines pierres de plon... pour les coulouvrières » (Wavre, 1905, p. 64, fol. 58 v°). Petite opération en marge du commerce principal ?

Désigné en 1468, avec une vingtaine d'autres Neuchâtelois, pour aller « aydier à ceulx de Chaffhusen et de Mulhusen... *Hencheman Appe*, arbestier » (Piaget, 1902, p. 76, N° 155) se voit, ainsi que ses compagnons, allouer une « sudaye » (solde) mensuelle de trois florins d'or, par décision du Conseil, et les partants — au nombre desquels se trouvait *Henchewan*

*Abbt* — étant autorisés à porter la « livrée de la Ville », il fut « enjoint » à chacun d'eux de payer (à raison de deux écus les deux aunes) les étoffes rouge et verte nécessaires pour la confection des « robes » (Piaget, 1902, p. 77, N° 156).

Pour l'année 1468-1469, *Henchemain Habbt* « le mercier » loue une « chambre marchiande », une boutique, située après celle qui est « devers la rue des molins » (Piaget, 1902, p. 74, N° 149). Pour 1469-1470 et pour 1470-1471, il devient locataire, sous les noms de *Hencheman Happe*, puis de *Henchement Appps*, d'une autre « chambre marchande » appartenant également à la Ville (Piaget, 1901, p. 173, N° 69, et p. 253, N° 79).

En 1467, rappelons-le, Encheman Abbe avait fait à la Ville une petite livraison de plomb pour les couleuvrines. En 1476, *Pierre Henchewan* émarge « pour 60 livres de plomb achety de luy pour faire des pierres pour les canons et colovrines » (Wavre, 1905, p. 140, fol. 132 v<sup>o</sup>). Puis, durant seize années, les noms de Henchewan et de Abbt ne sont plus cités.

En 1492-1493, *Pierre App alias Henchewan* est boursier de la Ville ; il le sera de nouveau en 1504 sous le nom de *Pierre App* (Wavre, 1905, 53, liste des boursiers).

Sommes-nous toujours en présence de Henchewan Abbt, dont l'activité nous est — sommairement — connue de 1465 à 1471 et qui, dans cette période, n'aurait pas fait état de son nom de baptême, ou Pierre serait-il son fils ? Nous inclinons à adopter cette seconde hypothèse.

Pierre n'est plus le petit mercier en boutique. Il traite des « affaires », celle notamment du plomb (1476), beaucoup plus que celle de son père. Il a monté d'un degré dans l'échelle sociale. Outre la charge de boursier, le Conseil de la ville lui confia plusieurs missions à Berne, en particulier il avait probablement appris de son père un dialecte alémanique.

En 1494, *Pierre Happe alias Ainchemand* rend ses comptes de boursier pour l'exercice 1492-1493 (Wavre, 1906, p. 35, fol. 240). Il restait devoir dix livres, dont compte sera tenu l'année suivante.

Perrenet Vuilliomier, *Pierre App* et Blaise Hory ayant été « ordonnés pour notiffier à ceulz quilz [qui] debvoyent allez a la guerre tant dehors comme dedans », il en coûte à la ville, pour cette corvée... de confiance, 5 sols, réglés le 7 janvier 1495 (Wavre, 1906, p. 35, fol. 256).

Toutes les citations qui suivent étant tirées de Wavre 1906, nous ne nous référons plus qu'aux numéros de page et de folio.

La même année (1495), la Ville devait rembourser à *Pierre Henchemand* les dépenses faites par plusieurs Bernois envoyés à Neuchâtel « pour le dernier trouble qui fut de la venue du roy des Romains en Bourgoigne ». La note à payer pour les « anges gardiens » prêtés par Berne s'élevait à

cinquante-trois livres ; *Pierre Anchemant* consentit à en rabattre trois, de sorte qu'il reçut, après déduction des dix livres en question plus haut, 40 livres (p. 36, fol. 263 v<sup>o</sup>).

Quelle était la raison du « trouble » qui avait nécessité l'intervention de Berne ? Maximilien de Habsbourg, proclamé « roi des Romains », en 1486, avait, en 1493, succédé à son père Frédéric III à la tête de l'empire. Ayant épousé Marie de Bourgogne, fille et héritière de Charles le Téméraire, il obtint, par le traité de Senlis (1493), après des années de démêlés avec Louis XI (mort en 1483), puis avec Charles VIII, que lui fût laissée, outre d'autres provinces, la Franche-Comté. Lorsqu'il se rendait dans cette possession, ou que le bruit en courait, les Neuchâtelois étaient pris d'inquiétude, d'autant plus que leur comte, Philippe de Hochberg, occupait de hautes charges auprès du roi de France.

L'empereur n'était pas, pour les Neuchâtelois, la seule cause de tracas. Parties de cantons alémaniques, des bandes de jeunes gens armés, malgré les défenses de leurs gouvernements, se dirigeaient de temps à autre sur Neuchâtel, dans l'intention soit de piller le comté de Philippe de Hochberg, resté « neutre » au cours des luttes des Suisses contre Charles le Téméraire (Chambrier, *Histoire de Neuchâtel*, p. 232), soit de poursuivre leur course jusqu'en Bourgogne.

C'est ainsi que, en 1498, le boursier a « delivré à *Pierre App* pour notre part [la moitié] touchant la despense du capitain de Berne et ung sien varlet tous deux à chyvaulx quilz [qui] nous estoient venus garder pour les Allemans [les Suisses allemands] quilz alloyent en Bourgoigne » (p. 37, fol. 316). L'autre moitié des frais était à la charge du comte.

L'année 1499 fut celle de la guerre de Souabe. Les Confédérés levant leurs troupes, Berne convoqua les contingents de ses combourgeois, au nombre desquels elle comptait la ville de Neuchâtel. L'effectif requis de celle-ci était de soixante hommes. Pierre Clerc et *Pierre Happ* furent délégués pour solliciter une réduction de trente hommes (p. 38, fol. 325 v<sup>o</sup>).

Ils durent obtenir gain de cause, au moins partiellement : peu après, *Pierre App*, seul, est envoyé à nouveau « pour requester Messgrs de Berne nous vouloir laisser 10 ou 20 hommes pour la seconde fois » (p. 39, fol. 334).

Il y eut d'ailleurs des volontaires. Il fut « ordonné » à *Pierre App* de « donner à manger à 5 compagnons que [qui] vouloient aller à la guerre » (p. 40, fol. 334, 2<sup>e</sup> alinéa). Pierre App se serait-il établi comme tavernier ?

Aussi bien que d'autres, les soldats neuchâtelois se rendirent coupables de pillage. La ville et le comte se virent contraints d'en exprimer leur regret : « Au dit *Pierre App* quand il fut à Berne pour notre part [de la ville] avec Conrad Gaudet pour la part de Monsgr [le comte] pour nous debvoir



excuser tochant le butin que fut prins à Passavant... » (p. 40, fol. 334 v<sup>o</sup>). Ce haut fait... d'armes avait eu lieu à Passavant dans le Doubs, près de Baume-les-Dames.

Un vin d'honneur ayant été offert « à ceulx d'Orchant » [Orchaups-Vennes, aussi dans la région de Baume-les-Dames], *Pierre Hencheman* se fit payer deux « cymares de blancs » (p. 40, fol. 335).

De même, en 1500, *Pierre App* livre « deux semarres » pour le « mareschaul qui demore au chastel quand il fit ses nopces » (p. 40, fol. 349 v<sup>o</sup>).

En 1500 encore, *Pierre Happ* touche 5 sols « pour une petite flor es petits arbelestriers... » (p. 40, fol. 351 v<sup>o</sup>), la « petite fleur » étant le prix de tir, le don d'honneur.

Empiétant sur le XVI<sup>e</sup> siècle, nous relèverons à l'année 1504 quelques mentions relatives à une cloche. « S'ensuyvent ceuls quilz ont prestez les florins pour ayder à payer l'estin de la cloche, que leurs sont esté rendus » (p. 91, fol. 21) ; parmi ces prêteurs figure *Pierre App* pour « 3 teston » (p. 92). A la même page, fol. 22 v<sup>o</sup>, est nommé aux 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> alinéas *Pierre Henchemand*.

Pour faire mieux ressortir la diversité des variantes que nous avons rencontrées, nous en dresserons le tableau en les groupant d'après leurs formes.

Le nom de famille se présente sous huit graphies, trois avec *h* initial, cinq sans *h* initial :

*Habbt* — 1465, 1468-1469.

*Happ* — 1499, 1500.

*Happe* — 1469, 1469-1470, 1494.

*Abbt* — 1468.

*Abbe* — 1467.

*App* — 1492-1493, 1495, 1498, 1499 (3 fois), 1500, 1504.

*Apppe* — 1468.

*Appps* — 1470-1471.

Le nom Hencheman, intervenant d'abord comme prénom, devient patronyme ou sobriquet lorsqu'il accompagne le prénom Pierre. Il s'écrit avec *h* initial et diverses terminaisons :

*Hencheman* — 1465, 1468, 1469, 1469-1470, 1476, 1499.

*Henchemand* — 1495 (deux fois), 1504 (trois fois).

*Henchement* — 1470-1471.

*Henchemain* — 1468-1469.

Sans *h* initial, il existe dans trois variantes :

*Anchemant* — 1495.

*Ainchemand* — 1494.

*Encheman* — 1467.

Le prénom Pierre introduit soit le nom de famille *App*, *Happ* ou *Happe*, soit le patronyme *Hencheman*, *Henchemand* ou *Anchemant*.

A deux reprises, la preuve nous est fournie que Pierre App était bien la même personne que Pierre Hencheman : *Pierre App alias Hencheman* (1492-1493) ; *Pierre Happe alias Ainchemand* (1494).

L'autorité de l'état civil ne permet plus ces fantaisies.

Paul VUILLE.

## BIBLIOGRAPHIE

Dominique Favarger

### *Le régime matrimonial dans le comté de Neuchâtel du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*

Le régime matrimonial est un des chapitres les plus délicats et les plus compliqués du droit civil. Il dépend de conditions familiales, sociales, économiques et intimes, bien souvent difficiles à concilier. Cela est si vrai, qu'à la veille de l'entrée en vigueur du Code civil suisse, le 1<sup>er</sup> janvier 1912, les cantons appliquaient encore des régimes matrimoniaux très différents les uns des autres.

A la fin du moyen âge et au début des temps modernes, on était très attaché à l'unité de la famille et au patrimoine familial. Un mariage occasionnait une faille dans l'édifice familial et provoquait une brèche dans son patrimoine. C'est pourquoi les parents surveillaient rigoureusement les amours de leurs enfants et, souvent, les dirigeaient. Les intérêts matériels des familles l'emportaient sur la pureté des sentiments des fiancés.

La première conséquence de cette situation était une stricte réglementation des répercussions matérielles du mariage et l'établissement de conventions, appelées contrats de mariage, réglant les conditions pécuniaires de celui-ci.

M. Dominique Favarger a entrepris l'étude de cette matière particulièrement ardue et a présenté à ses lecteurs un travail intéressant, en exposant comment le régime matrimonial a évolué dans notre pays, du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans un chapitre préliminaire, l'auteur étudie la formation de la coutume neuchâteloise. Il expose comment, sans échapper à de grands mouvements généraux, elle s'est développée, au moyen âge, de manière indépendante et originale dans de nombreux domaines, tandis qu'après la Réforme, elle s'est ressentie de la nouvelle orientation politique du pays et du changement des conditions économiques.

La période choisie par l'auteur présente un intérêt particulier parce qu'elle marque la transformation du régime matrimonial de son stade moyennâgeux à sa forme moderne.

Au XV<sup>e</sup> siècle, il était encore ce qu'il avait été pendant plusieurs siècles sans changement notable. L'individu compte moins que la maisonnée et, la plupart du temps, les jeunes époux vivent dans la famille des parents de l'un des deux. Le régime est de type séparatiste. Il ne connaît guère que la dot. L'usage de doter une fille était presque une obligation. A la dissolution de l'union conjugale, la femme ou ses héritiers ne pouvaient exiger que la restitution de la dot, selon le principe en vertu duquel le bien de la femme ne croît ni ne diminue pendant le mariage. Tous les biens restant demeurent au mari ou à ses héritiers. Le régime matrimonial du XV<sup>e</sup> siècle est un droit de campagnards, où le souci de préserver l'intégrité des patrimoines familiaux l'emporte sur les intérêts des jeunes époux et sur le désir d'associer la femme aux profits du ménage.

Aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, se produit une transformation consécutive à l'évolution sociale et économique du pays. La communauté familiale s'affaiblit ;

l'autonomie du ménage augmente ; l'essor économique du pays favorise l'établissement de ménages séparés ; les jeunes époux forment une unité nouvelle. Le mariage perd son caractère de pacte entre deux familles. Une réciprocité prend naissance entre les conjoints. Parallèlement à la dot de la femme, le mari fait un apport en mariage. Une communauté d'acquêts se forme petit à petit, qui se partage entre le mari et la femme, ou leurs héritiers. L'épouse qui contribue aux peines du mariage doit aussi avoir sa part des avantages. En outre, la femme répond subsidiairement des dettes conjugales.

La coutume connaissait une institution originale : le « morgengab ». Il s'agissait d'une donation faite par le mari à l'épouse, le lendemain des noces, en reconnaissance de la joie qu'elle lui avait procurée au cours de la nuit nuptiale.

En outre, importante innovation, le conjoint survivant acquérait un droit de succession sur une partie des biens du défunt. Mais cette part était différente suivant que le mariage avait duré plus ou moins que l'an et jours (un an et quarante-deux jours), suivant qu'il existait ou non des enfants du mariage, suivant que le survivant se remariait ou restait veuf, suivant que le défunt était le mari ou la femme.

Au début, la participation de la femme à une moitié des acquêts et ses droits de succession revêtaient un caractère de faveur. La femme doit les mériter. Si la veuve « se méfait d'honneur » et « se paillarder » durant son veuvage ou son nouveau mariage, elle perd la totalité de son droit. Quant aux maris veufs, la coutume leur permet de « se paillarder » sans risque de perdre leurs droits.

L'évolution fut plus rapide à la ville qu'à la campagne. En particulier, les Montagnes neuchâteloises restèrent longtemps fidèles à l'ancien régime.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les différences s'effacent. La coutume se clarifie. Le régime matrimonial est devenu un régime de communauté. Les apports et les biens adventices demeurent propres aux époux ; les acquêts restent en communauté et sont partagés par moitié à la dissolution. Les droits de la veuve et du veuf sont égaux. La dot a pratiquement disparu. Elle a fait place à des apports respectifs. Ce régime correspondait si bien au mode de vie des gens de notre pays qu'il fut repris sans modification dans le Code civil neuchâtelois, en 1855, sous la forme du régime d'union des biens avec communauté d'acquêts.

Chose curieuse, la coutume neuchâteloise était plus libérale envers la femme que le Code civil suisse entré en vigueur en 1912. La première accordait à la femme la moitié des acquêts, tandis que le second ne lui en attribue qu'un tiers.

Le travail de M. Dominique Favarger apporte une lumière heureuse dans un chapitre peu connu de l'histoire du droit neuchâtelois. Mais sa préparation fut laborieuse. La coutume n'a jamais été constatée officiellement. Il est extrêmement difficile de déterminer exactement les règles d'une institution à une époque déterminée.

Au XV<sup>e</sup> siècle, il n'existait pas d'autres sources que les actes notariés. Mais, comme les contrats de mariage étaient fort différents les uns de sautes, il est difficile d'en dégager les principes généraux.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, les décisions de principe (appelées points de coutume) du Petit Conseil de Neuchâtel apportèrent un peu de clarté et devinrent l'une des plus importantes sources de notre droit privé. Mais ces points de coutume se rapportaient à des cas d'espèces, et il était souvent difficile d'en extraire une unité juridique.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, l'incertitude régnait encore dans bien des domaines. Ce ne fut qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle que les points de coutume furent suffisamment nombreux et précis pour qu'il en résulte une doctrine et un peu de clarté dans le droit.

L'auteur fut donc contraint de compiler un nombre impressionnant d'actes notariés, de registres et de minutes conservés aux archives de l'Etat, pour en extraire, par bribes, les éléments permettant de reconstituer l'institution à laquelle il s'intéressait. Il exécuta ce travail avec une conscience rare et avec un sérieux indéniable, en se reportant personnellement aux textes originaux qu'il a cités en grand nombre et en donnant ainsi les preuves matérielles de tout ce qu'il avance avec les exemples qu'il a trouvés.

L'ouvrage de M. Dominique Favarger est écrit clairement, en une langue facilement compréhensible. Sa lecture est agréable, aussi bien au profane qu'au spécialiste. L'enchaînement historique et le développement juridique sont bien ordonnés. En particulier, l'auteur a fait comprendre comment l'évolution du droit avait été la conséquence des transformations sociales et économiques.

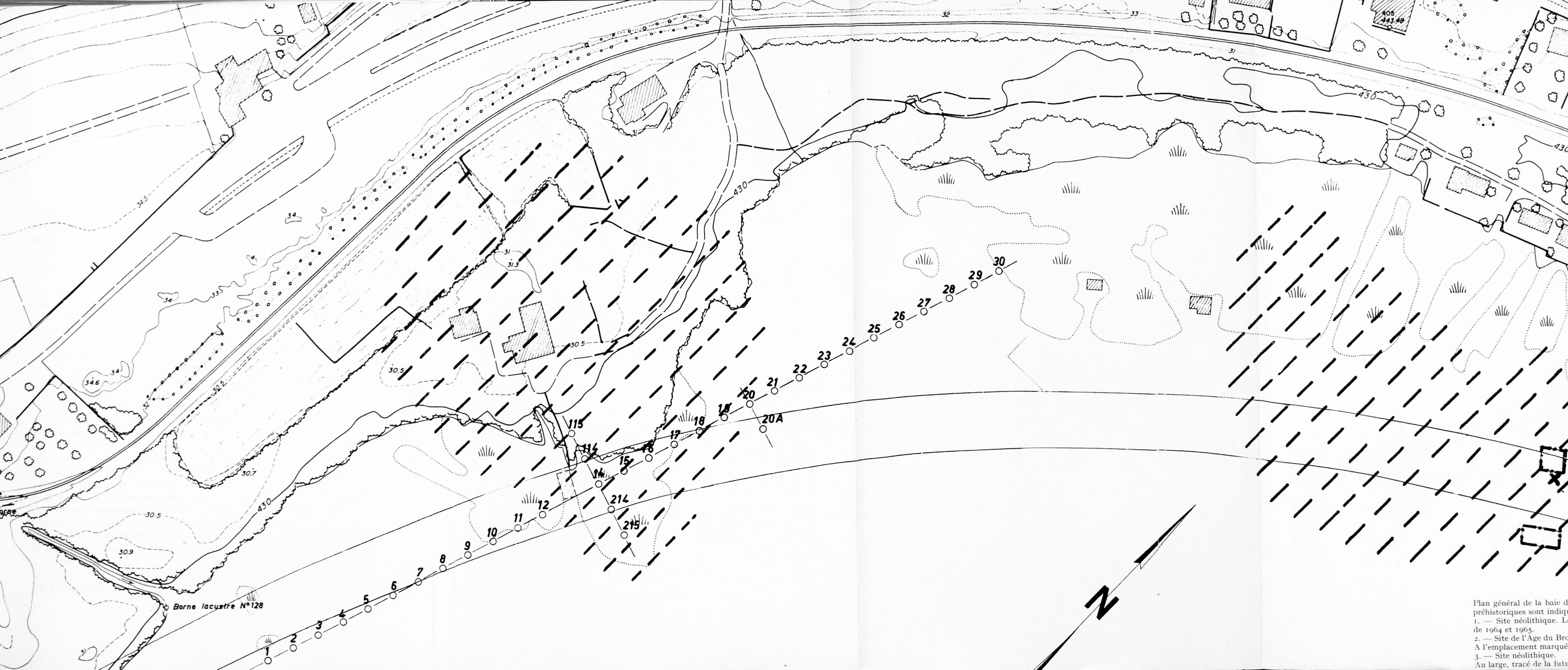
Qu'il nous permette, toutefois, de regretter de nombreuses répétitions qui n'ont rien apporté à la clarté du texte et qu'il aurait pu éviter.

Nous terminons en le félicitant de son intéressant travail et de son apport à l'histoire des institutions juridiques de notre pays.

Jean-Pierre MICHAUD.

#### NOTES

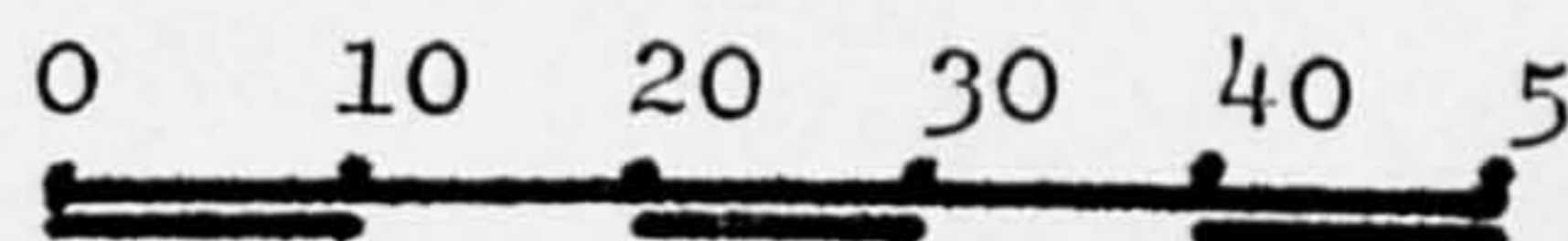
<sup>1</sup> Dominique FAVARGER, *Le régime matrimonial dans le comté de Neuchâtel du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, Editions « Ides et Calendes », Neuchâtel, 1970.

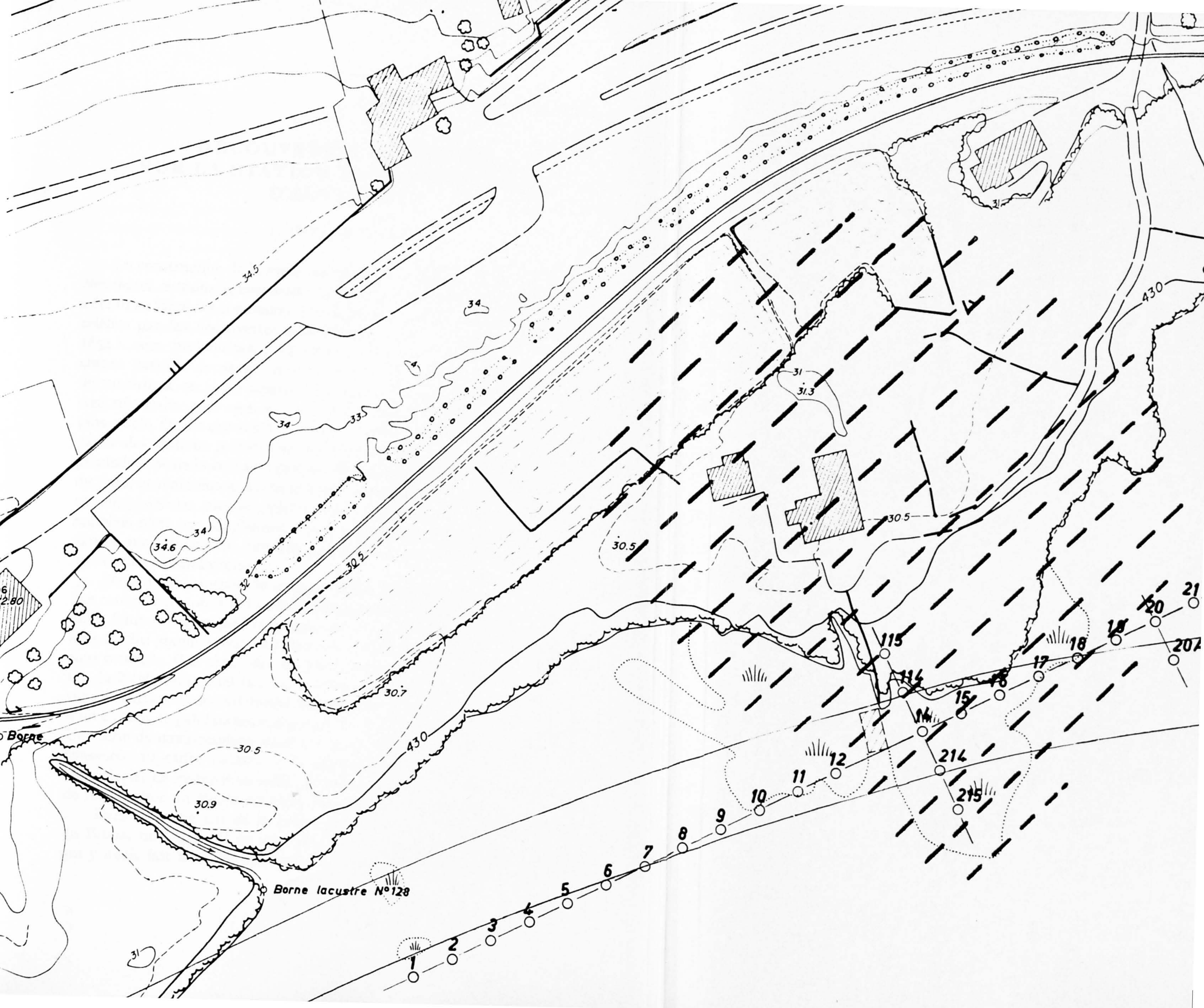


Plan général de la baie d'...  
 préhistoriques sont indiqués.  
 1. — Site néolithique. L...  
 de 1964 et 1965.  
 2. — Site de l'Age du Bro...  
 A l'emplacement marqué...  
 3. — Site néolithique.  
 Au large, tracé de la futu...

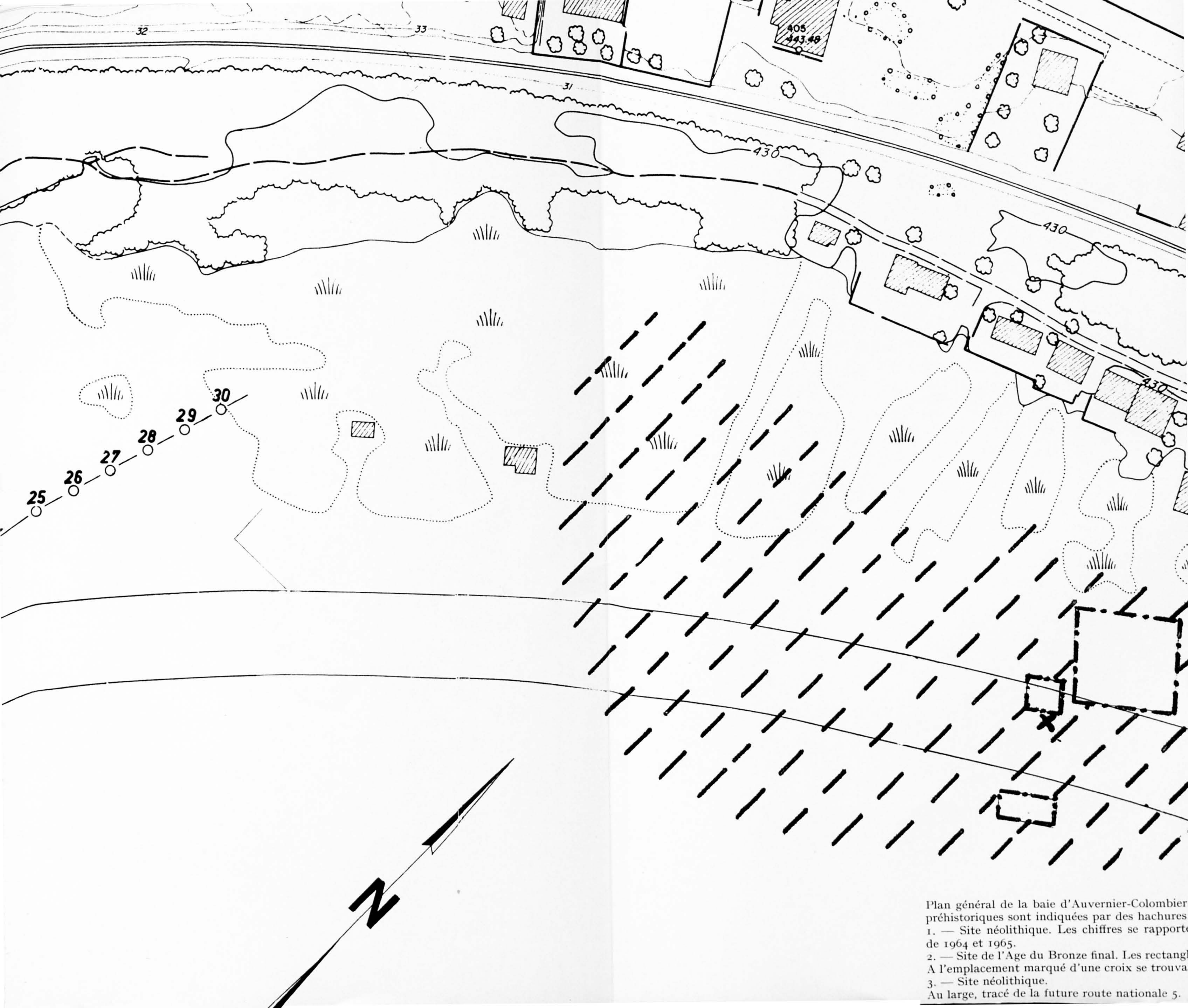


Plan général de la baie d'Auvernier-Colombier. Les limites approximatives de trois stations préhistoriques sont indiquées par des hachures épaisses. De gauche à droite :  
 1. — Site néolithique. Les chiffres se rapportent aux sondages qui ont précédé les fouilles de 1964 et 1965.  
 2. — Site de l'Age du Bronze final. Les rectangles délimitent les zones intégralement fouillées. A l'emplacement marqué d'une croix se trouvait la cachette de fondeur.  
 3. — Site néolithique.  
 Au large, tracé de la future route nationale 5.





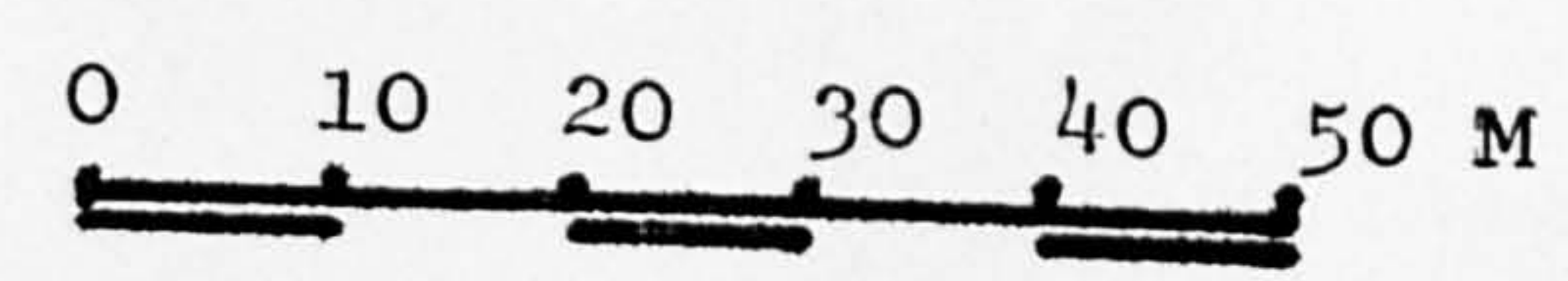




Plan général de la baie d'Auvernier-Colombier  
 préhistoriques sont indiquées par des hachures  
 1. — Site néolithique. Les chiffres se rapportent  
 de 1964 et 1965.  
 2. — Site de l'Age du Bronze final. Les rectangles  
 A l'emplacement marqué d'une croix se trouva  
 3. — Site néolithique.  
 Au large, tracé de la future route nationale 5.



es limites approximatives de trois stations  
 aïsses. De gauche à droite :  
 aux sondages qui ont précédé les fouilles  
 délimitent les zones intégralement fouillées.  
 a cachette de fondeur.



*A la mémoire de Jean-Pierre Jéquier.*

## DÉCOUVERTES RÉCENTES SUR LA STATION DU BRONZE FINAL D'AUVERNIER

### I. INTRODUCTION

La construction de la route nationale 5 longeant la rive nord du lac de Neuchâtel entraîne d'immenses travaux de remblayage dans la baie qui s'étend au large des communes d'Auvernier et Colombier. Ce site admirable, célèbre par les découvertes archéologiques qui s'y sont succédé depuis 1854<sup>1</sup>, sera profondément transformé. A l'heure actuelle, il n'est pas encore possible de savoir si le fond du lac sera simplement recouvert de matériaux ou si un dragage préalable du sable et de la craie lacustre sera nécessaire pour que les sédiments apportés reposent sur une assise plus stable. Quelle que soit la solution adoptée, il est certain qu'une grande partie des stations palafittiques d'Auvernier est vouée à une destruction prochaine. Seule la surface exondée depuis la première correction des eaux du Jura, et maintenant sur terre ferme, sera épargnée. Il importe de noter, en effet, qu'une station préhistorique immergée que l'on recouvre de remblais n'est pas simplement « mise en conserve pour le prochain millénaire », mais quasiment anéantie par le poids des matériaux qui écrasent les couches archéologiques.

Devant l'imminence du danger, l'Etat de Neuchâtel nomma en 1964 une commission spéciale d'archéologie qui, sous la présidence du professeur M.-R. Sauter, mit sur pied un programme de recherches destinées à connaître avec la plus grande précision possible la préhistoire et la protohistoire de la zone menacée. Une partie des résultats obtenus est déjà publiée<sup>2</sup>. Un habitat du Néolithique final (fin du troisième millénaire av. J.-C.) fut exploré sur une surface de 200 m<sup>2</sup> durant les étés 1964 et 1965, grâce à l'installation d'un caisson de palplanches qui permit d'évacuer l'eau de la zone à fouiller. Une série de monographies, dont le premier volume paraîtra en 1971, sera consacrée au cadre naturel, à la chronologie, au mode d'habitat, à la technologie. Le matériel recueilli, extrêmement riche et varié, est en cours de restauration au Musée cantonal d'archéologie de Neuchâtel.

Dans la partie Est de la baie s'étend, au large, une station de l'âge du Bronze final signalée en 1861 par E. Desor, puis en 1876 par V. Gross qui y avait fait faire des recherches à l'aide d'une drague à main<sup>3</sup>. Tous

les témoignages concernant ce gisement en soulignent l'exceptionnelle richesse : « La station d'Auvernier est sans contredit la plus riche et la plus considérable de toutes celles qui, jusqu'ici, ont été explorées en Suisse » (V. GROSS, *op. cit.*, 1876, p. 30).

« Les stations d'Estavayer et d'Auvernier sont exceptionnellement riches » (J. DÉCHELETTE, 1910)<sup>4</sup>.

Des milliers d'objets en sont sortis, mais le site fut une fois seulement l'objet de recherches scientifiques, assez brèves d'ailleurs et demeurées inédites, sous la direction de P. Vouga en 1923.

Peu après sa nomination au poste d'archéologue cantonal de Neuchâtel, J.-P. Jéquier envisagea la réalisation de fouilles subaquatiques sur cette station. Toute la surface présumée du gisement fut carroyée. On sait la fin tragique que connut J.-P. Jéquier sur le lieu-même des recherches prévues : le 28 février 1967, il y disparut au cours d'une plongée. Le projet de recherches de grande envergure fut alors momentanément abandonné, et cela d'autant plus que l'année suivante, U. Ruoff, archéologue de la ville de Zurich, constatait grâce à 12 sondages le faible intérêt stratigraphique et topographique du site. Un seul niveau archéologique digne d'être fouillé se trouvait à quelque 20 cm sous la surface du sol, mais il était clair qu'il avait été fortement érodé et que son décapage sur une grande surface n'aurait présenté qu'un mince intérêt. Il fut donc décidé de se borner à la recherche des objets encore abondants qui gisaient épars, tout en prélevant des pilotis en vue d'une étude dendrochronologique. Ce travail fut réalisé par des membres du Centre d'Etudes et de Sports subaquatiques de Neuchâtel, sous la direction de A. Antonietti, au cours d'une centaine d'heures de plongée de mars à mai 1969. Ces recherches étaient en cours lorsque nous entrâmes en fonction au Musée cantonal d'archéologie<sup>5</sup>.

Ce préambule nous a paru nécessaire pour déterminer nettement les conditions dans lesquelles ont été découverts les objets décrits ci-dessous. Il ne s'agit pas de matériel provenant de véritables fouilles, mais de trouvailles dont les coordonnées exactes n'ont été que rarement relevées. Il s'agit, d'autre part, d'un *choix* effectué parmi les 10 caisses d'objets ramenés en 100 heures de travail subaquatique. Ce matériel consiste essentiellement, en effet, en tessons qui n'ont pas encore été tous examinés en vue de l'établissement d'une typologie complète et de la reconstitution d'un certain nombre de récipients. Ne sont publiés dans le présent article que les vases à peu près complets et les bronzes. Or, il s'est avéré que ces « épaves » particulièrement bien conservées sont représentatives de l'ensemble des objets recueillis en 1968 et 1969, et fournissent une utile indication d'ordre culturel et chronologique sur l'occupation du site. Il ne faut

donc voir, dans les lignes qui suivent, que quelques éléments d'un corpus des matériaux protohistoriques d'Auvernier, dont il serait très souhaitable que l'étude exhaustive soit entreprise un jour.

## II. SITUATION ET STRATIGRAPHIE

Les coordonnées du centre approximatif de la station sont les suivantes : 200 500 / 557 100 (feuille Neuchâtel N° 1164 de la carte nationale de la Suisse au 1 : 25 000). Les premiers pilotis apparaissent à 30 m de la rive actuelle et recouvrent une superficie d'environ 160 m sur 70 m, soit grosso modo 11 200 m<sup>2</sup>. Ils se situent dans la moitié Est de la baie, sur le territoire communal d'Auvernier, au large des premières cabanes de pêcheurs que l'on rencontre en parcourant la rive d'Ouest en Est. Toutefois, à l'heure actuelle encore, il est impossible d'indiquer avec précision les limites du gisement car il dépasse largement la zone plantée de pilotis. Aucune photographie aérienne ne permet d'apporter quelque clarté sur ce point. Même en hiver, les quelque 2 à 3 m d'eau surmontant la station sont si troubles que le fond du lac ne peut être aperçu. Toute cette partie de la baie, d'autre part, est fortement ensablée. Enfin, nous doutons qu'un relevé intégral des pilotis apporte quelque indication que ce soit sur le plan du village, car tout récemment encore, certains pêcheurs les arrachaient pour s'en chauffer l'hiver. Ajoutons à cet inconvénient les ravages causés durant un siècle par le grappillage désordonné du gisement, ainsi que les méfaits d'un sport pratiqué surtout quand la baisse de 2 m du niveau du lac, entraînée par la première correction des eaux du Jura, eut mis au jour une plage truffée de céramique : de beaux vases intacts étaient juchés au sommet de pilotis et fracassés à coups de pierres ou de carabine<sup>6</sup>.

Les sondages effectués en divers points du site montrent tous une stratigraphie assez semblable. De haut en bas, on rencontre successivement :

- sable (10-50 cm) ;
- craie lacustre (10-20 cm) ;
- couche archéologique du Bronze final (5-15 cm) ;
- craie lacustre, traversée par place de très minces bandes foncées ne contenant pas de matériel archéologique, et qui doivent correspondre aux dépôts marginaux, entraînés par l'eau, de stations voisines.

Il est des points où la couche archéologique affleure et se signale par des charbons et des poutres couchées. La densité des trouvailles est extrêmement variable d'un point à un autre. Elle dépend certainement tout autant de l'irrégularité des prospections antérieures que de différences dues à l'habitat.

Tel est l'état actuel du gisement, profondément altéré sur sa plus grande surface aussi bien par l'action érosive des vagues que par les recherches antérieures. Il n'a pas été possible de mettre au jour, où que ce soit, des niveaux d'habitat superposés qui auraient permis de constater sur le terrain les phases successives du Hallstatt initial qui se dégagent de l'examen du matériel recueilli antérieurement aux recherches de 1968. Il va sans dire, également, que les travaux récents n'ont apporté aucune contribution nouvelle à la « solution du problème lacustre ».

### III. MÉTHODES DE RECHERCHE

Le plan ci-joint montre les zones intégralement explorées. L'utilisation d'une suceuse parut être le meilleur moyen permettant une « récupération » totale et rapide des vestiges. Voici le principe de ce système<sup>7</sup>. Un compresseur est installé sur un ponton. L'une des extrémités d'un tuyau annelé en caoutchouc de 15 cm de diamètre comporte une embouchure métallique rigide. L'autre extrémité, maintenue à la surface de l'eau par des flotteurs, est placée au-dessus d'un tamis. A une dizaine de centimètres de la partie métallique du tuyau annelé, une tubulure convenablement disposée projette un jet d'air comprimé parallèlement à l'axe du tube. Au moyen de ce dispositif, qui fonctionne à la manière d'un injecteur à vapeur, une zone de dépression se forme autour de l'extrémité du tube de telle sorte que l'eau, le limon, les petits cailloux et certains objets sont aspirés dans le tuyau de caoutchouc à une vitesse qui dépend de la pression de l'air insufflé (jusqu'à 2,5 kg/cm<sup>2</sup>), et tombent dans le tamis flottant.

En même temps que cet instrument, une lance Galeazzi fut aussi utilisée. D'emblée, cette dernière donna des résultats supérieurs à ceux obtenus par la suceuse. La lance, projetant de l'eau sous pression, permet en effet un décapage fin des niveaux archéologiques à la manière du pinceau utilisé par les fouilleurs de terre ferme. La suceuse, par contre, n'est pas encore adaptée à la fouille d'une station préhistorique. Le diamètre du tuyau est trop grand, la force d'aspiration, même contrôlée, est trop violente, la tête métallique trop lourde, et nous avons pu constater, à la fréquence des cassures fraîches, que la poterie ne supporte pas un tel traitement. Cet instrument de travail ne sera utilisable qu'au moment où il sera plus fin et permettra l'expulsion de la vase, de la craie et du sable uniquement (avec, bien entendu, les parcelles végétales qu'ils contiennent). Il s'agit d'une solution à n'adopter que dans les cas désespérés, lorsque la destruction d'une station est imminente, que les impératifs de la productivité l'emportent sur

ceux de la paléoethnologie et que l'on ne dispose pas de l'équipe d'archéologues-plongeurs formés, par des stages effectués sur terre ferme, aux règles draconiennes de la fouille préhistorique. Ces conditions, précisons-le, furent malheureusement celles qui se présentèrent dans notre canton lorsque le sauvetage de la station en question s'avéra nécessaire. Face à ces résultats insuffisants, nous nous demandons si l'on ne pourrait envisager la création, sur le plan romand, d'une équipe d'archéologues-plongeurs professionnels, munis d'un matériel perfectionné, qui serait appelée à intervenir en priorité sur les gisements menacés de comblement.

#### IV. BRONZE

Le matériel découvert en 1968 et 1969 remonte dans sa totalité au Hallstatt B2, c'est-à-dire à l'avant-dernière phase de l'Age du Bronze final (IX<sup>e</sup> siècle av. J.-C.)<sup>8</sup>.

L'ensemble le plus important est constitué par le contenu d'une cachette de fondeur, découverte en 1968. Elle abritait, groupés sur quelques décimètres carrés à la surface de la craie lacustre, 9 objets de bronze et un fragment informe du même métal voisinant avec un pot à rebord en entonnoir (presque identique au N<sup>o</sup> 17) et les tessons d'une cruche peinte (N<sup>o</sup> 27). Le dépôt simultané de ces pièces offre un excellent repère chronologique, permettant de déterminer la date extrême d'occupation du site, voire celle de son abandon définitif<sup>9</sup>.

N<sup>os</sup> 4-6 : *Trois faucilles* : elles sont du type à languette et comportent, sur l'une des faces, 3 nervures plus ou moins parallèles (N<sup>os</sup> 5 et 6), ou 2 seulement (N<sup>o</sup> 4), se poursuivant irrégulièrement de la base à la pointe. Les perforations intermédiaires que comportent les N<sup>os</sup> 4 et 5 sont dues à des défauts de coulée, seule celle de la base du N<sup>o</sup> 4 paraît intentionnelle.

N<sup>os</sup> 7-9 : *Deux haches à ailerons terminaux et anneau* ; 1 fragment d'une troisième.

N<sup>os</sup> 1-2 : *Deux bracelets creux à tampons, en tôle mince repoussée et gravée très finement*. Ils sont presque rigoureusement identiques à un troisième, découvert à quelques mètres de là (N<sup>o</sup> 3). Incontestablement, tous trois furent fabriqués par un seul et même artisan. Leurs poids respectifs sont de 93 g, 110 g et 77 g. Le burin du graveur a tracé des lignes d'une ténuité arachnéenne qui ne s'épaississent que dans l'arrondi des cercles concentriques. Le champ ornementé se compose de 11 registres de surfaces inégales délimités par des groupes de 7 à 10 lignes parallèles. Si l'on mesure (en mm) la

largeur médiane des registres, en y incluant 1 fois sur 2 les groupes de lignes qui les bordent, on obtient les chiffres suivants :

N° 1 :	$\frac{17 \quad 16 \quad 18}{51} \quad 49$	$\frac{16 \quad 16 \quad 17}{49} \quad 48$	$\frac{17 \quad 16 \quad 18}{51}$
N° 2 :	$\frac{18 \quad 14 \quad 18}{50} \quad 46$	$\frac{17 \quad 16 \quad 18}{51} \quad 48$	$\frac{18 \quad 16 \quad 17}{51}$
N° 3 :	$\frac{16 \quad 15 \quad 17}{48} \quad 41$	$\frac{16 \quad 13 \quad 16}{45} \quad 36$	$\frac{19 \quad 15 \quad 18}{52}$

Il ressort de ces chiffres que la répartition du décor obéit à un rythme tendant à une séquence du type

1 1 1 3 1 1 1 3 1 1 1,

1 étant une unité de base de 16 mm environ. La structure de toute la composition est fondée sur un schéma fort simple : la longueur disponible est divisée en 4 parties égales ; une de ces parties sur deux est à son tour subdivisée en 3 éléments égaux, lesquels sont finalement segmentés, à raison d'un sur deux, en 4 tronçons de longueur identique. Tel est, selon toute vraisemblance, l'ordre des opérations auxquelles procédait l'artisan préparant la surface à orner. Les irrégularités de proportions ressortant du tableau des mensurations résultent de la difficulté extrême que représente le fait de graver, à main levée, une surface bombée. Si l'on considère la recherche de l'ordonnance indiquée plus haut comme un critère de perfection technique, il est évident que le bracelet N° 1 est le plus réussi des trois, le N° 3 étant le plus négligé dans sa facture. L'examen superficiel des 3 pièces corrobore cette constatation : la forme des N°s 1 et 2 est régulière, les bords ne présentent aucune échancrure ; le N° 3, par contre, offre des bords zigzagants, la feuille de bronze s'était déjà fendue en plusieurs points lors du martelage. Il s'agit manifestement, dans ce dernier cas, d'une pièce de second ordre n'appelant pas un décor particulièrement soigné et risquant même de blesser la personne qui la portait.

L'esprit de géométrie présidant à la répartition du décor ressort aussi nettement de l'examen des motifs gravés. Deux registres de 36 à 49 mm de long sur environ 45 mm de large sont divisés en triangles et en losanges, à l'aide de groupes de lignes parallèles identiques à ceux qui séparent les



zones ornées. Chaque tronçon de ligne droite aboutit à un motif consistant en 3 cercles concentriques (au centre de la figure), ou 3 demi-cercles seulement (au bord de celle-ci). Les 2 registres principaux sont encadrés de bandes verticales emplies de triangles hachurés, lesquelles délimitent à leur tour, deux à deux, une zone où courent des lignes parallèles en zigzag. Les légères déviations du burin, l'irrégularité des cercles concentriques n'enlèvent rien à l'impression de minutie, de rigueur subtile et remarquablement contrôlée que suscite l'examen de ces 3 bracelets.

Les parallèles ne manquent pas<sup>10</sup>. Ce type de décor, présentant un grand nombre de variantes, est largement répandu en Suisse occidentale, mais généralement sur des bracelets coulés et non pas façonnés en tôle repoussée.

*Un fragment de bracelet creux à tampons, en tôle repoussée, gravé au trait* (N° 11) : en comparaison des gravures précédentes, celles de cet objet, plus profondes et asymétriques, apparaissent comme le travail d'un apprenti malhabile.

Les objets que nous venons de décrire, à part les 2 bracelets intacts, présentent tous quelques défauts : les haches ont des ailerons tordus ou un tranchant incomplet, l'une d'elles est réduite à sa partie centrale, le contour des faucilles est irrégulier, un bracelet est cassé. Il s'agit d'objets destinés à la refonte. La présence, dans cet ensemble, des bracelets N°s 1 et 2 a toutefois quelque chose de surprenant car leurs défauts probables nous sont beaucoup moins apparents.

Tous les objets faisant partie du dépôt remontent à la seconde phase du Hallstatt B, représentée notamment dans la célèbre nécropole de Gündlingen dans la vallée du Rhin<sup>11</sup> ou dans la couche supérieure de la station littorale de Zoug-Sumpf<sup>12</sup>. La faucille à languette et la hache à ailerons terminaux sont particulièrement caractéristiques de cette période, comme aussi les 2 vases (voir plus bas) qui reposaient à proximité immédiate des bronzes.

Les autres objets métalliques découverts à Auvernier en 1968 et 1969 appartiennent eux aussi au Hallstatt B2. Les plus typiques sont une épingle à tête vasiforme et côtes en relief (N° 13) ; un bracelet creux à tampons, coulé et non martelé (N° 12), à l'intéressant décor pointillé<sup>13</sup> ; un couteau à dos presque rectiligne et cylindre intermédiaire entre la lame et la soie, dont la surface présente un réseau de craquelures provoquées par un refroidissement très brusque du métal brûlant (N° 10) ; un fragment de couteau à manche et anneau massifs, découvert en 1970 (pl. 2)<sup>14</sup>. Le rasoir à un seul tranchant (N° 15), l'hameçon et les fragments d'anneaux, beaucoup moins caractéristiques, s'accordent cependant avec ce tableau (N°s 14 et 16).

## V. CÉRAMIQUE

Nous avons déjà souligné le rapport de contemporanéité existant entre le dépôt des bronzes de la cachette de fondeur et deux types de vases (N<sup>os</sup> 17 et 27). L'étude de l'ensemble de la céramique fait ressortir son appartenance au Hallstatt B2. L'embouchure en entonnoir, le décor de stries parallèles et d'incisions, les surfaces noires et brillantes, les lignes gravées contournant l'anse des cruches, l'apparition de la peinture sont autant de traits qui « signent » en quelque sorte les vases recueillis à Auvernier<sup>15</sup>. Nous y distinguons plusieurs catégories.

1. — De grandes jarres (non figurées ici parce que trop fragmentaires) dont l'embouchure en forme d'entonnoir dépasse parfois 40 cm de diamètre et dont le seul décor, situé sous la lèvre, consiste en une rangée de petites incisions triangulaires ou un cordon en relief. Leur couleur est brun-orange et le dégraissant grossier.

La dénomination des types de la céramique fine présente quelque difficulté. Un même récipient peut porter, en effet, selon les auteurs, le nom d'urne ou de pot ; de cruche, de fiasque ou de pot à anse. La couleur des céramiques décrites ci-dessous est le plus souvent grise ou noire. Seuls les N<sup>os</sup> 27 et 31 présentent des plages orange et beiges.

Relevons tout d'abord, dans notre matériel, l'existence de groupes de récipients au profil identique et ne différant que par la présence ou l'absence d'anse ainsi que par leur décor. Ces groupes de vases sont les suivants :

2 A. — Pot à col bas en entonnoir et base plate (N<sup>os</sup> 17-22). Un trait constant de ce type consiste en la présence de lignes profondément incisées, à cru, à la limite du col et de la panse ainsi que sur la partie supérieure de celle-ci. Dans quelques cas, ces lignes comportent une perforation dont l'explication nous est fournie par le pot N<sup>o</sup> 17 (planches 2 et 3) : un trou de la ligne supérieure contenait encore un fragment de fibre carbonisée qui se prolongeait à l'intérieur de la rainure. Les trous devaient donc servir à fixer solidement de minces bandes ornementales, probablement colorées, qui rehaussaient l'aspect quelque peu austère de ces vases et contrastaient avec leur fond noir<sup>16</sup>. Un décor supplémentaire consiste en une ligne de zigzags (N<sup>os</sup> 19 et 20) ou de chevrons d'orientations opposées, incisés à cru. Nous ne sommes pas en mesure de déterminer si la craie blanche dont ils sont emplis résulte d'une application intentionnelle à but décoratif (ce qui est vraisemblable) ou simplement du séjour des vases dans la craie lacustre.

La base des pots est plate et épaisse. La courbure de la panse présente quelques variantes : la largeur maximum se situe à peu près à mi-hauteur du vase, mais peut aussi se trouver dans la moitié supérieure (N<sup>o</sup> 22).

2 B. — Cruche à col bas en entonnoir et base plate (variante du type précédent). Sur cet exemplaire, 2 lignes incisées tournent au-dessous de l'anse (N° 23).

3 A. — Pot sphérique à col en entonnoir (N°s 24 et 25). Le col est beaucoup plus important que sur les exemplaires précédents. Il est finement profilé et occupe à lui seul plus du tiers de la hauteur du vase. La base est étroite. Le décor, composé de bandes d'excisions triangulaires, apparaît sur certains vases de Zürich-Alpenquai<sup>17</sup>.

3 B. — Cruche sphérique à col en entonnoir (N°s 26 et 27). Elle offre un profil identique à celui de 3 A. Sur l'exemplaire N° 26, il apparaît que les lignes incisées signalées à propos de 2 B, dessinent un demi-cercle au-dessous de l'anse et la relie à la base qu'elles entourent complètement. Le décor comporte aussi des chevrons.

La cruche N° 27, mince et au profil aigu, présente un intérêt supplémentaire. De faibles traces rouges sur la pâte grise montrent qu'elle fut peinte. Les zones peintes en rouge se limitent à la lèvre (intérieurement et extérieurement jusqu'à la première ligne incisée), ainsi qu'à la bande comprise entre les deuxième et troisième lignes incisées. L'état assez érodé du tesson ne permet pas de préciser si le reste de la panse était peint en noir, comme semblent l'indiquer quelques traces évanescentes<sup>18</sup>.

4 A. — Pot à profil sinueux. De mêmes dimensions que 2 A, il s'en distingue par la courbe, qui relie sans transition le col à la panse. Quelques incisions obliques remplacent les lignes circulaires. La base, épaisse de 2 cm, porte 8 mamelons groupés en cercle<sup>19</sup> (N° 28).

4 B. — Cruche à profil sinueux, ornée de 2 rangées d'incisions entourant complètement l'anse (N° 29 et pl. 3, 2 ; cette dernière fut découverte en 1959).

Ce dernier groupe (4 A et 4 B) est de facture plus négligée que les deux précédents. La terre est moins fine, le dégraissant quartzeux plus grossier ; le profil est mou ; le décor, réduit à sa plus simple expression.

5. — Ce vase (N° 30) se distingue de tous les autres par la verticalité de la moitié supérieure de la panse. Le décor est sommaire, hésitant. Peut-être ne faut-il voir dans ce type qu'une variante « abâtardie » de 2 A.

6. — Pot à col en entonnoir et pied en couronne (N° 31). Pièce d'excellente qualité. Décor : 3 lignes parallèles à la limite du col et de la panse ; au-dessous, métopes<sup>20</sup>.

7. — Coupelles et écuelles tronconiques, à rebord intérieur ou sans rebord (N°s 32 - 37). Leur profil est plus ou moins rectiligne, la base toujours plate. Le façonnage est en général très soigné, le lissage régulier, sauf sur l'écuelle N° 36 où les empreintes digitales apparaissent en creux profond. L'extérieur peut être d'un noir intense présentant des reflets argentés ou

bleutés (dûs à l'application de graphite? une analyse permettrait de le déterminer). Cinq écuelles empilées, de diamètres décroissants, furent découvertes en 1959 (pl. 3, 3).

8. — Ecuëlle à profil sinueux. Coups d'ongles sous la lèvre (N° 38).

9. — Ecuëlle à bords rentrants (N° 39).

10. — Tasses (N°s 40 et 41). De dimensions très différentes, elles sont de forme identique.

## VI. DIVERS

Deux fusaïoles de terre cuite (N°s 42 et 43). L'une d'elles est décorée d'impressions digitales.

Un boudin d'argile de forme circulaire servant de support de vase ou de peson de métier à tisser.

De nombreux fragments d'argile cuite comportent des empreintes de branches. Il s'agit d'enduit de parois des huttes incendiées ou d'éléments de fours.

Les végétaux carbonisés les plus abondamment recueillis à Auvernier en 1968 et 1969 consistent en petites pommes, le plus souvent partagées en 2 moitiés, ainsi qu'en noisettes (coquilles uniquement), mil et blé.

L'étude dendrochronologique des pilotis prélevés est en cours. Elle permettra de dater le site avec précision.

## RÉSUMÉ

La station littorale du Bronze final d'Auvernier, connue depuis 1854 et qui sera bientôt recouverte par la route nationale 5, a été l'objet de recherches subaquatiques en 1968 et 1969. Une première étude du matériel recueilli permet de le rattacher dans son ensemble au Hallstatt B 2. Une cachette de fondeur contenant 3 bracelets, 3 haches et 3 faucilles est particulièrement intéressante. Les bronzes et la céramique, parmi laquelle figure un fragment de cruche peinte ont été classés typologiquement.

Michel EGLOFF

Musée cantonal d'archéologie  
(Neuchâtel.)

## NOTES

<sup>1</sup> *Pfahlbaubericht*, N° 1 (Mitteilungen der Antiquarischen Gesellschaft Zürich, 1855), p. 99. Cf. aussi : D. VOUGA, *Préhistoire du Pays de Neuchâtel des origines aux Francs*, Neuchâtel, 1943, pp. 197-199 (importante bibliographie).

<sup>2</sup> J.-P. JÉQUIER et Ch. STRAHM, *Les fouilles archéologiques d'Auvernier en 1964 (Musée neuchâtelois, 1965, pp. 78-88)* ; A. GALLAY, *Les fouilles d'Auvernier 1964-1965 et le problème des stations lacustres (Archives suisses d'Anthropologie générale, 1965, pp. 57-82)* ; Ch. STRAHM,



1. — Vue aérienne de la baie d'Auvernier (juillet 1970). La station littorale du Bronze final se trouve à droite des cabanes que l'on aperçoit au large des roseaux.



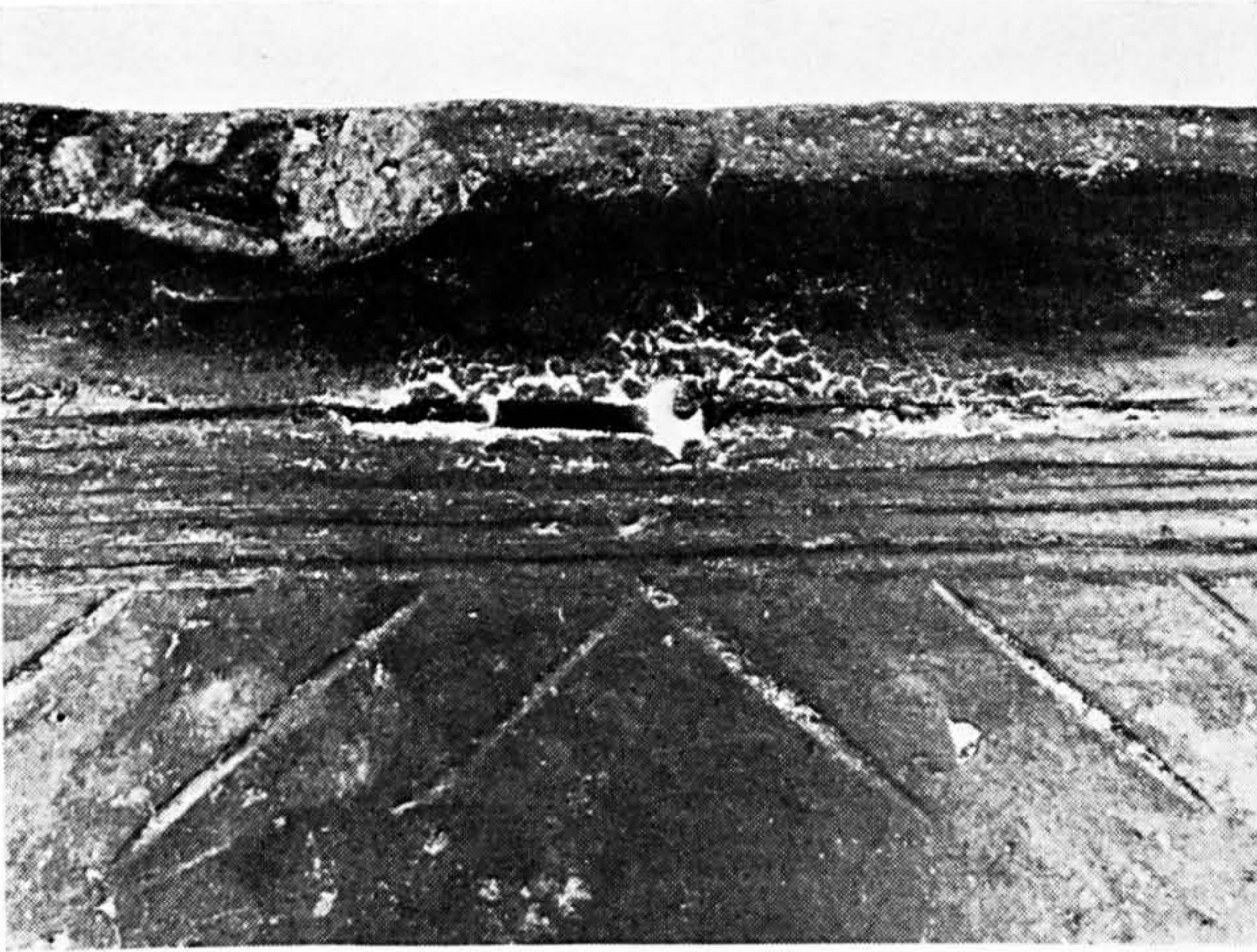
2. — Bracelets gravés et couteaux de bronze. Longueur du couteau complet : 24,8 cm.



1.— Matériel de la cachette de fondeur : faucilles, bracelets gravés, haches de bronze.



2.— Trois types de vases découverts à Auvernier en 1969. Hauteur du pot sans anse : 12 cm.



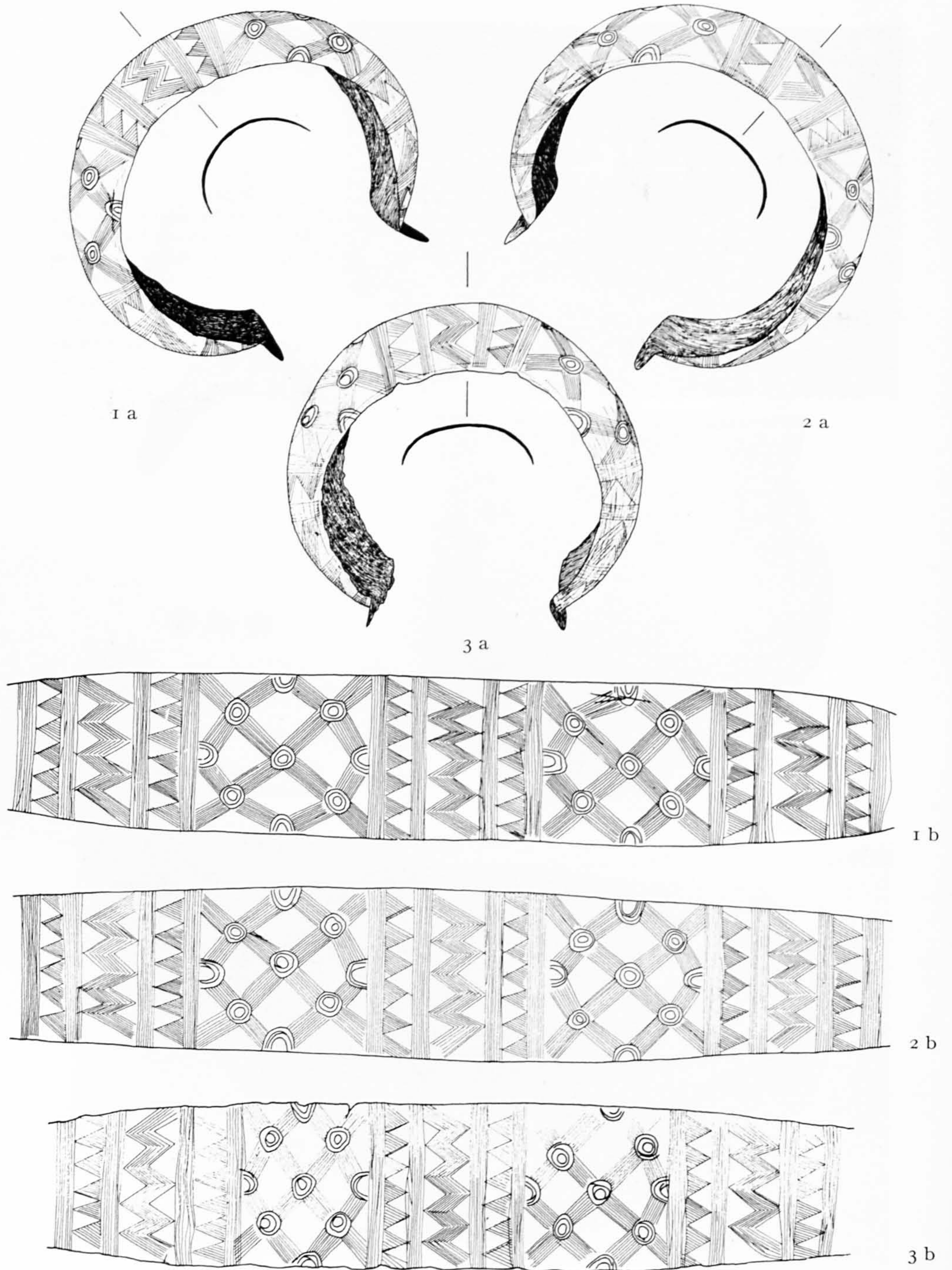
1. — Détail d'un vase figurant sur la planche 2. On distingue sous la lèvre l'emplacement d'une perforation (encore emplie de craie lacustre) d'où sort une mince lanière carbonisée se prolongeant dans la rainure supérieure. Il s'agit du vestige d'un décor.



2. — Cruche ornée.  
Hauteur : 13,5 cm.

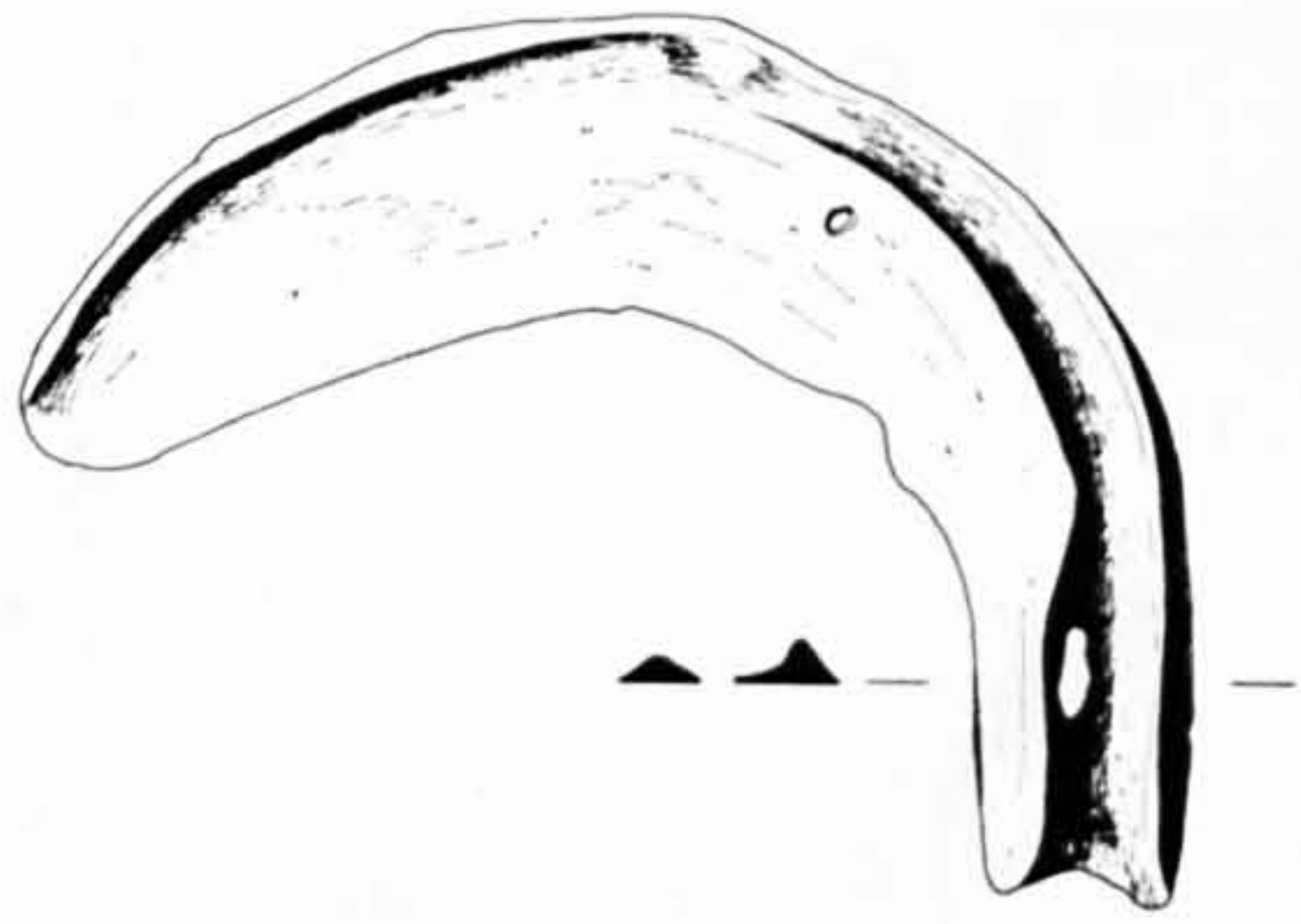


3. — Pile d'écuelles retrouvée en 1959. Diamètres : de 15,5 cm à 28 cm.

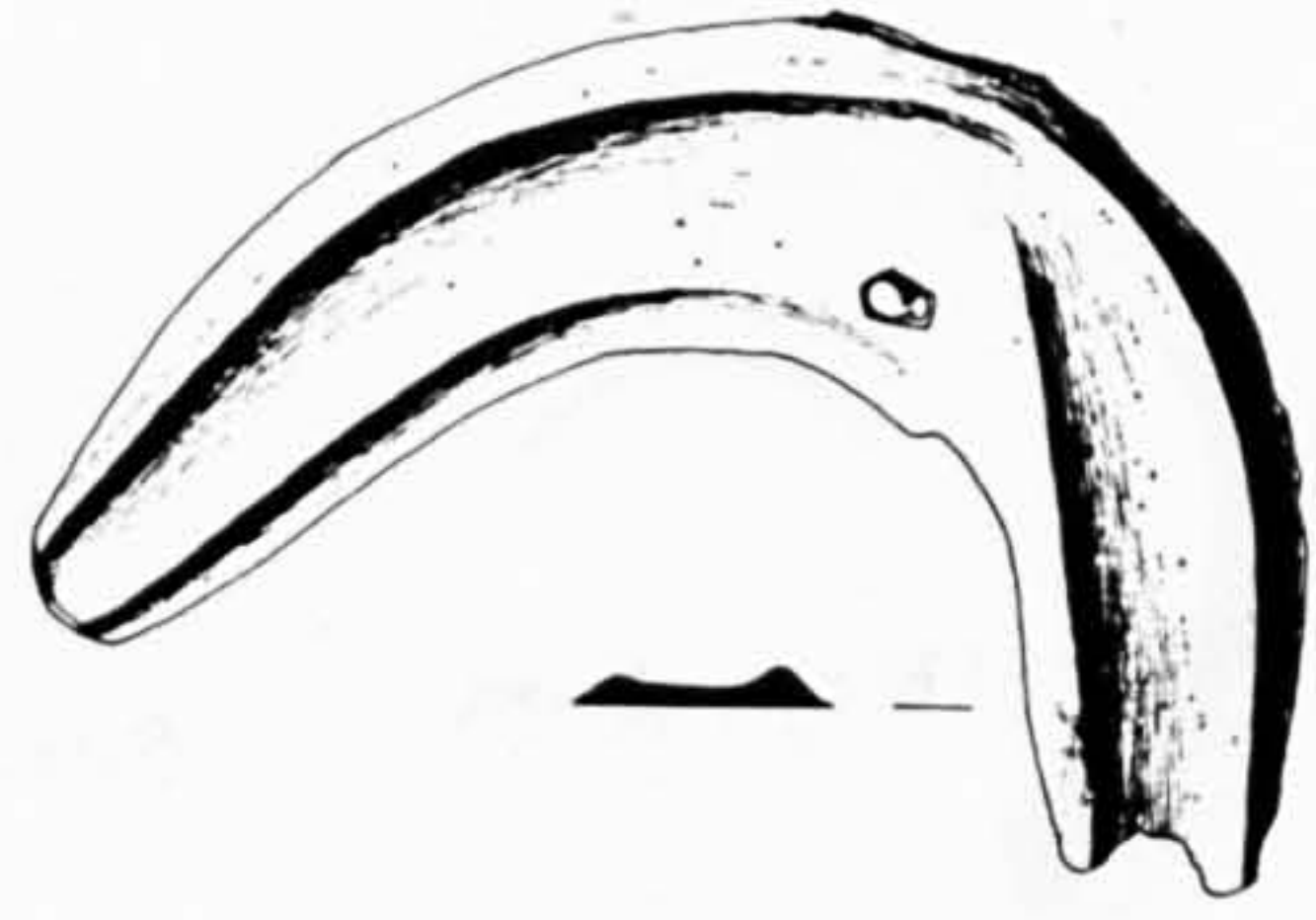


1. — Bracelets de bronze gravés. (Echelle 1 : 2.)

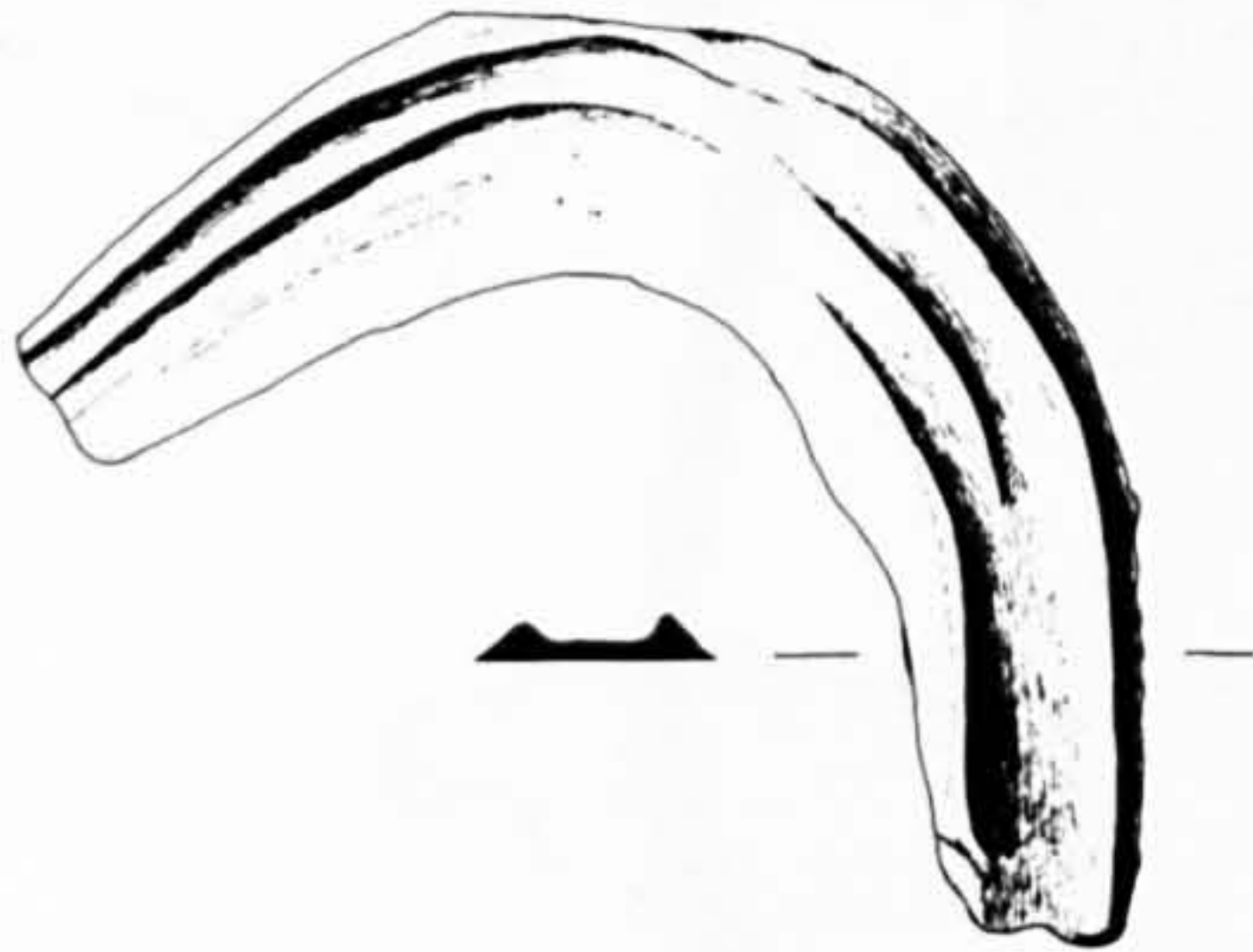




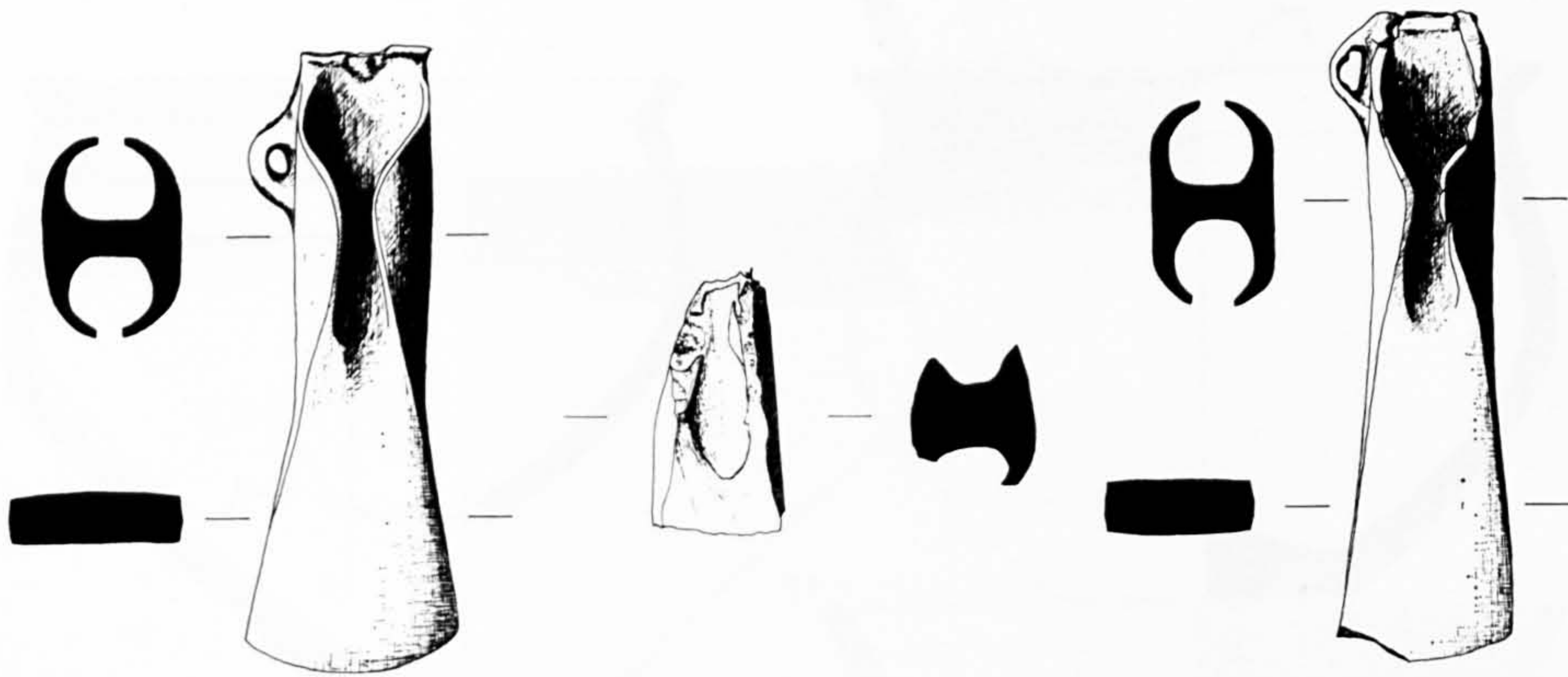
4



5



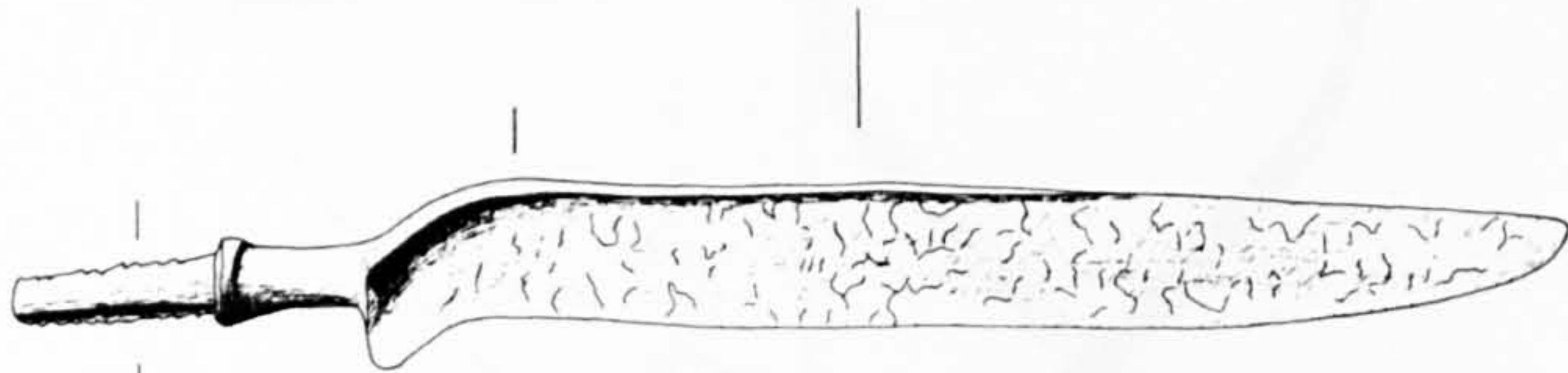
6



7

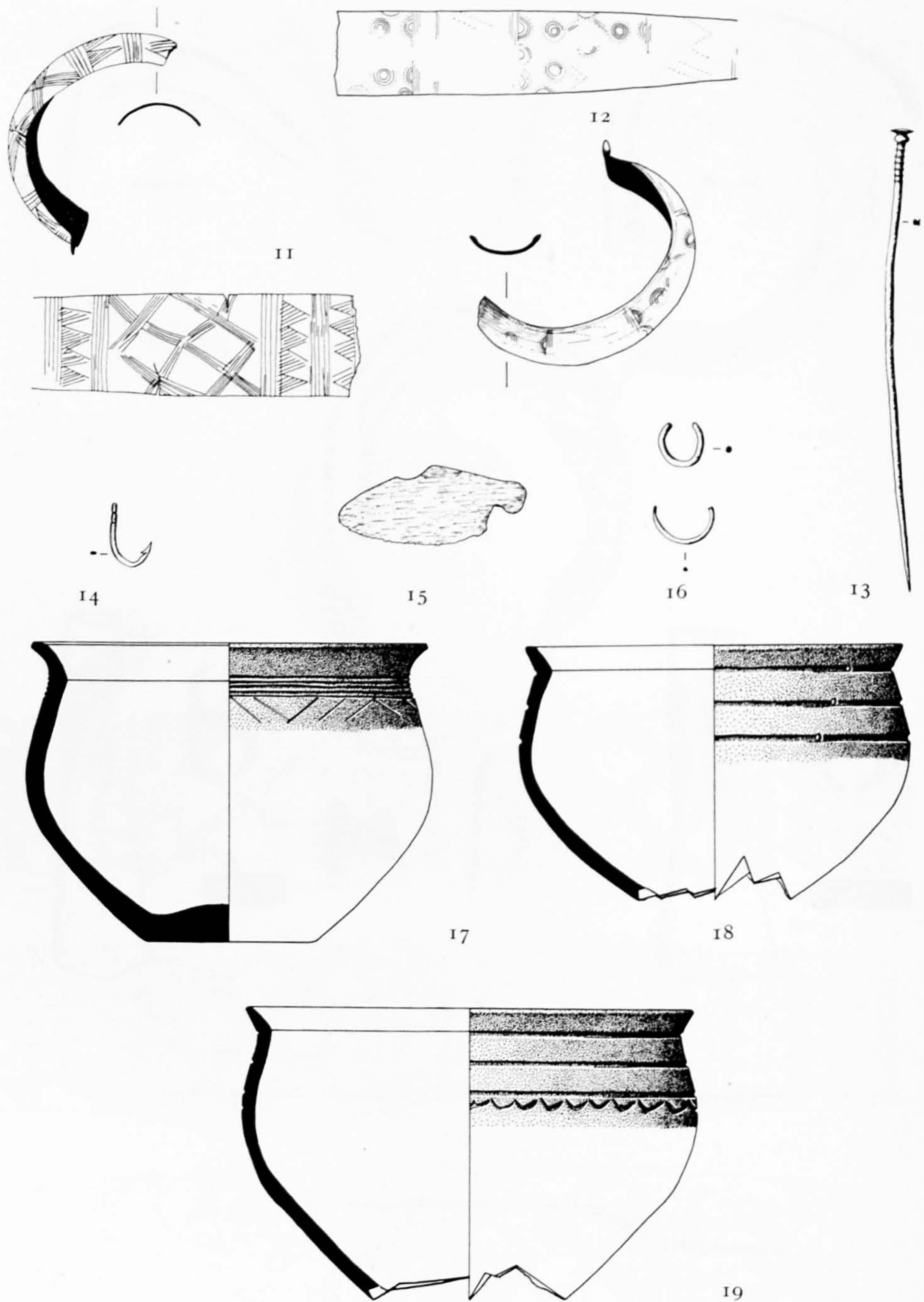
8

9

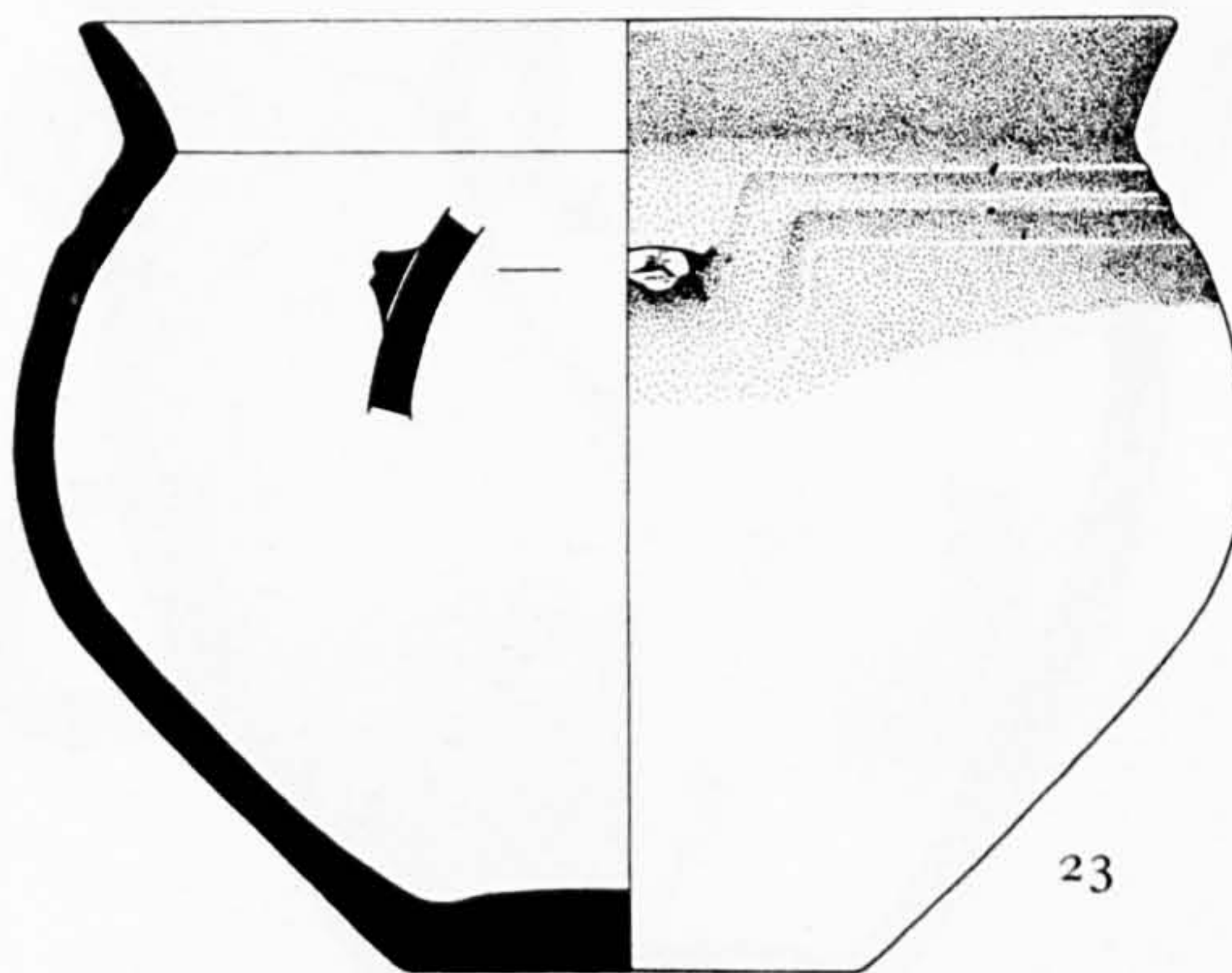
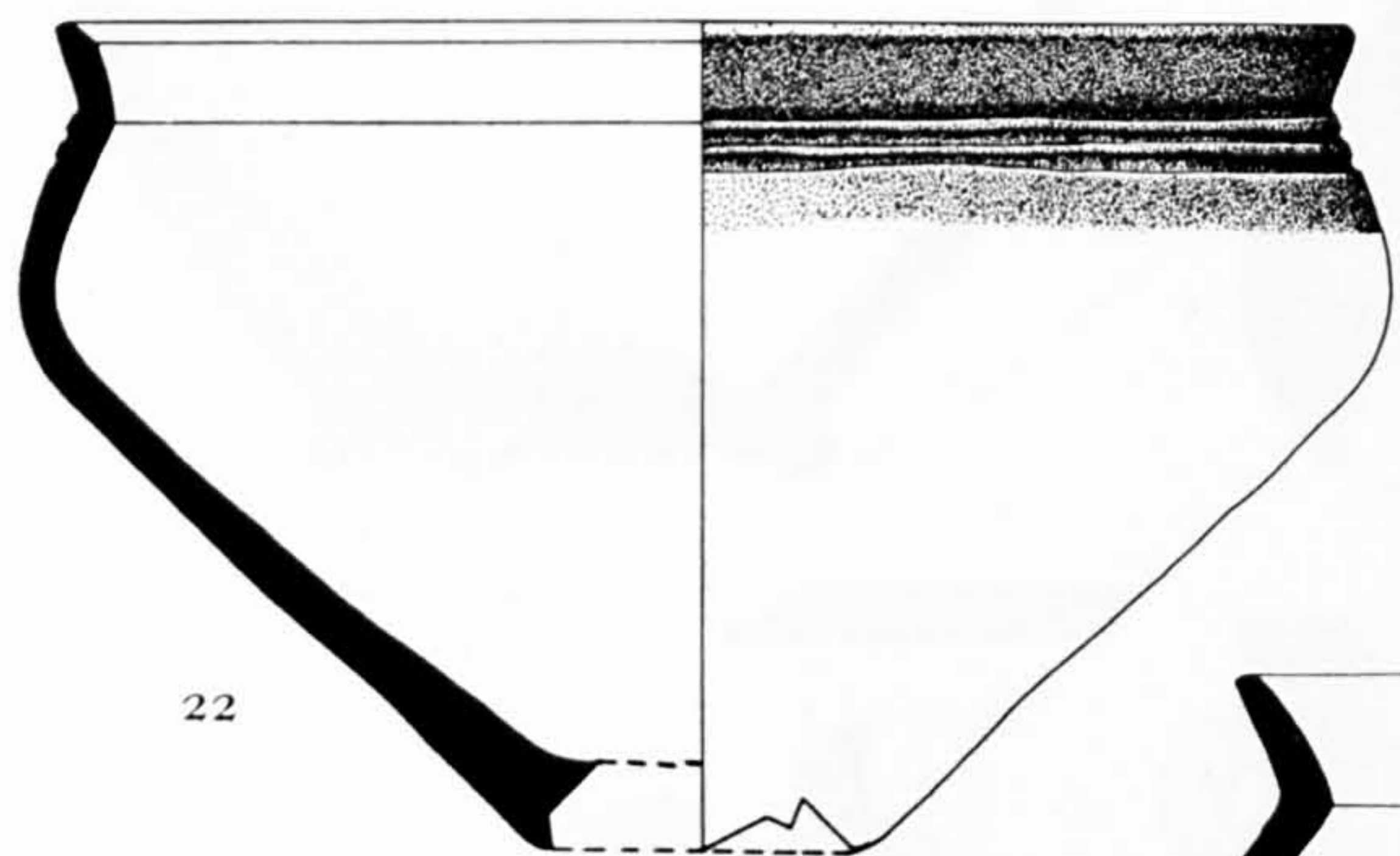
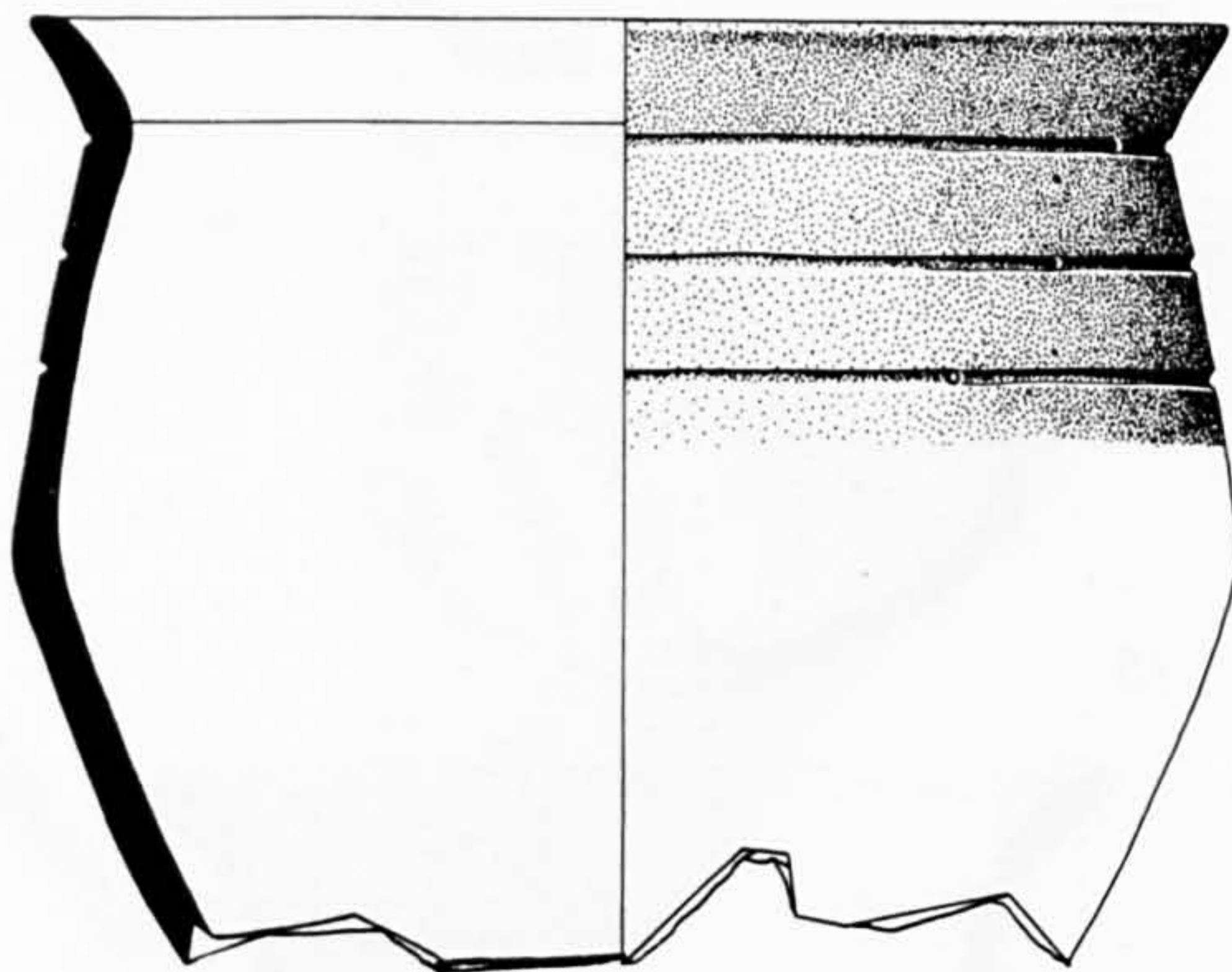
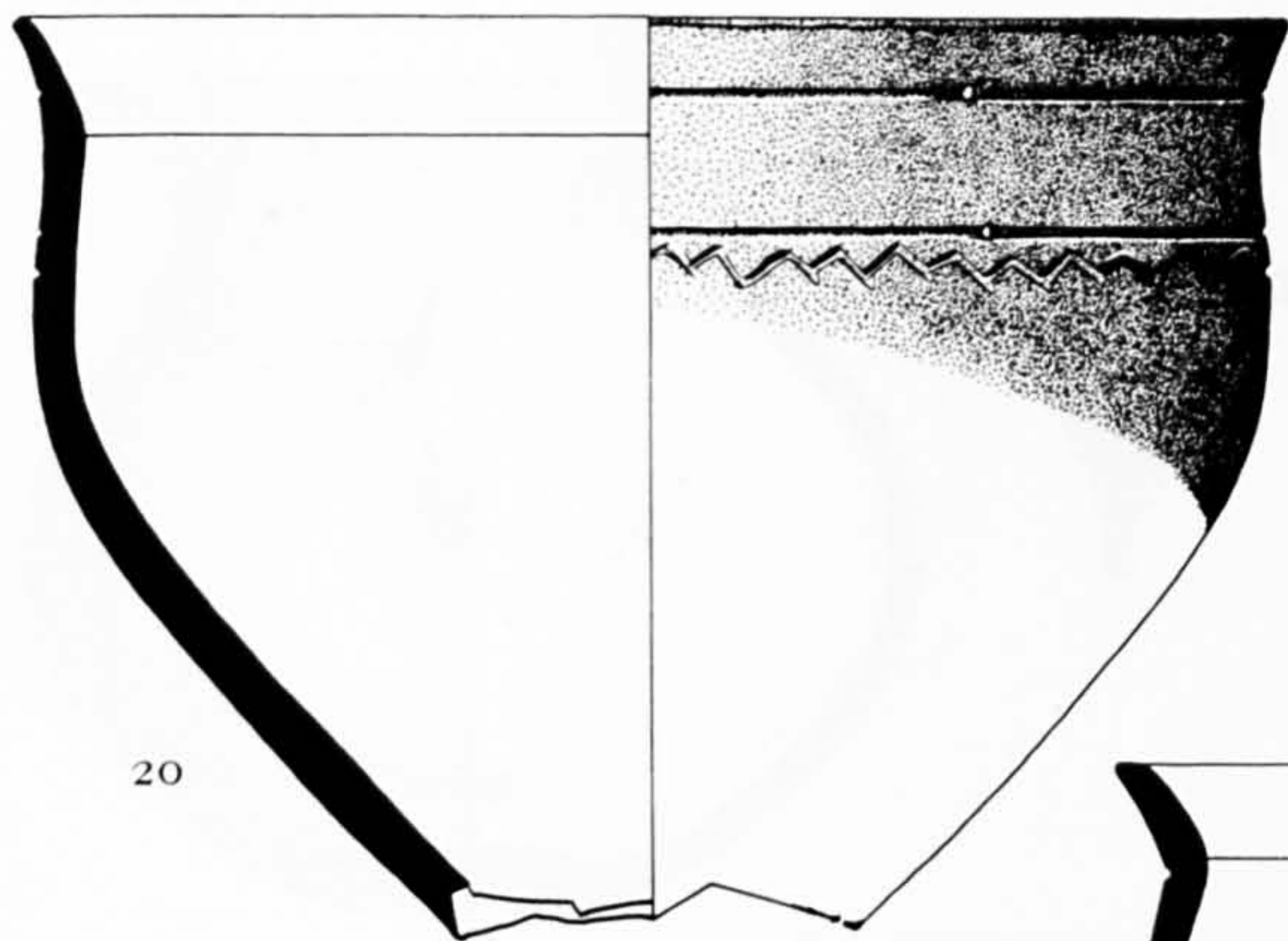


10

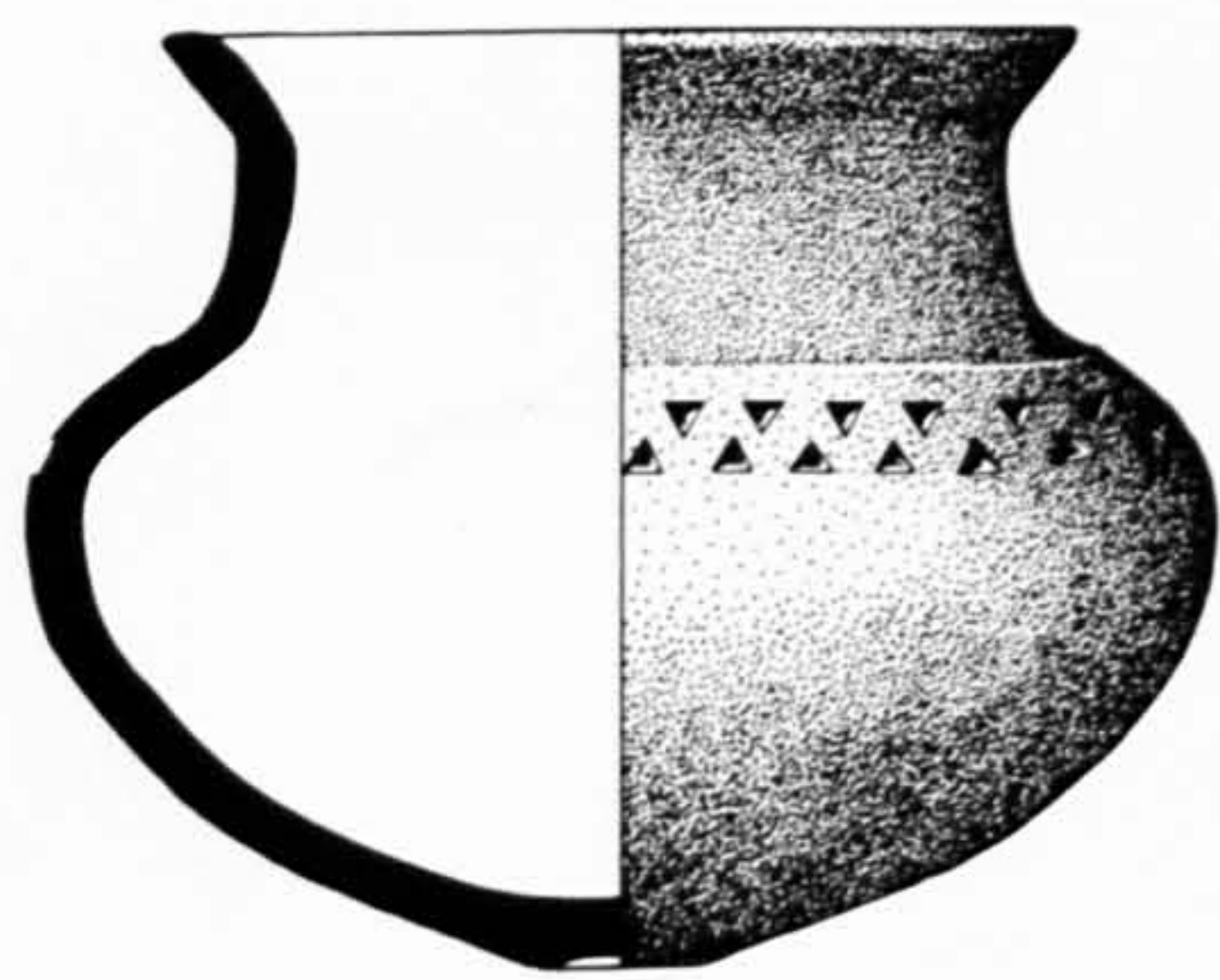
1.—Faucilles, haches et couteau de bronze. (Echelle 1 : 3.)



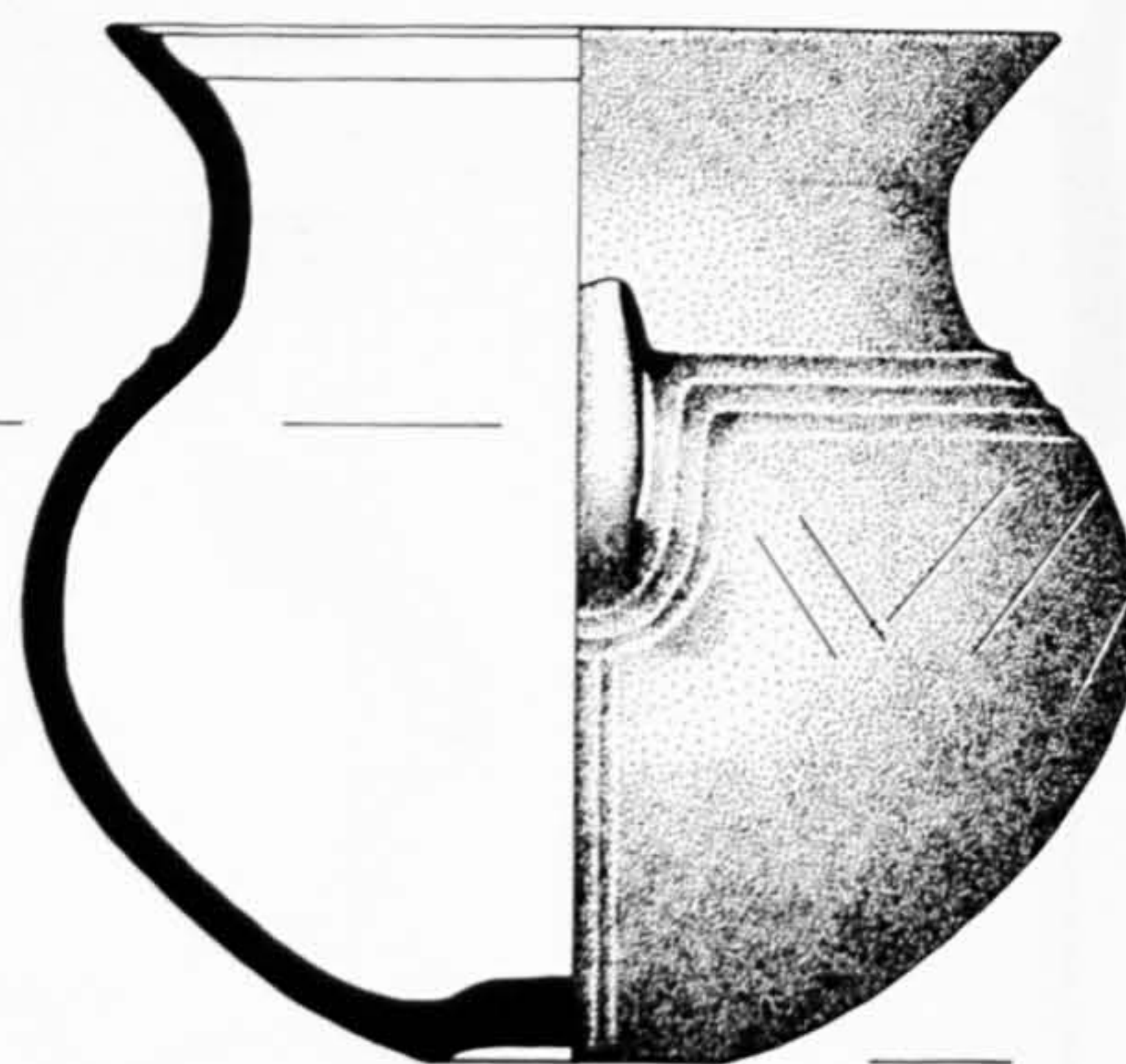
1. — Bronze : bracelets, épingle à tête rasiforme, hameçon, rasoir, anneaux. Céramique.  
(Echelle 1 : 3.)



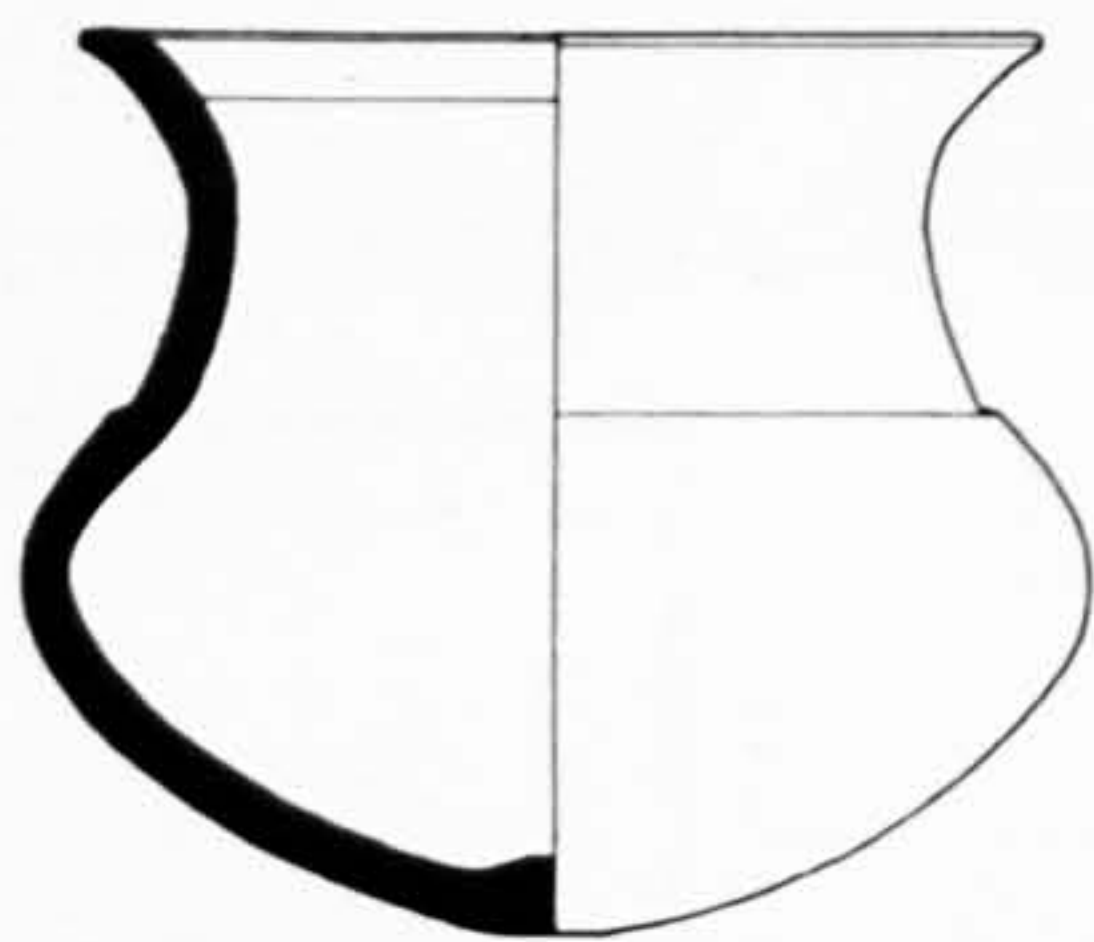
Céramique. (Echelle 1 : 3.)



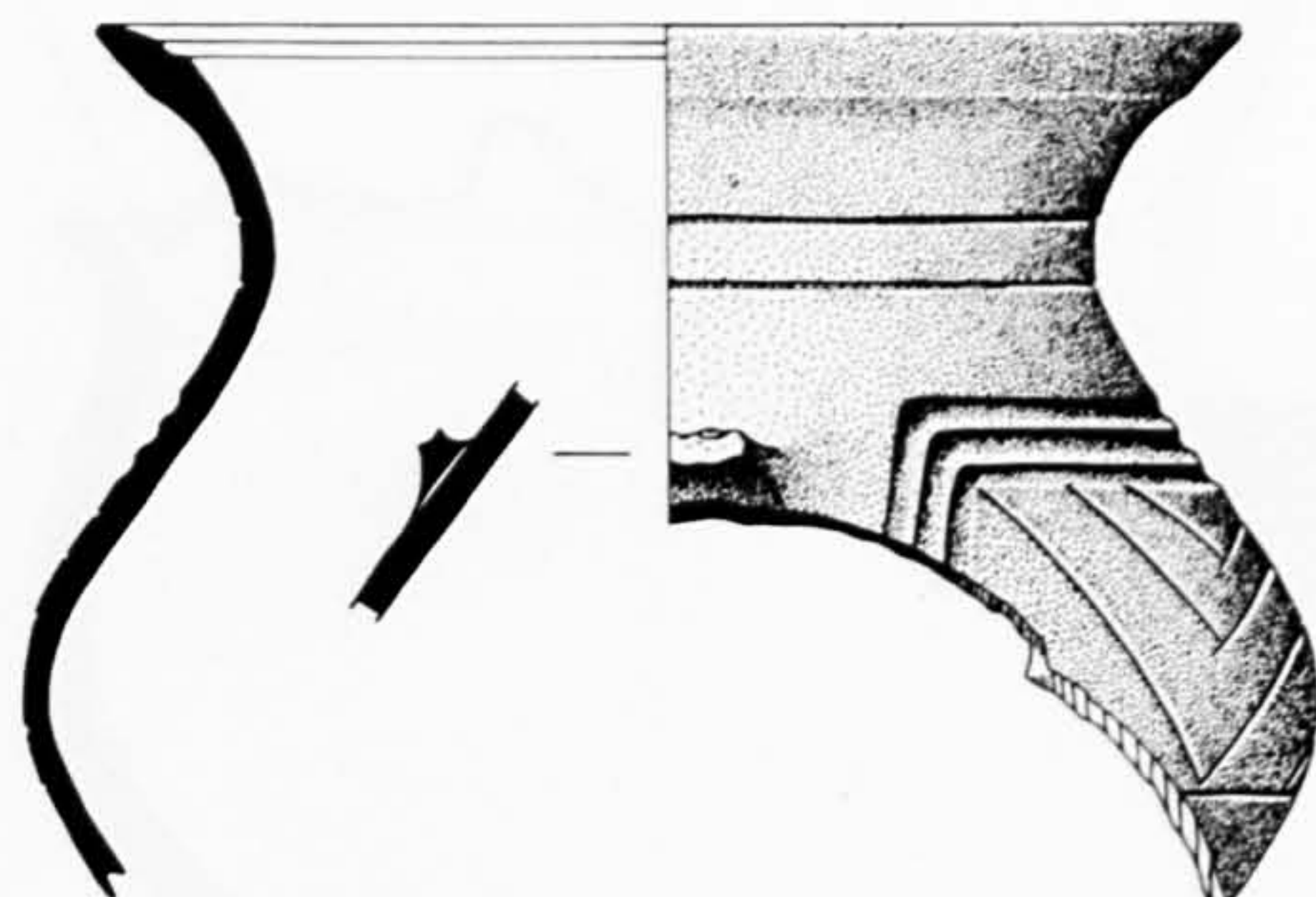
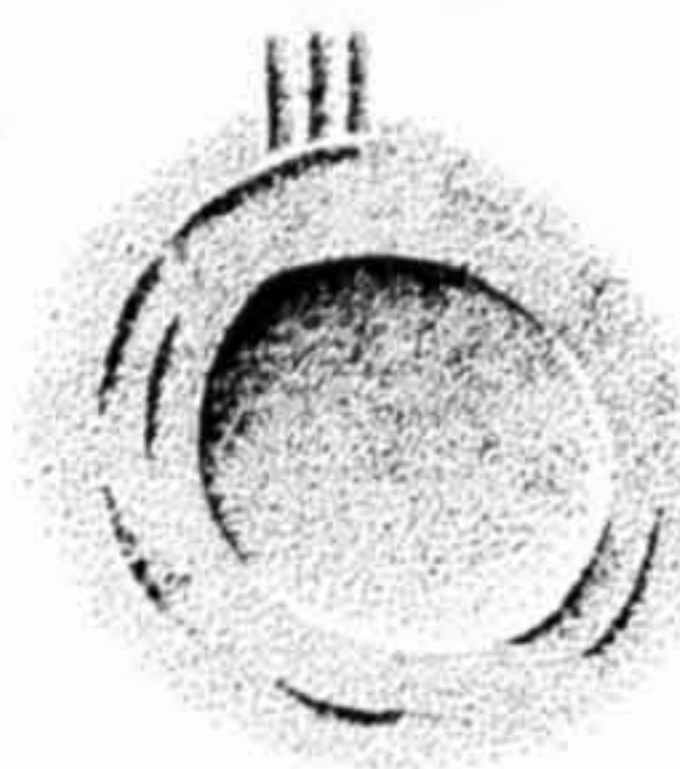
24



26



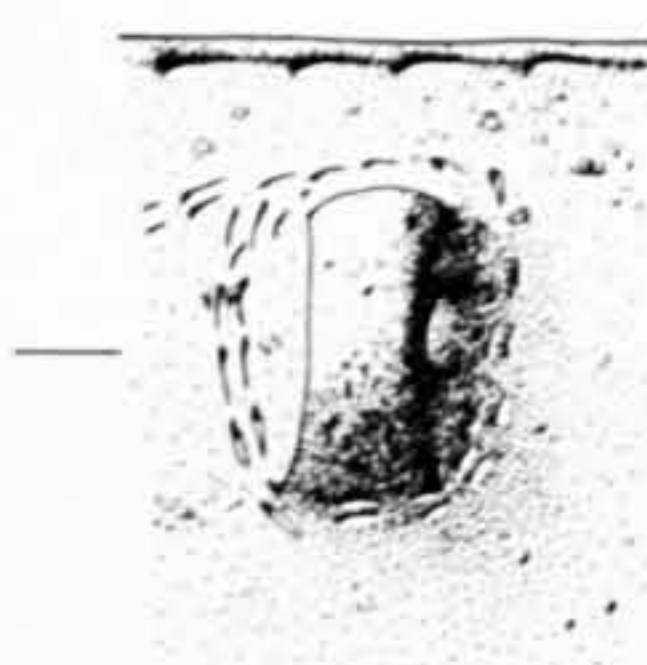
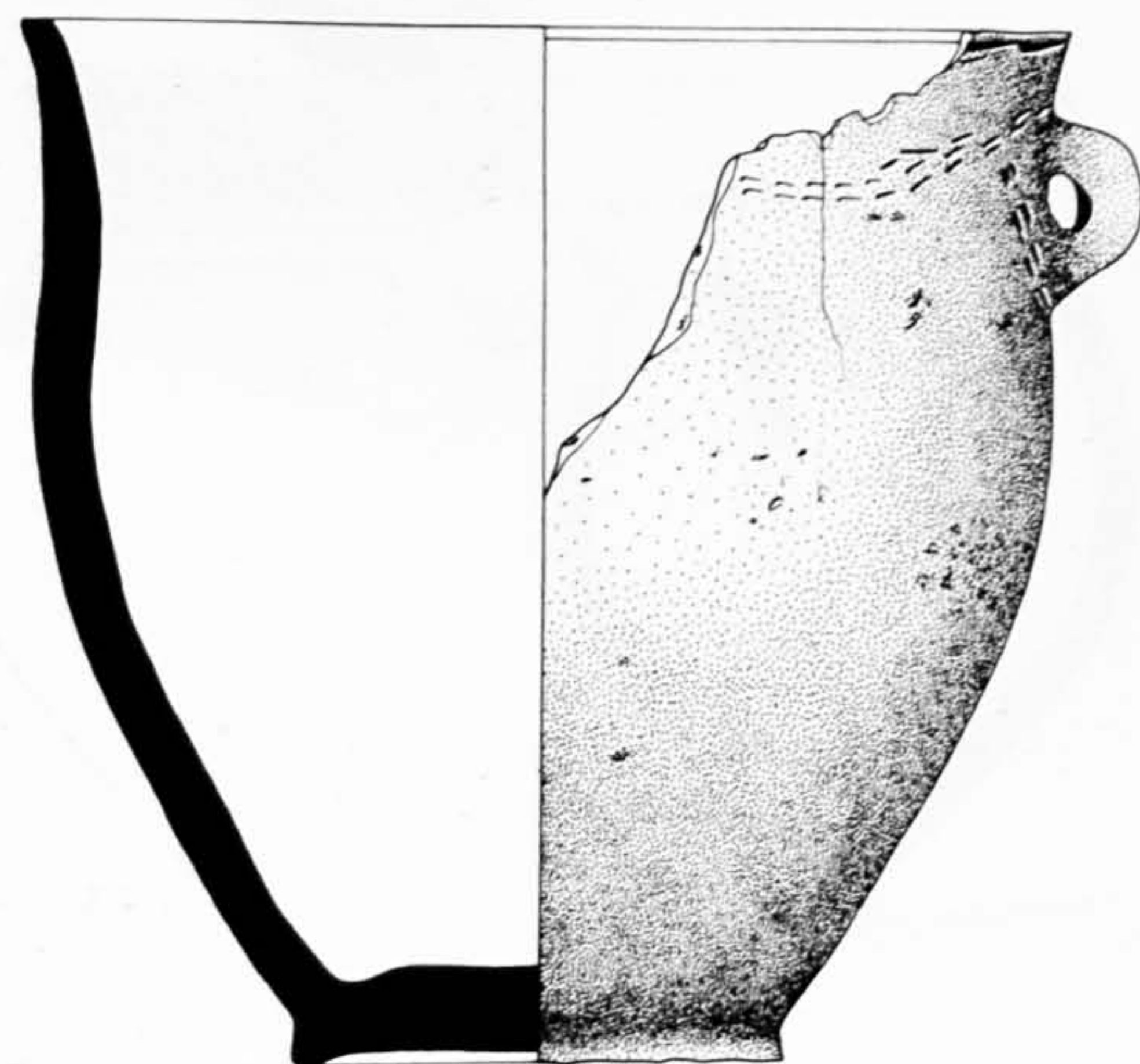
25



27

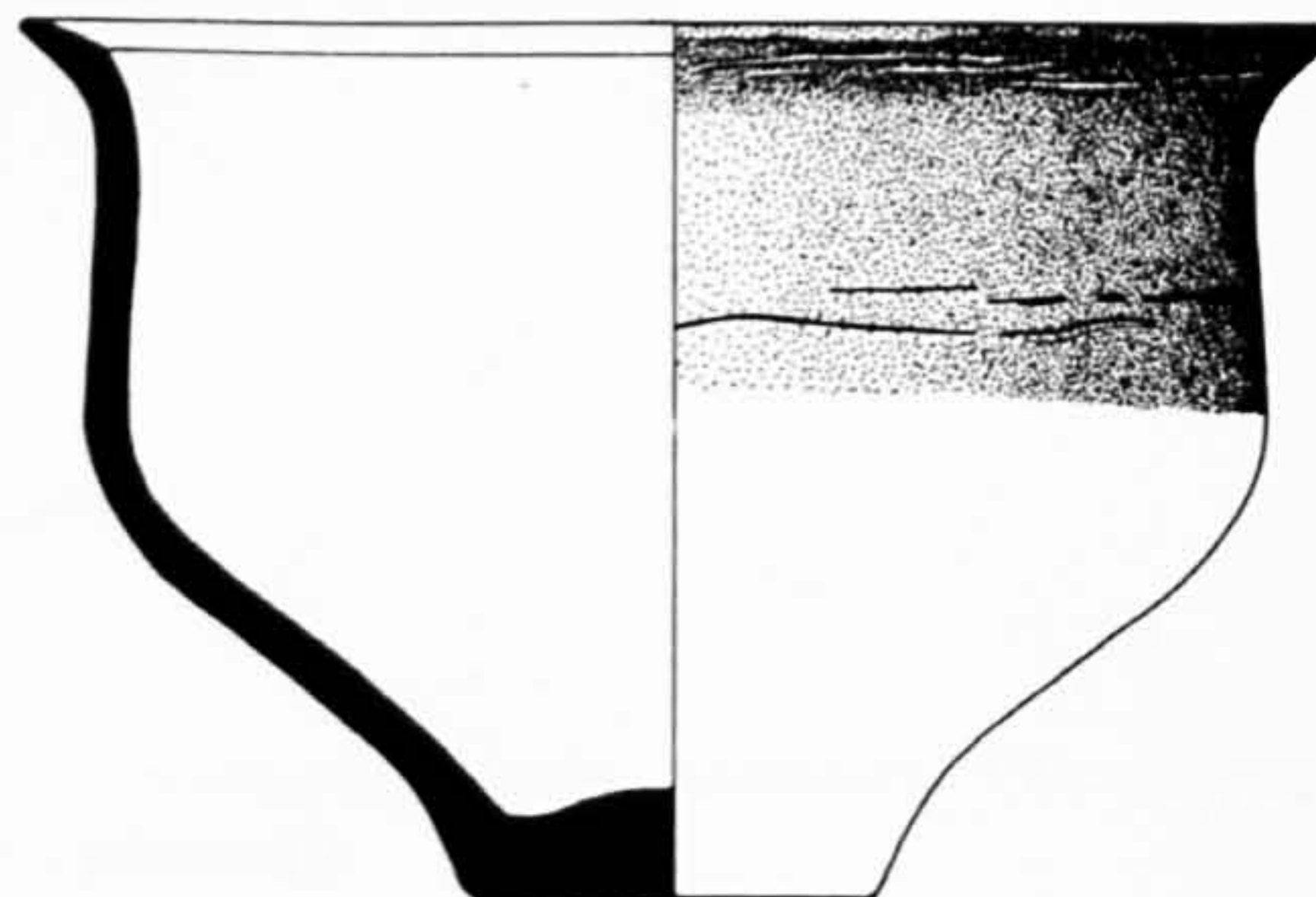


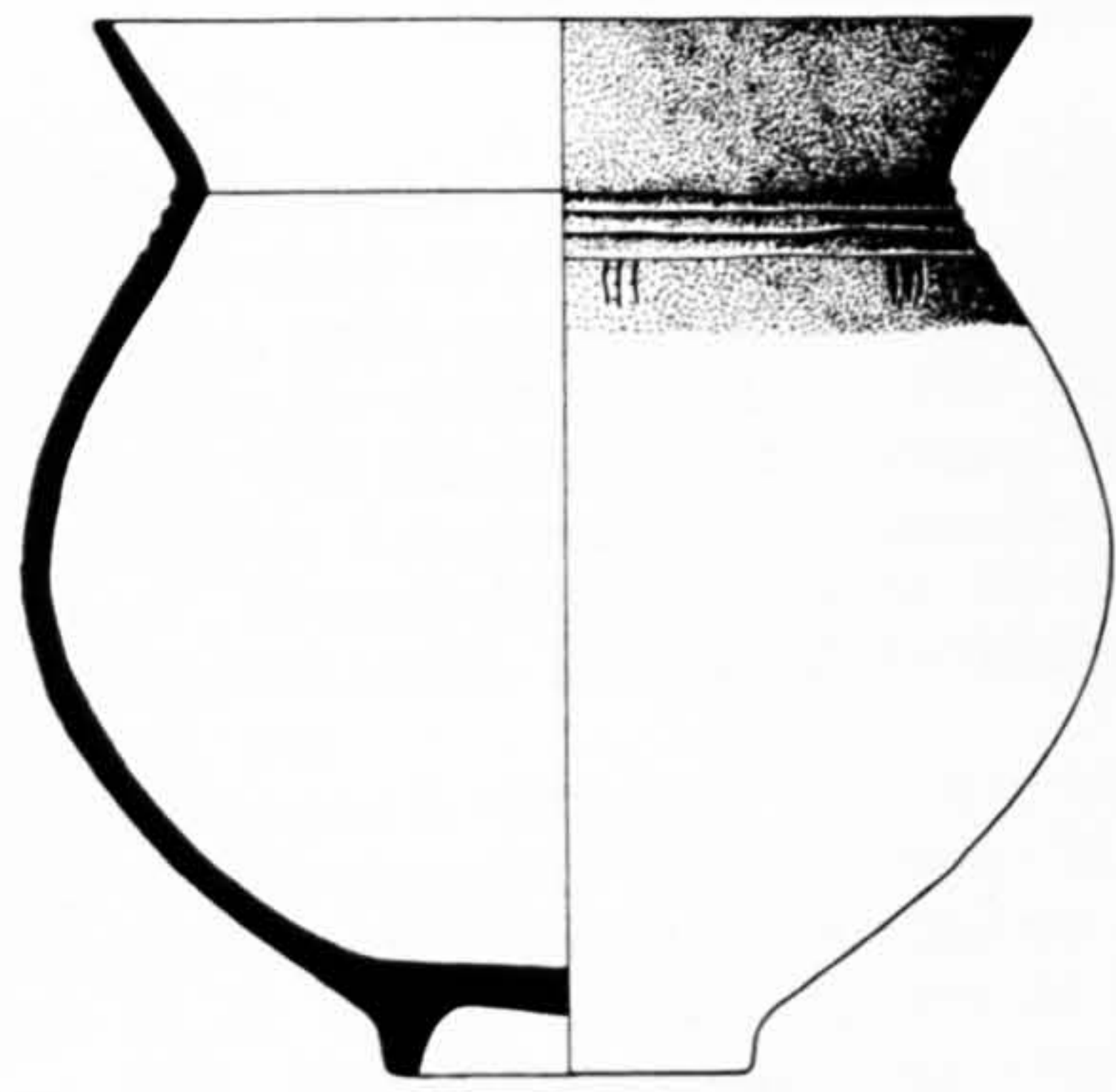
28



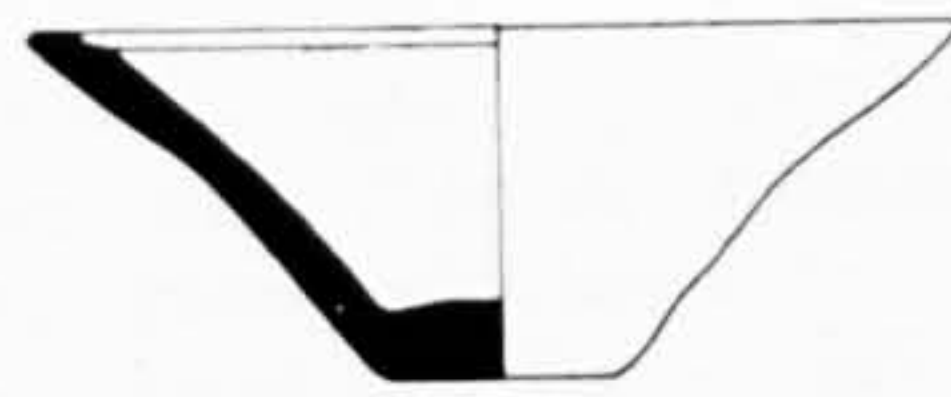
29

30

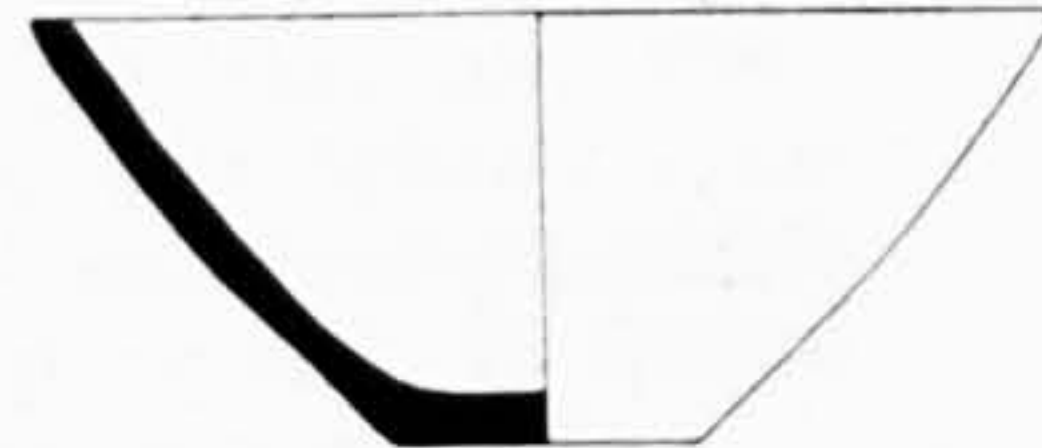




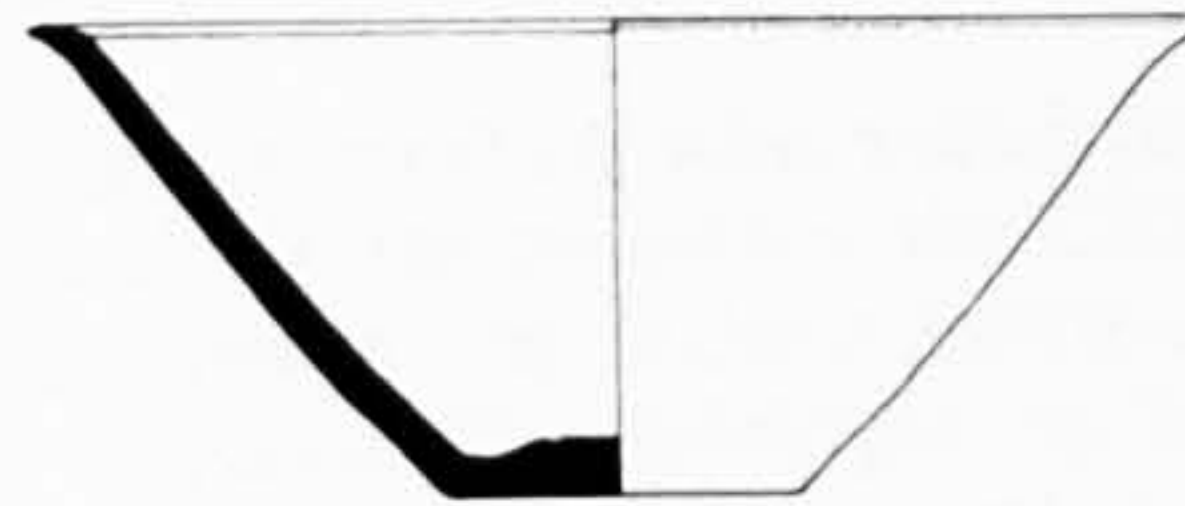
31



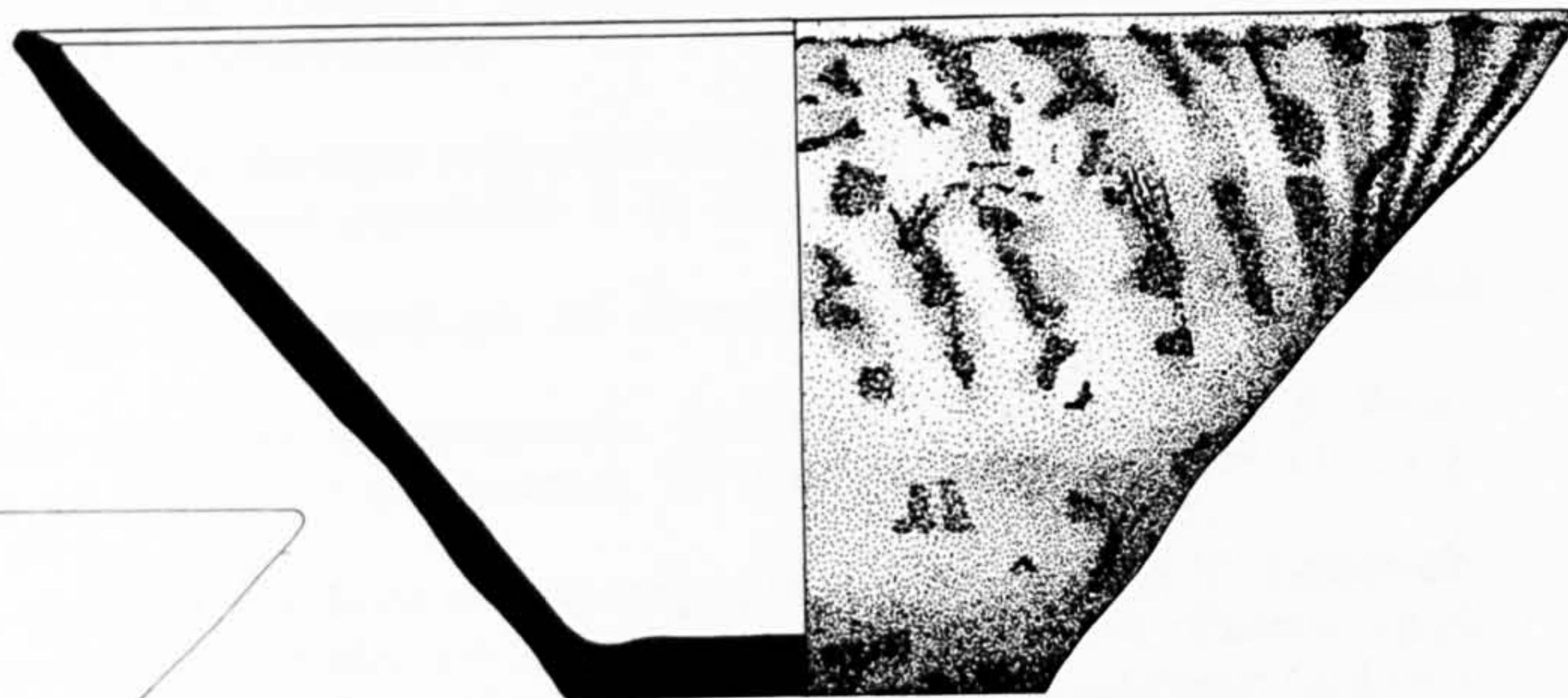
32



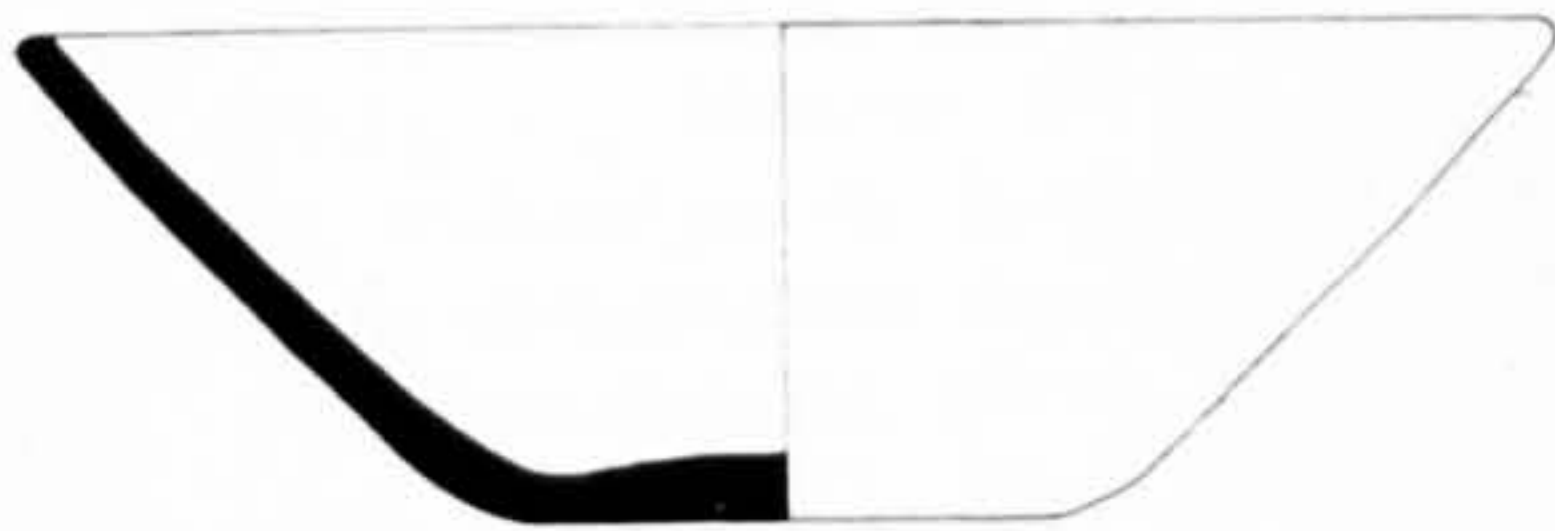
33



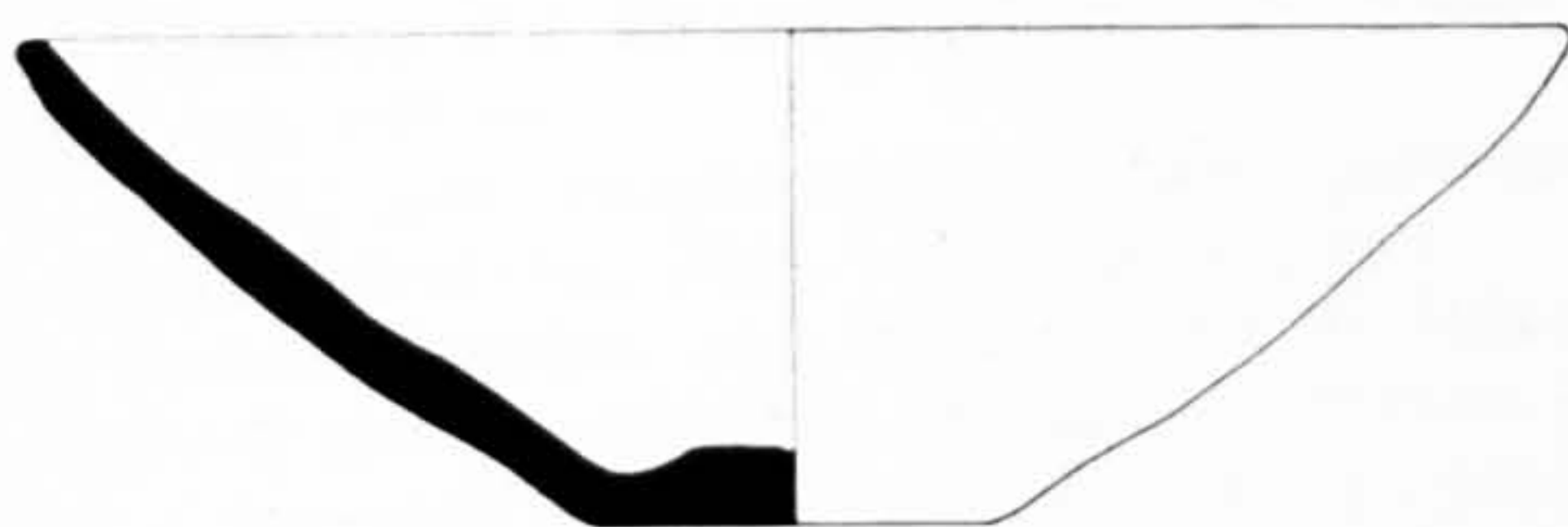
34



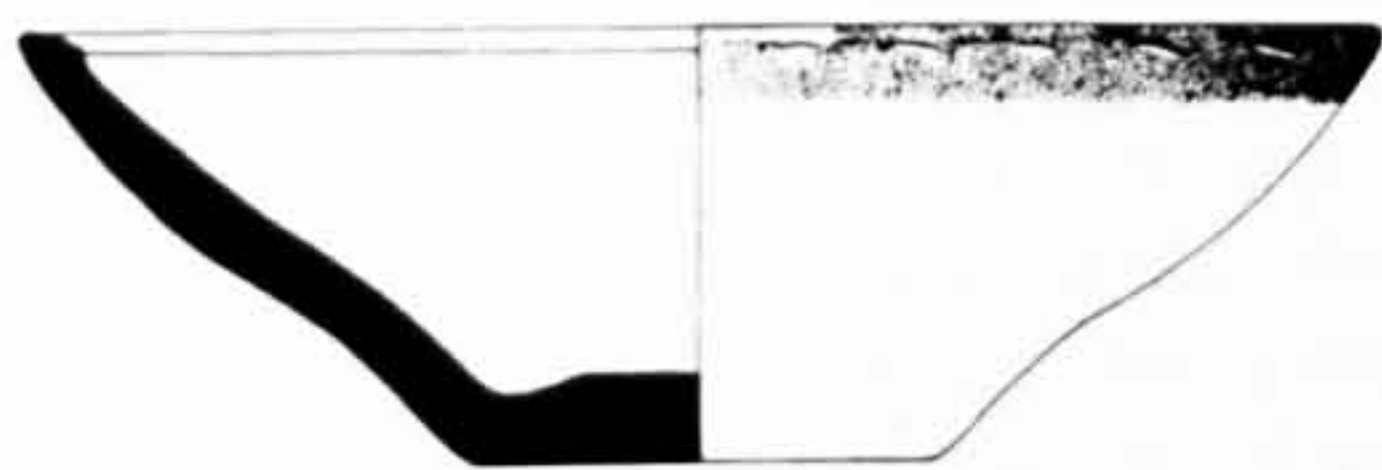
36



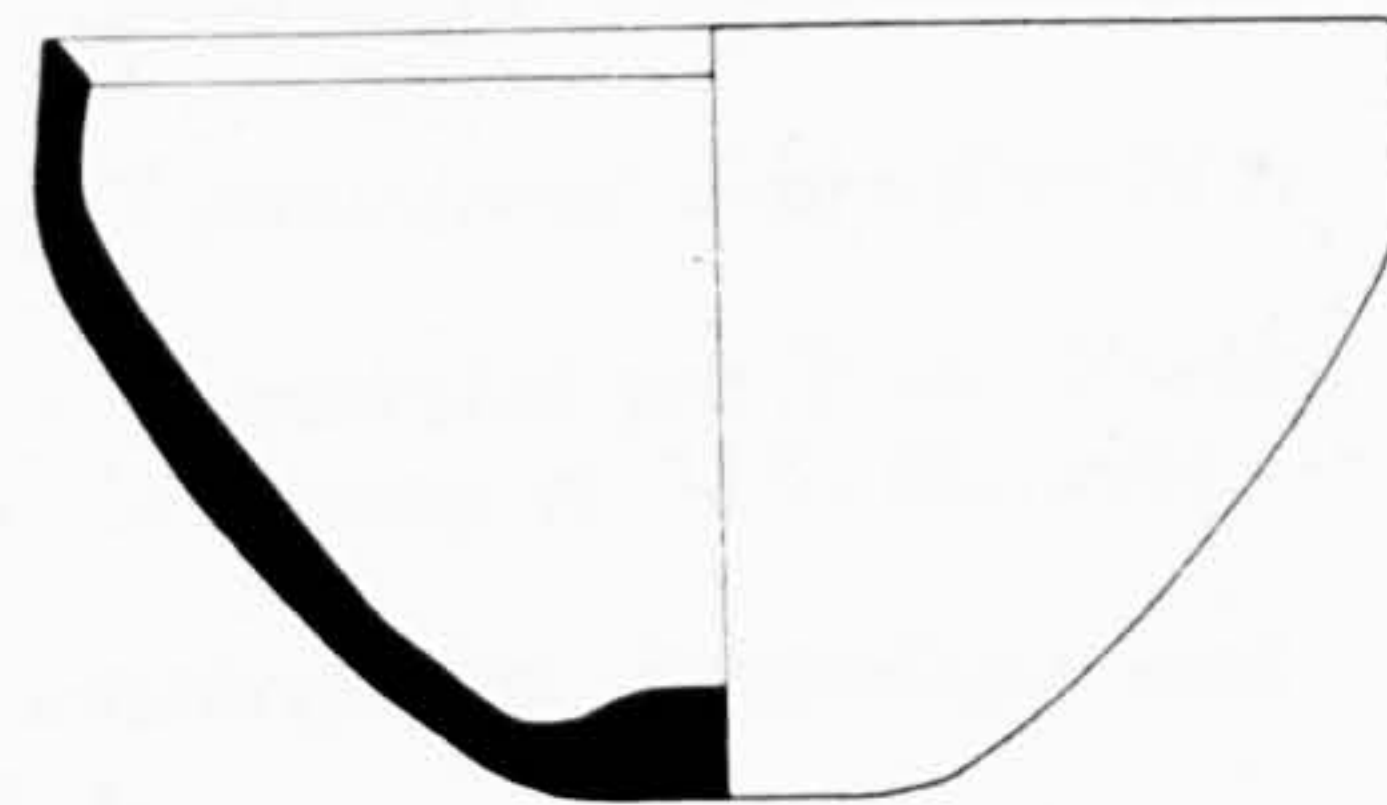
35



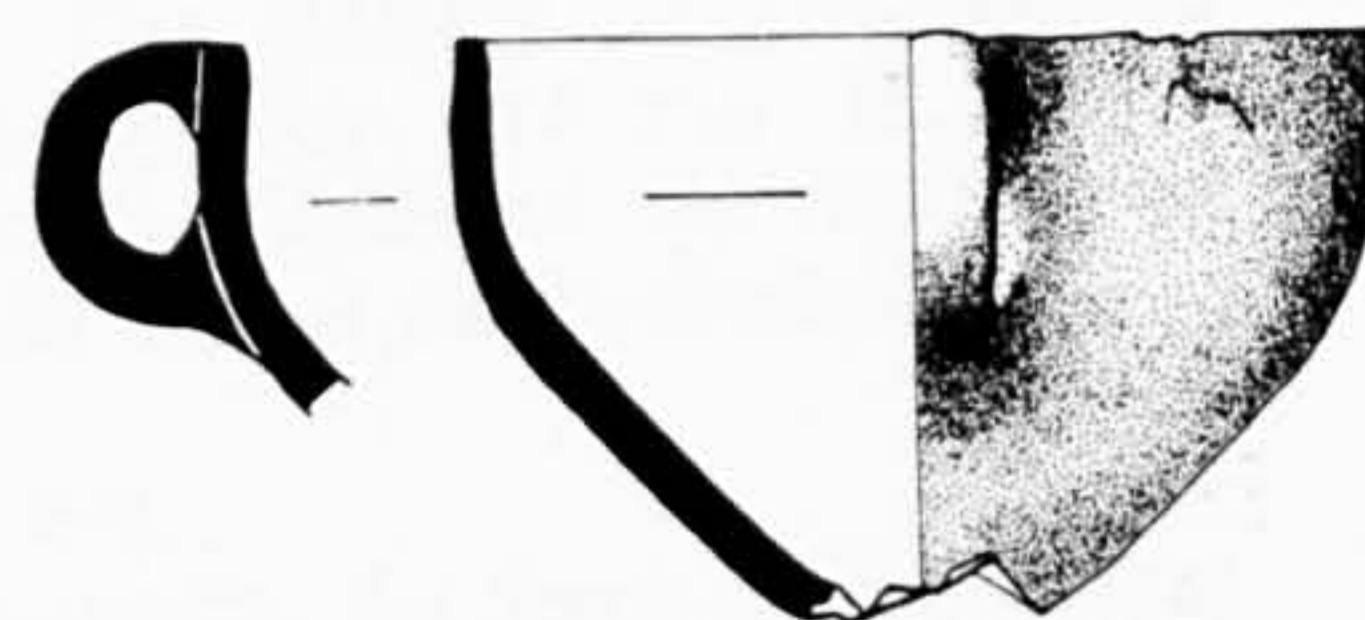
37



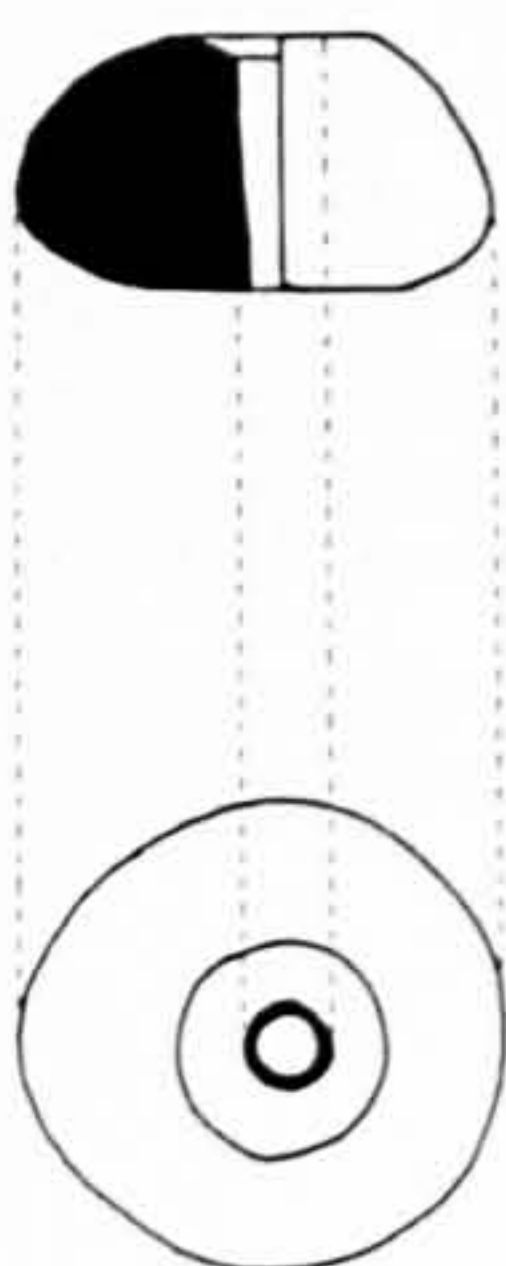
38



39



40



42



43



41



Céramique. (Echelle 1 : 3.)

*Les fouilles d'Auvernier en 1965* (Musée neuchâtelois, 1966, pp. 145-152); A. GALLAY, *Nouvelles recherches dans la station néolithique d'Auvernier (lac de Neuchâtel)* (*Ur-Schweiz - La Suisse primitive*, 1966, pp. 1-9); Ch. STRAHM, *Die späten Kulturen* (in: *Ur- und Frühgeschichtliche Archäologie der Schweiz*, vol. II, *Die Jüngere Steinzeit*, Bâle, 1969, pp. 97 ss.); H. SUESS et Ch. STRAHM, *The Neolithic of Auvernier, Switzerland* (*Antiquity*, 1970, pp. 91-99).

<sup>3</sup> E. DESOR, *Les constructions lacustres du Lac de Neuchâtel* (Musée neuchâtelois, 1864, pp. 17-21); V. GROSS, *Pfahlbaubericht*, N° 7, 1876, pp. 30-35.

<sup>4</sup> J. DÉCHELETTE, *Manuel d'Archéologie préhistorique, celtique et gallo-romaine*, t. II, Paris, 1910, p. 113.

<sup>5</sup> Nous tenons à remercier ceux qui ont collaboré à ces recherches, effectuées dans des conditions météorologiques très difficiles: M. André Antonietti et les membres du CESSNE; M. Ulrich Ruoff, archéologue de la ville de Zurich, et ses collègues; M. Edgar Hofmann. Le professeur M.-R. Sauter et les membres de la Commission spéciale d'archéologie de la RN 5 ainsi que MM. Dupuis, ingénieur cantonal, Kipfer et Hamel, ingénieurs, n'ont cessé de nous accorder leur bienveillant appui. Dessins: Françoise Burri. Photos: Claude-Henri Paccaud et l'auteur (Musée cantonal d'archéologie).

<sup>6</sup> E. DESOR, *op. cit.*, p. 17.

<sup>7</sup> Cf. G. MÉAUTIS et W. HAAG, *Archéologie et fouilles subaquatiques* (Musée neuchâtelois, 1963, pp. 129-139); W. BRANDT, *L'homme grenouille à la découverte de la préhistoire* (*Pro Metal*, Berne, 1963, pp. 934-939).

<sup>8</sup> H. MÜLLER-KARPE, *Beiträge zur Chronologie der Urnenfelderzeit nördlich und südlich der Alpen*, Berlin, 1959, p. 228.

<sup>9</sup> Poids des bronzes (objets complets uniquement): faucilles, N° 4, 79 g; N° 5, 87 g; N° 6, 83 g. Huches, N° 7, 491 g; N° 9, 410 g. Couteau, N° 10, 79 g. Epingle, N° 13, 11 g. Hameçon, N° 14, 1 g. Rasoir, N° 15, 10 g.

<sup>10</sup> Sur la technique de la gravure des bronzes, on consultera l'ouvrage de V. GESSNER, *Die geometrische Ornamentik des spätbronzezeitlichen Pfahlbaukreises der Schweiz*, Varese, 1946, pp. 28 ss.; *Pfahlbaubericht*, N° 7, 1876, pl. XI; *Musée cantonal vaudois, Antiquités lacustres*, Lausanne, 1896, pl. XXVI; F.-A. FOREL, *Le cimetière du Boiron de Morges* (*Indicateur d'Antiquités suisses*, 1908, p. 309).

<sup>11</sup> W. KIMMIG, *Die Urnenfelderkultur in Baden*, *Römisch-Germanische Forschungen* 14, Berlin, 1940, pp. 138 ss.

<sup>12</sup> J. SPECK, *Die Ausgrabungen in der spätbronzezeitlichen Ufersiedlung Zug-« Sumpf »* (in: *Das Pfahlbauproblem*, Bâle, 1955, pp. 325 ss.).

<sup>13</sup> Ce liseré de perles, peu fréquent sur de tels bracelets, est considéré par F.-A. Forel comme « spécial aux bracelets du bel-âge du bronze de Morges, du Boiron et de la Moraine » (*Indicateur d'Antiquités suisses*, 1908, *loc. cit.*, p. 309).

<sup>14</sup> E. VOGT, *Der Zierstil der späten Pfahlbaubronzen* (*Zeitschrift für Archäologie und Kunstgeschichte* 4, 1942, pl. 77, N° 18); J. SPECK, *op. cit.*, pl. 5, 2.

<sup>15</sup> E. VOGT, *Die spätbronzezeitliche Keramik der Schweiz und ihre Chronologie* (*Mém. Soc. helv. des Sc. nat.* 66, 1, Zurich, 1930, pp. 47 ss.); E. VOGT, *Der Beginn der Hallstattzeit in der Schweiz*, *Annuaire de la Société suisse de Préhistoire*, 1949-1950, pp. 218-219; E. GERSBACH, *Ein Beitrag zur Untergliederung der jüngeren Urnenfelderzeit (Hallstatt B) im Raume der südwestdeutsch-schweizerischen Gruppe*, *Annuaire de la Société suisse de Préhistoire* 1951, pp. 180 ss.

<sup>16</sup> E. VOGT, *op. cit.*, 1930, p. 39; V. GESSNER, *op. cit.*, pp. 8-9.

<sup>17</sup> E. VOGT, *op. cit.*, 1930, N° 282. Cf. également: J.-P. MILLOTTE, *Le Jura et les Plaines de Saône aux Ages des Métaux*, *Annales Littéraires de l'Université de Besançon* 59, Paris, 1963, pp. 141-142.

<sup>18</sup> Sur la peinture au Hallstatt B2: E. VOGT, *op. cit.*, 1930, p. 50; E. VOGT, *op. cit.*, 1949-1950, pp. 218-219; E. GERSBACH, *op. cit.*, p. 181.

<sup>19</sup> *Musée cantonal vaudois, Antiquités lacustres*, Lausanne, 1896, pl. XXXIX, 11 (Corcelettes).

<sup>20</sup> Décors de métopes (fort différents toutefois): J. SPECK, *op. cit.*, pl. 16, 2; E. VOGT, *op. cit.*, 1930, N° 141-142 (Zurich Alpenquai), 240-241 (Zurich Haumesser).

## LA CLUSETTE

*Contribution à l'histoire d'un tronçon de route\**

### II. Après 1800

Plus que jamais, la division par siècle paraît arbitraire, tant 1800 ressemble à 1799. Procureur général depuis quelques mois, Georges de Rougemont qui connaissait bien le problème, puisqu'il avait été maire de Travers, annonça au Conseil d'Etat un éboulement « qui exigera un retranchement d'environ 9000 pieds cubes, afin de rendre à la route la largeur convenable ». Une quinzaine de jours plus tard, le 30 juin 1800, des devis sont approuvés : ordre est donné de passer à l'exécution. C'est à nouveau Jean-Frédéric Dubois, qualifié d'inspecteur des chemins seigneuriaux dans le comté, qui s'engage à recrépir tout l'ancien mur soutenant le chemin de la Clusette, sauf dans la partie refaite l'année précédente ; herbes, épines et plantes seront enlevées, comme la terre infiltrée dans les interstices. Dubois construira un nouveau mur sec « en gros libage tiré à la Clusette », épais de 5 pieds à la base et de 3 au couronnement, muni de 5 contreforts, de trous d'écoulement et couvert de quartiers de roc. Entre cette partie neuve à l'ouest, et l'ancienne, quelques tronçons croulants du mur seront refaits. L'approbation pour la dépense de 1010 livres n'est demandée à la Cour qu'après coup, vu l'urgence. Le règne du tâtillon Grand Frédéric est bien passé. Il ne semble pas que le Conseil ait répondu à la question précise de Berlin, si le mur en cause était celui que mentionnait un rapport de 1783. Un dépassement de crédit de 297 livres fut admis sans discussion, car la terre glaise mouvante avait obligé l'entrepreneur à creuser des fondations plus profondes, pour un mur long de 60 pieds et haut de 16 à 25 pieds<sup>1</sup>.

Après quelques années d'un repos sans doute relatif, survint une nouvelle crise. On ne sait pas quelles furent les « dégradations considérables » auxquelles Rougemont fit remédier en 1807, tout en proposant de couvrir d'arbres le talus dénudé qui descendait de la route vers l'Areuse. La commission des forêts fut chargée d'y pourvoir. En 1808, les mêmes termes d'alarme provoquèrent l'établissement d'un devis, pour prévenir la ruine qui menaçait le chemin. Acte de diligence fut même accordé au procureur, autorisé à commander les ouvrages indispensables d'entretien. Nicolas Pelletier, entrepreneur de routes français, dont le nom apparaît aussi lors des travaux de

\* Voir la première partie, p. 97.

la future « Vue-des-Alpes », se vit adjuger « la tranchée à faire à la roche de la Clusette », pour 45 louis d'or et demi. Il fallait, bien sûr, prévenir de la dépense le nouveau prince, Alexandre Berthier, et demander un crédit d'environ 1000 livres. Le chancelier Charles-Godefroy de Tribolet fit valoir que ce tronçon de la route de France, « au pied d'un rocher très élevé et coupé à pic, appelé la Clusette », ne reposait du côté de la rivière que sur un terrain sans consistance ; il « vient de céder au dégravoyement » provoqué par des sources. Le procureur général, qui s'est rendu sur place « avec l'ingénieur français sous l'inspection duquel se construit le pont de Serrières » — Dusaugéy — a reconnu que le seul remède était d'ancrer la route plus profondément dans le rocher, par une excavation de 22.848 pieds cubes. Le décret N° 117, du 14 septembre 1808, accorda le nécessaire. En présence de nouvelles dégradations, en novembre, le Conseil pensa charger l'ingénieur Augustin Bocquillon, un Français alors très actif dans la principauté, et les sieurs Dusaugéy, Deplace et Dubois d'une expertise, bientôt décommandée. Par prudence, Rougemont fit enregistrer dans le manuel du Conseil d'Etat un résumé de la dépense de 1000 livres : les deux-tiers pour la tranchée, 136 livres pour un mur de soutien, le reste en frais d'inspection et en étrennes pour la veuve de Pelletier, dont le travail fut achevé par Deplace<sup>2</sup>.

*Le changement de tracé.* Tout ceci était le simple prélude à la revision déchirante d'une politique séculaire, avec laquelle il fallut décidément rompre entre 1816 et 1819. Dans la nuit du 4 au 5 mars 1816, un éboulement estimé à 15.000 pieds cubes recouvrit la route, en jetant à la rivière 52 pieds de parapet. Joël Matile, archiviste de la principauté et spécialiste des routes, monté une semaine après, estime que 7000 à 8000 pieds cubes ont déjà été déblayés. Il attribue l'éboulement à une couche de marne épaisse de 10 à 15 pieds, légèrement inclinée vers l'ouest, et faisant tomber « le rocher de quartz » (la dalle nacrée ?) une fois qu'elle se décompose. Partout, dans la grande paroi rocheuse, des pierres disloquées menacent de tomber ; c'est un miracle qu'il ne se soit pas produit d'accident. Le seul remède est de trancher la paroi en gradins, opération plus coûteuse que trente-cinq ans auparavant ; la pente inférieure devrait être reboisée jusqu'à l'Areuse, elle-même dégagée par l'exploitation de bancs de rochers. Jusqu'à ce jour, Travers et Noiraigue ont employé 40 à 50 journées pour débarasser la route et son mur ébranlé par la surcharge ; il en faudra encore 50 à 60 pour achever l'ouvrage, en payant un forfait de 3 à 4 louis, afin de ne pas déroger au principe de la corvée. Matile écarte l'idée d'un recours au chemin passant par le Champ-du-Moulin, et relance celle « d'établir la route de France par



dessus le rocher de la Cluzette. Cette construction ne seroit pas sans obstacle, mais aucun ne surpasse ceux qui ont été vaincus à la Lance », entre Vauxmarcus et Concise. Il n'y aura pas de contrepente ; du haut des rochers, on pourrait atteindre l'ancienne route à l'ouest de Noiraigue, en traversant des zones de graviers, ou au contraire descendre sur le village par le moyen d'un virage aigu sur le contrefort dominant la rivière. Cela ne coûterait pas plus de 15.000 livres. On en aurait économisé le double et évité des réparations nombreuses en choisissant cette solution en 1780. Dans un nouveau rapport du 8 avril, Matile précisa ses mesures, grâce au tracé d'une ligne faite la veille. Il avait mesuré 618 perches de longueur, soit 200 de plus que la route existante. Pour lui, Brot était à 40 pieds au-dessous du point le plus élevé du passage, d'où une rampe d'un soixantième, peu sensible, mais utile à l'écoulement de l'eau ; de l'autre côté, après une pente d'un douzième sur 14 perches, celle d'un dixième sur 178 perches était commandée par la hauteur de la Cluzette et par un grand rocher au nord de Noiraigue ; la jonction avec la vieille route se ferait près de Rosières. Le devis de 18.000 livres reste susceptible d'augmentation, en raison d'une « couche de glaise humide » et de « rocs très réfractaires », vu aussi l'augmentation du prix du pain et des événements susceptibles d'éloigner les ouvriers français. La route aurait en principe 20 pieds de large, avec des rétrécissements possibles, comme en France, par économie. Passer par Noiraigue obligerait à faire deux virages serrés et des ouvrages d'art, sans rien gagner sur la pente. Quant au risque de voir rouler des pierres sur l'ancienne route pendant les travaux, il ne justifie pas une dépense de 6000 à 7000 livres pour un chemin d'attente. Si l'on devait trancher 4343 toises de roc en gradins, à 50 livres l'une, cela coûterait 217.150 livres, sans supprimer aucun inconvénient à la Cluzette<sup>3</sup>.

Entre les deux rapports complémentaires de Joël Matile, la situation avait singulièrement évolué. Le 20 mars, en effet, le Conseil d'Etat accordait à Matile un arrêté approuvant les services rendus dans l'administration des routes depuis 1808, pour leur tracé, leur entretien et les économies réalisées. Du même coup, il adoptait un rapport d'ensemble sur les finances de la principauté, et en remerciait son auteur, le procureur général Georges de Rougemont ; il chargeait Louis de Pourtalès de remettre ce rapport au prince de Hardenberg en fournissant des explications complémentaires. Or, au second article des besoins pressants, figurait la remise en état de la route de France. « La chute du rocher de la Cluzette rend (t) inévitable l'établissement d'un nouveau chemin, dont les frais ne peuvent encore être supputés... Cette dépense ne peut pas être ajournée, dût-on faire un nouvel emprunt pour y pourvoir ». Le 2 avril, le Conseil décida de proposer à

Hardenberg de créer, à l'intention de Matile, un poste d'ingénieur des Ponts et chaussées, pourvu de 700 livres d'appointements par an, plus 6 à 9 livres par jour de déplacement. Le procureur général devait en prévenir le bénéficiaire et l'engager à entreprendre les travaux de la Clusette. Quatre jours après, le Conseil adoptait et envoyait au prince un rapport de Rougemont faisant état de « clameurs qui commencent à s'élever au sujet de l'inaction apparente du gouvernement », soulignant aussi les risques d'accident et l'importance du passage vers la France. « La Clusette est un défilé de 930 pieds de longueur sur vingt de largeur », bordé d'un précipice de 300 à 400 pieds jusqu'à l'Areuse et d'un rocher plus élevé encore, à l'opposé, perpendiculaire sur 238 pieds. Des bancs de marne et de pierre jaune ont provoqué la catastrophe. Il y a quarante ans, le rocher surplombait et menaçait le chemin, mais il se décomposait moins vite. En le taillant, sans ménager les gradins prévus, on a exécuté un très mauvais ouvrage qui n'a cessé de se détériorer. Il faut reprendre maintenant la solution écartée voici quarante ans : passer par dessus le rocher. On peut économiser un chemin d'attente en ménageant un sentier sur le tracé de la future route. Après de vives critiques contre les experts étrangers consultés jadis et naguère, Rougemont vantait les compétences de Matile qu'il fallait nommer ingénieur des routes. Se référant à une réponse — introuvable — sur le rapport général des finances, Hardenberg écrivit, le 22 avril, avoir « déjà approuvé que le chemin qui a été comblé par la chute du rocher de la Clusette soit ouvert et rétabli aux frais des caisses royales » ; la dépense serait prélevée sur le surplus des revenus nets, arrêtés à 70.000 livres ; les experts devaient choisir eux-mêmes le meilleur des moyens proposés. Hardenberg répéta, le 30 avril, attendre les propositions du Conseil sur le chemin à remettre en état. Pour sa part, Matile vit approuver par le roi la création d'un poste d'ingénieur et fit entériner son brevet le 10 juin <sup>4</sup>.

*Le début des travaux. 1816.* Inutile de dire que le Conseil d'Etat ne laissa pas échapper l'occasion de réaliser ce que la bienveillance de Hardenberg, si différente de l'état d'esprit antérieur, lui laissait la possibilité de faire. Le 8 avril, au moment où le Conseil ordonne le paiement des frais de déblaiement de la Clusette, il prend connaissance du second rapport de Matile. Le 22 avril, jour où Hardenberg écrivait sa lettre, le Conseil examine un troisième rapport de Matile qui n'a pas perdu son temps : « Les travaux à la Clusette sont en activité. Je trouvai mercredi matin à Brot, à la suite de ma course à Saint-Claude, une quarantaine d'ouvriers. Je les ai employés, dans les moments où la pluie n'a pas empêché de travailler, à faire le sentier qui doit soustraire les piétons aux dangers du passage de la Clusette.

Il sera prêt cette semaine dans toutes les parties qui ne sont pas de rocs. » Pour ménager les crédits, l'ingénieur cherchera « à obtenir le plus de travail possible dans un temps donné ». C'est faisable, car les gens de Saint-Claude ne sont pas des mercenaires, mais des paysans, parents, voisins et amis des maîtres d'état, conscients de contribuer au succès de ces derniers. De petites tâches seront remises pendant la semaine ; on s'attaquera en premier lieu aux parties difficiles, en évitant le double déplacement des matériaux, les croisements et les longs transports, chaque homme étant placé dans le terrain qui lui convient. Il faut que les entrepreneurs trouvent facilement et à bon compte pain, poudre et ouvrages du forgeron, et que les fournisseurs soient assurés d'être payés. Des arrangements ont été pris pour cela. On devrait solder les comptes par quinzaine ou par mois, et faire venir la poudre en tonneaux, de Berne. La route sera limitée à 20 pieds de largeur, quitte à augmenter cette dimension, si les fonds le permettent. Dès le 10 juin, un premier crédit était mis à disposition de Matile. Travailler à 100 mètres au-dessus de la route existante exposait les usagers à recevoir des pierres, en dépit des plantons postés pour les mettre en garde. Le Conseil accepta donc, pour ne pas retarder les 36 ouvriers à l'ouvrage, d'interdire la route aux voitures, cavaliers et piétons de 4 à 7 heures et demie, de 8 heures à midi et de 13 à 17 heures, sauf le dimanche, cela dès le 6 août. L'arrêt fut publié et imprimé. De faux bruits couraient bien sûr dans le public. Ainsi, Matile précisait le 30 juillet que, si 3000 à 4000 pieds cubes sont tombés sur l'ancienne route, d'un rocher dominant Noiraigue, les ouvriers de la nouvelle ont déjà ouvert un libre passage large de 7 à 8 pieds, praticable non sans danger. Des pierres de quelques quintaux, mêlées à de la terre glaise, menacent aussi le talus inférieur de la nouvelle route qu'il faudra élargir du côté de la montagne. En revanche, une fissure au-dessus de cette route n'a pas bougé. Depuis quelques jours, le bord de l'ancien chemin s'est affaissé parfois de 2 pieds, sur 150 pieds de long. Un ouvrier surveille le trafic. Les grandes pluies sont évidemment responsables des dégâts : le rocher de la Clusette suinte en quantité d'endroits.

Une délégation du Conseil d'Etat formée de François de Sandoz-Travers, Sigismond de Meuron et de Frédéric-Alexandre de Chambrier va constater que « le terrain situé entre la nouvelle route de la Clusette et la vieille a glissé sur cette dernière. » Elle estime que « l'ancien chemin a été rendu praticable à rigueur » et permet des charrois ; cela évitera de réparer à grands frais le chemin par le Champ-du-Moulin. La nouvelle route, d'un « tracé hardi et d'une pente facile » a fait découvrir une couche de marne ; la chaussée ne risque rien, si on l'ancre sur une base plus dure contre les rochers ; elle est très avancée de ce point à Brot ; il faudra la mettre en

service grâce à l'embranchement sur Noiraigue, si l'ancienne devient inutilisable. Le 13 août, Matile reçoit un crédit de 6000 livres. A la mi-septembre, il annonce une nouvelle difficulté due à la disette régnant dans tout le pays ; les ouvriers ne peuvent plus se procurer le pain, même contre argent comptant. Le gouvernement emprunte donc 20 sacs de blé à la ville de Neuchâtel, pour éviter le départ des ouvriers ; l'ingénieur demandera au préfet du Doubs l'autorisation d'importer de France une centaine de sacs de blé. Autre difficulté : Noiraigue se rebiffe contre l'obligation de travailler à l'embranchement sur le village. Le Conseil annonce alors à la commune — approuvée pour son zèle — qu'il se charge des frais, vu les circonstances extraordinaires. En effet, le glissement de 150.000 à 200.000 pieds cubes de matériaux décrochés d'une surface de 2 poses (5403 mètres carrés) rendait le vieux chemin plus dangereux que jamais, et inutilisable à bref délai. Il était donc deux fois moins onéreux d'aménager l'embranchement, pour 700 ou 800 livres, que de rouvrir un passage condamné ; les ouvriers se déclaraient disposés à travailler le dimanche<sup>5</sup>, entorse à une pratique sévèrement observée.

A fin novembre, Matile pouvait faire le bilan de la première campagne. Les travaux commencés le 18 avril par 40 à 45 ouvriers ont été ensuite poussés activement par 60 hommes, entre Brot et l'embranchement de Noiraigue, lorsque l'ingénieur a vu l'état dangereux de l'ancienne route. En six mois et demi, la nouvelle route est devenue viable, en dépit de l'empierrement plus ou moins avancé. Les talus se tasseront encore et seront ravinés. La communication avec Noiraigue, large de 16 pieds, achevée au minage de quelques rocs près, ne coûtera pas plus de 800 livres. Depuis le 31 octobre, les chutes de pierre, de gravier et de terre ont rendu impraticable l'ancienne route et prochain l'effondrement de son mur. Plus à l'ouest, la préparation de la route n'est pas terminée, mais avancée sur 60 perches (environ 275 mètres 50). On n'a pas touché aux champs de Noiraigue, ni à trois gros rochers ; un mur desoutènement doit être bâti. La moitié des ouvriers devrait terminer l'ouvrage en 1817, d'autant plus qu'un entrepreneur de Brot exploitera le rocher pendant l'hiver. Les pluies énormes ont fait perdre du temps, et rendu les matériaux lourds et glissants. Le prix du pain, pris à Colombier, a passé de 5 crutz et demi à 11 crutz et demi ; or, les ouvriers en consommant 3 livres et demi à 4 livres par jour en plus de la viande. Pour la campagne écoulée on a dépensé 15.400 livres. « Graces à Dieu, il n'est arrivé aucun accident dont il vaille la peine de parler. » Les ouvriers de Saint-Claude ont manifesté courage, obéissance et bonne volonté. Dans un autre rapport du même jour, Matile explique les mécomptes de l'entrepreneur Jacob Brundly, désireux qu'on lui paie l'exploitation du

rocher, sur le pied de ce qui lui avait été accordé pour la route de Lignièrès. Le renchérissement du pain et la pluie persistante ont pu grever de 25 % à 35 % les charges des entrepreneurs, au reste incapables d'évaluer correctement l'ouvrage. Brundly n'a voulu travailler que par beau temps, sans tenir compte des directives ; il reste redevable de 313 livres au boulanger, au boucher et au maréchal. En soldant les dettes, les journées du requérant, 123 livres de poudre et son ouvrage, il faut laisser à sa charge un déficit de 9 livres 9 sols <sup>6</sup>.

*Poursuite des travaux. 1817.* Dès le début de 1817, le Conseil fait ouvrir les crédits nécessaires ; « malgré le renchérissement qui résultera du haut prix du pain », il ordonne de reprendre les travaux. Le bénéfice incertain d'une attente ne compenserait pas l'impatience du public. De plus, Matile désire retenir à temps les maîtres, puis former de bonnes équipes. Pour soulager les habitants de Brot réduits à la misère, le gouvernement prend à sa charge un tronçon de route nouveau, détaché de l'ancien, dans le village. Au mois d'août, ce secteur est très avancé après le recul d'une remise, la confection de remblais et d'aqueducs. De là au rocher proche de l'embranchement de Noiraigue, l'empierrement existe presque partout, mais il manque du gravillon sur près de 500 mètres ; les murs de revêtement mesurent jusqu'à 50 ou 60 pieds de haut, des talus de 45 degrés ont jusqu'à 100 pieds et certaines excavations dans le roc dépassent 30 pieds. De l'embranchement aux champs à l'ouest de Noiraigue, les masses de gravier et de rochers posent des problèmes difficiles à résoudre, et coûteux. Le rocher des Trois doigts sera retranché sur 250 pieds de long et 120 de haut ; on a déjà brûlé 14 quintaux de poudre et tranché 90 pieds de hauteur. Matile a préféré creuser la route dans le rocher plutôt que courir le risque de dresser un mur sujet aux effondrements. Les autres rochers, N<sup>os</sup> 2 à 5, plus ou moins attaqués, fournissent des matériaux de revêtement pour un mur de 170 pieds sur 60 au maximum. Sur les parties en gravier, la route a été préparée, en rehaussant le niveau de part et d'autre des Trois doigts, pour faciliter le raccord. Le dernier rocher, proche de la jonction avec l'ancienne route du côté de Rosières, n'est attaqué que depuis 1817. Outre 3 à 4 ouvriers de Saint-Claude, un atelier de 60 pauvres est à l'ouvrage. Au début d'octobre, Noiraigue expose que chaque attelage de la commune a fait déjà une journée pour l'empierrement de la nouvelle route, par obéissance, mais sans conséquence. Matile, qui préfère les voituriers salariés aux corvéables, aimerait bien soulager les habitants ; craignant les inconvénients à venir, il donne douze raisons de maintenir la règle. En conséquence, le Conseil l'autorise « à traiter avec ménagement, et non selon la rigueur de droit »,

le problème des corvées dues par Noiraigue — qui dispose d'environ 15 attelages et de 40 corvéables à bras. Le 3 novembre 1817 enfin, l'ingénieur peut annoncer que la route nouvelle est pratiquée dans toute sa longueur. Elle n'est certes pas achevée complètement : il faut encore finir l'empierrement et l'exploitation de rochers en divers endroits. Des étranglements de 16 pieds donnent cependant à la route plus de largeur qu'à Brot et à Roc-Coupé. Les voitures retardent un peu les travaux, car Matile a cédé à l'impatience du public quinze jours plutôt que prévu. Le pain reste cher, mais l'ingénieur pense pouvoir payer les ouvriers français proches de leur départ entre 12 et 20 francs, au lieu des 18 à 30 prévus<sup>7</sup>.

*Le coût des travaux.* L'année 1818 est celle du règlement des comptes. A lui seul, le blé fourni aux ouvriers de la Clusette a coûté 3878 livres. On s'aperçoit que les 20.000 livres de dépense annoncées à la Cour sont de beaucoup dépassées, puisqu'une commission rapportant le 13 avril les estime à 38.000 livres, auxquelles s'ajouteront encore 4000 à 5000 livres. Comme il n'y a pas eu de rapports intermédiaires à Berlin et qu'on n'a jamais indiqué de somme globale auparavant, le Conseil d'Etat décide de ne rendre compte qu'à la fin des travaux. En juillet, Alphonse-Henri de Sandoz-Rollin, seul de son avis, fait enregistrer dans le *Manuel du Conseil* sa proposition minoritaire de prévenir sans délai la Cour. Quant aux barrières bordant les passages dangereux, on y renonce au profit de parapets en pierre sur les murs de soutènement et de blocs de rochers distants de 4 pieds, servant de bouleroues. Des plantations de trembles, de coudriers, de noyaux de prunes et de pépins de poires — jusqu'à concurrence de 500 livres — permettront de couvrir et de protéger les talus. Noiraigue et Brot sont du reste déchargés du transport des parapets de l'ancienne route sur la nouvelle. Quelques incidents émaillent la fin des travaux. « Les mines tirées au rocher de la Clusette » provoquent des dégâts à Noiraigue, où une pierre de 30 livres tombe sur le toit de la maison du « justicier » Jean-Louis Perrin. Des enfants qui se promenaient avec Jean-Frédéric Perrin, régent d'école à Peseux, provoquent l'ouverture d'une enquête, car ils ont fait rouler des pierres sur le talus de la nouvelle route, susceptibles d'endommager les arbres. Vu la bonne conduite de Perrin, le maire Armand-Frédéric de Perregaux, qui a admonesté le coupable, demande de cesser les poursuites — ce qui est accordé. Le Conseil va plus loin. Il ordonne de planter des affiches interdisant de faire rouler des pierres à la Clusette. Matile, se référant à la carte d'Ostervald, objecte que la même défense devrait être placée à la Tourne et dans le Vignoble. Haches, serpettes et couteaux sont aussi néfastes. L'arrêt jugé inutile, voire dangereux dans ses conséquences,

fut cependant confirmé par le Conseil. Matile fit donc afficher sur des poteaux : « De la part du gouvernement, il est défendu de rouler des pierres en bas le talus de cette route ». En automne « la groise » (gravier) n'avait pas encore été mise en place, car le temps trop sec aurait nui à l'opération, et parce que les attelages étaient indisponibles en raison des moissons ; les parapets devaient être posés avant le mois de mars 1819. L'ingénieur annonçait la stabilisation des fentes à la jonction de la nouvelle route et de l'ancienne — près de l'endroit où le terrain a glissé en 1956 ; il attendait la visite de l'avoyer Nicolas-Rodolphe de Watteville, car Berne s'intéressait à cette communication avec la France <sup>8</sup>.

Il restait à prévenir la Cour, dont les dispositions étaient désormais singulièrement plus libérales qu'au temps de Frédéric II. Pour introduire des rapports circonstanciés de Matile et de Rougemont justifiant le travail devenu indispensable, le chancelier écrivit au prince de Hardenberg que la nouvelle route de la Clusette était achevée ensuite de l'autorisation reçue trois ans plus tôt, en avril 1816. Il a fallu construire un tracé neuf sur trois-quart de lieue, dans un terrain escarpé et rocailleux, parfois mouvant. Le devis de 20.000 livres a été fortement dépassé par des imprévus : le pain a triplé de valeur, les pluies continuelles de 1816 et 1817 ont provoqué retards et renchérissement. Le coût total atteint 46.892 livres, dont 4248 pour frais d'inspection. L'œuvre de Matile a reçu les approbations et l'éloge du colonel Tulla, ingénieur en chef du grand-duc de Bade, et ceux du général Guillemot, commissaire en chef du royaume de France pour l'établissement de la frontière avec la Suisse. L'ingénieur neuchâtelois a été aussi habile qu'infatigable. De grosses pierres, en guise de bouleroues, et des buissons assurent la sécurité sur le bord de la route large de 22 pieds. Du rapport de l'ingénieur, il faut au moins retenir quelques noms et quelques chiffres : engagement de 40 ouvriers par trois maîtres de Saint-Claude, 5 des frères Odobée, 3 de Jeannet, 8 de Brundly, soit 56 ouvriers en 1816, qui ont perdu 1960 journées à 17 batz et demi par la faute des pluies, soit 3430 livres, ou un jour par semaine sur 35 semaines. Les mesures pour décharger Brot et Noiraigue ont coûté 1778 livres ; le report de 4 pieds contre la montagne en un point et de 5 à 6 en un autre ont coûté 160 et 835 livres, qui s'ajoutent à 120 livres de frais de déblayement. Le renchérissement dû au prix du pain est de 8163 livres ; les salaires versés à 65 pauvres pendant 2117 journées, plus 4000 à 5000 journées de gens du pays, reviennent à 1200 à 1400 livres. Pour sa part, Rougemont concluait que les 11.000 pieds de longueur de la nouvelle route n'avaient pas coûté plus cher que les 1200 pieds de l'ancienne route refaite en 1780. Hardenberg répondit qu'il ne pouvait pas refuser son approbation à la dépense « suffisamment justifiée

par les rapports circonstanciés », et rendit toute justice à Matile le 2 avril 1819<sup>9</sup>.

*Problèmes d'entretien.* Une fois les travaux de la Clusette achevés, il restait à remettre en état le chemin de la montagne, coupé par la nouvelle route, car les propriétaires des moulins de Noiraigue et divers particuliers avaient obtenu gain de cause par leurs réclamations. En revanche, le Conseil refusa d'appuyer un placet de Noiraigue désireux d'être déchargé de l'entretien de la nouvelle route. La commune pourrait s'adresser directement au roi. Un an plus tard, en novembre 1820, le prince de Hardenberg approuva une solution transactionnelle, augmentant de 150 livres la somme budgétée pour l'entretien des routes, car elle permettait de soulager, non sans réserves, Noiraigue et Brot, à la Clusette. Pour cette raison Noiraigue fit valoir, en 1830, qu'elle n'avait reçu aucune indemnité pour l'entretien de son tronçon de route, et qu'elle désirait percevoir une somme annuelle fixe, afin d'établir un cantonnier. Le Conseil lui répondit que Joël Matile, mort entre temps, avait « pour le moins absorbé les sommes destinées par la Cour à cette route » ; à l'avenir on ferait de même, sans pouvoir préciser une somme fixe, avant de connaître les résultats du nouveau mode d'entretien<sup>10</sup>. Quant aux passants, certains étaient décidément dérangés par le désir de faire rouler des pierres le long des talus de la Clusette ou d'endommager les arbres, en provoquant de laborieuses enquêtes. Ce fut le cas de quatre officiers alémaniques en 1820, et d'inconnus en 1825, car on ne pouvait rien retenir contre des jeunes gens de Travers venus fêter la nouvelle année à Brot-Dessous<sup>11</sup>.

Il est remarquable de noter qu'au moment où Charles-Henri Junod, inspecteur des Ponts et chaussées, s'occupe du nouveau tronçon de route de Brot à Rochefort, en 1837, il se heurte à de nombreux partisans d'une liaison directe entre Noiraigue et Boudry, le long de l'Areuse — tracé déconseillé par le fameux ingénieur tyrolien Aloïs Negrelli. Soutenu par le Conseil, Junod reçoit l'ordre de pousser la construction entre le château de Rochefort et le tronçon corrigé par Matile, vers Brot, travail que l'entrepreneur Mouthod doit achever avant le 1<sup>er</sup> novembre 1839, pour près de 53.900 livres<sup>12</sup>. Quant à la Clusette, elle ne se comporte pas trop mal, à condition de déblayer des roches en 1830 et 1831, ou d'endiguer les eaux d'un aqueduc emportant la route sur 20 à 30 pieds, en 1836. Deux ans après, le Conseil se montre disposé à soulager Noiraigue de l'entretien de son tronçon, moyennant certaines prestations en nature et la suppression d'une subvention annuelle de 80 livres. Il avait déjà déchargé Travers et Noiraigue d'un tronçon voisin, en échange d'une cotisation abaissée de



42 à 33 livres 12 sols. En revanche, en 1845, le Conseil renvoie — aux Calendes grecques — un projet de route ambitieux « entre Brot Dessous et Brot Dessus par les rochers de la Clusette », vu le coût des travaux et la nécessité de couper la circulation sur la route de France. Au reste, un effondrement de terrain entre Brot et la Clusette, encombrant la route sur 300 pieds de long et 3 de large, en mai 1845, suivi de la construction d'un mur de soutènement par Mouthod, puis un éboulement en octobre au haut de la montée, près de la borne des juridictions, n'engagèrent pas le gouvernement à se charger de nouveaux soucis. Les frais de réparations de près de 860 livres obligèrent Gustave de Pury, le nouvel ingénieur responsable des routes, à solliciter une allonge de crédits <sup>13</sup>.

*Nouveaux soucis à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle.* En l'absence de documents, il faut admettre que la Clusette, maîtrisée pour un temps par l'Ancien Régime, fut assez patriote pour laisser la paix à la jeune République pendant une quarantaine d'années. Du moins rien ne transparaît dans les actes officiels. Le terrible rocher se rattrappa bien par l'insouciance de ceux qui se mirent, dès 1858, à exploiter diverses couches de la montagne, pour en extraire la matière première du ciment. Deux systèmes de galeries « hautes parfois de dix mètres, superposées en trois étages, s'entrecroisaient dans les couches marneuses de l'étage bathonien ». On en tira plus de 30.000 mètres cubes annuellement, de sorte qu'en 1894 les plafonds de galeries, propriété de la commune de Noiraigue, commencèrent à craquer. En 1896, le terrain s'effondra au-dessus de l'éboulement de 1816, faisant fléchir de 4 à 5 mètres la route de la Clusette sur 50 mètres de long. Au fond d'un entonnoir qui s'était formé, des pierres furent projetées par la compression de l'air chassé des galeries <sup>14</sup>.

Monsieur de Goumoëns, ingénieur des mines, rapporta en mai 1897 qu'il s'était produit des éboulements sur 80 à 100 mètres de long et 120 mètres de haut ; cinq crevasses, dont trois de 30 à 50 centimètres de large, éventraient la route sur 30 à 40 mètres ; à la mi-septembre, les fissures s'étaient accentuées sur la route, mais pas plus au nord, où on les attendait, vu l'inclinaison des bancs de rochers de 35 degrés à 40 degrés. Le Conseil d'Etat ordonna d'urgence les travaux nécessaires, soit le déplacement du tablier de la route plus au nord, sur un tronçon de 60 mètres de long et de 10 mètres latéralement, au maximum. Le 15 novembre, le Grand Conseil approuvera ces mesures en allouant le crédit, modeste, de 13.500 francs <sup>15</sup>. En 1901, les inquiétudes redoublèrent, étant donné l'effondrement des galeries abandonnées du Furcil. Le 7 février, deux jours après de terribles craquements, la route crevassée sur 130 mètres de long était interdite à la circulation.

Des fissures apparaissaient partout, laissant redouter l'effondrement d'un pan de montagne estimé à 500.000 mètres cubes, avec tous les risques d'obstruction du cours de l'Areuse, susceptible de provoquer inondation et débâcle. Des observations serrées, à l'époque du dégel, montrèrent que le mouvement était heureusement très lent. On bloqua les fentes de la route qui fut rouverte à la circulation en avril. Antoine Hotz, ingénieur cantonal, le professeur de géologie Hans Schardt et l'ingénieur des mines Th. Grüner furent les experts consultés. Le Grand Conseil, une fois encore, approuva les mesures d'urgence adoptées par le Conseil d'Etat. On écarta les mesures préconisées par certains pour détourner le cours de l'Areuse, on évacua les bâtiments du Furcil et on surveilla les voies de communication. Par convention du 23 février 1901, la Société technique de Neuchâtel, représentée par Louis Perrier (futur conseiller d'Etat, puis conseiller fédéral), s'engagea à exécuter en régie, aux frais et aux risques de l'Etat : 1<sup>o</sup>, un blindage des canalisations des usines, 2<sup>o</sup>, la mise à nu du rocher sur la rive gauche de l'Areuse, pour y ancrer un « cavalier » de protection, 3<sup>o</sup>, l'abattage des parties les plus menaçantes de la Roche taillée et, 4<sup>o</sup>, la construction du « cavalier » et d'un talus au-dessus, avec les matériaux abattus. Les travaux suivirent leur cours ; le Grand Conseil finit par accorder 125.000 francs de crédits. La question des responsabilités ayant été évoquée, on partagea de la manière suivante les 112.539 fr. 27 dépensés : 40 % à la charge de la Confédération, 20 % à celle du canton, 30 % à celle de la fabrique du Furcil, 5 % pour l'usine électrique et 5 % pour le chemin de fer du Jura-Simplon, successeur du Franco-Suisse <sup>16</sup>.

Sans prétendre mener cette esquisse jusqu'à ce jour, il est bon de rappeler qu'en septembre 1918, des fentes apparurent dans les rochers dominant la route. Le professeur Auguste Dubois, Eugène Colomb, architecte, l'ingénieur de la voie Berthoud et Armand Méan, ingénieur cantonal, estimèrent des travaux impossibles dans un terrain aussi mouvant. Des mesures de sécurité furent prises pour les passants, et des barrages dressés contre les chutes de pierres. En 1920, après deux ans, on avait mesuré un déplacement latéral total de 130 millimètres. Une carte à l'échelle 1 : 2000 avait été levée au stéréogrammètre, pour faciliter les études du terrain. En 1924, on estimait à 225 millimètres l'ouverture totale de la crevasse supérieure. En 1927, des blocs de pierre tombés dans une région jusqu'alors tranquille brisèrent la jambe d'un cheval. Un tassement local, au-dessus des galeries effondrées de 2 à 3 mètres en 1897, amena un affaissement de la route de 80 à 100 centimètres en décembre 1931. Dès lors, un élargissement « obtenu en taillant dans le rocher, côté montagne » — moyen traditionnel — puis la construction d'un grand mur de béton du même côté, en 1956 —

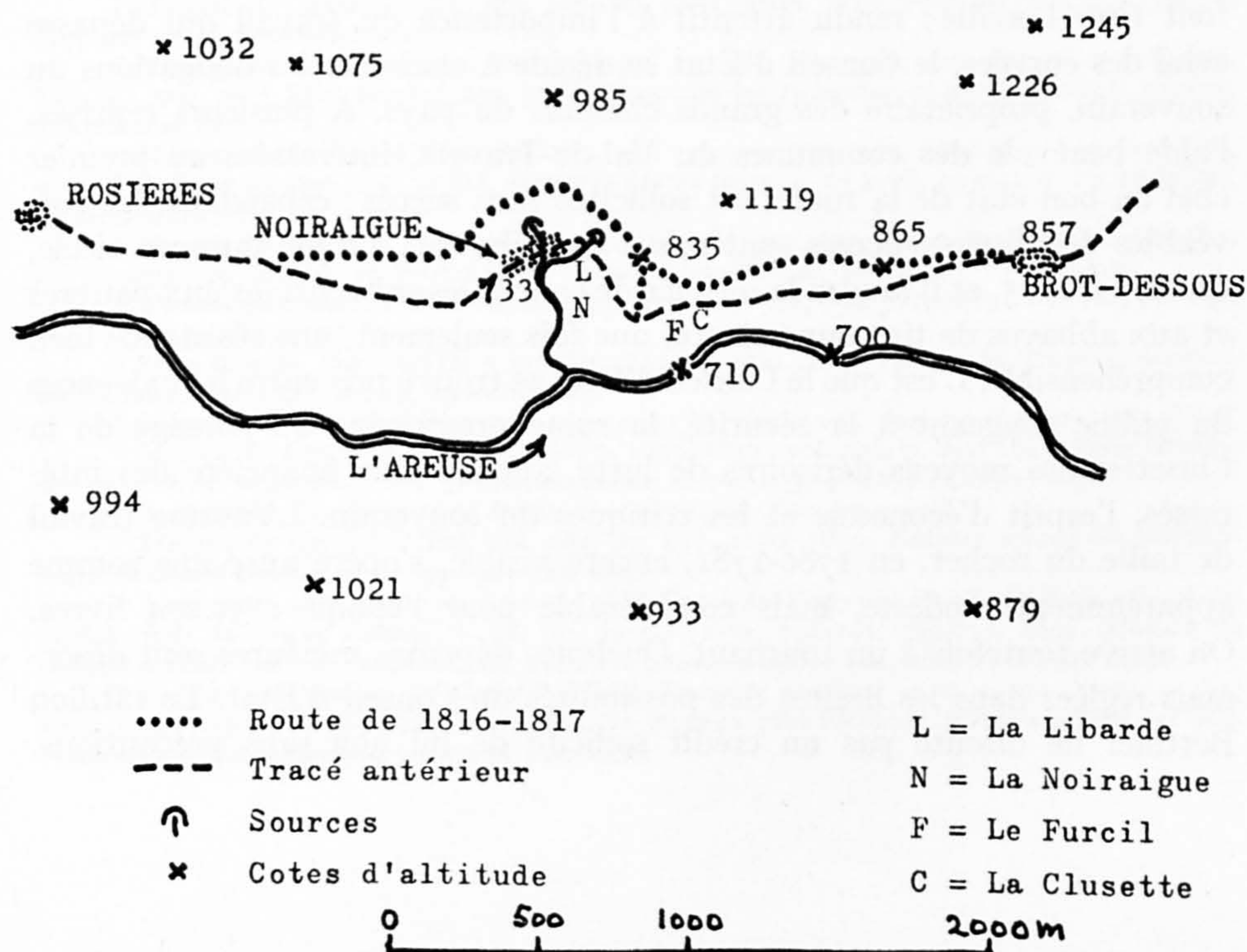
moyen nouveau — et une quantité d'améliorations de détail, utiles, n'ont pas empêché le diabolique effritement de la Clusette<sup>17</sup> ; ne pouvant plus écraser complètement la route, elle ronge le bord, le jonche de cailloux ou abîme les travaux d'art. Aux dernières nouvelles, un tunnel beaucoup plus long que la galerie proposée en 1779 doit permettre à la technique moderne de surmonter, à grand prix, les embûches d'un orgueilleux passage forcé.

*Conclusions.* Si nous jetons un regard sur l'évolution pendant six siècles, quelques thèmes se dégagent de la masse des faits inégaux. Dès 1492, on parle de réparations au chemin : des chutes de pierre et de terre, préciseront les textes du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Un mur de soutien paraît en 1673 ; peut-être n'est-ce que la première mention d'un ouvrage plus ancien. Des fentes dans le chemin amènent un accrochage plus serré contre le rocher, en 1713, et le renforcement du tablier par des pièces de bois. Ce travail, bien sûr insuffisant, ne dispense pas de recommencer l'opération en 1727. Si les pierres branlantes menaçant la route sont abattues en 1751, il faut décidément élever un mur de soutènement au point le plus menacé, en 1756, puis l'étendre par étapes dans les six années suivantes. Un nouvel élargissement tout relatif du passage, contre la montagne, pour fuir le vide, pendant l'hiver 1777-1778, ne fait que rendre inéluctable le coûteux et difficile abattage de l'énorme surplomb qui domine le chemin, tout en le protégeant des intempéries (1780-1781). Le mur de soutènement, refait tôt après, ne cesse de se dégrader jusqu'au moment où il faut se résoudre à abandonner la route traditionnelle au pied du rocher, pour tracer la chaussée actuelle par dessus l'obstacle entre 1816 et 1818. La construction, achevée de justesse avant la ruine du vieux passage, avait été repoussée en 1779, et sera contestée encore en 1837, au profit d'une route longeant le cours de l'Areuse.

Les réclamations des voituriers, connues dès 1552, suivies de celles de charretiers alémaniques en 1570 provoquent des travaux. Les barrières posées en 1684, le sont à la suite de plaintes des voituriers de Pontarlier, qui ont perdu quatre chevaux lors de trois passages. L'établissement de voyers dans tout le pays, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, favorise un entretien plus régulier, mais impuissant contre les grandes pluies de 1711 qui obligent à des détours périlleux. Pour obtenir des crédits d'aménagement de la route du Val-de-Travers et de la Clusette en 1746, le Conseil d'Etat évoque les travaux d'amélioration exécutés par Berne et l'évêché de Bâle, susceptibles de détourner le trafic, et les plaintes de l'intendant de Franche-Comté. Frédéric II s'en souvient dans ses aigres critiques de 1774, puisqu'il mentionne la possibilité d'un manque à gagner pour ses péages, si le passage par Jougne l'emporte. La route de la Clusette est si vitale, qu'on la déblaie

même le dimanche ou avec l'aide de voituriers, quand il le faut. Pendant les grands travaux de 1780-1781, l'aménagement coûteux d'un médiocre chemin de détournement et la circulation entre les périodes de travail montrent combien une solution de continuité serait désastreuse. Par crainte d'un mauvais coup, on renonce à un tunnel ; pour ménager Noiraigue, on rejette l'idée du tracé par dessus le rocher qui prévaudra en 1816. Ce travail, admiré par des spécialistes étrangers de l'époque, s'effectue sans accidents majeurs, hormis la projection d'un bloc sur le toit d'une maison. L'opinion publique, qui a poussé à une solution hardie, obtient l'emploi de la route avant même son achèvement. Jusqu'à notre époque, les fentes, les effondrements et les éboulements n'ont miraculeusement point provoqué de morts, mais d'innombrables critiques et autant de craintes.

Dans la foule des magistrats et des experts cités au long des siècles, se détachent les noms des maîtres maçons et architectes Vaucher, Bovet, Leuba et Jacot. Parmi les conseillers d'Etat, Chambrier de Travanet, Jean-Frédéric de Pierre et Georges de Rougemont ont particulièrement contribué à trouver des solutions. L'architecte Burnand et l'autodidacte Matile ont payé de leur personne pour faire aboutir des travaux considérables, le second avec plus de bonheur et une ténacité remarquable. N'oublions pas dans cette revue les modestes exécutants : ouvriers italiens en 1492 déjà, Français de toutes origines, dont sans doute pas mal d'itinérants et de déserteurs au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, maçons et manœuvres du pays, enfin ces fameux « Saint-Claude », des Jurassiens durs à la besogne, auxquels



Croquis de situation de la Clusette.

le nouveau tracé de 1816 doit beaucoup. Certes, il fallut batailler contre l'inconscience de ceux qui menaçaient la route par des coupes de bois inconsidérées (1730, 1747), en creusant une mine (1775), puis en détériorant les fragiles bordures de la chaussée nouvelle, au XIX<sup>e</sup> siècle. C'était peu de chose en comparaison des amères surprises provoquées par l'exploitation trop hardie de matériaux nécessaires à la cimenterie, développée par l'ouverture du chemin de fer Franco-Suisse.

Il reste à évoquer l'aspect juridique et économique du problème. De manière caractéristique, les taillables astreints à la garde militaire de la Clusette, en 1360, voient leurs descendants du XV<sup>e</sup> siècle libérés d'une contribution en froment, par l'obligation de réparer le passage. Bonne affaire pour le seigneur, l'opération se révélera écrasante à la longue pour les sujets. Il apparaît par des sentences judiciaires du XVI<sup>e</sup> siècle que l'obligation s'étend à toute seigneurie, que les gens de Travers doivent aider ceux de Noiraigue à la Clusette, et que le Conseil d'Etat est bien décidé à actionner le seigneur de Travers, si ce dernier n'obtient pas le nécessaire de ses sujets. Toutefois, dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, l'expression « chemin de Son Altesse » et le paiement de certains frais par les caisses du prince sont le signe d'une lente évolution. En 1673, les corvéables solliciteront même une aide extraordinaire, vu les circonstances. Au reste, d'une fois à l'autre, les magistrats mal documentés ne savent plus très bien qui paie certains frais — ceux des barrières bordant la route. Après les pluies désastreuses de 1711, il faut menacer les responsables de l'entretien qui se font tirer l'oreille ; rendu attentif à l'importance du travail qui dépasse celui des corvées, le Conseil d'Etat se décide à examiner les obligations du souverain, propriétaire des grands chemins du pays. A plusieurs reprises, l'aide bénévole des communes du Val-de-Travers, intéressées au premier chef au bon état de la route, est sollicitée sans succès ; cependant, les corvéables des divers villages sont mis à contribution. Le jeu dure un siècle, de 1673 à 1775, et il faudra la menace de couper les subventions aux pauvres et aux abbayes de tir pour vaincre, une fois seulement, une résistance bien compréhensible. C'est que le Conseil d'Etat se trouve pris entre les exigences du public songeant à la sécurité, la ruine progressive du passage de la Clusette, des moyens dérisoires de lutte, aucune aide financière des intéressés, l'esprit d'économie et les critiques du souverain. L'énorme travail de taille du rocher, en 1780-1781, encore visible, s'opère avec une somme apparemment modeste, mais considérable pour l'époque : 31.274 livres. On arrive toutefois à un tournant. Quelques dépenses mineures sont désormais réglées dans les limites des possibilités du Conseil d'Etat. Le tâtilon Berthier ne discute pas un crédit sollicité de lui non sans précautions.

Dès la restauration, les vues plus libérales du prince de Hardenberg, décidé à investir dans la principauté la part des revenus royaux dépassant 70.000 livres, permet des améliorations. Le déplacement de la route de la Clusette, qui en est une, est admis sans discussion par la Cour de Berlin, bien qu'il ait coûté deux fois le prix devisé (1818). Bien plus, Brot et Noiraigue sont largement soutenus, et des dispositions nouvelles pour l'entretien aboutissent au cantonnement partiel de la route. C'est s'acheminer vers le régime des grandes routes commerciales, puis postales, qui préfigure celui des routes cantonales de la République, entretenues aux frais de l'Etat dès 1849. L'intérêt général, servi par un nouveau régime financier, l'emporte désormais sur l'étroite localisation des tâches parfois écrasantes des communes et des particuliers.

Jean COURVOISIER.

#### NOTES

<sup>1</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 148, pp. 456, 512, 740, 1800; vol. 149, p. 753, 1801. *Lettres à Sa Majesté*, vol. I, pp. 433, 564, 1800, 1801. *Lettres de Sa Majesté*, vol. G, pp. 188, 272, 1800, 1801. Série Routes, dos. 39/III, 6 juillet 1800. Quittances, 1800-1801, N° 120.

<sup>2</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 155, pp. 178, 216, 1806; vol. 156, pp. 370, 380, 393, 505, 523, 642, 749, 768, 941, 1809. *Lettres au prince*, vol. N, p. 64, 1808.

<sup>3</sup> Série Routes, dos. 39/III, 16 mars, 8 avril 1816. Le plan détaché N° 290 A montre clairement — pour 1839 — la superposition du tronçon central des deux routes.

<sup>4</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 164, pp. 322, 361, 385, 505, 575, 650, 1816. *Lettres à Sa Majesté*, vol. Q, pp. 119, 153, 1816. *Lettres de Sa Majesté*, vol. K, pp. 434, 442, 1816.

<sup>5</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 164, pp. 432, 505, 653, 1816; vol. 165, pp. 813, 876, 900, 905, 930, 1002, 1091, 1816. Série Routes, dos. 39/III, rapports des 22 avril, 29, 30 juillet, 27 septembre 1816.

<sup>6</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 165, pp. 1251, 1298, 1816. Série Routes, dos. 39/III, rapports du 26 novembre 1816.

<sup>7</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 167, pp. 17, 165, 181, 326, 406, 562, 611, 628, 676, 836, 844, 900, 1817. Série Routes, dos. 39/III, rapports des 22 février, 15 avril, 4 août, 6 octobre, 3 novembre 1817.

<sup>8</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 167, pp. 15, 274, 322, 323, 427, 434, 574, 612, 619, 979, 1818. Série Routes, dos. 39/III, rapports des 24 mars, 4, 13 avril, 19 mai, 6, 17, 27 juillet, 14 septembre 1818.

<sup>9</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 168, pp. 100, 188, 225, 327, 1819. *Plumitif de la Chambre des Comptes*, 29 janvier, 19 février 1819. *Lettres à Sa Majesté*, vol. S, pp. 16-36, 1819.

<sup>10</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 168, pp. 410, 513, 522, 659, 771, 1819; vol. 169, pp. 299, 783, 919, 949, 1820; vol. 179, p. 143, 1830.

<sup>11</sup> Série Routes, dos. 39/III, 3 janvier 1821, 20 juin 1825. Justice de Travers, *Manuel*, 28, 29 décembre 1820, 16, 19, 23 avril 1825.

<sup>12</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 192, p. 1174, 1837; vol. 194, pp. 81, 420, 571, 1838.

<sup>13</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 191, p. 1959, 1836; vol. 209, p. 832, 1845. Série Routes, dos. 39/III, 16 mars 1846, vol. 3, tout au début, et pp. 1, 3, 4: 1838 et 1830, 1831.

<sup>14</sup> A. DUBOIS, *Les gorges de l'Areuse et le Creux-du-Van*, pp. 25-28.

<sup>15</sup> *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 284, pp. 927, 1200, 1897. *Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil*, t. 60, pp. 517-522, 1897.

<sup>16</sup> A. DUBOIS, *Les gorges de l'Areuse et le Creux-du-Van*, pp. 27-28. *Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil*, t. 64, pp. 35-43, 71-74, 138-141, 739-755, 1901. *Manuel du Conseil d'Etat*, vol. 288, notamment, 19, 20, 21 février 1901; vol. 289, 11 février 1902.

<sup>17</sup> *Rapports de gestion du Conseil d'Etat*, Travaux publics, 1918, p. 55; 1920, p. 54; 1924, p. 42; 1927, p. 32; 1931, p. 24. Sur les travaux plus récents: *Bulletin officiel des délibérations du Grand Conseil*, t. 125, p. 728, 1958.

## REVUE DES PUBLICATIONS HISTORIQUES

### INSTITUTIONS

L'histoire des postes neuchâteloises a été peu étudiée encore. A part l'ouvrage assez sommaire de Marc Henrioud<sup>1</sup>, on ne dispose guère sur ce sujet que de quelques articles fragmentaires, parus, la plupart, dans le *Musée neuchâtelois*. Il faut être donc reconnaissant à M. Jean-Louis Nagel, grand connaisseur des marques postales et collectionneur avisé, d'avoir évoqué, dans un ouvrage abondamment documenté, un chapitre de cette histoire de nos institutions<sup>2</sup>. Il s'agit, comme l'indique le titre, de ce demi-siècle où l'Etat de Neuchâtel exploita en *régie* les services postaux. Ce régime succédait à celui de la *ferme*, dont les débuts remontaient à 1695. Un décret du prince Alexandre Berthier supprima, le 17 novembre 1806, la ferme des postes, dont bénéficiait, dès l'origine, la famille Fischer, de Berne, pour la remplacer par une régie subordonnée directement au Conseil d'Etat. Ce régime, corrigé progressivement dans un sens étatique, se maintint grosso modo jusqu'à la formation de l'Etat fédéral et à la centralisation des postes, votée en principe par l'Assemblée fédérale le 28 novembre 1848. Dès l'année suivante, Neuchâtel fut rattaché avec le Jura bernois au IV<sup>e</sup> arrondissement postal. Voilà le cadre. Il s'agit donc d'une période relativement proche de nous, mais mal connue en fait. La documentation qui la concerne s'est dispersée, les dépôts publics n'en conservant que des bribes. Par ses patientes recherches, M. Nagel est parvenu tout de même à faire revivre l'activité postale — plus complète qu'on ne le pense — de l'ancien régime. Pas de service postal sans route : aussi un des chapitres initiaux est-il voué au réseau routier, à ses insuffisances, et aux améliorations progressives dont il bénéficiera au cours de ce premier demi-siècle. L'établissement de la Régie et ses modifications successives sont suivis à l'aide de textes légaux : décrets du prince, règlements de toute sorte, donnés parfois in extenso et commentés. Sa collection personnelle de marques postales et de récépissés permet à l'auteur de corroborer d'exemples précis la mise en application des décisions officielles. La forme des lettres, les modes d'affranchissement, les tarifs postaux, le statut des organes dirigeants et celui des employés à tous les échelons de la Régie, les messageries et les diligences : tels sont quelques-uns des sujets abordés, souvent avec une grande minutie et un souci constant de s'en tenir aux documents. De nombreux dessins, des fac-similés, une carte et des graphiques allègent le texte qu'on serait tenté, sans eux, de trouver un peu pléthorique tant abondent les détails les plus minimes. Une introduction historique précède le texte ; elle était nécessaire, mais paraît avoir été rédigée avec quelque hâte : le traité de Westphalie est de 1648, non de 1643, et le prince de Neuchâtel était alors Henri II de Longueville, non Henri IV (p. 18). Le commandant du corps autrichien occupant Neuchâtel en 1813 était le général Scheither, non

Schleithner (p. 19). Certains noms sont défigurés : Zastrov, pour Zastrow (p. 24) ; Jeanrenaud-Besse, pour Jeanrenaud-Besson (p. 47), Philippe-Auguste de Pierre, maire de Neuchâtel, pour Charles-Louis (et non Louis seul, p. 40). La bibliographie des travaux consultés par l'auteur (pp. 15 et 16) pourrait rendre de grands services ; malheureusement l'énoncé des titres n'est pas toujours d'une clarté limpide (qu'est-ce, par exemple, que cet article 43 : « Jacques Béguin. — Plan de la ville, 1794 et divers » ?) et une distinction nette n'apparaît pas entre les ouvrages de référence et les sources manuscrites.

Détails minimes, certes, et qui n'amointrissent pas l'intérêt réel que suscite le beau travail de M. Nagel.

#### HISTOIRE ÉCONOMIQUE

Apparue à Genève en 1687, à Zurich en 1701, à Berne cinq ans plus tard, l'industrie des toiles peintes (indiennes) se développa dans le pays de Neuchâtel dès 1720, environ, avec un succès particulier. Dans une étude publiée par la revue fribourgeoise d'histoire de langue allemande<sup>3</sup>, l'éminent économiste qu'est M. Walter Bodmer décrit son apparition, ses avatars et son déclin définitif dans les territoires formant aujourd'hui le canton de Fribourg. Comme cette histoire est constamment liée à celle de l'indienne neuchâteloise, il nous paraît utile de résumer ici les découvertes de M. Bodmer. C'est dans le Moratois, alors *condominium* bernois-fribourgeois, qu'elle apparaît. En 1734, Jean Passet, allié Pettavel, fonde à Greng une entreprise employant surtout du personnel neuchâtelois. Notons ici que ce Passet était en rapport d'affaires avec les frères Rougemont, banquiers à Paris, et avec les frères Guinand, à Londres. En 1758, l'entreprise fait faillite ; mais entre-temps, une seconde fabrique avait été fondée à Greng par Moïse Godet, de Cortaillod. Le beau-frère de ce dernier, Jean Labram, initiateur lui-même de l'indienne neuchâteloise par son établissement des Prés-Royer, au Val-de-Ruz, apparaît comme fabricant à Courgevoux, en 1743. Nous le retrouvons plus tard à Greng (1764), comme associé du Bernois Niklaus Gruner. David Farnet, sujet naturalisé Neuchâtelois (c'était un Fahrni, de Eriz) et élevé à Colombier où il avait appris le métier d'indienneur, est mentionné comme fabricant, à Greng aussi, de 1761 à 1764. Cette fabrique devait être assez active : à en croire le comte Charles de Zinzendorf qui la visita en 1764, elle produisait jusqu'à 8000 pièces d'indiennes par jour ! Deux ans plus tard cependant, elle tombait en faillite. En 1775, les frères François et Louis Verdan s'installèrent à Greng et reprirent la fabrication. Ils venaient de Cortaillod, où leur père, Jean-Daniel Verdan, de Sugiez, était lui-même indienneur. Mais l'entreprise, une fois de plus, périclita et, en 1779, les Verdan s'installèrent à Marin. A Portalban, dans les terres dépendant directement de LL. EE. de Fribourg, apparaît en 1778 une succursale de la fabrique de Grandchamp, alors aux mains de Deluze frères et Chaillet. Les opérations qu'on y exécutait étaient limitées : il s'agissait surtout de l'application de l'indigo aux pièces fournies par la manufacture de Grandchamp, auxquelles on faisait passer le lac. Le bas niveau des salaires offerts aux ouvriers de la région explique cette dissémination de l'industrie neuchâteloise. Après diverses vicissitudes, l'établissement fut repris pour un temps par la Société Louis Verdan et



compagnie (1797). Mais c'est à l'entreprise fondée à Fribourg même, en 1785, par Abraham Verdan, frère cadet de François et de Louis, que M. Bodmer voue les pages les plus fournies de son étude. Comme Verdan avait été appelé à Fribourg par les autorités qui lui assurèrent, au départ, un prêt important, l'activité de la fabrique et ses nombreux déboires financiers trouvent leur reflet dans les documents officiels que l'auteur a su largement utiliser. Les difficultés mentionnées sont surtout imputables aux prohibitions mises par la France, à cette époque, sur les indiennes étrangères. L'entreprise se maintint pourtant jusqu'aux premières années du XIX<sup>e</sup> siècle. Notons qu'Abraham Verdan, qui ne mourra qu'en 1822, dirigeait simultanément avec Fribourg la fabrique d'indiennes de la Borcarderie.

L'histoire de Jacques-Louis de Pourtalès, du « Grand Pourtalès » comme on l'a longtemps appelé, tient un peu de la légende. Entendons par là qu'on connaît surtout ce grand financier par le côté anecdotique : sa réussite commerciale étonne, son succès en affaires flatte la vanité neuchâteloise. Quant à la générosité dont il fit preuve en dotant richement, à la fin de sa vie, l'hôpital qui perpétue son nom, elle est, pour ses compatriotes, une preuve réjouissante de civisme. M. Louis Bergeron, chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique, a le mérite de nous en apprendre davantage sur l'homme et ses affaires. Une étude parue dans la revue *Annales*<sup>4</sup> expose, à l'aide de sources restées jusqu'ici inédites, l'histoire de la Société Pourtalès. Des sociétés, devrait-on dire, car il y eut, au cours d'un demi-siècle, six sociétés Pourtalès successives, dominées toutes par la participation — et la personnalité — de Jacques-Louis. Les traités qui nous ont été conservés montrent la croissance progressive des capitaux engagés, l'élargissement du cercle des actionnaires, comme la diversification des activités. L'étude des bilans permet aussi de suivre les aléas du grand commerce européen que troublent périodiquement les guerres, la fermeture de certains marchés, mais que réactive à l'occasion la découverte de nouveaux débouchés. Les lettres qu'envoyaient à Pourtalès ses agents installés dans les grands ports : Lorient, Lisbonne, Livourne, sont à cet égard très révélatrices. Quand le blocus maritime menace le commerce d'asphyxie, on se rabat sur les routes continentales, plus onéreuses, certes, mais qui permettent parfois de diversifier les échanges. Ainsi en 1798, la guerre maritime et le blocus anglais obligent la Société Pourtalès à utiliser les courants commerciaux de l'Europe danubienne. Cette faculté d'adaptation rapide à la conjoncture est une des causes du succès étonnant des sociétés fondées par Pourtalès l'aîné. M. Bergeron, à l'aide d'exemples choisis judicieusement, montre comment les hommes d'affaires de cette époque étaient à la fois tributaires des circonstances politiques et habiles à en tirer parti. Un chapitre final, et non le moins intéressant, est consacré à la gestion de la fortune personnelle de Jacques-Louis de Pourtalès, et à l'analyse de ce que nous appellerions aujourd'hui son « portefeuille » : plantation dans l'île de Grenade, valeurs immobilières neuchâteloises et françaises, intérêts miniers, participation au commerce du Proche-Orient (Smyrne, semble-t-il, semble y avoir occupé une place de choix). A la fin de sa carrière, Pourtalès voit son « empire » éclater : des sociétés spécialisées prennent la relève de la grande compagnie dont il était resté l'animateur pendant près de cinquante ans. On le voit alors se tourner de plus en plus vers des placements purement industriels, entrevoyant sans doute la révolution qui se prépare dans ce secteur. Car il était passé désormais le temps des grands hommes d'affaires

itinérants, polyvalents ; Pourtalès fut en somme le dernier représentant de ce genre de négociant dont le prototype était apparu à Florence quatre siècles plus tôt !

Avec beaucoup d'esprit, et à l'aide d'une documentation partiellement originale, M<sup>me</sup> Dorette Berthoud présente aux lecteurs de la *Revue suisse d'histoire* les avatars de la « Fée verte », soit de la liqueur d'absinthe<sup>5</sup>. Ce qui nous retiendra ici, ce sont moins les anecdotes dont l'histoire de cette boisson est prodigue, que le rôle économique joué jadis par cette activité industrielle, essentiellement neuchâteloise (sur le plan suisse, bien entendu !). En citant les noms des producteurs inscrits au Registre suisse du commerce jusqu'à la prohibition finale de 1910, données, recoupées par des documents d'origine privée, en donnant quelques chiffres concernant la fabrication et l'écoulement du produit, l'auteur apporte une contribution modeste, mais solide, à l'histoire d'une industrie appartenant maintenant au passé. Il faudrait, pour en savoir plus, que la comptabilité des maisons intéressées se fût conservée : on peut douter, hélas, que ce soit le cas, tout ce qui touche l'absinthe étant frappé d'une réprobation justifiée sur le plan moral, mais qui ne fait pas l'affaire de l'historien de l'économie !

#### HÉRALDIQUE

Faisant la somme de ses connaissances sur l'héraldique des anciennes familles neuvevilloises, le docteur Olivier Clottu nous en offre un *Armorial*<sup>6</sup>. Une courte introduction historique est suivie par les notices, placées dans l'ordre alphabétique, de 95 familles. Chiffre qui peut paraître à première vue considérable, étant donné la modeste importance de cette cité. Il faut constater que l'héraldique bourgeoise a connu à la Neuveville une faveur exceptionnelle : on l'expliquera par la large autonomie de ses institutions au sein de l'évêché de Bâle, comme par les liens de voisinage et de combourgeoisie que le petit bourg entretenait, sous l'ancien régime, avec les cités suisses. Avec le pays de Neuchâtel les relations étaient naturellement fréquentes également. Aussi retrouvons-nous, dans l'*Armorial* du docteur Clottu bien des noms familiers, cités ou non par l'*Armorial neuchâtelois* de MM. Léon et Michel Jéquier. Nous constatons ainsi que les familles neuchâteloises suivantes ont des rameaux à la Neuveville, soit qu'ils aient été agrégés à sa bourgeoisie, soit qu'ils y aient exercé des charges (châtelain du Schlossberg) pour l'évêque de Bâle : Beljean, Bicaux, Blayer de Bariscourt, Bourgoïn, Chambrier, de Cressier, Gallandre, Marin, Merveilleux, Perrenet, Perrin, Plattet, Rosselet dit Charpillod, Symonin alias Lescureux, de Vautravers ; tandis que des familles authentiquement neuvevilloises comme les Bosset et les Petitmaître ont des représentants neuchâtelois. Les nobles de Courtelary et ceux de Diesse tiennent également aux deux régions. Une documentation généalogique précise et une très abondante iconographie rendent cet ouvrage d'autant plus précieux que nous manquons toujours d'un armorial général de l'ancien évêché de Bâle.

Signalons que nous devons au même auteur une note sur les armes d'un bourgeois du Landeron, peu connu. Il s'agit de Tours (ou Ours) Jacquet, originaire de Lignièrès, marchand à Lyon, reçu bourgeois du Landeron le 1<sup>er</sup> avril 1652. Son emblème est gravé sur un crucifix d'argent, offert à la ville du Landeron lors de sa réception<sup>7</sup>.

## NOTES

<sup>1</sup> Marc HENRIOUD, *Les Postes dans le Pays de Neuchâtel dès leur origine à 1849*. Berne, 1902.

<sup>2</sup> Jean-Louis NAGEL, *La Régie cantonale des postes du canton de Neuchâtel, 1806-1850*. Neuchâtel, 1968, 284 pages, illustré. Préface de Joseph Bühler, président d'honneur du *Schweizerischer Philatelisten-Verein Zürich*.

<sup>3</sup> Walter BODMER, *Die Indiennenindustrie im Gebiete des heutigen Kantons Freiburg*, dans : *Freiburger Geschichtsblätter*, tome 53, 1969, pp. 35-71.

<sup>4</sup> Louis BERGERON, « *Pourtalès et C<sup>ie</sup>* » (1753-1801). *Apogée et déclin d'un capitalisme*, dans : *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 1970, pp. 498-517.

<sup>5</sup> Dorette BERTHOUD, *La « Fée verte »*. *Pour une histoire de l'absinthe*, dans : *Revue suisse d'histoire*, 1969, pp. 638-661.

<sup>6</sup> Olivier CLOTTU, *Armorial de La Neuveville. Armoiries des familles bourgeoises anciennes*. Dessins de l'auteur, S. l., 1970, 56 pages.

<sup>7</sup> Olivier CLOTTU, *Armoiries inédites d'un bourgeois du Landeron*, dans : *Archivum heraldicum*, 1968, p. 35.

## BIBLIOGRAPHIE

### Notes de lecture

#### PRÉHISTOIRE

Des fouilles urgentes entreprises à Portalban en 1962 et 1963, puis en 1966 et 1967 par l'archéologue fribourgeois, M<sup>lle</sup> Hanni Schwab, ont donné des résultats inattendus. Des foyers intacts se rattachant au Néolithique moyen et au niveau de la céramique cordée, en particulier, ont été mis au jour. Le résultat provisoire de ces fouilles est exposé dans l'*Annuaire de la Société suisse de préhistoire et d'archéologie*, volume 54, pages 7 à 11, avec 6 planches.

Dans les volumes 52 et 53 de l'annuaire précité, Walter Drack a présenté une étude fouillée des bracelets en feuilles de bronze et des pendentifs de l'époque de Hallstatt trouvés sur le Plateau suisse et au pied du Jura. Dans le volume 54 de la même revue, pp. 13 à 60, 10 planches, il étudie les crochets et les plaques de ceintures de la même époque et des mêmes régions. Cartes, dessins et reproductions permettent dorénavant à l'amateur et au spécialiste d'avoir une idée complète de ces parures et de leurs décorations très variées. Le pays de Neuchâtel (Bussy, Vauroux, la Béroche, Cressier) a fourni une partie de la documentation de l'auteur.

En préhistoire romaine, le numéro 54 de l'annuaire en question contient une contribution d'un intérêt exceptionnel d'Ernest Meyer. A la lumière de découvertes récentes, ce savant établit d'une façon convainquante que l'époque romaine en Suisse ne commence pas en 58 av. J.-C., comme on l'admettait jusqu'ici, mais l'année même où tout l'espace alpin fut soumis à la souveraineté romaine par Tibère et Drusus, en l'an 15 av. J.-C. Cette étude fera date dans les études d'histoire romaine chez nous. D'ores et déjà tous les manuels scolaires peuvent à sa lumière réviser leurs affirmations à ce propos. Je souhaite qu'une traduction française de cet article puisse faciliter sans tarder la tâche de ceux qui ne lisent pas l'allemand sans hésitation, car il s'agit d'une mise au point si importante de nos connaissances sur les débuts de la Suisse romaine qu'il est impossible de l'ignorer. (*Annuaire*, volume 54, pp. 73 à 98, 8 planches) <sup>1</sup>.

Dans le cadre des cours d'initiation à l'archéologie et à la préhistoire de la Suisse organisés à Zurich par la Société suisse d'archéologie et de préhistoire de 1966 à 1976, les deux premiers volumes concernant la Suisse ont déjà paru (il y en aura six). Ce sont : *Die Ältere und Mittlere Steinzeit*, Zurich, 1968, 146 pages, et *Die Jüngere Steinzeit*, Zurich, 1969, 176 pages. Il s'agit de deux volumes remarquablement illustrés qui permettent au lecteur de connaître l'état actuel des problèmes, présenté par les meilleurs spécialistes.

*La Suisse primitive* (Ur-Schweiz), revue publiée au nom de la Société suisse de préhistoire et d'archéologie, a vu paraître en 1969 son dernier fascicule, après

vingt-trois ans d'existence. Il est consacré à la région d'Yverdon. Si nous regrettons la disparition de ces notices qui rendaient de grands services, nous avons le plaisir d'annoncer la naissance d'une nouvelle revue qui la remplacera : *Helvetia archeologica*. Format plus grand, illustrations abondantes. Cette revue se propose d'informer ses lecteurs sur l'archéologie en Suisse sans qu'ils aient besoin de connaissances spéciales. Elle donne dans trois langues nationales les légendes des illustrations, et des résumés des articles originaux. Le premier cahier contient pour notre région une étude de Christian Strahm sur *Une station néolithique à Yverdon*, avec quatre pages d'illustrations, une contribution de Hanni Schwab sur *Une nécropole romaine à Morens* (Fribourg). Le deuxième fascicule est consacré à Baden, Windonissa, Zurzach et Seeb. Chaque cahier passe en revue les publications nouvelles. Souhaitons longue vie à cette nouvelle revue, à laquelle collaborent tous les archéologues cantonaux.

La Société d'émulation de Marin a organisé une exposition des objets préhistoriques trouvés dans la région lors de la deuxième correction des eaux du Jura. Le catalogue illustré, dû à la plume de Michel Egloff, professeur à Neuchâtel, et de Hanni Schwab, archéologue cantonale de Fribourg, directrice des fouilles, met très utilement les objets nouveaux, trouvés par M<sup>lle</sup> Schwab, dans leur contexte historique. Stations néolithiques de Thielle-Mottaz, de Pont de Thielle, station de l'âge du bronze du Landeron, pont celtique effondré de Cornaux (les Sauges), second âge du fer de la Tène, époque romaine à Wavre, au Landeron, à Cressier et au pont de Thielle, objets des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles du Bois de Montmirail sont présentés dans cette plaquette de 32 pages, 13 planches, avec tableau chronologique, carte et plan, éditée par la Société d'émulation de Marin, 1970.

Dans le *Bulletin Sandoz*, N<sup>o</sup> 15, Bâle, 1969, pp. 27 à 37, Hanni Schwab présente la station de la Tène à la lumière des fouilles récentes. A un bref rappel historique de la station, de sa découverte en 1857, des objets trouvés et des théories qui tentent d'expliquer son existence, l'auteur ajoute un élément nouveau, elle met en relation l'écroulement du pont celtique qu'elle a découvert à Cornaux et la destruction des ponts de la Tène à une date que les analyses pourront vraisemblablement fixer bientôt. L'article est accompagné de deux planches et de douze illustrations en couleur.

#### MUSÉES

Chaque année le Musée national suisse publie son rapport. C'est toujours un cahier remarquablement présenté et illustré. Le 77<sup>e</sup> rapport, concernant l'année 1968 a paru en 1969 (Editions du Musée national suisse). Parmi les acquisitions récentes, ce cahier signale et reproduit une aquarelle encore inconnue et très remarquable de Johann Ludwig Aberli, faite vers 1765 et représentant le pont et le château de Thielle avec, à l'horizon, les Alpes bernoises. Le même rapport, p. 40, donne la reproduction d'une montre neuchâteloise en or, faite vers 1830 par Robert Brandt à la Chaux-de-Fonds.

Parmi les expositions historiques récentes dont le catalogue pourra être consulté avec profit à titre documentaire il faut rappeler l'exposition organisée par le Musée d'horlogerie du Locle en 1969. La plaquette éditée à cette occasion est intitulée *Premières horloges mécaniques à poids, Horloges gothiques, le Locle,*

1969, 70 pages, 20 planches. Elle est due à la plume de W. Hertig et à celle de Ephrem Jobin.

Le catalogue de l'exposition organisée au Musée d'horlogerie de la Chaux-de-Fonds, en 1970, *Montres émaillées des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, collections du Louvre et des musées parisiens, préfacée par Pierre Verlet compte 48 planches dont 9 en couleurs. En 1968, le même musée avait mis sur pied une exposition des chefs-d'œuvre du XVI<sup>e</sup> siècle, *Horloges de tables*, collection J. Fremersdorf, qu'accompagnait une plaquette de 8 pages sans illustrations.

Il faut signaler aussi le *Catalogue de l'exposition permanente du Musée J.-J. Rousseau*, à Môtiers, établi par François Matthey, Neuchâtel, 1969, 28 pages, 5 planches.

Il n'y a pas lieu de rappeler ici les expositions d'art, à Neuchâtel, et les catalogues qui les accompagnent, puisqu'elles sont mentionnées dans la chronique rédigée chaque année dans cette revue par M. Eric Berthoud.

Chaque année, depuis 1948 sauf erreur, la ville de Neuchâtel publie un cahier intitulé *Bibliothèques et musées*. La documentation ethnographique y est abondante, mais cette publication concerne ici et là les historiens par ses textes et ses illustrations. Ainsi quelques notices biographiques dues à la plume de Daniel Vouga ont paru : en 1963 sur Frédéric Florian, un artiste oublié (pp. 43-47, 4 illustrations), en 1965 sur Charles-Ed. DuBois (pp. 63-66), en 1967 sur Maximilien de Meuron (pp. 63-67, 2 illustrations), en 1968 sur Louis de Meuron (pp. 48-53, 3 planches doubles en couleur et 6 planches en noir et blanc). Dans le cahier de 1964 se trouve le Guide sommaire de l'exposition du centenaire de la Société d'histoire et d'archéologie, illustré de 6 planches (pp. 33-48). En 1965, Eric Berthoud signale entre autres dans son rapport, l'exposition Guillaume Farel, 1565-1965 (p. 24, 4 planches). Le cahier de 1969 contient quelques pages précises, illustrées de 4 planches, sur les gravures de Rembrandt que possède le Musée des beaux-arts et d'histoire. Nous sommes heureux de les y trouver. Ceux qu'intéresse la pré-histoire liront avec plaisir le premier rapport du jeune et dynamique conservateur du Musée cantonal d'archéologie (pp. 67-71), après un très long silence de cette institution. Ils ne manqueront pas non plus de lire l'étude très claire qu'A.-A. Quartier consacre aux australopithèques du Villafranchien (pp. 43-64).

F. LOEW.

#### BIBLIOGRAPHIE

A lui seul, le titre de l'ouvrage de M. Philippe Gern, *Aspects des relations franco-suisse au temps de Louis XVI. Diplomatie — économie — finances*, rend parfaitement compte des lignes maîtresses du sujet. Les chapitres se présentent en fait un peu différemment, vu les nécessités de l'articulation. La première partie est une introduction consacrée aux règnes de Louis XIV et de Louis XV ; la seconde traite du renouvellement de l'alliance franco-suisse de 1777, et la dernière des fruits de l'alliance, à savoir le service financier du roi, l'approvisionnement en sel et les privilèges des commerçants. *Les relations franco-suisse de 1712 à 1774* résument utilement les données du problème pour l'intelligence de ce qui va suivre, en fournissant nombre de compléments inédits, basés sur les correspondances diplomatiques. En un peu plus de cent pages, M. Gern débrouille

ensuite, avec beaucoup de clarté, sans sacrifier le détail, ni exagérer les péripéties, le renouvellement de l'alliance de 1777. C'est qu'il faut en effet analyser séparément, sans perdre de vue l'ensemble du sujet lié par le faisceau de la chronologie, les visées de l'Autriche, la négociation à mener avec les cantons catholiques et celle qui concerne les cantons réformés ; d'étape en écueil et d'assentiment en réticences, on aboutit à « l'ultimatum » de Louis XVI, fortuitement favorisé par les craintes inspirées par un déplacement de l'empereur Joseph II. Il faut savoir spécialement gré à l'auteur d'avoir découvert et mis en relief le rôle joué par Perrinet des Franches, avocat genevois exilé à Paris, promu au rang d'intermédiaire entre le comte de Vergennes et les Bernois. La défiance entre les cantons suisses, les rivalités personnelles et certains articles litigieux ralentissaient les démarches entre des pôles multiples, alors qu'il était facile de tout bloquer par des raidissements ou des exigences de dernière minute. En conclusion, M. Gern peut relever que l'alliance de 1777 se distingue de celles de 1663 et de 1715 par son esprit ; ménageant les Suisses susceptibles, la France a cherché à les unir et à renforcer leur cohésion ; reconnaissant comme principe de base la neutralité helvétique, elle estompe les problèmes militaires, renonce à toute idée antérieure de protectorat et fixe certains rapports publics ou privés entre les parties, sans entrer dans des détails épineux. Neuchâtel, comme Genève, fut exclu du traité par la France qui feignait de rejeter la responsabilité de cet ostracisme sur les Petits Cantons, excités en sous-main.

« Les fruits de l'alliance », en troisième partie, permettent d'étudier aussi en une centaine de pages trois thèmes étroitement liés au traité, et conditionnant jusqu'à un certain point le succès de celui-ci. Bien délimités par l'auteur dans le temps et leur étendue, ces sujets particuliers sont très neufs et suggestifs. Avec le service financier du roi de France en Suisse, on voit l'importance des pensions, leur diversité, les lacunes et les abus. Plus modeste de tous, le Landeron, émarquant pour 200 livres annuelles aux pensions de paix et d'alliance, souffrait d'arréages de 2600 livres, pour treize ans. Quant à l'approvisionnement en sel, il fait l'objet de vues d'ensemble bien clarifiées et met au jour des détails désormais indispensables pour des études cantonales, Neuchâtel en particulier — M. Gern ayant du reste déjà abordé le sujet dans notre revue, en 1965. Autre éclairage encore pour les privilèges des commerçants suisses en France ; de précieuses annexes donnent une idée du mouvement des affaires, après un exposé des grandes lignes du sujet. Inutile de dire que l'appareil critique et les références indispensables aux spécialistes rendront service à tous les lecteurs. La fermeté du propos, la clarté de l'exposition et l'agrément du style confèrent une valeur supplémentaire à ce travail important, qui fait honneur à la collection *Le passé présent*, publiée aux éditions de la Baconnière.

Jean COURVOISIER.

<sup>1</sup> Ernst Meyer, *Neuere Forschungsergebnisse zur Geschichte der Schweiz in römischer Zeit*, dans *Annuaire de la Société suisse de préhistoire et d'archéologie* volume 54.

## CHRONIQUE

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE  
DU CANTON DE NEUCHÂTEL

*Séance administrative tenue au Château de Valangin  
samedi 13 juin 1970, à 16 heures*

Dans la salle des Chevaliers, tous les sièges sont occupés lorsque M. Philippe Gern ouvre la séance et souhaite la bienvenue à chacun. « Il y a peu de sociétés d'histoire en Suisse — dit le président — qui ont le privilège de réunir chaque année leurs membres dans leur château, au milieu de leurs collections. La présence d'un bon nombre de fidèles à nos assemblées et de plusieurs nouveaux venus témoigne de l'attrait de cette tradition et de ce cadre si sympathique. »

Après avoir présenté les excuses des personnes empêchées d'assister à la séance administrative, M. Gern donne lecture des noms de dix-neuf membres décédés depuis l'année dernière et prie l'assemblée de se lever pour honorer leur mémoire.

*Le procès-verbal* de l'assemblée du 21 juin 1969, rédigé par M. C. B. Borel, et qui a paru dans la *Chronique de l'année 1969* adressée à tous les membres, est adopté tacitement, avec remerciements à son rédacteur.

*Rapports annuels.* Dans son rapport sur l'année 1969-1970, M. Ph. Gern rappelle les deux travaux marquants qui ont été présentés, à Valangin par M<sup>lle</sup> Ariane Méautis : *Histoire d'un club suisse à Paris dans la tourmente révolutionnaire*, et à Dombresson par M. Jean-Pierre Jelmini : *La vie publique dans les communautés rurales au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

Parlant des relations avec les sociétés des cantons voisins, le président signale que la Société d'histoire a été représentée par M<sup>lle</sup> Béatrice Huber lors de l'excursion dans la campagne genevoise de la Société d'histoire de la Suisse romande, par M. Jean-Pierre Jelmini qui a répondu aux invitations de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie et de la Société jurassienne d'émulation. M. Gern a représenté notre société à l'assemblée de la Société générale suisse d'histoire, à Bâle, ainsi qu'à l'assemblée annuelle des Amis du Château de Colombier ; il a accueilli et guidé à travers la ville de Neuchâtel les membres de l'Antiquarische Gesellschaft de Zurich qui ont aussi visité notre château sous la conduite de M. Fernand Loew. La Société d'histoire a été associée à l'heureuse initiative de la commune de Marin qui a exposé les découvertes archéologiques de l'Entre-deux-Lacs.

La Société suisse de préhistoire et d'archéologie a organisé un cours de préhistoire, à Genève. Il est possible que le prochain cours d'initiation ait lieu à Neuchâtel.

L'élaboration de la Bibliographie neuchâteloise représente un travail long et difficile ; la parution de l'ouvrage subira sans doute quelque retard.

Le beau volume *Neuchâtel et la Suisse* a paru en 1969. Un nouveau guide du Château de Valangin, rédigé par M. Jean Courvoisier, sera édité par la Société d'histoire de l'art en Suisse avec laquelle un contrat a été passé.



Quatre membres du comité ont été reçus par M. Carlos Grosjean, conseiller d'Etat, pour un échange de vues sur la restauration du Château de Valangin. Dans un proche avenir, une restauration générale sera entreprise, l'installation du chauffage étant retenue comme l'un des premiers objectifs à atteindre. La somme recueillie par la souscription ouverte en 1969 auprès des membres de la Société d'histoire a été partiellement utilisée à payer les nouvelles vitrines d'exposition ainsi qu'une partie des installations électriques.

Une nouvelle route évitant Valangin est en construction. Les automobilistes y gagneront... mais le paysage sera complètement transformé. Le pont qui enjambe le Seyon, au pied des murs du château, était menacé dans son existence. MM. Ph. Gern et J. Courvoisier étant intervenus auprès du Service des ponts et Chaussées, les ingénieurs ont trouvé une solution acceptable. Le pont et la partie amont du Seyon conserveront leur aspect actuel; en aval, l'arc du pont et le Seyon ne seront plus visibles.

Laissant à ses auditeurs le soin d'imaginer tout le travail qu'implique l'administration d'une société aussi nombreuse que la leur, le président adresse des remerciements à tous ses collègues du comité, relevant plus spécialement la tâche complexe de M. Maurice Herschdorfer, trésorier, le travail considérable qu'accomplit tout au long de l'année avec précision M<sup>me</sup> Marguerite Matthey-Doret, chargée de la tenue du fichier des membres, et l'active collaboration des secrétaires MM. Henri L'Hardy et Paul Grandjean.

M. et M<sup>me</sup> Stucker, qui ont mis tous leurs soins à maintenir le château aussi avenant que possible — dans des conditions souvent pénibles — ont droit aussi à tous nos sentiments de gratitude. M. Gern relève combien M. Stucker a facilité les relations entre la Société d'histoire et les Services de l'intendance des bâtiments.

*La section du Littoral* (président: M. Jean-Pierre Michaud) a poursuivi normalement son activité pendant l'exercice 1969-1970 en organisant cinq conférences et une excursion:

M. Roger Vionnet, conservateur cantonal des monuments et des sites, a traité du problème de la protection des monuments et des anciennes localités du canton.

M. Eddy Bauer, professeur d'histoire à l'Université, a évoqué la mobilisation générale et a fait revivre les jours angoissants d'août 1939.

M. André Bandelier, professeur à Neuchâtel, a présenté un manuscrit des Archives de l'Etat: *Le Journal du pasteur Théophile-Rémy Frêne, 1727-1804.*

M. Florian Imer, ancien président de la Cour suprême du canton de Berne, parla des conflits entre la Maison de Neuchâtel et l'Evêché de Bâle.

M. Michel Egloff, archéologue cantonal, invita son auditoire — au moyen de belles projections — à une promenade archéologique dans le canton de Neuchâtel.

L'excursion de printemps conduisit, en mai, une nombreuse assistance à la Neuveville. On visita avec beaucoup d'intérêt le château du Schlossberg, la Blanche Eglise et le Musée avec sa pirogue lacustre et son riche butin des Guerres de Bourgogne.

*La section du Locle* (président: M. François Faessler) compte 58 membres; elle a connu en 1969-1970 un regain d'activité grâce à sa collaboration avec la section de la Chaux-de-Fonds. Trois séances ont réuni chaque fois de respectables auditoires.

Au Locle, le Dr Charles Béguin, pharmacien, a parlé de « L'organisation d'observations météorologiques dans les montagnes neuchâtelaises au XIX<sup>e</sup> siècle ».

A la Chaux-de-Fonds, M. Michel Egloff a exposé le problème de l'archéologie neuchâtelaise.

Au Cerneux-Péquignot, M. François Faessler a présenté un travail sur : Napoléon et le Cerneux-Péquignot.

*La section de la Chaux-de-Fonds* (président : M. Pierre Robert-Tissot) a travaillé en étroite collaboration avec la section-sœur du Locle. La multiplicité des conférences, spectacles et concerts auxquels la population de la Chaux-de-Fonds est sollicitée de participer rend difficile l'organisation de plusieurs séances pour les membres de la Société d'histoire. La bonne entente qui règne entre les deux sections des Montagnes permet un travail fructueux bien que chacune d'elle tienne à garder son autonomie.

*Château de Valangin.* En guise d'introduction au rapport du conservateur, M. Gern s'exprime ainsi : « Quand je considère l'activité de M. Loew au Château de Valangin, je regrette de ne pouvoir lui décerner *l'ordre du mérite*... distinction honorifique dont sa modestie s'accorderait mal ; je pense que vous ne pouvez pas lui faire de plus grand plaisir qu'en lui donnant pour son musée quelque pièce ancienne, car le Château de Valangin n'est pas l'affaire de quelques spécialistes mais bien de tous les membres de la Société d'histoire. »

Et aussitôt M. Loew d'enchaîner... en adressant ses remerciements aux généreux donateurs — dont il cite les noms — qui se sont souvenus de Valangin et qui ont compris que tout objet, même s'il apparaît très humble, nous intéresse, car il nous aide à conserver une face ou une facette de notre passé neuchâtelais.

Le rapport du conservateur signale aussi les achats effectués, les améliorations apportées en divers points, les travaux entrepris par un groupe d'élèves de l'Ecole normale qui s'initient d'excellente manière à l'histoire du pays.

Le nombre des visiteurs du château a diminué en 1969, soit 4514 au lieu de 5217 en 1968. Le musée a dû être fermé pendant deux mois au cours de l'hiver, certains travaux importants n'ayant pu se dérouler comme prévu. Le conservateur exprime sa vive gratitude à M. Gern qui s'est occupé du musée pendant son absence et remercie M. et M<sup>me</sup> Stucker, les jardiniers-concierges, qui se sont donné beaucoup de peine pour satisfaire chacun, maintenir le château, astiquer les meubles, conduire les visiteurs, nettoyer les alentours, faucher l'herbe, orner les salles de fleurs et les murs extérieurs de plantes.

*Comptes de 1969.* M. Maurice Herschdorfer présente les comptes qui se résument comme suit :

Fonds ordinaire . . . . .	Fr. 31.093,65
Fonds Auguste Bachelin . . . . .	» 12.382,65
Fonds Antoine Borel . . . . .	» 10.000.—
Fonds Jaquet-Droz . . . . .	» 11.806,90
Fonds Fritz Kunz . . . . .	» 6.345,70
Fonds des publications . . . . .	» 54.014,05
Fortune de la société au 31 décembre 1969 . . .	Fr. 125.642,95

Soit une augmentation de la fortune de Fr. 9584,20 sur l'exercice 1968.

Le trésorier se réjouit de la bonne situation financière. Il est remercié pour sa bonne gestion des fonds de la société et félicité par les vérificateurs des comptes, MM. René Favre et Fritz Steudler, qui ont constaté que la comptabilité est fort bien tenue.

Les rapports annuels du président du comité, des présidents des sections, du conservateur du Château de Valangin, du trésorier et des vérificateurs des comptes sont approuvés à l'unanimité.

*Réception de nouveaux membres.* L'effectif total des membres a un peu reculé, passant de 893 en 1968 à 881 en 1969. Le président lance un appel pour que le zèle dans le recrutement ne se relâche point, puis présente les candidatures des 28 personnes suivantes qui sont reçues dans la Société d'histoire : M<sup>mes</sup> Elisabeth Henriod-Veyrassat, Hélène Zürcher, Béatrice Javet, Huguette Laager, Claude Bétrix, Christine Kübler ; M<sup>lles</sup> Nelly Berthoud, Alice Rufenacht, Ruth Joly, Odette Rutschmann ; MM. Henri Rivier, Gérard Meyer, Roger Gonthier, André Pierrehumbert, D<sup>r</sup> Yvon Bozin, D<sup>r</sup> Louis Fréchelin, Henri Honegger, Silvio Rosato, Gérard Fivaz, André Imer, Gérard Kaiflin, Frédéric Chiffelle, Henri Soguel, Rémy Thorens, Pierre Jaquet, Claude Wannemacher, Gaston Arnd, Norbert Cattin.

M<sup>lle</sup> Alice Dreyer, de Neuchâtel, est acclamée « membre vétérane » pour 50 ans de sociétariat.

*Nomination du comité.* Deux membres sont démissionnaires : MM. Maurice Morrigi et Eric Klauser, que le président remercie de tout le travail qu'ils ont effectué au sein du comité.

Aux applaudissements de l'assemblée, sont nommés comme nouveaux membres : MM. Rémy Scheurer, André Bandelier et Michel Egloff.

*Nomination des vérificateurs des comptes.* MM. Fritz Steudler et René Favre sont confirmés dans leurs fonctions ; un suppléant est désigné en la personne de M. Paul-Albert Piaget.

*Fixation de la cotisation de 1971 et budget.* Constatant l'importance des travaux à effectuer au Château de Valangin, le comité avait songé à une augmentation de la cotisation annuelle. Cependant, vu le bon résultat financier de l'exercice écoulé et la générosité des membres à la suite de l'appel lancé en 1968, il propose que la cotisation pour 1971 reste inchangée, soit Fr. 8.—, ce que l'assemblée approuve à l'unanimité, de même que le budget de 1970, établi par M. Herschdorfer, qui prévoit des recettes pour Fr. 11.600.— et des dépenses pour Fr. 21.100.— (y compris Fr. 10.000.— pour des aménagements au Château de Valangin qui pourront être pris en partie sur la réserve constituée à cet effet).

*Fête d'été.* L'assemblée ratifie la proposition du comité d'organiser la fête d'été à Noiraigue, le 12 septembre 1970. Les autorités du village du pied de la Clusette, qui ont été contactées, feront de leur mieux pour en assurer un déroulement harmonieux.

*Prix Fritz Kunz.* M. J.-P. Michaud, président de la section de Neuchâtel et rapporteur du jury, fait l'éloge de M. André Bandelier auquel est décerné le Prix Fritz Kunz pour son travail sur *Le Journal du pasteur Frêne*. Le lauréat, vivement applaudi, déclare être très touché par l'honneur qui lui est fait et tient à remercier les professeurs Eddy Bauer et Louis-Edouard Roulet de leur appui et de leurs conseils.

*Divers.* Vers 17 heures, la séance administrative, qui a été rondement conduite, est levée sous les applaudissements soulignant les paroles de gratitude que prononce M. Jean Courvoisier à l'adresse de M. Philippe Gern pour ses trois ans de présidence active et entendue, ainsi que pour l'année supplémentaire dont il se charge dans un bel esprit de service.

#### L'ENFANCE DE LOUIS XIII

D'emblée, M. Rémy Scheurer, chargé de cours à l'Université de Neuchâtel, précisa que son exposé serait plutôt un divertissement de fin de semaine qu'un « travail » selon la coutume traditionnelle. Et il réussit à intéresser vivement son auditoire en exposant l'histoire de l'enfance de Louis XIII sur laquelle on peut être fort bien renseigné par un document unique, le volumineux journal de son médecin, Jean Héroard.

Très précis et très réaliste, Héroard raconte l'accouchement de Marie de Médicis, puis parle du développement physique du nourrisson dans les conditions d'hygiène de l'époque. A un an, le petit enfant marche, à deux ans il parle, mais il bégaie. S'il est de tempérament actif, il est néanmoins instable, parfois songeur, souvent entêté et emporté. La reine n'intervient pas dans l'éducation du dauphin, qui fait preuve d'opiniâtreté et qui est souvent fouetté ; son père Henri IV croit fermement aux vertus éducatives de ce châtiment exemplaire.

Cependant, Louis a très vite appris et compris quelles étaient les mœurs de son père qui, d'ailleurs, ne s'en cachait pas. Ses propos lestement rapportés, malgré leur verdeur, n'effraient actuellement plus personne. Si la cour est fastueuse, elle est grossière et triviale, paillardes et grivoise. Aussi, devenu roi, Louis XIII montrera un visage sévère aux obscénités des gens de la cour qu'il ne voudra pas imiter.

Déclaré majeur à 13 ans, le dauphin apprendra très jeune à chasser et à manier les armes. Il aime peindre et dessiner, il apprécie beaucoup la musique, mais répugne à la danse. Son éducation religieuse est menée avec un grand sérieux et il doit apprendre par cœur le catéchisme. Il est initié à son métier de roi et, très tôt, remplace son père dans certaines activités ; il apprend à recevoir et à congédier des ambassadeurs ; il apprend à commander et il assiste aux séances du Conseil d'Etat... entre les genoux de son père. Ses précepteurs lui apprennent le latin, les mathématiques, la géométrie en particulier, l'histoire et la géographie. Faire de lui un bon roi, tel est le but de cette éducation. Quand meurt Henri IV, le 14 mai 1610, le dauphin, qui a toujours eu peur de devenir roi s'écrie : « J'aurais bien voulu que mon père vive vingt ans encore car je ne désirais pas être roi si tôt. »

De très vifs applaudissements soulignèrent cet exposé si vivant et original, loin des manuels d'histoire et des livres généralement étudiés ; aussi chacun a-t-il pris, en le suivant, beaucoup de plaisir et beaucoup d'amusement.

Renouvelant une expérience déjà tentée, on soupa ensuite dans la Salle des Chevaliers. L'organisation et le service ont posé certains problèmes qui ont été résolus de manière positive, avec savoir-faire et entrain. Tout se déroula pour le

mieux et tous les convives éprouvèrent beaucoup de satisfaction. A l'issue du repas, les participants eurent le plaisir d'entendre des œuvres musicales de Hændel, Telemann et J.-S. Bach, pour violon, flûte et clavecin.

Paul GRANDJEAN.

XCVI<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE TENUE A NOIRAIGUE

samedi 12 septembre 1970

Le temps est beau et l'accueil des autorités très cordial : d'emblée le succès de la journée semble assuré lorsque, devant quelques 150 amateurs d'histoire, M. Philippe Gern, président, ouvre la traditionnelle fête d'été dans la salle de commune, pavoisée et fleurie.

Le modeste village de Noiraigue a accepté l'honneur de recevoir la Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel soixante-six ans après y avoir organisé une première réunion. Et ce n'est pas sans fierté et sans émotion que sont salués M. Jules-F. Joly, ancien président de commune et ancien député, ainsi que M<sup>mes</sup> Marguerite Berthoud-Vuithier et Marthe Favre-Leuba, qui tous trois ont participé dans leur jeunesse à la préparation de la fête de 1904.

Parmi les personnalités présentes que le président Gern salue, citons M. François Jeanneret, conseiller d'Etat, les membres du Conseil communal de Noiraigue, le pasteur Barbier, M. Philippe Favarger, président du Tribunal du Val-de-Travers, MM. P. L. Pellet, D<sup>r</sup> Klay et Louis-Edouard Roulet, délégués des sociétés vaudoise, bernoise et romande.

Au nom des autorités, M. Ernest Raetz, vice-président du Conseil communal, souhaite la bienvenue à tous les participants et remercie la Société d'histoire de l'honneur qu'elle fait à son petit village. Avec bonhomie, il fait le parallèle entre la vie de 1904, au temps du pétrole et des calèches, et celle de 1970 plongée dans l'ère atomique. Il formule des vœux cordiaux pour la prospérité de la Société d'histoire à laquelle il offre généreusement un vin d'honneur au terme de la partie officielle.

La traditionnelle allocution présidentielle se doit de retracer brièvement l'histoire de la localité qui reçoit la Société d'histoire. M. Ph. Gern constata alors combien il est difficile de la reconstituer du fait que la plupart des documents d'archives brûlèrent dans le vaste incendie de 1719. Cependant, grâce à la monographie que le pasteur Vuithier présenta lors de la fête d'été de 1904 — et que le *Musée neuchâtelois* publia en 1905 — purent être sortis de l'oubli les événements les plus marquants : première mention de la *Nigra aqua* dans l'acte de fondation du prieuré de Bevaix en 998 tandis que la première citation de la localité est de 1380. Noiraigue fit partie de la seigneurie de Travers constituée en 1413, puis passa entre les mains des Bonstetten à la suite de contestations familiales. La population, peu importante, était chargée au XV<sup>e</sup> siècle encore de la garde du fort de la Clusette avec les habitants de Travers et de Rosières. Si une chapelle fut construite vers 1629, la paroisse autonome, détachée de Travers, date de 1879. Le temple, transformé en 1866, fut agrandi en 1894. Furent aussi évoqués l'importance des cloutiers au XVIII<sup>e</sup> siècle, le travail de la dentelle au coussin, la

fabrication des scies, des outils et des armes, des ressorts et des boîtes de montres, du ciment, sans oublier le détournement de la Clusette en 1817 et l'établissement de la ligne Neuchâtel-Pontarlier en 1860.

*Réception de nouveaux membres.* Sont reçus aux applaudissements de l'assemblée, les 15 candidats suivants que le président a le plaisir de présenter : M. André Antonietti, Saint-Aubin ; M. Jean-Paul Comtesse, Neuchâtel ; M<sup>lle</sup> Jeanne Henchoz, Plancemont s/Couvet ; M. Robert Tilbury, Colombier ; M<sup>me</sup> Monique Tilbury, Colombier ; M. Philippe Humbert, la Chaux-de-Fonds ; M<sup>lle</sup> Jacqueline Chopard, la Chaux-de-Fonds ; M. Paul-Jean Berthoud, le Locle ; M<sup>lle</sup> Henriette Piaget, Neuchâtel ; M<sup>lle</sup> Lucienne Piaget, Genève ; M. Victor Quillerat, la Brévine ; M. et M<sup>me</sup> Catrice, Boudry ; M. Max-E. A. Müller, Cortaillod ; M<sup>me</sup> Marguerite Berthoud-Vuithier, Cully.

*Prix Bachelin.* M. Roger-Louis Junod, écrivain et professeur, rapporte au nom du jury chargé d'attribuer en 1970 le Prix Bachelin de littérature. Le choix s'est porté sur M. Pierre Chappuis, né en 1930, professeur de français et d'histoire au gymnase cantonal de Neuchâtel, ancien élève de Jean-Paul Zimmermann au gymnase de la Chaux-de-Fonds, ancien étudiant aux universités de Neuchâtel et de Genève, critique littéraire et auteur d'œuvres poétiques.

La lecture de quelques textes de Pierre Chappuis a convaincu les auditeurs du choix heureux fait par le jury. Dans ses remerciements, le lauréat tint à dire qu'il considérait le prix qui lui était attribué comme un encouragement à la poursuite de son œuvre.

*Pasteurs de Noiraigue au cap du XX<sup>e</sup> siècle.* M. Jean-Pierre Barbier, pasteur de Noiraigue et gérant de la Bibliothèque des pasteurs à Neuchâtel, adressa lui aussi une cordiale bienvenue dans son village aux membres de la Société d'histoire ; il leur présenta une communication fort intéressante sur ses trois prédécesseurs : les pasteurs Georges-Marc Ragonod, d'origine française, installé à Noiraigue en 1886 ; Jules Vuithier, installé en 1897 et auteur de la monographie sur Noiraigue présentée en 1904 à la Société d'histoire ; Alfred Vuilleumier, installé en 1917 et conducteur spirituel de la paroisse jusqu'en 1944. Dans sa conclusion, M. Barbier remarqua : « Ces trois pasteurs sont des témoins dans un village qui a passé de la prospérité à de dures périodes de crises, mais en même temps des témoins de l'évolution théologique au cap du XX<sup>e</sup> siècle.

Pendant la petite pause qu'un président attentionné accorda à ses auditeurs aussi dociles qu'attentifs, fut vendu le nouveau guide de Valangin (Le Château — Le Temple) qui venait de sortir de presse. Cette brochure de douze pages, due à M. Jean Courvoisier et publiée par la Société d'histoire de l'art en Suisse, figure en bonne place dans la collection des *Guides de monuments suisses*.

#### LA CLUSETTE

##### CONTRIBUTION A L'HISTOIRE D'UN TRONÇON DE ROUTE

Nul travail ne pouvait être plus captivant pour les historiens réunis à Noiraigue que celui qu'avait offert de leur présenter M. Jean Courvoisier qui peut être fier de l'estime dont il bénéficie auprès des membres de la Société d'histoire pour son érudition et son talent de conteur. Le *Musée neuchâtelois* publiera bientôt l'étude

que l'archiviste adjoint de l'Etat vient de terminer. Consacré à six siècles d'histoire d'une importante voie de communication dans un passage forcé, dont la structure des roches explique les avatars continuels, l'exposé si actuel de M. Courvoisier représente une contribution utile à la connaissance d'un défilé parmi les plus aventureux du pays de Neuchâtel.

Vers 1360 apparaît la première mention de la Clusette qui revêtait une certaine importance stratégique et dont un premier fortin devait faciliter la garde par les habitants de Noiraigue et de Travers. Eboulements, coulées, fissures, dégâts divers, accidents apparaissent continuellement dans les documents : tout démontre l'impossibilité dans laquelle on se trouve d'assurer l'entretien et les réparations d'une route aussi instable et aussi périlleuse. Les communiens font appel au Conseil d'Etat ; une aide matérielle est nécessaire qui doit permettre à la route de France de conserver son importance économique. Divers travaux extraordinaires sont mis en chantier : élargissement de la route, enlèvement des rocs ébranlés, construction de murailles de soutènement. On songe aussi à la construction d'un tunnel de 175 m de longueur, tout en constatant qu'améliorer est une chose mais qu'il faut aussi songer au trafic pendant les périodes des travaux. Aussi envisage-t-on le détournement par Champ-du-Moulin en transférant la route sur la rive droite de l'Areuse et en construisant deux ponts.

A la suite de gros éboulements dus à de la terre glaise mouvante, on propose de passer par-dessus le rocher de la Clusette et de construire la nouvelle route qui ne touchera plus Noiraigue. Ce sont d'énormes travaux pour l'époque. Pourtant, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le rocher va causer de sérieuses surprises lorsqu'on attaquera à la base le calcaire nécessaire à la fabrication du ciment et que les galeries du Furcil s'effondreront. La route s'affaisse, de larges fissures perforent le rocher ; il semble que tout va s'écrouler mais on a le temps d'exécuter les travaux de protection nécessaires : 40.000 mètres cubes de roches sont évacués, plusieurs digues-cavaliers sont construites au pied du coteau, le canal d'aménée de l'usine hydro-électrique est protégé par un blindage de fer et de terre. Rappelant rapidement les malheurs de la Clusette au cours des dernières décennies, M. Courvoisier se félicite — avec chacun du reste — du résultat positif de la récente votation cantonale relative aux crédits accordés au gouvernement pour la mise en chantier du futur tunnel de la Clusette.

Après les applaudissements qui soulignèrent l'excellence du travail si attentivement écouté, M. François Jeanneret, conseiller d'Etat, dit sa satisfaction de prendre officiellement contact avec la Société d'histoire, de pouvoir apporter à ses membres le salut du gouvernement cantonal, de pouvoir témoigner du vif intérêt que le chef du département de l'Instruction publique accorde à l'activité féconde d'un si grand nombre d'historiens qu'il a l'occasion de rencontrer parmi les membres du corps enseignant des diverses écoles du canton. Des relations fructueuses doivent exister entre l'Etat et le public, dit-il ; la connaissance du passé reste indispensable aux hommes d'aujourd'hui pour qu'ils puissent faire œuvre durable dans leurs relations techniques et culturelles.

A la suite du vin d'honneur offert par la commune de Noiraigue dans la salle où se déroula la séance, les participants — sous la conduite de M. Jean Courvoisier, toujours infatigable à la tâche — visitèrent rapidement la localité, son église, la source de la Noiraigue et le hameau du Furcil d'où l'on a une vue d'ensemble saisissante sur l'ancien tronçon de la Clusette.

A la Croix-Blanche fut servi à une centaine de convives un excellent repas qui mit le plus agréable point final à la fête d'été de 1970. M. Jules-F. Joly, l'écolier de 1904, prit un grand plaisir à évoquer ses souvenirs d'enfance ; il parla avec émotion de la préparation de la 39<sup>e</sup> fête de la Société d'histoire, de son déroulement, des orateurs, du traditionnel banquet. Il fit revivre aussi les personnages illustres et les manifestations grandioses que reflétèrent les deux grandes glaces qui ornent actuellement la salle de la Croix-Blanche et qui proviennent de l'ancien hôtel Bellevue, à Neuchâtel, où se réunissait en son temps l'aristocratie de la principauté.

Et ce fut la séparation — comme l'a relevé un chroniqueur local — chacun emportant le souvenir d'une excellente journée qui marquera dans les annales d'un modeste village.

Paul GRANDJEAN.

## PRIX FRITZ KUNZ

Le jury avait à choisir un lauréat parmi les cinq conférenciers qui ont fait un apport à la section pendant l'exercice écoulé. Il a constaté, préliminairement, l'excellente qualité de tous les travaux présentés.

Il a jeté son dévolu sur celui de M. André Bandelier, analysant le *Journal du Pasteur Frêne*. Il s'agit d'un travail original, ayant nécessité une longue préparation et des recherches approfondies. Le sujet était nouveau. L'auteur s'est attaché à présenter un personnage que la plupart des auditeurs ne connaissaient pas. Il a mis en relief l'originalité de ce pasteur-voyageur, établi à Tavannes, qui délaissait sa paroisse pendant de longues périodes pour aller se promener en Suisse, surtout à la cour des princes évêques à Porrentruy, dans les monastères de l'évêché, en particulier à Bellelay, dans les hôtels et les châteaux de la noblesse.

Le *Journal du Pasteur Frêne* est d'autant plus intéressant qu'il englobe l'époque révolutionnaire au cours de laquelle le prince évêque fut dépouillé de ses possessions temporelles. Il relate les impressions recueillies parmi la population du Jura bernois au sujet de ces événements.

En outre, venant rendre visite à sa fille, à Lignièrès, puis à Colombier, Frêne donne une description de la principauté de Neuchâtel et rapporte ses entretiens avec les personnalités qu'il a rencontrées chez nous : le colonel de Meuron, M<sup>me</sup> de Charrière, les pasteurs Gallot et Pourtalès, et bien d'autres.

La section du Littoral remercie M. Bandelier du travail intéressant qu'il a présenté et le félicite d'avoir choisi un sujet original et peu connu.

J.-P. MICHAUD.



## CHRONIQUE

PIERRE CHAPUIS, LAURÉAT DU PRIX BACHELIN 1970

Né en 1930, Pierre Chappuis, professeur au Gymnase de Neuchâtel, donne depuis plusieurs années des chroniques de poésie à la *Gazette de Lausanne*, à la *Nouvelle Revue française* et à la *Quinzaine littéraire*. Il a publié *Ma femme ô mon tombeau* (éditions Robert, Moutier) et l'on pourra lire bientôt *Pommier impudique*, illustré par Raoul Ubac, et *L'autre versant*, illustré par Ugo Crivelli.

Critique exigeant, il dédaigne ce qui, sous la fausse apparence poétique, n'est que jeu de mots, d'idées ou d'images. Comment ne pas voir, dès le premier poème de *Ma femme ô mon tombeau*, qu'il s'astreint lui-même à l'ascèse, dont il aime à découvrir les fruits chez ses pairs? Je ne crois pas ce mot d'ascèse excessif. Des années durant, Pierre Chappuis n'a cessé de travailler à rendre toujours plus denses et plus serrés dans leur forme un petit nombre de textes dont chacun témoigne de la même fervente recherche de perfection.

La limpidité du langage est ici trompeuse. On croit accéder d'emblée au sens de très simples secrets, communs à tous ceux qui laissent encore au rêve le pouvoir d'envahir leur existence. Bientôt, toutefois, on se convainc qu'au-delà d'une apparence de description ou de confidence règnent d'autres espaces. Ce qu'on était tenté de prendre pour le prétexte et la fin du discours se révèle signe d'une réalité tout autre; dès lors, l'esprit s'applique à déchiffrer ce que le langage livre et masque à la fois.

Rien de moins aisé à situer que le *lieu* de cette poésie: il est parlé dans *Vent debout* du « croupissement de la lumière »; ailleurs, souvent, de brume, de brouillard; on relève aussi: « la rumeur de la ville qu'étouffe le feutre du sommeil », le « monde ruiné de la nuit », « miroir sourd », la « mince cloison de l'orage »... Loin de réfléchir l'image, les miroirs l'absorbent à demi. Toute certitude, aussitôt entrevue, se dérobe. L'ouïe, la vue sont menacées. Le principe de cette poésie me semble être dans l'ambiguïté d'un monde qui se soustrait à toute prise définitive quoique toujours offert, présence impossible à cerner. Le poète tend d'impalpables pièges à l'être, ici figuré par la femme: être qui perpétuellement échappe, qui, peut-être, n'existe que suscité par la parole même qui échoue à en capter la fuyante essence. Comme l'indique le titre d'un poème, la poésie de Pierre Chappuis s'élabore « en marge de l'impossible ».

Rimbaud, Mallarmé, Bonnefoy ont, de toute évidence, préparé le terrain où s'édifie l'entreprise de Chappuis.

R.-L. JUNOD.

# TABLE DES MATIÈRES DE L'ANNÉE 1970

TROISIÈME SÉRIE - SEPTIÈME ANNÉE

	<i>Pages</i>
<i>Béguin, Charles.</i> Organisation de la météorologie neuchâteloise au XIX <sup>e</sup> siècle . . . . .	49
<i>Bonhôte, Jean-Marc.</i> Orgues et organistes dans les paroisses du Landeron et de Cressier au XVIII <sup>e</sup> siècle . . . . .	80
<i>Courvoisier, Jean.</i> La Clusette. Contribution à l'histoire d'un tronçon de route. I. Avant 1800 . . . . .	97
— II. Après 1800 . . . . .	156
<i>Egloff, Michel.</i> Découvertes récentes sur la station du bronze final d'Auvernier . . . . .	145
<i>Favarger, Dominique.</i> A propos du coutumier Hory de 1618 . . . . .	69
<i>Guyot, Charly.</i> Lettres inédites de Madame de Charrière . . . . .	3
<i>Loew, Fernand.</i> Etain et potiers d'étaïn neuchâtelois . . . . .	125
— Les épidémies . . . . .	33
— Médecins, chirurgiens et apothicaires de notre région au XV <sup>e</sup> siècle . . . . .	73
— Neuchâtel et la Suisse . . . . .	84
<i>de Pury, Monique.</i> Une expédition anglaise à la glacière de Monlésy au temps des crinolines . . . . .	29
<i>Schnegg, Alfred.</i> Revue des publications historiques. Institutions, histoire économique, héraldique . . . . .	172
<i>de Tribolet, Maurice.</i> A propos de la dislocation du Manse. Quelques exemples comtois de la seconde moitié du XIII <sup>e</sup> siècle . . . . .	23
<i>Vuille, Paul.</i> Variations sur le nom d'un Neuchâtelois au XV <sup>e</sup> siècle . . . . .	137

## BIBLIOGRAPHIE

<i>Bauer, Eddy.</i> <i>Autour d'une place.</i> (Place Purry à Neuchâtel) (Fernand LOEW) . . . . .	43
<i>Courvoisier, Jean.</i> <i>Monuments d'art et d'histoire du canton de Neuchâtel</i> (Eddy BAUER) . . . . .	38
<i>Favarger, Dominique.</i> <i>Le régime matrimonial dans le comté de Neuchâtel du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.</i> (Jean-Pierre MICHAUD) . . . . .	142
<i>Gern, Philippe.</i> <i>Aspects des relations franco-suissees au temps de Louis XVI</i> (Jean COURVOISIER) . . . . .	179
<i>Jacot, Paul.</i> <i>Essai sur les troupes suisses et officiers neuchâtelois au service étranger.</i> (Jean COURVOISIER) . . . . .	42
<i>Klauser, Eric-André.</i> <i>L'Hôpital de Fleurier 1868-1968.</i> (L. M.) . . . . .	45

Loew, Fernand. <i>Notes de lecture</i> . . . . .	177
Rais, André. <i>Livre d'or des familles du Jura</i> . (Jean COURVOISIER) . . . . .	42
Thomann, Charles. <i>Histoire de la Chaux-de-Fonds inscrite dans ses rues</i> . (François FAESSLER) . . . . .	45

### CHRONIQUE

Le Grand Temple de la Chaux-de-Fonds (Jean COURVOISIER), p. 47. — Rapport sur le Prix Fritz Kunz 1969 (J.-P. MICHAUD), p. 48. — Chronique des sociétés savantes 1968-1969 (Eric BERTHOUD), p. 58. — Société d'histoire et d'archéologie du canton de Neuchâtel : Séance administrative tenue au château de Valangin samedi 13 juin 1970 (Paul GRANDJEAN), p. 181. — XCVI<sup>e</sup> réunion annuelle tenue à Noiraigue samedi 12 septembre 1970 (Paul GRANDJEAN), p. 186. — Prix Fritz Kunz (J.-P. MICHAUD), p. 191.

### PLANCHES HORS TEXTE

Madame de Charrière 1740-1805 (Peinture de 1780 par Arlaud) . . . . .	Frontispice
Ombilic du bassin d'aiguière dite de la Tempérance . . . . .	129
Poinçon de François Briot . . . . .	129
Plan général de la baie d'Auvernier-Colombier . . . . .	145
Planche I. Vue aérienne de la baie d'Auvernier (juillet 1970). — Bracelets gravés et couteaux de bronze . . . . .	153
Planche II. Matériel de la cachette de fondeur. — Trois types de vases découverts à Auvernier en 1969 . . . . .	153
Planche III. Détail d'un vase figurant sur la planche II. — Cruche ornée. — Pile d'écuellenes retrouvée en 1959 . . . . .	153
Planche IV. Bracelets de bronze gravés . . . . .	153
Planche V. Faucilles, haches et couteau de bronze . . . . .	153
Planche VI. Bronze : bracelets, épingle à tête rasiforme, hameçons, rasoir, anneaux. Céramique . . . . .	153
Planche VII à IX. Céramique . . . . .	153

### ILLUSTRATIONS DANS LE TEXTE

Trois coupes du rocher de la Clusette, donnant le tracé de la paroi en 1779 . . . . .	117
Croquis de situation de la Clusette . . . . .	169

